

CONSEIL COMMUNAL DU 20 FÉVRIER 2025
GEMEENTERAAD VAN 20 FEBRUARI 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Daniel Hublet, *Président/Voorzitter* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Lara Querton, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Eric Sax, Céline VANDERBORGHT, Marie Borsu, Aleksandra Kokaj, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

20.02.2025/A/0001 **Hommage à Andrée Dumon**

Le Conseil prend acte.

Eerbetoon aan Andrée Dumon

De Raad neemt akte.

20.02.2025/A/0002 **Approbation du registre des séances du Conseil communal du 16 décembre 2024 et du 23 janvier 2025.**

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zittingen van de Gemeenteraad van 16 december 2024 en 23 januari 2025.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.02.2025/A/0003 **Déclaration de politique communale 2024-2030.**

Sécurité et prévention dans nos quartiers

La sécurité est un pilier essentiel de notre politique pour garantir à chaque habitante et habitant d'Uccle un cadre de vie serein et protégé. La commune a déjà mis en place des mesures concrètes pour améliorer la sécurité dans tous les quartiers, en collaboration étroite avec les citoyens et les forces de l'ordre. Une des initiatives phares est la mise en place et l'expansion des Partenariats Locaux de Prévention (PLP), permettant une vigilance accrue et partagée entre les habitants et les services de police. Ces partenariats renforcent le lien entre la commune et ses résidents en encourageant la communication et en instaurant des mécanismes d'alerte efficaces.

Nous continuerons à le faire avec pour objectif que l'ensemble du territoire de la commune puisse bénéficier de la couverture d'un PLP et étendrons leur rôle à la lutte contre les incivilités en matière de propreté.

Aucun quartier ne doit se sentir délaissé. C'est pourquoi, dans la foulée de l'expérience positive d'une antenne de prévention dans le quartier du Melkriek, nous explorerons la création d'une autre antenne ou d'une antenne police-prévention LISA.

Pour une surveillance accrue des zones sensibles, un dispositif de vidéosurveillance sera étendu dans ces quartiers d'Uccle, avec de nouvelles caméras installées aux points stratégiques, sur la base d'un constat objectif de la pertinence de leur localisation. En parallèle, des patrouilles de police, notamment à pied et à vélo, viendront renforcer cette surveillance et établir une présence visible et proactive sur le terrain. Cette démarche vise à prévenir les délits tout en favorisant une relation de proximité entre la police et les citoyens.

La protection des personnes âgées, particulièrement vulnérables, sera également une priorité. Des programmes de sensibilisation et de prévention spécifiques continueront à être proposés pour les aider à éviter les arnaques et les vols, en collaboration avec les associations de seniors de la commune.

Nous maintiendrons à Uccle la présence d'une équipe pluridisciplinaire pour le contact et le suivi de publics fragilisés (notamment les personnes sans-abri).

Des campagnes de sensibilisation seront organisées pour certains publics spécifiques sur la gestion contre le harcèlement ou l'agression dans l'espace public.

La formation des forces de police à la gestion des problèmes de voisinage, à l'assistance aux victimes, aux violences familiales et conjugales et aux actes discriminants sera poursuivie.

Concernant la lutte contre le vol de vélos, la commune utilisera des vélos-appâts équipés de balises GPS pour dissuader les vols et identifier les voleurs si nécessaire. En complément, l'enregistrement des vélos sera encouragé auprès des cyclistes,

facilitant la récupération en cas de vol.

Des mesures seront prises concernant les formes agressives de mendicité, en particulier aux abords des distributeurs de billets. Une approche préventive et un accompagnement social de ces personnes en situation de précarité seront toujours prévus.

Nous intensifierons une politique de tolérance zéro pour les incivilités. Les comportements irrespectueux, comme les nuisances sonores, les dégradations de biens publics, les chantiers qui ne respectent pas les horaires du RGP et les incivilités en tout genre feront l'objet de sanctions immédiates.

Les comportements inciviques et dangereux continueront à être sanctionnés quel que soit le mode de transport.

La compétence de la prévention est gérée par le Bourgmestre et donc associée aux compétences de police pour plus d'efficacité et de cohérence.

Le lien structurel et la cohérence des missions entre le service de Prévention et le service de l'Action et de la cohésion sociales seront renforcés. Les moyens humains notamment, seront garantis pour déployer la présence de terrain des Gardiens de la paix et des Éducateurs de rue. La formation de ces équipes à aborder et dialoguer avec tous les publics d'Uccle, dont les personnes en difficulté, sera renforcée.

Dans le cadre de la stratégie de prévention, la commune propose également des solutions de technoprévention. En fournissant des conseils personnalisés aux particuliers et aux commerçants, nous continuerons à sécuriser les domiciles et les commerces, avec notamment des recommandations pour l'installation de dispositifs de sécurité adaptés ainsi que des campagnes de sensibilisation. Les conseillers en technoprévention de la police et du service de prévention continueront à poser un diagnostic sur les points forts et faibles de l'habitation des Uccloises et Ucclois à leur demande.

Ces conseils seront aussi diffusés dans le cadre des PLP.

Nous sommes également conscients des risques liés à la cybercriminalité, un phénomène en constante augmentation. C'est pourquoi des campagnes de sensibilisation régulières seront organisées pour prévenir les fraudes en ligne et informer les habitants et habitantes des bonnes pratiques en matière de cybersécurité. Ce travail sera intégré dans les formations dispensées dans les Espaces Publics Numériques (EPN).

Une gestion financière rigoureuse pour l'avenir

Uccle maintiendra sa volonté de présenter des comptes en boni, évitant toute dépense supérieure aux ressources disponibles. Cette discipline financière permet de constituer des réserves pour soutenir des investissements essentiels au bien-être des habitants et habitantes en maîtrisant la dette et en particulier la part de la charge de la dette dans le budget. L'évolution des dotations à la zone de police et au CPAS sera monitorée pour s'assurer que celles-ci soient soutenables sur le long terme.

Uccle mettra en œuvre une politique renforcée de contrôle des dépenses publiques et d'optimisation de la perception des recettes. Cela permettra de garantir une gestion encore plus efficiente des ressources tout en assurant la transparence dans l'utilisation de l'argent public.

La commune veillera à ce que la pression fiscale demeure juste et équilibrée en restant dans la moyenne des communes les moins taxées de la région bruxelloise, tout en favorisant le développement économique, préservant le pouvoir d'achat des Uccloises et Ucclois et en garantissant les moyens pour offrir des services et infrastructures publiques de qualité. Une fiscalité maîtrisée contribuera à renforcer la confiance des citoyens et à attirer de nouvelles initiatives économiques.

Pour certains projets communaux ambitieux, Uccle explorera les possibilités offertes par le financement participatif et les partenariats public-privé. Cette approche permettra aux citoyens de s'impliquer directement dans des projets locaux exemplaires et d'ampleur, tout en diversifiant les sources de financement.

Uccle poursuivra notamment le dialogue avec des banques éthiques et durables pour financer les emprunts nécessaires à ses investissements. La Commune étudiera ou poursuivra les placements dynamiques des avoirs de la commune, des ASBL communales et du CPAS auprès d'institutions bancaires notamment éthiques et durables.

Action et cohésion sociales : favoriser l'émancipation de toutes et tous

La lutte contre la précarité en accompagnant chacun et chacune, selon ses besoins, vers davantage d'autonomie, de recherche d'un emploi et d'accès aux aides sociales est une priorité. Le travail de lutte contre l'exclusion sociale et en faveur de l'émancipation se déroule sur de multiples terrains dont le logement, la culture, la citoyenneté... La Commune et le CPAS, en dialogue avec les associations et les usagers se feront le relais vers les autorités supérieures afin d'optimiser les services rendus.

Il conviendra de faciliter l'accès aux aides et services existants et de poursuivre les initiatives visant à mieux informer les Uccloises et Ucclois afin de lutter contre le non-recours aux droits. La stratégie d'accueil et d'accompagnement des plus démunis est axée sur le long terme en adoptant une approche globale de la personne (logement, santé, emploi, formation, socialisation...) et en préservant la période de mise à disposition d'une adresse de référence) pour le chômage ou les revenus d'intégration.

Les collaborations avec des associations spécialisées dans les maraudes ou les assuétudes seront renforcées. Un accueil digne et un soutien pratique des personnes sans abri ou sans chez soi sera poursuivi. De nouveaux projets «Housing First» pourraient être initiés.

L'ouverture des Maisons de quartier Homborch et 1180 au profit des comités de quartier et des habitantes et habitants sera renforcée. L'objectif sera d'ouvrir deux autres maisons de quartier (Vanderkindere et Dieweg) sous cette mandature. De nouvelles activités y seront proposées tout en veillant à y conserver les activités existantes.

Poursuivant leur mission d'être des espaces de rencontre et de partage des publics (notamment des générations), les Maisons de quartier constitueront des lieux d'impulsion de projets communaux. Elles accueilleront des projets ou collaborations avec des acteurs locaux.

Les Maisons de quartier pourront être mises à disposition pour des initiatives solidaires favorisant la vie du quartier ou la vie associative locale. La location à petit prix ou la mise à disposition aux habitants du quartier pour des événements conviviaux (anniversaires, par exemple) sera étudiée.

La recherche d'un lieu accessible constitue une préoccupation majeure des associations. Des locaux seront loués à un tarif accessible ou mis à disposition aux A.S.B.L. uccloises dans la mesure des disponibilités.

Le soutien aux écoles de devoirs est central dans l'accompagnement des enfants en difficulté scolaire. Nous nous emploierons à faciliter les missions des écoles de devoirs actives à Uccle, reconnues par les pouvoirs publics ou pratiquant une politique de gratuité ou de tarifs réduits.

La mise à disposition de salles d'étude dans des lieux publics sera poursuivie et, dans la mesure du possible, amplifiée tel que cela se fait déjà au CCU. Les moyens alloués à l'ASBL Le PAS et son action envers ses publics cibles seront renforcés. Les synergies entre Le PAS, le SUJ, les services communaux et les écoles de la commune seront poursuivies. Enfin, les projets communaux ou de l'asbl Le PAS en matière d'alphabétisation seront poursuivis et développés.

Uccle veillera à assurer au CPAS les moyens financiers et humains pour répondre aux demandes grandissantes d'aide sociale en veillant à appliquer des pratiques budgétaires vertueuses.

La mandature verra la concrétisation de la fusion des deux maisons de repos/de soins du CPAS au sein du Domaine du Neckersgat. Une réflexion sera menée par le CPAS avec la Commune sur la vision des services actuels et futurs rendus aux résidents et résidentes. Les ménages sous la menace d'une expulsion seront plus étroitement accompagnés, compte tenu de leurs difficultés à comprendre la législation ou les documents juridiques, notamment pour les inciter à se présenter à l'audience de la Justice de paix qui les concerne.

Le CPAS poursuivra la mise en œuvre des mesures issues du Plan d'actions pour le Climat avec le soutien de la commune.

Des pistes de synergies entre la commune et le CPAS seront explorées, en s'inspirant d'exemples d'autres communes, sous l'angle prioritairement du service rendu mais aussi d'économie d'échelle. Un inventaire de ces pistes sera rapidement établi sous la conduite du Comité de concertation CPAS-Commune.

Uccle continuera à se montrer innovante en matière de soutien aux personnes en recherche d'emploi ou de reconversion professionnelle. Les permanences et le coaching personnalisés seront davantage visibilisés. Les filières d'emploi pertinentes pour le public ucclois et pour l'économie locale seront mieux identifiées. Dans ce cadre, une attention particulière vers des lieux ou filières de formation répondant aux besoins sociaux accrus et à la transition sera apportée.

La commune accompagnera des commerçants et PME d'Uccle dans le cadre du recrutement de collaborateurs.

Dès que cela est possible, nous proposerons aux gestionnaires de nouvelles infrastructures l'occupation de chercheurs et chercheuses d'emploi ou d'apprenants et apprenantes dans le cadre d'un processus de formation.

Uccle pérennisera son soutien aux initiatives comme les donneries, « "gratifieras »" (foires aux dons déjà organisées par les bibliothèques communales), « repair cafés », épiceries et cantines sociales, plateforme de mise en commun de bien, etc.).

En raison de leurs missions et de leur méthodologie de travail social communautaire, les PCS Homborch, Melkriek et Merlo jouent un rôle de premier plan dans leur quartier d'implantation. La Commune souhaite en demeurer un interlocuteur et partenaire, au travers de la poursuite ou de la genèse de projets communs, dans le respect de l'expertise réciproque.

Uccle soutiendra les initiatives locales, telle la plateforme citoyenne, qui veulent s'impliquer dans l'accueil et l'hébergement, favorisant ainsi les rencontres entre les personnes de cultures différentes et la cohabitation dans la bienveillance.

L'aide de la commune à l'A.S.B.L. « Open Free Go Uccle » sera poursuivie et évaluée et un dialogue sera mis en place avec les autres acteurs de l'aide alimentaire.

La Vélothèque sera pérennisée en portant une attention toute particulière au statut des bénévoles.

Climat : amplifier la réduction des émissions de gaz à effet de serre

L'urgence climatique rappelle chaque jour la nécessité d'intensifier nos actions visant à réduire nos émissions de gaz à effet de serre. La commune mettra en œuvre avec volontarisme le Plan Climat avec les habitantes et les habitants et les acteurs locaux dont le CPAS en réduisant les inégalités sociales.

Le Plan climat est un outil transversal. Chaque service de l'administration communale et chaque échevine et échevin est responsable, dans ses domaines d'action, de l'impact carbone de son travail et de ses projets. C'est pourquoi des actions du plan climat sont inscrites dans les différents chapitres de cette Déclaration de Politique Communale. Outre la formation et la sensibilisation de l'administration et des habitantes et habitants, pour garantir le portage du plan climat, une fresque climat sera organisée pour les élus locaux.

Le Plan Climat et ses volets 'administration' et 'territoire' a été établi dans un esprit de justice sociale, en collaboration avec le CPAS. Son suivi régulier et ses évaluations permettront de réorienter si besoin l'action communale.

Les moyens budgétaires et humains nécessaires seront prévus, en pérennisant la cellule climat au sein du service de l'environnement et en dégagant des moyens humains pour le guichet énergie (en étudiant l'intégration de la cellule du CPAS).

Un bilan carbone sera réalisé grâce et avec les outils développés par Bruxelles Environnement dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des actions du plan.

La commune étudiera les modalités de création d'un réseau d'acteurs locaux dans le but de favoriser la transition en mettant en œuvre les actions du Plan Climat et de faire

remonter auprès de la Commune les freins et difficultés à cette mise en œuvre.

L'éducation à Uccle : un modèle d'excellence et d'innovation

La commune d'Uccle, reconnue pour la diversité et la qualité de son système éducatif, continuera de répondre aux attentes variées des familles en offrant un large éventail de choix en termes de proximité, de types d'enseignement (public ou privé) et de spécialisations. En gérant des établissements performants et bienveillants, allant des écoles fondamentales aux académies artistiques francophones et néerlandophone, Uccle se positionne comme un pôle éducatif d'excellence et accessible.

Uccle maintiendra un haut niveau de qualité dans son enseignement, en renforçant les valeurs de citoyenneté et de démocratie au cœur des apprentissages.

Les écoles mettront l'accent sur la collaboration, l'entraide, et la responsabilité sociale pour former des citoyens engagés et conscients.

Face à la pénurie croissante d'enseignants et d'enseignantes, la commune développera des initiatives pour attirer et fidéliser des professionnels qualifiés. En offrant de meilleures conditions de travail et des opportunités de développement professionnel, Uccle s'assurera de disposer d'un personnel éducatif compétent et motivé.

La modernisation des installations scolaires sera une priorité. Les cours de récréation continueront à être végétalisées, des potagers pourront voir le jour, créant ainsi des espaces plus agréables et plus riches pédagogiquement pour les enfants, les façades et toitures seront également végétalisées lorsqu'elles s'y prêtent. Les écoles des autres réseaux seront incitées à faire de même.

L'enseignement de promotion sociale sera regroupé dans un bâtiment dédié, optimisant ainsi l'organisation et l'efficacité de cet important volet éducatif.

Uccle investira durablement dans le matériel informatique et numérique pour équiper les classes de technologies modernes.

Les enseignants bénéficieront d'un accompagnement spécifique pour adopter ces technologies et maximiser leur impact en classe. Cela garantira une transition fluide vers des méthodes d'enseignement numériques et interactives.

Tous les enfants doivent pouvoir être reconnus dans leurs singularités. Les écoles uccloises s'ouvriront davantage aux enfants à besoins spécifiques, en adaptant leur offre et en formant les enseignants pour mieux accueillir et intégrer ces élèves.

L'évaluation sera porteuse de sens et mettra l'accent sur les pistes de solution pour progresser plutôt que sur l'échec. La commune mettra également en œuvre des programmes pour lutter contre le harcèlement scolaire, en promouvant le respect des différences et une culture de bienveillance dans chaque établissement, les cercles de parole seront encouragés à cet effet.

Uccle renforcera aussi ses actions en faveur du devoir de Mémoire, en sensibilisant les élèves aux valeurs de démocratie, de liberté, de citoyenneté et à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

L'habitude de consacrer 15 minutes de lecture par jour en classe sera encouragée pour

stimuler l'amour des livres et développer les compétences en lecture dès le plus jeune âge.

Le développement de zones calmes dans les écoles sera soutenu.

Mobilité : Accessibilité et sécurité pour toutes et tous

Nous promouvons une culture de coexistence respectueuse entre les différents usagers, dans la droite ligne du Plan Communal de Mobilité (PCM), en sensibilisant les automobilistes, cyclistes et piétons aux règles de courtoisie, pour améliorer la sécurité et la qualité de vie en milieu urbain.

Nous veillerons à préserver une offre de stationnement vélo-moto-auto adéquate en particulier dans les quartiers très denses et les quartiers commerçants, en privilégiant le stationnement hors voirie quand c'est possible et en développant des partenariats avec des acteurs publics et privés (parkings de grandes surfaces ou de bureaux, création de stationnement vélo sécurisé avec Parking.brussels).

L'offre de stationnement vélo (arceaux et boxes sécurisés) sera renforcée, en particulier à proximité des pôles d'attraction : zones commerçantes, infrastructures sportives et culturelles, etc.

Nous continuerons notre lutte contre le stationnement incivique, notamment celui des véhicules partagés de micromobilité. Nous ne mettrons pas en place de dropzones sur les voiries communales tant que la stabilité juridique autour du nombre d'opérateurs autorisés à commercialiser leurs engins partagés ne sera pas entièrement garantie, que les opérateurs ne seront techniquement pas aptes de faire respecter les limitations physiques et numériques et que les débordements seront légion sur ces dropzones. De même, nous lutterons contre tout type de stationnement sauvage sur les espaces piétons.

Le recours à l'auto-partage continuera à être encouragé. L'extension de l'offre de véhicules partagés, en stations, sera poursuivie. Le déploiement des bornes de recharge électrique continuera afin de couvrir le plus finement et complètement l'ensemble du territoire et de répondre ainsi aux besoins.

Nous soutiendrons et accompagnerons les initiatives et projets visant à améliorer l'offre de transports en commun (desserte, régularité, confort, etc.), afin qu'elle puisse constituer une alternative efficace et agréable aux déplacements motorisés.

Nous nous montrerons attentifs à l'évolution du chantier de "métroisation" de l'axe Albert-MidiNord et à son impact sur l'offre de transport en commun depuis Uccle (en particulier la question des correspondances).

L'offre ferroviaire à Uccle est très précieuse. Elle sera promotionnée par la Commune.

Nous nous investirons pleinement dans les comités d'accompagnement chargés du déploiement du RER vélo et d'examiner les projets de transport en commun de haute performance qui pourraient être développés à destination d'Uccle.

Le Bois de la Cambre constituera également un point d'attention spécifique. La

procédure entamée à l'encontre de la Ville de Bruxelles sera poursuivie. Nous continuerons néanmoins à privilégier le dialogue en vue d'une solution rapide.

Les projets de rue scolaire, à l'initiative des directions des écoles et parents d'élèves, qui offrent un cadre agréable et apaisé aux enfants, continueront à être soutenus après concertation des riverains, avis de la police et des services mobilité.

Enfin, le conseil consultatif des modes actifs sera relancé.

Pour un espace public mieux partagé et plus confortable au profit de toutes et tous

Il est essentiel que chaque usagère et chaque usager – piéton, cycliste, automobiliste ou utilisateur des transports en commun – puisse se déplacer en toute sécurité et dans de bonnes conditions. Afin de continuer à améliorer l'accessibilité, le confort et surtout le partage harmonieux de l'espace public, de nouveaux aménagements seront prévus. Ils participeront à une meilleure cohabitation entre les différents modes de transport.

L'espace public sera pensé de manière équilibrée et ce afin de répondre aux besoins de chaque usager.

Le Plan communal de mobilité (PCM) adopté en septembre 2023 constitue un précieux outil à cet égard.

Nous sommes chacune et chacun, à certains moments, piéton. Il sera veillé à ce que les trottoirs soient accessibles pour tous, en particulier pour les personnes à mobilité réduite, les familles avec poussettes et les seniors. Une attention particulière sera toujours portée aux zones fort fréquentées, telles que les quartiers commerçants et les abords d'école.

Des moyens conséquents seront dégagés afin d'accélérer leur réfection et de pouvoir traiter les trottoirs d'un beaucoup plus grand nombre de voiries chaque année. Le budget annuel dédié à leur rénovation sera ainsi doublé, sachant qu'il avait déjà été multiplié par deux au cours de la précédente mandature.

De nouveaux passages pour piétons seront créés tandis que la sécurisation des traversées de dizaines de carrefours existants sera poursuivie (création d'oreilles, bordures adaptées, lignes guide pour les aveugles, trottoirs traversants, passages pour piétons surélevés, etc.). Des feux notamment intelligents (qui passent au rouge en cas de dépassement de la vitesse autorisée) supplémentaires seront installés à proximité d'écoles.

En plus d'un revêtement antidérapant adapté installé lors des rénovations des trottoirs, les obstacles qui empêchent des cheminements clairs et sécurisés devront être supprimés. Par ailleurs, nous renforcerons le contrôle de l'entretien des trottoirs par les riverains. Quand leur détérioration leur est imputable (par exemple suite au passage de véhicules), la remise en état sera imposée. Le cas échéant, une rénovation à leurs frais ou des sanctions pourront intervenir. Ces actions garantiront des trottoirs sécurisés et bien entretenus dans tous les quartiers. De même, nous procéderons à l'envoi systématique de mises en demeure aux propriétaires de haies débordantes. En

dernier recours et sans réaction à la mise en demeure, la commune procédera elle-même à la taille de la haie et facturera la prestation au propriétaire.

L'espace public sera davantage végétalisé et mieux éclairé.

Pour encourager les déplacements à pied et à vélo, nous aménagerons là où c'est possible de nouvelles pistes cyclables continues et sécurisées, séparées des voies de circulation automobile, et offrant un réseau de circulation cyclable confortable et sûr. Tel sera notamment le cas de Kamerdelle-Folie, Bosveldweg, Gazelle et Verrewinkel-Chênaie. Des bandes confort (pavés lisses) continueront à être systématiquement créées lors de réfections de tronçons pavés. Le projet de passage sous-voies cyclopiéton à la gare de Calevoet sera concrétisé, en veillant à sa bonne articulation avec le futur RER vélo. Ce dernier nécessitera des aménagements le long des voies de chemin de fer et en voirie. Nous nous montrerons soutenant à cet égard.

L'accès, la signalétique et le confort des gares uccloises et de leurs abords doivent toutefois être améliorés. De nombreux projets sont en cours (Saint-Job, Stalle, Linkebeek, Calevoet, Moensberg...). Nous soutiendrons toutes ces évolutions positives pour les utilisateurs des transports en commun et collaborerons étroitement avec Infrabel et la SNCB à ce sujet. Le chantier d'aménagement d'un vaste parking à la gare de Linkebeek a récemment débuté. Il permettra notamment à celles et ceux qui souhaitent rejoindre le centre-ville en train d'y stationner leur véhicule.

La mise en site propre du tram chaussée de Neerstalle, où les travaux ont débuté récemment, améliorera la vitesse des lignes de trams 82 et 97.

Notre commune continue par ailleurs à soutenir et appuyer auprès de la Région un réaménagement complet du square des Héros. Ce pôle multimodal voit transiter des milliers de personnes chaque jour. Les cheminements, les correspondances, les traversées méritent d'y être grandement améliorés.

La place Saint-Job sera réaménagée afin d'offrir un espace public de grande qualité, convivial, sécurisant pour les piétons. Ce projet sera nourri par les très nombreuses contributions de citoyens et commerçants issues du processus participatif mis en place ainsi que par le travail des bureaux d'études. Le maintien d'une offre de stationnement adéquate constitue un important point d'attention. Dès lors, concomitamment à l'embellissement de la place, l'extension du parking visant à compenser les pertes dans l'espace public le long du chemin de fer sera réalisée.

Le parvis Saint-Pierre constitue également une place emblématique de la commune dont elle est le cœur historique et tout à la fois contemporain.

Conformément au PCM, l'espace public doit y être rendu plus qualitatif et convivial et ce afin notamment d'offrir des cheminements plus vastes, confortables et agréables pour les piétons, afin de pouvoir y déployer par exemple des terrasses. Sa végétalisation doit y être accrue.

Il paraît nécessaire de poursuivre et d'affiner la réflexion en concertation avec toutes les parties prenantes. Ce processus fera l'objet d'un vaste dispositif de participation citoyenne, en plusieurs temps, et d'une étude approfondie visant notamment à déterminer les incidences exactes pour les riverains, le chaland et les visiteurs, afin d'aboutir à un projet tout à la fois équilibré et ambitieux, qui suscite une adhésion la plus large possible. Un comité de pilotage réunissant, entre autres, des représentants des comités de quartier concernés, des associations de commerçants mais aussi une représentation du conseil communal (y compris de l'opposition), sera institué.

Nous solliciterons la Région pour réaliser des aménagements nécessaires sur la chaussée de Waterloo de La Bascule au Fort-Jaco. Ces pôles commerciaux stratégiques méritent une attention particulière pour favoriser la circulation des résidents, visiteurs et clients. En collaboration avec la Région, nous mènerons des études pour des aménagements de qualité qui amélioreront la sécurité des piétons et des cyclistes, tout en préservant une offre de stationnement suffisante pour les clients et visiteurs.

Pour limiter les impacts des travaux publics sur la mobilité des habitants, nous renforcerons notre dispositif de communication. Avant chaque projet d'aménagement d'envergure, les citoyens seront informés des dates de début et de fin des travaux, ainsi que des changements temporaires dans la circulation. Nous transmettrons également ces informations aux plateformes de circulation telles que WAZE et Google. Cette information sera relayée sur les panneaux d'affichage et les plateformes numériques de la commune, permettant aux résidents de planifier au mieux leurs trajets en conséquence. Des visuels élaborés, clairs et complets, seront désormais exécutés pour chaque grand projet de réaménagement afin que l'information au public soit la plus utile et pertinente.

Logement : pour une offre de logements accessibles et de qualité

Le logement est une des conditions premières de la dignité humaine. Le droit à un logement décent est d'ailleurs reconnu par la Constitution. La moitié de la population bruxelloise est confrontée à la difficulté voire l'impossibilité de se trouver un toit à des conditions décentes. Uccle n'échappe pas à cette problématique. Notre commune, comme le reste de la Région bruxelloise, fait face à une crise du logement abordable et non pas à un manque de logements.

La commune veillera à répondre au mieux à la demande de logements abordables pour des publics fragilisés tout en soutenant les personnes « uni » propriétaires et en encourageant les familles à s'installer à Uccle.

L'articulation entre les acteurs publics en charge du logement à Uccle (commune, CPAS, BinHôme, AISU) sera optimisée. La gestion des logements sociaux communaux sera progressivement transférée à l'AISU. Par ailleurs, pour plus de facilité et de clarté, l'inscription sur les listes d'attente des différents acteurs de logements publics ucclois sera centralisée via un guichet unique logement.

Le déploiement du parc de logements de l'AISU (Agence Immobilière Sociale Uccloise) sera poursuivi en encourageant davantage de propriétaires privés à lui confier leurs biens. L'ambition est d'augmenter nettement son parc de logements au cours de la prochaine mandature, tout en veillant à ce que la grande majorité des nouveaux logements pris en gestion soient situés sur le territoire communal. Les missions de l'AISU pourront être étendues : promotion du logement intergénérationnel, housing first, etc.

La rénovation (en vue d'améliorer les performances énergétiques et, au-delà, d'y

investir par exemple dans la pose de panneaux solaires, dans la récupération des eaux de pluie...) et le développement du parc de logements publics seront poursuivis. Des projets seront notamment étudiés et programmés rue de Stalle, rue des Fidèles et chaussée de Saint-Job. Des sites alternatifs, appartenant ou non à la Commune, devront être identifiés afin de préserver les espaces naturels que sont le bois de Calevoet ou les abords du Keyembempt. L'acquisition de logements publics sera favorisée, quand cela est possible, via les charges d'urbanisme.

Les projets assurant la mixité de logements sociaux, logements moyens et privés, seront soutenus.

Les acquis de la collaboration avec la Région dans le cadre du Plan d'urgence logement (PUL) seront développés, notamment dans la lutte communale contre les logements vides et le vide locatif par la collaboration efficace des services logement et taxe, la gestion dynamique des bases de données du logement, un accompagnement adéquat dans les contacts entre les personnes en recherche de logement et les propriétaires. Il conviendra d'appliquer systématiquement des mesures mises en place dans le cadre du Plan d'urgence logement régional : activation des logements vides, outils de gestion publique, droit de préemption etc.

Une action sur les biens abandonnés ou inoccupés contribue à renforcer l'offre de logements et décourage certain(e)s propriétaires à négliger leur bien. Il sera ainsi veillé à améliorer la perception de la taxe sur les immeubles abandonnés, en ciblant les immeubles faisant l'objet de spéculation. Si un immeuble reste, malgré la taxe, abandonné pendant plus de deux ans, il conviendra d'envisager l'activation d'autres outils comme l'expropriation puis la rénovation (subvention régionale "rénovation urbaine" pour immeubles vides) tout en garantissant la sécurité et la quiétude des riverains afin que des squats ne s'y installent.

La Commune accueillera positivement la conclusion de conventions d'occupation précaire entre des propriétaires privés ou publics d'immeuble et des associations pour autant que ces occupations offrent des conditions de sécurité suffisantes aux occupants des lieux et qu'elles soient respectueuses du voisinage.

De nouveaux lieux d'accueil et d'hébergement d'urgence prioritaire pour les familles et des lieux de logement de transit verront le jour, que ce soit dans les bâtiments de la Commune et du CPAS, via l'AIJU ou via les logements inoccupés, avec un accompagnement social pour aider à la sortie vers le logement durable. Il s'agit de répondre temporairement aux besoins de parents (souvent des mères) confrontés à une séparation ou victimes de violence intrafamiliale, ou encore afin d'éviter que des personnes ne se retrouvent à la rue.

La majorité souhaite continuer à soutenir les personnes qui occupent l'unique bien dont elles sont propriétaires et qui disposent de revenus faibles à modérés : la prime de compensation créée suite à l'augmentation du Précompte immobilier survenue en 2015 sera maintenue tout en examinant si le dispositif pourrait encore être amélioré.

La commune encouragera les projets de logement intergénérationnel, par exemple du type

“kangourou” (cohabitation de personnes âgées et de jeunes qui s'entraident), de housing first – remise en logement durable de personnes sans-abris - (tel que celui mené rue Vanderkindere) et tout éventuel projet de Community land trust (CLT) dans le cadre d'un partenariat public/associatif.

Préserver, valoriser et rendre plus résilient le patrimoine naturel et le territoire d'Uccle

Uccle est un bassin de biodiversité à l'échelle régionale. La commune d'Uccle, riche d'un patrimoine naturel exceptionnel, continuera à préserver ses parcs, espaces verts et arbres remarquables. Uccle améliorera l'efficacité de ses pratiques de gestion environnementale afin de protéger et de valoriser la biodiversité spécifique à ses sites emblématiques.

Le cimetière du Dieweg est un espace classé au patrimoine historique et naturel remarquable. Depuis de nombreuses années des études ont été réalisées pour examiner les interventions nécessaires pour une bonne conservation du site. Des travaux relatifs à la gestion des eaux et au pavage des avenues sont prévus en 2025 pour diminuer l'écoulement des eaux en surface et l'entretien de la végétation sera quant à elle professionnalisée.

Dans le cadre de la finalisation des études nécessaires à l'approbation du plan de gestion patrimoniale du site, il sera prévu à terme la réaffectation des tombes. Cette nouvelle vie du cimetière se fera en adéquation avec le classement du site. Par ailleurs, les contacts utiles seront pris en vue de la sécurisation et l'entretien de la crypte.

Dans la mise en œuvre du Plan climat, tout en réduisant les inégalités sociales, Uccle continuera à adapter son territoire aux phénomènes météorologiques intenses qui sont et seront de plus en plus fréquents et puissants.

Plusieurs bassins d'orage d'envergure ont été aménagés à Uccle, mais ne peuvent à eux seuls absorber toute l'eau d'une pluie intense. Une gestion durable des eaux pluviales sera pensée en amont de chaque projet de réaménagement. La Commune appliquera le principe de solidarité des vallées et de gestion intégrée des eaux pluviales. A cette fin, la coordination eau sera maintenue.

Les projets visant à reconstituer le maillage bleu et à sortir les eaux claires du réseau d'égouttage seront également poursuivis.

La lutte contre les inondations se mènera principalement dans les trois grandes vallées uccloises.

Quelques points demeurent sensibles dans la vallée du Geleytsbeek comme l'assainissement de la conduite d'eaux claires avenue de la Chênaie, la reconnexion aux sources historiques situées au parc Fond'Roy, l'acquisition de parcelles chaussée de Saint-Job, le réaménagement du tronçon Helleveld-Rifflet, la temporisation des eaux pluviales du cimetière de Dieweg...

La commune soutiendra le travail de récréation du ruisseau dans la vallée de l'Ukkelbeek, depuis ses sources, jusqu'à sa future connexion au Geleytsbeek : une étude globale avenue De Fré (et alentours, comme les carrefours Statuaires-Groeselenberg-Houzeau et De FréHouzeau-Cavell), la mise à ciel ouvert de l'Ukkelbeek dans le parc de Wolvendael, le square des Héros, le site de la police fédérale, la traversée de la chaussée de Neerstalle... Uccle exercera le lobbying nécessaire auprès de la Région.

La commune mènera l'ambitieux projet de récréation du ruisseau 'Linkebeek', tout en gérant les eaux pluviales, entre la rue Courte de Linkebeek et le Keyenbempt. Le réaménagement de la chaussée de Drogenbos pourrait être envisagé pour y gérer les eaux de pluie. La phase 2 du réaménagement de l'ancien étang de pêche, après concertation des riveraines et riverains, sera lancée.

La commune encouragera les habitantes et habitants à poser un clapet anti-retour (pour éviter que les égouts surchargés en cas de grosse pluie débordent dans les caves).

La Commune poursuivra la mise en œuvre de la cartographie des ilots de fraîcheur urbains, en donnant la priorité aux quartiers à l'indice socio-économique plus faible et aux quartiers les plus vulnérables aux événements climatiques extrêmes tout en saisissant les opportunités qui se présentent :

- En créant des îlots de fraîcheurs verdurisés (ex. un cœur pour Vanderkindere, verdurisation des cours d'écoles (Homborch, Saint-Job,...))
- En développant encore plus le maillage vert, notamment en plantant des centaines d'arbres, des arbustes, des plantes vivaces et en distribuant des plantes grimpantes
- En testant ou soutenant l'émergence d'expériences innovatrices à Uccle (par exemple : les canopées de rue ou voiles d'ombrage, les rues jardins, les forêts mobiles, les matériaux à faible capacité thermique, etc.)
- En poursuivant davantage les bonnes pratiques telles que l'augmentation de surfaces à l'albédo élevé (façades, toitures, sol), les toitures vertes, la végétalisation des façades, etc.
- En développant la gestion intégrée des eaux pluviales et en créant des points d'eau.

De façon plus générale, les aménagements de l'espace public seront pensés pour notamment atténuer l'effet d'îlot de chaleur urbain et intensifier le rafraîchissement de la ville.

Le Plan nature d'Uccle, qui fêtera ses 10 ans en 2026, sera actualisé pour en faire davantage un outil de préservation de la biodiversité, de lutte contre la pollution et contre les dérèglements climatiques.

Une trame étoilée, ou un maillage noir, qui relie entre elles les zones vertes en priorisant les zones Natura 2000 sera mise en place. Celle-ci favorisera les déplacements et la migration des espèces nocturnes, par exemple en réduisant l'éclairage et sa durée, en l'orientant vers le bas et en utilisant des lampes de couleur moins agressives (teinte ambre-rouge).

Le patrimoine arboré et végétal communal sera mieux protégé et géré. Les arbres seront maintenus le plus longtemps possible en vie en privilégiant l'expertise communale et indépendante. En cas de (re)plantation, la diversification des espèces indigènes et/ou mellifères sera privilégiée. L'expertise communale et du référent arbres sera augmentée. L'attention des entreprises et concessionnaires sera attirée sur le respect des arbres et de leur réseau racinaire (chantiers publics, privés, impétrants...) et l'interdiction d'abattage en période de nidification sera rappelée et contrôlée. Le contrôle des replantations et toutes les demandes d'abattages traitées par le service vert sera poursuivi. Les infractions (abattages d'arbres illégaux) seront poursuivies avec sévérité.

Un entretien régulier et écologique des parterres et espaces verts sera assuré pour

maintenir leur propreté, leur aspect esthétique et leur utilité publique. Les jardiniers et jardinières seront mieux formés à l'entretien des nouveaux types d'espaces (vergers, jardins de pluie...). L'entretien et le nettoyage régulier des berges des ruisseaux sous gestion communale seront poursuivis.

Une cartographie des catégories d'espaces verts sera réalisée. L'usage de plantes vivaces dans les plantations décoratives sera privilégié aux plantes annuelles. L'action "En mai tonte à l'arrêt" de la commune sera étendue à davantage de zones. Les surfaces fauchées tardivement seront augmentées. Les plantations seront entretenues en privilégiant la taille douce, le recours aux alternatives pour la lutte contre les maladies, le développement de la biodiversité, la pratique du compostage et l'utilisation du compost, l'usage du paillis, laisser les feuilles mortes en place là où elles ne gênent pas. Tant qu'ils ne gênent pas le passage des piétons, la taille des haies et gros buissons en période de nidification sera limitée.

Un approvisionnement le plus durable et avec le moins de traces possible de pesticides pour les plantations communales sera privilégié. La production de plantes au sein de la pépinière communale sera amplifiée. Uccle envisagera la mise en place d'un système d'échange entre pépinières communales, en complémentarité d'autres opérateurs.

Dans l'optique d'un usage raisonné des eaux potables, Uccle développera un réseau de citernes utiles aux services communaux pour l'arrosage des plantations, le nettoyage, etc.

La nature sera davantage intégrée dans le tissu urbain grâce à un soutien accru aux initiatives locales (grimpantes, bacs, carrés d'arbre, déminéralisation...). Les associations et écoles bénéficieront d'un accompagnement pour leurs projets de végétalisation. La commune intensifiera également la déminéralisation des espaces publics, favorisant ainsi la biodiversité et améliorant le cadre de vie des habitants.

Toute initiative citoyenne d'agriculture durable (incroyables comestibles, vignobles et potagers collectifs...) sera encouragée. La commune collaborera et soutiendra la Pépinière citoyenne.

La sensibilisation du public à la protection de la biodiversité (danger des pesticides, jardinages et entretiens, mares et zones humides) et à la gestion des espèces invasives sera accrue (signalétique, avec les associations environnementalistes, les écoles, guides pratiques, etc.). La commune sensibilisera également les citoyens à l'importance des arbres remarquables en mettant en œuvre des mesures spécifiques pour leur préservation, en collaboration avec les propriétaires privés par le biais de séances d'information, de supports de communication ou d'engagement volontaire à signer une charte de préservation.

Les citoyens seront sensibilisés à l'entretien des trottoirs, bandes végétalisées et carrés d'arbre se trouvant devant chez eux.

Uccle poursuivra l'aménagement et l'amélioration de ses espaces verts, en particulier ses principaux parcs communaux, pour qu'ils soient adaptés à toutes et tous, où l'on se sente bien et en sécurité. Des aménagements adaptés seront poursuivis pour assurer une accessibilité plus large aux espaces verts d'Uccle, en ayant une attention pour les PMR et les seniors. La Commune installera des bancs pour le repos des promeneurs. La police privilégiera les déplacements à pied et en vélo dans les parcs, sauf en cas d'intervention nécessitant l'usage d'un véhicule. Le nombre de potagers collectifs ou loués par la commune sera augmenté.

Une attention particulière sera apportée au parc de Wolvendael. La commune continuera à tout mettre en œuvre pour garantir son ouverture complète au public, en toute sécurité, le plus rapidement possible (pour le printemps 2025). Une demande de permis d'urbanisme sera introduite pour y refaire durablement les chemins, y gérer durablement les eaux et proposer un plan de plantation et de délimitation des zones de régénération naturelle. Les éléments de patrimoine comme le puits ou les sphinx seront restaurés.

Le parc Raspail, autre site classé et riche en biodiversité, sera restauré et rendu à nouveau accessible au public. Une réflexion sur l'espace vert de la place Vander Elst sera menée pour rendre son esthétique plus naturelle et plus accueillante.

Une réflexion sur la ludicité de l'espace public à l'occasion de réaménagement sera menée pour que chaque enfant ait près de chez lui des jeux. L'augmentation et l'amélioration du maillage jeux à Uccle sera poursuivie, en ayant une attention pour tous les âges, y compris les adolescents et pour les enfants et parents en situation de handicap. Des aires de jeux seront créées rue Wansart, rue de Linkebeek et dans le quartier du Merlo. L'ancien terrain de tennis parc Montjoie sera aménagé tenant compte des conclusions du processus participatif.

La signalisation des parcours de promenade sera améliorée. Des itinéraires clairement balisés, classés par niveau de difficulté, permettront aux habitants de profiter pleinement des richesses naturelles d'Uccle.

Les quartiers commerçants feront l'objet de projets spécifiques de verdurisation et d'embellissement. Uccle facilitera également la végétalisation des façades d'immeubles, transformant le paysage urbain en un environnement plus vert et plus agréable.

Pour mieux faire connaître son patrimoine naturel, Uccle organisera régulièrement des parcours découverte (balades, piques-niques, Rendez-vous au jardin...) et publiera une carte interactive des sentiers sur son site internet. Cela se fera en collaboration avec les associations. Ces initiatives renforceront la visibilité des espaces verts et encourageront leur fréquentation par les résidents et les visiteurs.

Le commerce de proximité à Uccle : un levier pour la qualité de vie et le dynamisme économique

Le commerce de proximité joue un rôle essentiel dans la vitalité économique d'Uccle et dans la qualité de vie de ses habitants. Pour soutenir et renforcer les quartiers commerçants, la commune poursuivra une politique proactive, axée sur l'amélioration de l'accessibilité, la promotion des enseignes locales et l'encouragement à la consommation de proximité. Pour faciliter l'accès aux commerces, Uccle développera des parkings voitures et vélos (dont les vélos cargos) hors voirie à bas coût, là où cela sera possible, par exemple au parking Doyenné-Saint-Pierre (tandis qu'un parking riverains sera aménagé rue des Fidèles). Ces espaces permettront de garantir une rotation suffisante des véhicules et une meilleure disponibilité des places pour les clients.

Les commerçants seront accompagnés dans la gestion du stationnement pour leur

clientèle grâce à des dispositifs tels que des cartes cadeaux stationnement. La commune plaidera également auprès de la Région pour élargir la plage horaire des 30 minutes gratuites de stationnement, facilitant encore davantage les déplacements vers les zones commerçantes et maintiendra les opérations « 2 heures gratuites » pendant les périodes intenses comme les fêtes de fin d'année.

Pour maintenir la vitalité des quartiers commerçants, Uccle évaluera et le cas échéant adaptera les primes à l'ouverture pour inciter l'implantation de commerces locaux et durables dans les espaces vacants. Une campagne de promotion des quartiers commerçants ucclois sera menée, combinée à un démarchage actif pour attirer des commerces de qualité.

Uccle continuera de soutenir des événements attractifs pour animer les quartiers commerçants, tels que les Mercredis gourmands, le Marché du Parvis, le Marché de la Place Saint-Job ou encore l'Apéro du Bourdon. Ces initiatives renforceront le dynamisme local et attireront davantage de visiteurs dans les zones commerçantes.

La commune maintiendra sa politique d'exemption de taxes pour les commerces. Uccle restera l'une des rares communes à ne pas imposer de taxe sur les activités économiques telles que les enseignes ou les terrasses, favorisant ainsi l'installation et la pérennité des entreprises locales.

Uccle poursuivra la transformation des primes communales en chèques commerces ucclois, encourageant les habitants à consommer localement et à soutenir les commerces de proximité.

La commune aidera également les commerçants locaux à s'adapter aux nouvelles exigences du marché en les accompagnant dans la numérisation de leur activité, renforçant ainsi leur présence en ligne et leur compétitivité dans l'économie numérique.

Propreté et gestion des déchets : pour une commune propre et accueillante

La propreté est un enjeu central pour garantir un cadre de vie agréable, sain et respectueux de l'environnement à Uccle. Notre commune continuera à adopter une politique de tolérance zéro pour les incivilités liées à la propreté et ne cessera de mettre en place de nouvelles mesures concrètes pour encourager les bonnes pratiques (avec priorité à la prévention du déchet à la source, la réutilisation et la préparation au réemploi avant toute autre forme de valorisation) et sanctionner les comportements nuisibles.

Nous appliquerons une politique de tolérance zéro pour les incivilités en matière de propreté. Les comportements comme les dépôts sauvages, les déjections canines non ramassées et le non-respect des règles de tri des déchets feront systématiquement l'objet de sanctions dissuasives. Des amendes immédiates et significatives seront imposées aux contrevenants, avec des pénalités plus élevées en cas de récidive et ce jusqu'à 500 euros. Cette approche vise à rappeler l'importance de respecter les espaces publics et de préserver la qualité de vie de toutes les résidentes et tous les résidents.

Pour renforcer cette politique de propreté, nous organiserons régulièrement de nouvelles campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens des bonnes pratiques en matière de tri, de diminution et de gestion des déchets. Des campagnes de sensibilisation zéro déchet seront organisées. L'utilisation de poubelles en dur (sacs blanc et orange) sera encouragée pour éviter le déchirement des sacs par des animaux. Ces campagnes, menées en partenariat avec les écoles, les associations locales et les commerçants, contribueront à promouvoir une prise de conscience collective et à encourager la responsabilité individuelle. Des événements communautaires, comme des journées de nettoyage collectif, seront également organisés pour renforcer l'engagement citoyen.

L'installation de poubelles de tris (PMC et déchets résiduels) sera étendue en vue de leur généralisation dans les parcs communaux. Sur base d'une cartographie des lieux potentiels pour leur création et des initiatives citoyennes, l'installation de nouveaux composts collectifs à la demande de citoyens et citoyennes sera soutenue et encouragée. Un soutien sera toujours apporté aux composts collectifs existants et ceux-ci feront l'objet d'une évaluation régulière. L'effort de circularisation des matières végétales par les services communaux sera poursuivi. Des silos à feuilles seront installés dans certaines voiries pour faciliter leur ramassage et stockage par les habitantes et les habitants. Une attention particulière sera portée à l'esthétique pour ne pas dénaturer l'harmonie et l'aspect du quartier.

Dans une démarche proactive, nous déploierons un système de surveillance mobile avec des caméras dans les zones fréquemment touchées par les dépôts illégaux, permettant de détecter les infractions en temps réel et de sanctionner les contrevenants. Les agents de quartier seront mobilisés pour contribuer à l'identification des personnes peu respectueuses de notre espace public. Pour garantir la propreté autour des établissements Horeca, nous travaillerons avec les restaurateurs et gérants de cafés pour mettre en place des dispositifs adaptés aux abords de leur établissement, surtout dans les zones très fréquentées.

Nos équipes de nettoyage seront renforcées et des plages horaires seront spécifiquement réservées dans leur planning hebdomadaire afin de répondre rapidement aux urgences et aux besoins de propreté dans tous les quartiers. Pour réduire l'impact esthétique des bulles à verre et des containers, nous poursuivrons leur enfouissement là où le sous-sol le permet, tout en facilitant leur accès pour les résidents.

Nous proposerons de mettre en place un projet pilote de points de collecte payant des ordures ménagères en dehors des heures de passage de Bruxelles-Propreté avec un système de pesage et de reconnaissance d'identité.

L'administration communale amplifiera sa démarche zéro déchet, tel que prévu par le Plan Climat et par la motion zéro plastique dans l'administration, comme l'organisation d'événements communaux zéro déchet, la réduction et valorisation de ses déchets, des matériaux de voirie, du mobilier et des équipements en fin de vie ou non utilisés. Cette démarche sera également accentuée dans les crèches et les écoles communales.

Urbanisme et développement durable : un aménagement du territoire respectueux du patrimoine et de l'environnement

L'identité urbanistique d'Uccle se dessine avec soin, entre préservation de ses espaces verts et réponse aux besoins croissants en matière de logements accessibles et rénovation du bâti pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux. Cette vision repose sur une approche réfléchie et équilibrée du développement, visant à conjuguer harmonieusement progrès et respect de l'environnement.

Au cœur des priorités d'Uccle, la préservation de son environnement naturel s'inscrit comme une valeur essentielle. Ainsi, Uccle œuvrera à l'octroi d'une protection légale aux espaces naturels pour préserver la biodiversité, la perméabilité des sols et la fraîcheur. Les démarches seront entamées pour faire classer comme espaces verts non constructibles l'entièreté du plateau Avijl, du Keyenbempt et le bois de Calevoet.

La commune s'engage à favoriser un développement urbain qui protège et valorise ses espaces verts ainsi que son patrimoine architectural, véritables atouts pour ses habitants et habitantes et son cadre de vie. Les projets immobiliers doivent s'intégrer harmonieusement dans les quartiers, en donnant la priorité à la transformation de sites existants (en priorisant la rénovation de bâtiments existants, et en dernier recours, par de la démolitionreconstruction) afin de protéger les parcelles non bâties et limiter l'artificialisation des sols.

La coordination entre les services vert et de l'urbanisme des indicateurs de suivi (évolution des espaces de pleine terre, (im)perméabilisation des sols, nombre de logements, densité, abattages-replantations d'arbres et leurs motifs, etc.) sera poursuivie. Ce monitoring est en constante amélioration. Les résultats permettent d'évaluer plus finement l'évolution du territoire et si les objectifs politiques sont atteints. Ils seront annuellement communiqués. La préservation des arbres, à travers les permis d'urbanisme sur l'ensemble du territoire, reste une priorité en :

- Continuant au maximum à protéger et à maintenir les arbres dans le cadre d'instruction des permis d'urbanisme et dans les projets de la commune.
- Soumettant les abattages massifs à une expertise indépendante aux frais du demandeur.
- Compensant chaque abattage autorisé pour des raisons de sécurité par une replantation, avec un accompagnement (conseils d'espèces locales et adaptées, de pratiques favorables à la biodiversité, etc.).
- Poursuivant le contrôle systématique des replantations mis en place sous la mandature précédente.
- Poursuivant les abattages illégaux avec sévérité.

Les jardins en intérieur d'îlot sont une des grandes richesses de Bruxelles en général et d'Uccle en particulier ; ils remplissent un rôle écologique, paysager et social. C'est une richesse d'autant plus précieuse si le quartier est densément bâti et peu fourni en espaces verts publics. En intérieur d'îlot, aucune dérogation ne sera soutenue par la

Commune sauf si celle-ci améliore significativement l'intégration du projet dans son environnement. La présence de l'automobile en intérieur d'îlot (bruit, pollution, lumière des phares) dans le cadre de nouveaux projets ne sera toujours pas autorisée.

La commune veillera à conserver son exemplarité et à rester pionnière dans la lutte contre les inondations en imposant aux demandeurs de certains permis d'urbanisme une application de la gestion intégrée des eaux pluviales sur la parcelle. En ce sens, elle envisagera en fonction des délais d'entrée en vigueur du Règlement régional « Good Living » (ancien RRU) une révision de son Règlement Communal d'Urbanisme relatif à la gestion des eaux (RCU eau) de manière à ce qu'il reste adapté aux réalités climatiques. La Commune continuera à s'appliquer de manière volontaire les principes de ce RCU dans les projets qu'elle met en œuvre.

Les services communaux poursuivront également leur effort pour optimiser le traitement des demandes de permis d'urbanisme et des renseignements urbanistiques. Une assistance personnalisée est mise en place pour accompagner les demandeurs dans leurs démarches, qu'elles soient communales ou régionales.

La commune d'Uccle continuera à privilégier une approche reposant sur une consultation large des acteurs concernés par les projets et un respect rigoureux de la réglementation. En collaboration avec l'Association des Comités de Quartiers Ucclois, un document d'orientation urbanistique a été élaboré. Il constituera un des éléments de réflexion lors de l'analyse des dossiers soumis à l'administration urbanistique.

Des règles strictes seront instaurées pour garantir une concertation efficace entre les acteurs publics et privés. Une attention particulière sera portée au suivi des chantiers. De nouvelles normes et obligations pour les détenteurs de permis seront intégrées dans les règlements existants. Les chantiers abandonnés ou perturbateurs, notamment dans les quartiers commerçants, qui sont passibles de sanctions et d'amendes, feront l'objet d'une attention accrue.

La commune veillera également à actualiser ses Plans Particuliers d'Aménagement du Sol

(PPAS), en intégrant des normes modernes de confort, d'habitabilité, de respect patrimonial et naturel ainsi que de performance énergétique. Parallèlement, le respect de la réglementation sur les enseignes commerciales et le mobilier urbain (bancs, réverbères, poubelles) sera renforcé afin de préserver l'esthétique des quartiers.

L'équilibre entre préservation du cadre de vie des habitants actuels et accueil de nouveaux logements demeurera une priorité.

Une Culture vivante pour une commune ouverte à toutes et tous

La culture, source d'émerveillement et de réflexion, continuera à jouer un rôle central à Uccle. En favorisant l'ouverture d'esprit, le développement du sens critique et le dialogue entre les citoyens, elle renforcera la cohésion sociale et la citoyenneté. La commune s'engagera dans une politique culturelle dynamique et inclusive où la diversité des expressions artistiques et culturelles sera mise en avant.

Uccle valorisera les associations culturelles et les artistes locaux en leur offrant une visibilité accrue et en soutenant leurs initiatives. Des activités interculturelles et intergénérationnelles seront développées pour favoriser les échanges et les rencontres entre les habitants, renforçant ainsi la cohésion sociale dans la commune.

La commune poursuivra également ses efforts pour pérenniser et développer l'offre de ses bibliothèques notamment grâce au déploiement de la médiathèque, de la ludothèque et des espaces publics numériques. La bibliothèque néerlandophone sera maintenue au centre d'Uccle et le chantier de rénovation ou déménagement de la bibliothèque du centre sera lancé. Les activités des bibliothèques francophones et néerlandophone seront enrichies pour répondre aux besoins des usagers et usagères de tout âge.

Le Centre Culturel d'Uccle, pilier de la politique culturelle communale, continuera à proposer une programmation qualitative, variée et accessible à tous les publics. Les actions menées dans le cadre de la demande de reconnaissance comme centre culturel par la Fédération Wallonie-Bruxelles seront pérennisées. Avec l'arrivée prochaine du Théâtre Le Public, qui s'installera dans l'ancien bâtiment de la Justice de Paix, Uccle donnera un coup d'accélérateur à son offre culturelle. La complémentarité entre les programmations du Théâtre Le Public et du Centre Culturel créera des synergies uniques, enrichissant encore davantage la vie culturelle locale.

De son côté la Ferme Rose continuera de tisser des liens entre son passé rural et ses projets culturels plus actuels et plus nécessaires que jamais.

Uccle poursuivra son engagement à intégrer des œuvres d'art et des fresques dans ses espaces publics, collaborant notamment avec les artistes ucclois pour embellir la commune et afin que l'art et la réflexion qu'il suscite trouve leur place au sein même des quartiers.

Les lieux emblématiques à vocation culturelle, tels que la Ferme Rose et la Maison des Arts sur le parvis Saint-Pierre continueront à accueillir des événements artistiques, culturels et sociaux. Ces espaces resteront ouverts à la location pour des particuliers ou des associations qui pourront en bénéficier à des tarifs abordables.

La commune continuera à soutenir les initiatives culturelles privées, qu'elles soient temporaires ou pérennes ainsi que les opérateurs culturels non communaux tels que le centre communautaire Het Huys, la Roseraie et le musée Van Buuren

Uccle maintiendra une programmation d'activités culturelles annuelles ou bisannuelles de qualité telles que le Parcours d'artistes, la Fête de la musique, les Rendez-vous au jardin...

La commune lancera un appel à projets pour permettre l'installation d'un cinéma de quartier comme Uccle en comptait auparavant.

Santé et bien-être à Uccle : un engagement renforcé pour une meilleure qualité de vie

La commune d'Uccle, marquée par les défis de la pandémie de Covid-19, a renforcé son rôle dans la politique de santé, devenant un acteur clé pour améliorer le bien-être et la santé globale de ses citoyens. À travers des initiatives innovantes, Uccle mettra en place des actions concrètes pour répondre aux besoins de tous, tout en développant des outils de prévention et d'information adaptés.

La commune poursuivra le travail de sa plateforme santé, réunissant les acteurs de santé de première ligne œuvrant sur le territoire. Ce cadre de concertation favorisera une approche collaborative pour mieux répondre aux besoins des citoyens.

Un guide « Santé Uccle » sera distribué aux habitants, rassemblant toutes les informations sur les soins de première ligne, les actions de prévention et les services disponibles, assurant ainsi une information transparente et accessible.

Uccle intensifiera ses campagnes de prévention, notamment pour la vaccination contre la grippe et d'autres actions de promotion de la santé. Ces initiatives viseront à sensibiliser les habitants et habitantes de tout âge à l'importance d'adopter des comportements préventifs.

Des conférences thématiques seront organisées pour renforcer l'impact des campagnes, en fournissant des informations claires et pratiques sur des sujets de santé spécifiques. La commune informera également les personnes âgées ou en perte d'autonomie sur l'utilisation de la plateforme « Masanté », facilitant leur accès aux informations médicales.

En collaboration avec les médecins généralistes, les services de psychiatrie et les psychologues, Uccle développera des sessions d'information et des stratégies accessibles pour protéger la santé mentale des citoyens. Ces initiatives viseront à briser les tabous entourant la santé mentale et à offrir un soutien concret aux personnes en difficulté. De même, nous veillerons à garantir un environnement propice au maintien et à l'installation de médecins généralistes dans notre commune.

La commune encouragera la pratique sportive comme outil de prévention des maladies et de promotion du bien-être physique et mental. Les infrastructures sportives et les parcs d'Uccle continueront à accueillir des activités adaptées à tous les publics, comme la marche nordique, pour inciter les habitants à adopter un mode de vie actif et sain.

La qualité de l'air à l'intérieur et à l'extérieur est essentielle à un environnement sain et à une bonne santé, surtout pour les populations les plus à risque comme les enfants ou les personnes âgées. La Commune soutiendra les actions citoyennes visant à mesurer la qualité de l'air et communiquer sur leurs résultats et sensibilisera les parents et les élèves sur l'influence positive sur la qualité de l'air de venir à l'école à pied, à vélo ou en transport en commun.

Uccle sensibilisera les habitantes et les habitants à la pollution intérieure due aux produits d'entretien et cosmétiques (en proposant notamment des ateliers de fabrication) et au meubles en contreplaqué. La Commune intensifiera l'achat de produits respectueux de l'environnement et de la santé, par exemple pour le nettoyage et les peintures, en particulier pour les bâtiments communaux, les crèches, les écoles, les maisons de repos et de soin du

CPAS. Enfin, des zones sans fumeurs seront testées dans nos parcs (élargir l'interdiction actuelle dans les aires de jeux) et-ou lors de certains événements dans l'espace public. L'éclairage est nécessaire pour sécuriser nos espaces. Néanmoins, trop de lumière artificielle est extrêmement dommageable pour notre environnement (perturbant la faune et flore) et notre sommeil (système endocrinien). La commune

sensibilisera à l'impact d'un éclairage abusif et continuera à participer à la Nuit de l'Obscurité. La réduction des sources de pollution lumineuse comme les éclairages publics trop puissants ou qui ne sont pas dirigés vers le bas, les vitrines éclairées la nuit et les publicités lumineuses sera poursuivie.

Le bruit représente la deuxième plus grande menace environnementale pour la santé en

Europe selon l'OMS. Uccle sera proactive vis-à-vis de la STIB à propos des impacts sonores et vibratoires des infrastructures bus et tram. Nous veillerons à mieux faire connaître l'action des agents de quartier, équipés de sonomètres, pour lutter contre le bruit et les vibrations. La Commune diffusera auprès des Ucclois et des Uccloises les informations relatives aux horaires et jours de bruit non autorisés et recourra davantage à l'aide de la police et des agents de quartier en cas de problème de bruit.

Un avenir prometteur pour la petite enfance et les familles à Uccle

Uccle poursuivra son engagement envers la petite enfance et les familles, reconnaissant l'importance des premières années dans le développement des enfants et leur socialisation.

Forte d'une politique proactive, la commune continuera d'offrir un des meilleurs ratios de places en crèche de la Région bruxelloise, se positionnant comme un modèle d'excellence.

Par ailleurs, les crèches accueilleront les enfants dès 16 semaines, au lieu de 18 semaines actuellement.

Uccle garantira un environnement de travail de qualité pour ses professionnels de la petite enfance, veillant à leur bien-être. La communication avec les familles sera renforcée grâce notamment à la poursuite de la digitalisation, facilitant les échanges entre le personnel des crèches et les parents.

L'alimentation des enfants continuera de suivre des standards élevés, privilégiant les produits bio, de saison, frais, locaux, équitables via le programme GoodFood. La commune incitera également d'autres structures, publiques ou privées, à adopter ces pratiques. Dans une démarche écoresponsable, les crèches viseront progressivement l'obtention du label « Ecocrèches », avec, entre autres, l'introduction de langes réutilisables, en concertation avec le personnel.

Uccle renforcera ses partenariats public/privé pour développer des structures adaptées aux enfants en situation de handicap ou à besoins spécifiques. Ces initiatives incluront des programmes de dépistage précoce et un soutien accru aux familles concernées. Un plan inclusion sera mis en œuvre pour favoriser l'accès des enfants en situation de handicap aux structures d'accueil et aux stages extrascolaires.

Uccle promouvra l'égalité entre toutes les formes de familles, qu'elles soient monoparentales, homoparentales ou recomposées. Les familles monoparentales bénéficieront d'une aide particulière pour accéder aux crèches, facilitant l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle. Pour mieux accueillir les enfants des familles en difficulté financière, la tarification de stages, de l'accueil extrascolaire, des plaines de jeux pendant les congés scolaires, des garderies communales pourra être adaptée.

Uccle encouragera le bilinguisme dès le plus jeune âge, en partenariat avec la communauté néerlandophone. Cette démarche inclura une coordination accrue avec les établissements et opérateurs culturels néerlandophones via un Bredeschoolcoördinator, ainsi qu'une amélioration de l'offre de stages néerlandophones pendant les vacances scolaires.

Pour faciliter la transition entre la crèche et l'école maternelle, Uccle continuera à inciter les inscriptions dès 2,5-3 ans. Des sessions de familiarisation seront organisées, permettant une collaboration étroite entre les puéricultrices et les enseignants. Ces initiatives favoriseront une intégration harmonieuse des enfants dans leur nouvel environnement.

La commune développera des programmes extrascolaires spécifiquement adaptés aux enfants de moins de 3 ans. Ces activités, coordonnées avec le parascolaire, incluront la création d'un espace dédié, baptisé « parapetit ».

Par ailleurs, Uccle lancera des campagnes pour promouvoir la lecture dès le plus jeune âge, notamment au sein de ses bibliothèques.

Mesures en faveur des personnes en situation de handicap

La Commune mettra en place plusieurs mesures en faveur des personnes en situation de handicap. Un dialogue constructif sera poursuivi avec le Conseil Consultatif des Personnes en Situation de Handicap afin de prendre en compte ses avis et de les concrétiser.

Un travail sera également mené avec l'administration pour conserver le label HandiCity.

La Commune conseillera les commerçants pour rendre leurs magasins plus accessibles au personne en situation de handicap et mettra en place une to-do-list à leur disposition.

L'accessibilité des sites internet communaux sera continuellement améliorée, notamment en proposant une version « facile à lire et à comprendre », incluant des adaptations pour les malvoyants, malentendants et les personnes à déficience mentale.

La commune encourage également la mise en place de structures inclusives pour les jeunes enfants porteurs de handicap. Le dépistage précoce de divers types de handicap, tels que l'autisme et la surdité, sera organisé au sein des écoles et des crèches.

La promotion du handisport sera facilitée afin d'en améliorer l'accès. Enfin, la commune poursuivra et développera des actions durables visant à améliorer les conditions de vie et l'environnement des personnes en situation de handicap au niveau des différentes compétences.

Egalité des chances et des genres : ensemble, pour une commune inclusive

Qui qu'on soit, quelle que soit l'identité de chacune et chacun, l'égalité des chances et la nondiscrimination devraient être la norme. Or, la réalité en est loin. La commune mènera une politique d'inclusion et de lutte contre les discriminations en reconnaissant que ces dernières traversent tous les milieux sociaux. L'action en la matière s'est professionnalisée lors de la mandature précédente notamment par une politique à 360°, en particulier la coordination du plan diversité, du genderbudgeting et du gendermainstreaming.

La majorité veillera au respect de la législation anti-discrimination portant sur 19 critères protégés.

Une analyse sur les discriminations à Uccle sera réalisée.

La Commune organisera et soutiendra des campagnes de sensibilisation et de prévention des discriminations. Ces campagnes seront organisées de façon privilégiée dans l'espace public pour élargir le nombre de personnes touchées.

Le travail avec les collectifs, les associations et les acteurs de terrain, experts en la matière, restera privilégié. L'association et le soutien à des projets développés par des personnes directement concernées par les discriminations, les mieux placées pour parler de leur vécu, continueront à être soutenus à travers des partenariats, mises à disposition de salles et-ou des subsides.

Le Conseil consultatif pour l'égalité des genres sera relancé.

Un dialogue sera entamé avec le Centre culturel d'Uccle pour faire résonner ces journées de sensibilisation avec l'agenda culturel.

La sensibilisation dès le plus jeune âge et d'un public non initié reste une priorité, notamment en poursuivant les collaborations avec les écoles (communales ou non) et en assurant des présences à l'occasion d'événements communaux. Les outils didactiques de la Commune et de son Conseil consultatif (sports & stéréotypes, femmes et chiffres, brochures sur les masculinités, gourdes de sensibilisation aux personnes lgbtqia+, le diagramme des violences dans le couple...) seront mobilisés et évalués. Selon les thématiques et actualités, d'autres outils pourraient être créés.

Plusieurs services communaux pilotes réalisent annuellement le budget sensible au genre depuis 2020 avec le soutien de l'égalité des genres et de la recette. Cette pratique, qui fait l'objet d'une évaluation continue, intègre une approche de genre dans les processus organisationnels et les dépenses de la Commune afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes.

La féminisation des noms de rue sera poursuivie. Tout éventuel espace public privilégiera un nom d'une femme ayant marqué l'histoire locale. Une réflexion similaire au changement de nom de la rue Edmond Picard pourrait être menée pour d'autres rues, en étroite concertation avec les habitants et habitantes.

Un ménage sur 7 est une famille monoparentale à Uccle (dont 86% sont des femmes). Il est ainsi prévu de maintenir les permanences juridiques et psychologiques gratuites, soutenir des projets innovants de logement, organiser dans les maisons de quartier des activités à destination des parents solos et mieux informer et aider à introduire un dossier auprès du SECAL.

Sport : encourager la pratique sportive par une offre diversifiée et accessible

Le sport et, au sens le plus large, la pratique quotidienne d'une activité physique suffisante, est bien davantage qu'un élément fondamental en matière de promotion de la santé. C'est aussi un vecteur essentiel de lien social, une école de vie où se confronter à la diversité et où forger l'esprit d'équipe.

La commune se doit de promouvoir le sport et de le rendre accessible à toutes et tous selon ses possibilités et à tous les âges, en portant une attention toute particulière à une mise à disposition suffisante des infrastructures sportives au bénéfice d'équipes féminines.

Nous renforcerons le rôle de facilitateur de la commune entre les clubs sportifs et les établissements scolaires situés à Uccle pour que ces derniers mettent leurs salles de sport à disposition en dehors des heures de cours afin, aussi, que les écoles utilisent davantage les terrains et les infrastructures des clubs en journée.

Notre commune dispose de nombreuses infrastructures sportives : salles de sport, complexes sportifs comprenant des terrains de football extérieurs, aires de sport en libre accès, etc. Il s'agit de précieux outils permettant d'y pratiquer des disciplines très variées. Leur entretien et rénovation seront poursuivis. La rénovation complète de la salle Stroobant débutera cette année. Après des travaux de rafraîchissement du logement, le Centre Derrider disposera d'un nouveau concierge. Cela permettra d'assurer une meilleure gestion et un contrôle social du site.

Un Belgian red court / terrain de mini football sera installé sur la Plaine de la Gazelle. Un skatepark verra le jour rue Egide Van Ophem. Des engins complémentaires de fitness et de streetworkout seront installés à plusieurs endroits, notamment pour étoffer le site du Merlo. De manière plus générale, une attention toute particulière sera apportée à l'entretien des infrastructures en plein air et libre d'accès qui permettent la pratique d'un sport sans devoir s'acquitter d'une cotisation.

Compte tenu de l'évolution du nombre d'habitants et de nouveaux logements au Bourdon, la création d'une nouvelle salle de sport dans ce quartier sera étudiée.

Les 10 kilomètres d'Uccle, qui ont encore réuni près de 4000 coureuses et coureurs en 2024, continueront à être organisés annuellement.

Au cours de la prochaine mandature, notre Commune mettra en place des « mérites sportifs ucclois », l'occasion de mettre à l'honneur certaines sportives et certains sportifs, certains clubs ou encore des bénévoles actifs en leur sein.

Notre commune - par le biais de la Régie communale - continuera à s'investir pleinement, aux côtés des partenaires que sont notamment la Fédération belge de hockey, Beliris et la Région, afin que le projet de stade national de hockey puisse voir le jour sur le plateau du Zwartebeek. Nous plaiderons auprès de la Région et du Fédéral afin que les moyens budgétaires complémentaires requis puissent être dégagés afin de concrétiser ce projet d'envergure dans la capitale du hockey.

Certains travaux de rénovation seront entamés à la Piscine Longchamp. Son accès sera maintenu à un prix abordable. L'extension des heures d'ouverture au dimanche après-midi, durant les périodes de congés scolaires, sera étudiée.

Les discussions avec la Régie des bâtiments portant sur la création d'une piscine naturelle sur le site de l'Institut Pasteur seront poursuivies. L'impact sur l'environnement proche sera finement étudié. Un plan financier du projet qui pourrait s'inscrire dans le cadre d'un partenariat public-privé sera établi avec un point d'attention sur l'accessibilité des tarifs.

Enfin, le soutien (subsidiation, prêt de matériel, mise à disposition de locaux...) aux nombreux clubs sportifs qui participent à la dynamisation de notre commune sera renforcé, en l'orientant prioritairement vers les clubs qui comptent un grand nombre de jeunes parmi leurs membres, qui privilégient la qualité de la formation, qui favorisent la cohésion sociale et la mixité, qui proposent des activités à l'attention des personnes porteuses d'un handicap, qui adoptent des mesures en faveur d'une alimentation saine de ses membres...

Les seniors à Uccle : une qualité de vie améliorée et une intégration renforcée

La commune s'engagera résolument à améliorer la qualité de vie de ses seniors tout en favorisant leur pleine intégration dans la vie de la commune. Par des initiatives ciblées et innovantes, la commune cherchera à répondre aux besoins spécifiques des aînés et à encourager leur participation active à la vie sociale.

L'accueil des aînés sera un point d'attention, en continuant à leur garantir un accès aisé aux services et à l'information des services communaux, du CPAS et de la Police, par les canaux traditionnels du guichet physique et du téléphone.

Uccle poursuivra le développement de projets et de formes alternatives de logements, par exemple le logement intergénérationnel, favorisant le partage de certains logements, le vivreensemble entre les générations et renforçant les liens sociaux.

Pour améliorer le confort des déplacements des seniors, la commune augmentera le nombre de bancs publics adaptés à leurs besoins dans les espaces verts, les zones commerciales et à proximité des maisons de repos et des résidences services, offrant ainsi des points de repos facilement accessibles tout en gardant à l'esprit que ces espaces ne deviennent pas à terme des sources de nuisances pour les riverains.

La commune renforcera les services d'aide à domicile, via son CPAS, notamment l'aide familiale, l'aide-ménagère et les soins coordonnés, pour favoriser le maintien à domicile des seniors dans les meilleures conditions possibles.

Uccle continuera également de soutenir les associations actives auprès des seniors.

L'ASBL Generation +, offrant une gamme variée d'activités adaptées aux seniors, développera encore davantage son offre. Ce travail s'effectuera en veillant à l'accessibilité des tarifs et à l'accueil de toutes les catégories de seniors à Uccle. Le dialogue avec les aînés sera maintenu et renforcé via le Conseil Consultatif des Aînés (CCUA), permettant de prendre en compte leurs besoins et suggestions dans la prise de décision communale.

Uccle mettra en place des programmes de tutorat pour favoriser les échanges intergénérationnels. Ces sessions permettront à des jeunes diplômés de partager leurs connaissances technologiques avec des seniors, tandis que les aînés pourront

transmettre leur expérience professionnelle.

Des activités sportives adaptées, encadrées par des coachs, seront organisées dans les parcs pour permettre aux seniors de rester actifs, quelle que soit leur condition physique. Les Maisons de quartier continueront d'offrir un espace chaleureux pour des rencontres et des activités sociales, renforçant ainsi la convivialité.

La commune continuera à favoriser l'engagement culturel des seniors en créant des groupes de discussion autour des livres dans les bibliothèques. Ces initiatives stimuleront l'échange d'idées et renforceront le lien avec la culture locale.

Un engagement renforcé pour la jeunesse à Uccle

La commune, consciente des besoins en constante évolution de sa jeunesse, s'engagera dans une série d'initiatives ambitieuses pour mieux soutenir et mobiliser les jeunes. À travers des actions concrètes et une écoute attentive, Uccle visera à offrir un environnement stimulant, sécurisé et propice à l'épanouissement de ses jeunes citoyens. Pour permettre un dialogue et une réelle prise en compte des préoccupations des jeunes ucclois, un Conseil consultatif de la jeunesse sera mis en place.

Le Festival Uckel'Air, organisé dans le parc du Wolvendael, sera pérennisé pour offrir chaque année un moment festif et culturel.

Les Maisons de Quartier seront ouvertes aux jeunes, devenant des espaces de rencontre intergénérationnels dans chaque quartier et pouvant être utilisés comme lieux d'étude pendant les périodes d'examen.

Les mouvements de jeunesse participent à la dynamisation de la commune et au bien-être des jeunes dès le plus jeune âge. Ceux-ci continueront à être soutenus à travers des financements pour certaines actions et événements spécifiques, l'aide logistique pour les grands camps d'été (transport de matériel), des prêts de matériel (tables, chaises, tentes, véhicules).

Pour mieux informer les jeunes, Uccle intensifiera l'utilisation des panneaux d'affichage électronique pour afficher les événements et initiatives à leur intention. La commune développera sa présence sur les réseaux sociaux. Une collaboration avec les écoles permettra de publier régulièrement des informations sur les valves scolaires, en complément de la création de comptes dédiés sur les réseaux sociaux, assurant une communication moderne, directe et efficace.

Uccle mettra en œuvre des programmes éducatifs pour sensibiliser les jeunes aux dangers du cyberharcèlement et promouvoir une utilisation sécurisée d'Internet. La commune intensifiera ses efforts de lutte, de sensibilisation et de prévention contre le harcèlement sous toutes ses formes. Chaque jeune bénéficiera d'un environnement scolaire et social sûr et respectueux grâce à des initiatives renforcées dans les écoles et les espaces publics.

Pour assurer la sécurité des jeunes, la commune évaluera l'éclairage public et la présence des éducateurs de rue, des acteurs sociaux, de la police... autour des lieux fréquentés par eux, notamment près des stations de transport en commun, aux horaires de sortie des écoles. Les élèves continueront de bénéficier d'initiations aux soins

d'urgence et à la sécurité routière. Des rencontres police-jeunes seront régulièrement organisées pour créer un climat de confiance mutuelle.

Une commune sensible à la condition animale

Notre société est de plus en plus sensible aux animaux, à leur protection et respect.

La commune aidera les Ucclois et les Uccloises à assurer le bien-être des animaux. Par exemple, en informant les habitants des besoins et comportements sains des animaux de compagnie... avec une attention particulière aux dérives génétiques contraires au bien-être animal.

La commune et la zone de police collaboreront avec un service de garde ou vétérinaire pour soigner les animaux blessés ou malades. Sur base de l'expérience positive à Ixelles, l'usage de graines contraceptives aux pigeons afin de réguler sans cruauté leur population sera étudié.

Des animations sur la protection des animaux et la visite de refuges ou sanctuaires seront proposées aux écoles. Les feux d'artifices tirés depuis des propriétés privées restent interdits et seront contrôlés. Nous continuerons à sensibiliser aux dangers des bruits des pétards et feux d'artifices. Le soutien aux refuges sera intensifié.

A l'extérieur du Centre administratif, un espace d'attente adapté aux chiens accompagnant les visiteurs et visiteuses lors de leurs démarches administratives sera aménagé.

La distribution des zones de liberté pour chien sera évaluée. De nouvelles zones de liberté clôturées pour chiens là où c'est possible (gare de Calevoet, parc Brugmann etc.) et où elles manquent seront créées. Ces aires de liberté ainsi que leur R.O.I. seront évalués. En vue de prévenir tout accident, la commune soutiendra l'organisation de cours d'éducation canine. Le respect des règles sera parallèlement strictement contrôlé pour éviter d'importuner les visiteurs ne possédant pas de chien.

Des campagnes de sensibilisation à l'alimentation végétale seront réitérées. La part de repas et-ou d'offres végétariennes et végétaliennes de qualité dans les appels à projets, marchés publics, événements, réunions et cantines de la commune sera augmentée. La possibilité de proposer quotidiennement des repas végétariens dans les écoles communales sera étudiée.

La meilleure mesure de soutien aux espèces sauvages est la protection de leurs habitats. La commune veillera à prévoir des dispositifs, aménagements, règlements... favorables aux déplacements et à la nidification de la faune.

Uccle communiquera davantage sur les localisations de colonies de moineaux et continuera à distribuer des nichoirs et faciliter leur installation pour les riverains et riveraines.

La collaboration entre la commune et le groupe Vespa Hunter 1180 sera améliorée en vue de limiter autant que possible la présence du frelon asiatique sur le territoire.

Solidarité internationale et affaires européennes : Uccle commune ouverte sur le monde

La commune s'engage à informer, sensibiliser et éduquer les citoyens et citoyennes et notamment les plus jeunes sur les questions de solidarité internationale à travers des actions concrètes. La commune d'Uccle veillera à demeurer une commune hospitalière refusant tout repli sur soi, les amalgames et propos discriminatoires, tel que prévu par la motion adoptée à l'unanimité par le Conseil communal. Uccle restera une commune du commerce équitable poursuivant l'objectif de sensibiliser les commerces, les écoles, les associations, l'administration, les mandataires locaux... à l'adoption de mesures en faveur du commerce équitable (et de l'agriculture durable). Le fond calamité pourra être utilisé lorsque de graves crises internationales surviennent, en solidarité vis-à-vis des populations locales. La coopération avec la commune de Kintambo sera poursuivie et de nouveaux partenariats pourraient être envisagés. Le soutien aux acteurs locaux de la solidarité internationale sera maintenu. Nous poursuivrons la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Aujourd'hui, plus que jamais notre identité européenne doit être promue et valorisée auprès de la population et notamment des plus jeunes... C'est pourquoi nous nous engageons à renforcer la dimension européenne : prix du/de la citoyen(ne) européen(ne), offre culturelle valorisant les nationalités européennes, inscription dans les réseaux de villes européennes, partenariats et collaborations au niveau européen, promotion des valeurs et de la citoyenneté européennes, etc.

Administration et gouvernance : une gestion transparente et participative

La qualité de la gestion communale repose sur le bien-être et l'excellence de son administration et sur des principes de transparence, de respect et d'équité, de neutralité et de participation citoyenne. À Uccle, les recrutements et promotions sont entièrement dépolitisés et fondés uniquement sur les compétences, garantissant une administration moderne, à l'écoute et performante au service des citoyens.

Uccle continuera à améliorer l'accessibilité des services communaux et travaillera une simplification administrative. Cela passera par une expansion des services en ligne pour faciliter les démarches administratives, ainsi que par des horaires adaptés aux besoins des citoyens tout en maintenant des services accessibles financièrement notamment pour des personnes aidées par le CPAS. Partout, les guichets physiques existants et un accueil téléphonique seront maintenus.

Quand elle existe, la prise de rendez-vous autrement que par internet sera élargie, la fracture numérique étant un frein avéré à l'accès aux aides sociales. Les Espaces publics numériques (Action sociale et Bibliothèques) seront pérennisés, notamment en

raison de leur rôle majeur contre la fracture numérique, en y développant la programmation d'ateliers axés sur des publics spécifiques et visant à l'autonomisation numérique de leurs participants.

La neutralité des services publics sera préservée, en assurant une gestion impartiale et équitable pour tous les habitants dans le but d'être toujours orientés vers le service aux citoyens.

Nous sommes par ailleurs attentifs à assurer le respect de la diversité au sein de notre administration, notamment au travers de la mise en œuvre du Plan Diversité. La majorité veillera en particulier à une meilleure connaissance des 19 critères protégés au sein du personnel communal en facilitant le suivi et le respect par les agents communaux (et CPAS), en particulier dans des postes à responsabilité, de formations relatives aux discriminations

(management inclusif et recrutement neutre), à l'égalité des chances et aux droits des étrangers afin, d'une part, de garantir le bien-être au travail et l'égalité des chances pour le personnel communal et, d'autre part, de garantir un accueil bienveillant ainsi qu'un traitement et des informations au public qui soient adéquats et pertinents.

La commune poursuivra la mise en œuvre de la charte CEASE (Charte des employeurs et employeuses engagé(e)s dans la lutte contre les violences conjugales).

La transformation des bâtiments communaux se poursuivra pour en faire des modèles de fonctionnalité, de performance énergétique et d'accessibilité universelle, notamment pour les personnes en situation de handicap. A cette fin, les démarches pour faire labelliser "Kids friendly" le Centre administratif communal seront entamées.

Consciente de son rôle d'exemplarité, la commune poursuivra la "verdurisation" de sa flotte de véhicules et veillera à encourager, notamment via son Plan de déplacement d'entreprise, les déplacements domicile-travail des agents autrement qu'en voiture.

Enfin, l'accueil des citoyens et les conditions de travail de nos policiers nécessitent l'entame d'un projet portant sur un nouveau commissariat, plus moderne, moins énergivore, à l'accueil assurant la discrétion des plaignants (important pour les victimes de certaines violences comme les agressions sexuelles) et plus accessible aux Ucclois, à l'instar de notre centre administratif.

Participation citoyenne : une démocratie locale participative

La participation citoyenne demeurera au centre des politiques menées, en veillant à la plus grande transversalité.

Le dialogue avec les conseils consultatifs, comme ceux dédiés aux aînés, à la jeunesse, ou à la solidarité, restera une priorité. Pour permettre un dialogue et une réelle prise en compte des préoccupations des jeunes ucclois, un conseil consultatif de la jeunesse sera mis en place. La majorité renforcera les Conseils consultatifs existants en veillant à un meilleur suivi par le Collège et le Conseil des propositions formulées.

La Commune veillera à impliquer davantage l'ensemble des habitants avec une attention particulière pour les publics plus éloignés de la participation citoyenne.

L'enveloppe dédiée aux budgets participatifs, organisés tous les deux ou trois ans, sera progressivement augmentée. Il sera adapté pour un plus grand impact et une plus grande participation. Le subsidie « Coup de pouce projet citoyen », lancé en 2019, sera pérennisé et simplifié. Le subsidie de fonctionnement pour les comités de quartier sera également pérennisé.

Des rencontres citoyennes de quartier seront organisées à deux reprises pendant la mandature.

Les visites de l'administration seront organisées annuellement. Des visites destinées spécifiquement aux moins de 18 ans seront organisées.

La concertation le plus en amont possible sur les grands projets publics sera poursuivie. Plusieurs outils innovants pourraient être mobilisés.

Une boîte à idées numérique sera créée afin d'offrir un espace où chacun pourra partager ses réflexions et proposer des initiatives. Accessible à tous, cet outil favorisera une communication fluide entre les habitants et habitantes et les autorités communales, permettant de recueillir des suggestions concrètes pour améliorer le cadre de vie.

La commune jouera son rôle pour améliorer la compréhension et la communication relative aux enquêtes publiques, en particulier pour les projets d'ampleur. La commune encouragera les promoteurs de projets d'ampleur à organiser des séances d'information publique. L'information sur ces enquêtes publiques sera relayée de manière plus large via tous les canaux de communication à disposition de la commune.

***M. le Bourgmestre** estime que toutes les séances du Conseil communal sont intéressantes mais que celle-ci l'est particulièrement parce qu'elle n'arrive qu'une fois par législature et qu'il s'agit du moment où la majorité expose sa vision et ses grandes lignes pour l'avenir de la commune.*

Cette déclaration est à la fois créative et rigoureuse tout en conservant un esprit de continuité puisque la majorité des Ucclois souhaitent évidemment que leur commune évolue sans qu'il y ait pour autant de révolution. En revanche, cela n'empêche pas de faire preuve de créativité.

Au travers de la déclaration, de très nombreuses thématiques vont être abordées mais ce document d'une trentaine de pages n'a évidemment pas vocation à être exhaustif. Lorsqu'on dresse le bilan après l'écoulement d'une législature (soit 6 années), il est n'est pas rare de s'apercevoir que des objectifs, bien qu'inscrits dans la déclaration de politique communale, ne sont finalement pas réalisés alors que des éléments non mentionnés l'ont été. Ce n'est donc pas parce qu'un point ne s'y retrouve pas qu'il est oublié ou qu'il sera réduit à son strict minimum.

Ces 6 prochaines années s'annoncent comme toujours une période de défis, mais aujourd'hui il est possible de penser notre action locale. Or, on ne peut le faire sans tenir compte également des réalités régionales, fédérales voire même parfois internationales. En effet, nul n'a oublié cette pandémie mondiale qui a mis à rude épreuve nos services de santé, notre économie locale, notre tissu social. La guerre en Ukraine a entraîné une flambée des prix. De nombreux événements qui n'étaient évidemment pas prévus ont été rencontrés et malheureusement, il n'est pas exclu qu'il y en ait d'autres ; mais la commune doit demeurer cet espace d'innovation qui a des bases solides et qui sait faire face pour répondre aux attentes de ses citoyens.

La déclaration de politique communale peut être pensée comme un livre au multiples chapitres dont ceux-ci sont repris ci-après :

La sécurité et la prévention, ce qui comprend notamment le développement du

réseau de caméras de surveillance ainsi que la continuation et la poursuite des partenariats locaux de prévention avec comme objectif qu'ils couvrent l'entièreté de la commune.

La lutte contre toutes les formes d'incivilité et toutes les formes d'intolérance, qu'il s'agisse du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie. C'est donc bien ici l'intolérance sous toutes ses formes, qui doit être combattue ; il est donc également question ici sans être exhaustif de l'homophobie et de la transphobie. Pour autant, M. le Bourgmestre tient à rappeler qu'au sein d'Uccle, il y a une singularité. En effet, la répartition des faits importants recensés dans notre commune l'année passée est la suivante : un total de cinq faits en matière de racisme de transphobie et d'homophobie contre un total de douze faits en matière d'antisémitisme. Toutes ces causes sont essentielles et d'égale importance mais il faut aussi tenir compte de la réalité de terrain et donc faire en sorte que la lutte contre l'antisémitisme, qui est un des éléments les plus probants dans ce qu'on a pu constater, soit au cœur de notre action, qu'elle soit primordiale et qu'elle soit quotidienne.

La rigueur en matière de gestion des deniers publics est essentielle mais tout en maintenant une politique ambitieuse pour nos quartiers et nos concitoyens. Cela nécessite de résoudre l'équation complexe entre une grande qualité de service et une fiscalité qui reste raisonnable et proportionnée au service que nous offrons à la population.

L'action et la cohésion sociale figurent aussi en lettres d'or dans notre déclaration de politique communale. Uccle a de tous temps été une commune solidaire. M. le Bourgmestre salue le travail accompli en ce sens par ces prédécesseurs, quelle que fût leur famille politique.

L'urgence climatique rappelle en outre chaque jour la nécessité d'intensifier nos actions visant à réduire, entre autres, nos émissions de gaz à effet de serre. L'enjeu climatique n'est pas le chapitre le plus long mais c'est certainement l'un des plus essentiels puisque qu'il concerne tant la génération actuelle que les générations futures.

L'éducation reste au cœur de notre action. Uccle est en l'état un modèle en région bruxelloise notamment pour la qualité et l'excellence de ses écoles communales.

La mobilité est un chapitre abordé lors de chaque séance du Conseil communal et il en sera encore de même à l'avenir. Les dispositions figurant dans la déclaration visent à assurer un équilibre entre les préoccupations des uns et des autres.

Le logement est également un chapitre important. La commune ne peut pas tout entreprendre pour résoudre les difficultés de logement mais il n'y aura pas d'immobilisme pour autant. C'est d'ailleurs dans cette optique que le principe de l'Agence immobilière sociale sera toujours soutenu.

Le patrimoine vert est à nouveau un chapitre important puisqu' Uccle est la commune disposant de la plus grande proportion d'espaces verts en région bruxelloise. Ce patrimoine doit évidemment être protégé et développé.

Le commerce représente aussi un chapitre important. Le commerce de proximité joue notamment un rôle essentiel non seulement en raison de l'activité économique qu'il génère mais aussi par sa contribution à la qualité de vie des quartiers. Par conséquent, afin de soutenir et renforcer les quartiers commerçants, sera poursuivie une politique proactive axée sur l'amélioration de l'accessibilité, la promotion des enseignes locales, l'encouragement à la consommation de proximité. Il faut aussi noter que dans les faits, il est assez rare dans les communes bruxelloises d'avoir à ce point une présence fidèle des autorités locales (l'Echevine du commerce, l'Echevin des travaux, l'Echevin de la mobilité et le Bourgmestre) au sein des associations de commerçants.

La propreté demeure un élément important. C'est aussi pour cela qu'il a été jugé pertinent de l'associer plus encore avec l'aspect de répression qui reste

malheureusement indispensable. C'est ainsi que des opérations communes, pas plus tard que la semaine prochaine, seront menées en partenariat avec la police et le service de la Propreté dans le but de lutter contre les incivilités. Bien entendu, il n'est pas uniquement prévu d'avoir un volet répressif, il y a également toute une série de pistes très concrètes visant à aider aussi les citoyens à rendre l'espace public plus propre.

En matière d'urbanisme et de développement durable, l'identité urbanistique particulière d'Uccle se dessine avec soin entre préservation de ses espaces verts et réponse aussi exhaustive que possible aux besoins croissants en matière de logements, ce qui suppose le logement accessible, la rénovation du bâti, la prise en compte des enjeux climatiques environnementaux.

Eu égard à l'activité bouillonnante des artistes à Uccle, la commune poursuivra son soutien aux infrastructures culturelles existantes et il en sera de même des infrastructures sportives futures.

La santé : qui aurait pu prédire il y a 6 ans que la compétence de la santé allait être à ce point importante au niveau local ? Aujourd'hui, cela fait l'objet d'une prise de conscience collective. C'est pour cette raison que la santé est devenue un enjeu communal et qu'elle occupe une part importante au sein de la déclaration de politique communale.

La petite enfance : Uccle poursuivra son engagement envers la petite enfance et les familles, et reconnaît l'importance des premières années dans le développement et la socialisation des enfants. Dans ce domaine, Uccle a une politique proactive qui fonctionne grâce avec des équipes formidables et au maintien de l'une des meilleures offres en terme de ratios de places en crèche de la région bruxelloise, même si ce n'est jamais suffisant. Au rang des bonnes nouvelles, il faut citer la possibilité d'accueillir dans nos crèches les enfants dès 16 semaines, contre 18 semaines actuellement. Notre commune garantira un environnement de travail de qualité pour ses professionnels de la petite enfance en veillant à leur bien-être. La communication avec les familles sera renforcée grâce notamment à la poursuite de la digitalisation afin de faciliter les échanges entre le personnel des crèches et les parents.

La commune va renforcer sa politique en faveur des personnes porteuses de handicap. La collaboration avec l'administration sera poursuivie de manière à conserver le label Handycity.

L'égalité des chances importe énormément. Qui que l'on soit, quelle que soit son identité, on doit pouvoir bénéficier de l'égalité des chances, qui se traduit par l'absence de discrimination. Elle devrait être la norme mais c'est loin d'être le cas, donc cela restera aussi au cœur de l'action de la majorité. Pour rappel, à Uccle un ménage sur sept est un ménage monoparental dont 86% des parents concernés sont des femmes. Il est ainsi prévu de maintenir les permanences juridiques et psychologiques gratuites, soutenir des projets innovants de logements, organiser dans les maisons de quartier des activités à destination des parents solo, mieux informer et aider à introduire un dossier auprès du CPAS.

Le sport, un des fleurons de notre commune, donnera lieu à de nouvelles initiatives qui, par prudence, ne se retrouvent pas dans la déclaration de politique communale mais on peut faire confiance à notre Echevin des sports en la matière. M. le Bourgmestre évoque le projet de stade national de hockey mais toutes les disciplines sportives sont prises en considération. D'ailleurs, il est bon de rappeler qu'Uccle est champion d'Europe de frisbee.

Les seniors représentent la partie presque la plus importante de notre population. Ils restent bien entendu également au cœur de l'action de la majorité, notamment à travers la très dynamique ASBL Génération + et l'Echevinat des Seniors, qui

s'efforcera toujours de travailler dans un esprit de transversalité.

La jeunesse : la commune est consciente des besoins en constante évolution de notre jeunesse. Le Collège s'engagera dans une série d'initiatives pour mieux soutenir et mobiliser les jeunes en vue de leur épanouissement.

La commune d'Uccle est sensible à la condition animale. Ces 6 dernières années, sous la houlette de l'Echevine Maëlle De Brouwer, beaucoup a été fait en matière de bien-être animal. La question n'est pas de savoir si on aime ou pas les animaux car la condition animale est aussi une condition essentielle du vivre ensemble.

La solidarité, qu'elle soit locale ou internationale, est aussi au cœur du projet communal. Sans oublier l'engagement européen, qui se traduit aussi par les valeurs qu'Uccle entend défendre au sein d'une Europe perturbée.

En matière d'administration et de gouvernance, la gestion communale visera tant l'excellence que le bien-être en se basant sur les principes de transparence, de respect et d'équité, ainsi que sur le principe de neutralité, qui ne fera l'objet d'aucune compromission. Uccle entretient uniquement la culture du mérite et refuse toute politisation, conformément à ce qui a été fait par les Collèges précédents auxquels il convient de rendre hommage.

La participation citoyenne sera dans la continuité de ce qui a déjà été entrepris. Elle continuera à réunir les citoyens mais sous d'autres formes. Les nouvelles technologies seront sollicitées pour tenter de contacter les citoyens qui ne se rendent jamais aux réunions organisées.

M. le Bourgmestre espère que cette déclaration de politique générale, élaborée avec rigueur mais aussi beaucoup de cœur, donnera lieu dans les mois et années à venir à des échanges conviviaux, dans un climat respectueux et serein comme il sied à toute assemblée démocratique, afin d'œuvrer en faveur de l'intérêt général des Ucclois.

***M. Cools** déplore que la Liste du Bourgmestre, à dominante MR, ait reconduit son alliance avec Ecolo sans avoir pris contact avec d'autres formations, alors que tous deux ont reculé dans les urnes. Ceci démontre bien que cette alliance avait déjà été conclue avant les élections.*

La déclaration de politique communale manque de souffle et de lignes directrices. M. Cools reproche notamment l'absence de priorisation entre les différents objectifs ainsi que de nombreuses généralités, parmi lesquelles beaucoup de propositions non réalisées lors de la législature précédente. Il note également l'absence de certaines promesses électorales, comme celle du MR de ne pas augmenter les impôts. Il y a néanmoins quelques propositions intéressantes.

Cette déclaration est moins qualitative que la précédente en raison de l'absence de titre, de préambule explicatif et du manque de lisibilité. En réalité, il s'agit d'un « copier-coller » d'une partie des programmes du parti Ecolo et de la Liste du Bourgmestre.

La déclaration comporte des mesures positives en vue d'améliorer les déplacements à pied ou à vélo. A contrario, rien n'est prévu pour améliorer la fluidité de la circulation en voiture et il n'y a pas d'évaluation du plan communal de stationnement malgré la promesse qui avait été faite. De nombreuses propositions sont émises au conditionnel, notamment pour ce qui concerne la prime de compensation de la hausse du précompte immobilier.

Il n'y a pas un mot dans cette déclaration pour marquer l'opposition de cette majorité à la fusion des zones de police. Certes, il y a une volonté affichée de développer « une politique de tolérance zéro pour les incivilités » et de mieux

sensibiliser à la propreté. Mais l'objectif de tolérance zéro n'est pas accompagné d'une demande en faveur de l'augmentation du nombre de policiers en rue ou du remplissage du cadre opérationnel de la zone de police. D'ailleurs, la présence d'un surcroît de policiers serait utile non seulement pour lutter contre les incivilités mais aussi pour faire face à la recrudescence des cambriolages dans la commune. Le groupe Uccle en avant soutient la proposition d'extension du dispositif de vidéosurveillance, en remarquant toutefois l'absence de proposition relative à un travail d'intérêt général pour les auteurs d'incivilités. M. Cools aurait aussi souhaité que la déclaration consacre un volet à la lutte contre les tags et affiche la volonté d'assurer leur enlèvement immédiat par les services communaux dès leur apparition.

Le trafic de drogue et les points de deal, dont Uccle n'est pas exempt, ne sont pas abordés dans la déclaration. Il en est de même pour la lutte contre le harcèlement de rue.

En matière de stationnement, certaines communes bruxelloises ont augmenté le temps de stationnement gratuit. Or, la présente déclaration se borne à dire que la commune plaidera auprès de la Région pour porter la plage gratuite actuelle à 30 minutes. Il n'y a rien non plus en faveur de l'humanisation du contrôle du stationnement réglementé ou de la limitation de l'usage de la scan car.

Malgré les promesses faites lors de la législature précédente, rien n'est prévu pour l'évaluation de la pertinence des politiques de mobilité mises en œuvre ces dernières années, telles que, par exemple, les choix en matière de stationnement réglementé ou la mise à 30 km/h de certains grands axes de circulation.

Une ligne dans la déclaration précise que la commune soutiendra et accompagnera les projets visant à améliorer l'offre en transports en commun. Mais aucune demande précise n'est formulée.

Dans le domaine du sport et de la culture, il n'y a aucune proposition visant à relever le montant des chèques sport et culture ou à revoir les conditions très restrictives qui régissent leur octroi aux citoyens les plus défavorisés et à leurs enfants. Cette déclaration ne comprend pas non plus la mise en œuvre de la motion, pourtant votée à l'unanimité par le Conseil communal le 23 mai 2024, sur le soutien aux personnes seules et aux familles monoparentales. Elle ne comprend pas non plus la possibilité de jumelage avec une commune du nord du pays, susceptible de créer des échanges entre jeunes néerlandophones et francophones.

Elle ne reprend ni la nécessité d'effectuer des démarches auprès de Vivaqua afin que cet organisme réalise un troisième bassin d'orage dans la vallée de Saint-Job dans le but d'éviter des inondations, ni la nécessité d'accélérer la rénovation des égouts recensés en mauvais état pour éviter le risque d'effondrements en voirie.

Par contre, cette déclaration reprend la volonté d'actualiser les plans particuliers d'affectation du sol (PPAS). Cela signifie une révision des PPAS pour y intégrer des normes modernes de confort, d'habitabilité, de respect patrimonial et naturel ainsi que de performance énergétique. Il convient d'adhérer à ces objectifs mais il n'y a pas lieu de revoir les PPAS pour cela. En effet, les nouvelles demandes de permis sont régies par le code du logement, le règlement régional d'urbanisme et les règlements communaux d'urbanisme. En outre, la commune dispose de la faculté d'imposer certaines conditions lors de la délivrance des permis. La révision des PPAS n'est pas sans danger car elle permettrait de faire sauter des règles qui limitent la densité dans toute une série de quartiers. Le groupe Uccle en avant souhaite que la densité soit maîtrisée et limitée dans son ampleur.

M. Cools regrette que cette déclaration ne prévoie pas une planification des développements urbanistiques futurs et l'utilisation des outils existants à cette fin (schémas directeurs, contrats d'axe, élaboration de PPAS pour les quartiers qui en sont dépourvus). Si elle est tout de même mise en œuvre, une telle planification devra faire l'objet de débats préalables approfondis avec les habitants de chaque quartier concerné. L'élaboration d'un schéma de développement commercial, citée dans la

déclaration précédente, n'a pas été mise en œuvre et n'est pas reprise dans celle-ci. En matière de participation citoyenne, il ne suffit pas d'encourager « les promoteurs de projets d'ampleur à organiser des séances d'information publique ». Il faut que le dialogue soit noué entre les acteurs concernés au moment où les projets peuvent encore évoluer, autrement dit, avant le dépôt des permis.

D'ailleurs, avant de parler de participation citoyenne, il faudrait déjà que les membres du Collège répondent aux mails qu'ils reçoivent. M. Cools souhaiterait que le Collège s'engage à ce que toutes les interpellations citoyennes soient débattues au sein du Conseil communal. Il pense aussi que le droit de pétition devrait être plus effectif grâce à une présentation de toutes les pétitions reçues en commission du Conseil communal.

Étant donné que la moitié du bâti communal date d'avant la Seconde guerre mondiale, le groupe Uccle en avant aurait aimé que l'isolation de ces bâtiments soit soutenue par des primes communales complémentaires aux primes régionales.

M. Cools déplore l'absence de proposition en faveur de l'augmentation du nombre de places dans les crèches communales alors qu'on retrouve dans la déclaration les projets coûteux suivants : création d'un nouveau commissariat de police et d'une piscine naturelle à ciel ouvert à côté de l'Institut Pasteur. Le premier projet pourrait d'ailleurs se heurter à la fusion des zones de police.

Les finances communales ne semblent pas être la priorité de cette majorité, qui, de façon inédite, propose au Conseil communal d'allouer une prime aux membres du cabinet du bourgmestre. Dans la même optique, elle n'a pas saisi l'occasion de réellement réduire le nombre d'échevins comme le prévoyait la Région, et ce afin de contrebalancer l'augmentation des traitements des membres du Collège. Elle a en effet choisi de désigner un échevin surnuméraire néerlandophone. M. Cools ne conteste évidemment pas la participation d'un élu néerlandophone dans l'Exécutif communal, mais bien le fait de ne pas avoir choisi un des multiples scénarii permettant l'économie du traitement d'un échevin.

L'absence d'évaluations chiffrées est une des grandes caractéristiques de cette déclaration de politique communale. À aucun moment non plus cette déclaration ne mentionne une obligation d'évaluation des politiques communales, pourtant si nécessaire afin d'évaluer l'efficacité de l'action menée et d'avoir besoin « rectifier le tir ».

Uccle en avant continuera de jouer son rôle de relais des préoccupations des Ucclois, de force de proposition et de contrôle de la majorité, dans un esprit d'opposition constructive sans aucune forme de complaisance.

Mme Kabachi estime que la déclaration de politique communale portée par la majorité MR/Défi/Ecolo manque cruellement d'ambition, de mesures fortes pour répondre aux défis sociaux, écologiques et économiques et surtout d'un réel engagement en faveur des habitants les plus fragiles de la commune. Tout est émis au conditionnel, sans compter que, selon les propos de M. le Bourgmestre, la plupart des mesures sont dans la continuité. Où sont les réelles mesures concrètes ? Comment vont-elles être mises en place ? Mme Kabachi regrette l'absence de mesure chiffrée, ainsi que le peu d'engagements ou de priorités claires. Bref, tout est très vague.

La crise du logement n'est que timidement abordée, sans proposition concrète pour y répondre de manière structurelle. Il n'y a ni mention d'investissements conséquents ni volonté réelle d'augmenter l'offre de manière significative. Certes, l'Agence immobilière sociale sera renforcée mais il est évident que cela ne suffira pas. Où sont les investissements publics massifs pour garantir un véritable accès au logement abordable ? Plutôt que de tout miser sur des incitations pour les propriétaires privés, le groupe socialiste demande un véritable plan public de construction et de rénovation énergétique des logements sociaux. Quant à la gestion éventuelle des logements sociaux communaux par l'Agence immobilière sociale,

qu'entend la majorité par logements sociaux communaux ? S'agit-il des logements actuellement gérés par la Régie et de combien de logements s'agit-il ? Et quant à la piste de l'augmentation du parc public de logements via les charges d'urbanisme, qu'est-ce qui a déjà été entrepris concrètement pour mesurer l'impact et rendre possible la mesure ? Il semble qu'il n'y ait aucune maîtrise publique de l'augmentation du parc de logements abordables et surtout rien en termes de logement social. Le groupe socialiste rappelle que seuls 90 logements sociaux vont être réceptionnés au Homborch.

Pour ce qui concerne le plan d'urgence logements, la déclaration mentionne que les acquis de la collaboration avec la Région seront développés. Le groupe socialiste rappelle cependant qu'Uccle figure parmi les quatre communes qui ont refusé de prendre les postes subventionnés par la Région, privant ainsi les habitants de leviers essentiels pour lutter contre la crise du logement, et ce alors que la majorité prétend lutter contre les logements inoccupés.

En matière de sécurité, le groupe socialiste est préoccupé par l'approche essentiellement répressive de la majorité. La sécurité des citoyens est essentielle mais encore faut-il qu'elle soit abordée de manière équilibrée. En effet, l'extension du parc de caméras de vidéo-surveillance est présentée comme une panacée quoique les études démontrent leur impact limité sur la prévention des délits. Il faut une politique intégrée qui conjugue à la fois le volet répression et le volet prévention. Les investissements doivent être faits dans les deux volets. La vraie sécurité ne repose pas seulement sur les caméras et les patrouilles mais aussi sur les éducateurs de rue, les médiateurs de quartier, les politiques de prévention contre la délinquance. Mme Kabachi demande d'ailleurs une augmentation des budgets alloués aux associations de quartier, aux éducateurs de rue et aux initiatives citoyennes favorisant la prévention et l'inclusion sociale. Dans cette optique, les socialistes accueillent favorablement la proposition visant à créer une nouvelle antenne de prévention décentralisée, en espérant qu'elle débouche sur une réalisation concrète à moyen terme en dépit de la formulation « explorer la possibilité de créer ».

La majorité veut poursuivre son projet relatif à la création d'un nouveau commissariat dans le but d'améliorer l'accueil des citoyens et les conditions de travail des policiers. Le Collège en parle fréquemment mais un lieu d'implantation a-t-il déjà été identifié ? Eu égard à la volonté du gouvernement fédéral de fusionner les zones de police à Bruxelles, il est peut-être nécessaire de s'interroger à nouveau sur la pertinence du projet.

La déclaration fait état d'une gestion financière en boni, d'une discipline budgétaire qui permettrait d'investir de manière responsable. Certes, la rigueur budgétaire est nécessaire mais elle doit aussi aller de pair avec des investissements afin de développer la commune.

Uccle se targue d'être une des communes les moins taxées de la région bruxelloise mais ce discours masque une autre réalité : la sous-utilisation de la fiscalité comme outil de développement et de justice sociale. La majorité aurait pu proposer, par exemple, une fiscalité différenciée en termes de précompte immobilier qui permettrait d'agir sur le secteur du logement, ou une réelle activation des taxes sur les immeubles inoccupés, délabrés ou abandonnés qui permettrait d'améliorer le cadre de vie de certains quartiers. La déclaration de politique communale reprend uniquement la volonté de maintenir une fiscalité en dessous de la moyenne régionale, ce qui n'est pas neuf.

La déclaration de politique communale est trop frileuse, évite les vrais débats et ne répond pas aux préoccupations majeures des habitants. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste émettra un vote négatif.

M. Tojerow partage intégralement la déception de son chef de groupe. Toute dynamique semble absente de cette déclaration de politique communale, et on peut

faire la même remarque quant à la définition des priorités ou l'établissement d'un calendrier d'actions. C'est d'autant plus regrettable que les partis de la majorité ont déjà travaillé ensemble lors de la législature précédente. L'impression donnée est celle d'un Collège à bout de souffle et à bout d'idées

Quoique la petite enfance soit inscrite dans les programmes des partis de la majorité, la déclaration de politique communale se borne presque à dire que « la commune continuera d'offrir un des meilleurs ratios de places en crèche de la région bruxelloise ». Cependant, dans les faits, ce n'est pas la commune qui offre ce ratio, mais en grande partie l'initiative privée. Durant cette législature, de nouvelles places vont-elles être ouvertes ou non dans les crèches communales ? Dans l'affirmative, combien de places vont être créées et quand ? En attendant, quel dispositif sera mis en place pour les parents ucclois qui ne trouveront pas de places en crèche, dans un contexte où le marché privé de l'accueil réclame parfois de 800 à 1.000 € ?

L'attention accordée à l'accès aux crèches pour les familles monoparentales est particulièrement bienvenue mais en quoi consistera cette aide particulière ?

Dans le domaine de l'action sociale, on ne peut occulter que beaucoup d'Ucclois connaissent des difficultés très importantes, même si en moyenne, on vit un peu mieux à Uccle qu'ailleurs. En effet, Uccle est la deuxième commune de la Région bruxelloise présentant la plus grande inégalité de revenus. En 2024, Uccle était la troisième commune de Bruxelles avec la plus grande hausse de demandeurs d'emploi (+ 10%) ; 1 enfant sur 6 naît dans une famille monoparentale ; 1 sur 10, dans un ménage sans travail. Or, la déclaration de politique communale ne comprend pas de mesures suffisamment ambitieuses pour être à la hauteur de cette réalité. Elle n'aborde pas non plus la réforme du chômage prévue par Gouvernement fédéral, à composante MR. Pourtant, à Uccle comme ailleurs, cette réforme du chômage amènera un nombre important de demandeurs d'emploi vers le CPAS (selon Brulocalis, il y aura en valeur absolue 1248 bénéficiaires en plus). Cette réforme aura évidemment un impact sur les finances communales et l'organisation du CPAS. Le groupe socialiste s'en inquiète car, même si la déclaration évoque une gestion rigoureuse, anticipative et proactive, elle ne propose pas de mener dans les meilleurs délais une étude sur l'impact de cette réforme afin d'en anticiper les effets.

Néanmoins, Il y a des mesures positives dans la partie action sociale, comme l'étude relative à une éventuelle mise à disposition de salles d'étude ou de locaux à petits prix pour les anniversaires dans les quartiers. Cela dépassera-t-il le stade de l'étude ? Qu'est-ce qui sera réalisé concrètement ? Pour ce qui concerne la fusion des deux maisons de repos, il est opportun d'envisager une réflexion sur la vision des services actuels et futurs rendus aux résidents. Mais il faut absolument que les familles des résidents soient impliquées dans le processus.

En ce qui concerne les écoles, le sentiment de déception demeure. C'est une des parties les plus courtes de la déclaration de politique communale, avec beaucoup d'autocongratulations mais très peu d'engagements. Entre 2015 et 2020, la part des dépenses d'investissement dans le domaine de l'enseignement se limitait à 14%, alors que la moyenne pour les 19 communes se situait à 24%. Le Collège s'engage-t-il à rattraper la moyenne des 19 communes au cours de cette législature ?

M. Tojerow souligne cependant un point positif dans la partie école, en l'occurrence l'attention portée à la pénurie croissante d'enseignants. Mais la déclaration évoque des initiatives pour attirer et fidéliser des professionnels sans avancer des mesures concrètes. Le groupe socialiste regrette l'absence de référence à la lutte contre le décrochage scolaire et à la problématique de l'accessibilité financière de l'enseignement, et ce alors qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles, des écoles ont décidé d'étendre la gratuité des fournitures scolaires jusqu'à la 6ème primaire. Selon le rapport de l'Inspection sur ce sujet, cette gratuité a de nombreux effets positifs autres que budgétaires, notamment pour les relations entre les familles et l'école ou pour les actions pédagogiques fondées sur ce matériel. M. Tojerow

conteste le constat suivant lequel Uccle serait un pôle éducatif d'excellence offrant un large éventail de choix, étant donné qu'Uccle est une des rares communes bruxelloises d'environ 90.000 habitants qui n'organisent plus un enseignement secondaire public et gratuit. Il souligne à cet égard qu'Uccle fait partie d'une des zones de Bruxelles où l'offre des écoles secondaires n'arrive plus à répondre à la demande. Il en résulte un nombre élevé d'élèves en liste d'attente et un manque de choix des parents quant au réseau et au type d'enseignement. M. Tojerow déplore que la commune n'ait pas créé une école secondaire communale à pédagogie active ces dernières années. À cet égard, le lancement d'une étude de faisabilité aurait été à tout le moins intéressant.

La volonté d'assurer le maintien à domicile des seniors grâce à des services d'aide aux personnes constitue un engagement positif mais la déclaration ne mentionne pas de données tangibles permettant de savoir comment un tel objectif va être rencontré.

Dans le domaine sportif, la déclaration de politique communale mentionne la proposition d'accueillir le stade national de hockey. Cette information est-elle exacte ? Ce projet est en danger dans la mesure où le site choisi n'est pas suffisamment grand.

M. Tojerow est favorable à une consultation de la population sur le projet de piscine en plein air pour le Homborch et plus globalement sur ses besoins en matière de sports.

En matière de participation, la déclaration de politique communale affirme que la commune veillera à impliquer davantage l'ensemble des habitants. Les socialistes sont prêts à être partenaires du Collège en ce domaine, en soulignant qu'il y a lieu de s'interroger sur le recul du nombre de suffrages exprimés lors des dernières élections communales.

M. Mercenier estime que le chapitre relatif au climat se contente d'énoncer des généralités en omettant de mentionner des objectifs chiffrés, et ce alors que le plan climat adopté en 2024 affirme l'ambition de réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre avant 2030. M. le Bourgmestre aurait prétendu que l'absence d'objectifs chiffrés précis était dictée par un souci de prudence mais M. Mercenier y voit plutôt une manœuvre pour éviter de rendre des comptes.

M. le Bourgmestre nie avoir tenu de tels propos.

M. Mercenier demande si, en matière de gaz à effet de serre, des objectifs intermédiaires avant 2030 ont été fixés et si un mode de calcul a été élaboré à cette fin. La même question se pose à propos de la mise en place d'un bilan carbone.

La déclaration de politique communale annonçant un renforcement de la cellule ad hoc, comment cela va-t-il se traduire en termes d'équivalents temps plein (ETP) ?

Dans le domaine de la mobilité, la déclaration semble vouloir préserver tant les usagers faibles que les automobilistes. Mais cette égalité théorique entre les modes de déplacement débouche sur une liberté de choix qui finalement pénalise les piétons et cyclistes, car la liberté crée le danger alors que l'aménagement physique amène la sécurité et affranchit en protégeant. Donc, faute d'ambition dans la déclaration de politique communale, on ne peut compter que sur un sursaut échevinal pour voir cette ambition se réaliser.

En matière d'aménagement de l'espace public, la majorité fait preuve d'immobilisme puisque la déclaration de 2025 est identique à celle de 2018. Les lenteurs observées dans le projet de réaménagement de la place de Saint-Job, malgré les résultats de la participation citoyenne, sont assez emblématiques à cet égard.

Pour ce qui concerne la protection du patrimoine naturel, il conviendrait de

savoir comment les conclusions tirées de la catastrophe du parc du Wolvendael vont contribuer à redéfinir l'aménagement des espaces verts.

Mme Roba estime que la déclaration de politique communale manque d'ambition, étant donné qu'elle se réduit à un catalogue de bonnes intentions rempli au conditionnel et dépourvu de propositions innovantes et concrètes. Tout programme politique commence en principe par un préambule qui est développé dans le corpus du texte. Ce n'est pas le cas ici et le report d'un mois pour sa présentation est le signe d'un accord difficilement négocié entre les différentes composantes de la majorité.

Dans le domaine de la sécurité, le groupe Les Engagés attache une grande importance à la prévention. Il se réjouit donc de la volonté d'étendre à d'autres quartiers l'expérience de l'antenne de prévention et de sécurité du Melkriek ainsi que de l'intention de renforcer la coopération entre le service de prévention et le service de l'Action et de la Cohésion sociale.

La politique de tolérance zéro pour les incivilités était déjà un objectif de la majorité précédente, à l'instar de nombreux points de cette déclaration.

Le groupe Les Engagés approuve l'intention de procéder à une surveillance accrue des zones sensibles mais aurait apprécié qu'il y ait des mesures traitant spécifiquement du trafic de drogue.

Mme Roba regrette que dans la formation des forces de police, les problèmes de voisinage soient abordés avant les violences conjugales et familiales, les actes de discrimination, l'assistance aux victimes. Elle déplore aussi que les violences à l'égard des femmes ou l'éclairage insuffisant dans certains quartiers ne soient pas mentionnés dans la déclaration.

Le groupe Les Engagés approuve la volonté de renforcer le contrôle des dépenses publiques et d'optimiser la perception des recettes en espérant que la maîtrise de la fiscalité sera effective.

Mme Roba approuve le point de vue en vertu duquel la lutte contre l'exclusion sociale doit être transversale car elle concerne non seulement le logement, la culture et la citoyenneté mais aussi la santé, l'emploi et l'environnement. Elle espère que les différents échelons en charge de ces matières pourront travailler ensemble. Il est dommage que de nouveaux projets tels que le Housing First ne soient envisagés qu'au conditionnel.

Les Engagés approuvent l'objectif d'ouvrir deux maisons de quartier ainsi que les initiatives visant à créer des synergies entre la commune et le CPAS.

Il est rassurant de constater que la commune continuera de développer le plan climat de manière transversale avec les habitants et acteurs locaux dans un esprit de justice sociale, mais il n'y a rien de concret et d'innovant dans cette rubrique.

Le groupe Les Engagés souscrit à la volonté de viser un modèle d'excellence et d'innovation. Toutefois, quelles initiatives concrètes via commune compte-t-elle mettre en œuvre pour attirer et fidéliser les enseignants ? Les Engagés soutiendront les efforts visant à ce que les écoles s'ouvrent davantage aux enfants à besoins spécifiques. Il convient aussi de sensibiliser les élèves à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui doit être étendue à la lutte contre l'homophobie et toutes les autres formes de discrimination. Selon Mme Roba, la déclaration aurait aussi dû mentionner les éléments suivants : la garantie de l'égalité des avantages sociaux entre les réseaux, la promotion du bilinguisme, le soutien équitable aux associations de parents des différents réseaux, l'initiation aux nouvelles tendances artistiques et l'ouverture à l'utilisation raisonnée de l'intelligence artificielle.

En matière de mobilité, le projet de partenariat avec le secteur privé en vue du stationnement sur le parking des grandes surfaces avait déjà été annoncé lors des législatures précédentes sans que cela ne débouche sur une avancée véritable. L'installation de bornes de recharge électrique en voirie est une bonne initiative, à condition que les emplacements soient choisis en concertation avec les riverains.

Mais il faudrait aussi encourager les propriétaires de véhicules électriques à placer des prises de recharge chez eux afin d'éviter l'occupation de places de stationnement déjà limitées. Mme Roba suppose que l'offre de stationnements pour vélos via des arceaux sera renforcée dans la zone commerciale du Fort Jaco. Pour ce qui concerne les rues scolaires, il serait peut-être opportun de consulter les parents d'élèves et les acteurs de la santé avant les riverains, de manière à éviter le phénomène « nimby ». La majorité a l'intention de relancer le conseil consultatif des modes actifs. Pourquoi a-t-il été abandonné et dans quel but y a-t-il lieu de le relancer ?

De manière générale, il y a lieu d'évaluer la raison d'être des différents conseils consultatifs afin de déterminer si, en pratique, le Collège les consulte réellement et si leurs membres sont véritablement représentatifs.

Mme Roba salue la volonté du Collège d'aménager l'espace public de manière à ce qu'il profite à tous. Les Engagés soutiendront les mesures en faveur de l'accessibilité des trottoirs pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et l'augmentation des passages piétons, qui pourraient être équipés de signaux pour malvoyants grâce à une coopération avec l'IRSA. Il faudra mener une réflexion approfondie sur la sécurisation des abords des écoles ainsi que des voies cyclables dans les deux sens. Les Engagés espèrent voir aboutir au cours de cette législature les projets de réaménagement de la place de saint-Job et du square des Héros.

En matière de logement, le groupe Les Engagés avait déjà proposé il y a plusieurs années de créer un guichet unique. Les missions de l'AISU devraient être élargies de manière à ce qu'elle puisse assurer un suivi social des locataires qui en ont besoin. Les missions des maisons « Kangourou » devraient être explicitées en raison de leurs conséquences en cas de taxation ou de vente. Toutefois, les propositions de la rubrique logement sont globalement satisfaisantes.

Pour ce qui concerne la préservation du patrimoine naturel, les clapets anti-retour ne conviennent pas dans tous les cas pour éviter les inondations. La commune doit prévoir des moyens pour aider les riverains touchés par ce type de catastrophe : mise à disposition de containers et réservation gratuite d'espaces en voirie pour évacuer les débris éventuels. Il est temps d'achever la restauration du parc Raspail.

En matière de commerce, l'aménagement d'une offre de stationnement suffisante et accessible ne suffit pas. Il faut évaluer l'impact des primes à l'ouverture et de l'exemption des taxes sur l'activité économique. Les nouveaux commerçants doivent continuer à bénéficier d'une promotion gratuite dans le magazine Wolvendael et sur les réseaux sociaux gérés par la commune. Selon Mme Roba, l'accessibilité des commerces pour les PMR est encore trop défailante.

Dans le domaine de la propreté, les sanctions contre les comportements nuisibles sont nécessaires mais la prévention mérite davantage d'efforts. Pourquoi ne pas rendre obligatoire l'utilisation des poubelles rigides ? Les nouveaux résidents devraient recevoir un document indiquant les règles de tri, de passage pour la collecte des déchets ainsi qu'une carte localisant les bulles à verre et autres containers. Mme Roba regrette qu'il n'y ait rien dans le texte concernant la lutte contre les tags.

Les Engagés soutiennent la volonté de procéder au classement des sites remarquables tels que le plateau Avijl, le Keyenbempt et le Bois de Calevoet. Il y a des efforts à accomplir dans l'accompagnement des demandeurs de permis d'urbanisme de manière à éviter des abus. L'actualisation des PPAS requiert une véritable concertation avec les riverains. Quoi qu'il en soit, le groupe les Engagés fera preuve de vigilance sur tous les projets de grande ampleur.

En matière culturelle, il faut continuer à proposer une offre communale diversifiée et destinée à tous. L'intégration d'œuvres d'art dans l'espace public devrait faire l'objet d'une concertation avec les riverains et ne pas dépendre uniquement du bon vouloir d'un échevin ou du Collège. Mme Roba s'étonne des affirmations relatives à l'installation du théâtre Le Public inscrites dans la déclaration. Elle regrette que la mise en valeur du château du parc de Wolvendael ne

soit toujours pas à l'ordre du jour.

Pour Les Engagés, la santé est une compétence transversale exigeant la collaboration des différents échelons. Ils soutiendront toutes les initiatives visant le renforcement de la prévention en matière de santé, notamment en matière de santé mentale. Les citoyens devraient pouvoir bénéficier d'un retour sur le travail accompli par la plateforme santé. La politique de santé communale devrait se focaliser sur la promotion de la médecine de première ligne et des services des médecins généralistes de garde afin d'alléger les services d'urgence. Mme Roba regrette que la lutte contre les assuétudes soit absente de la déclaration alors que les dépendances diverses (alcool, tabac, drogue, jeux, réseaux sociaux) font des ravages.

Les Engagés regrettent que les matières relatives à la petite enfance, à la jeunesse et aux seniors ne soient pas regroupées en une seule compétence scabinale. La décision d'accueillir les enfants dans les crèches dès 16 semaines plutôt que 18, qui peut certes arranger les parents, a-t-elle fait l'objet d'une concertation avec l'ONE ? L'offre de places d'accueil dans les crèches communales étant inférieure à la demande des parents, Mme Roba regrette le manque de créativité du Collège alors que d'autres communes établissent des partenariats public-privé pour augmenter cette offre. Mme Roba se réjouit de la poursuite du programme « Good Food » dans les crèches et espère que d'autres structures l'adopteront (écoles, homes du CPAS, maisons des seniors, service des repas à domicile). Les Engagés regrettent que les activités adaptées aux enfants de moins de 3 ans ne se concrétisent pas par la création d'un deuxième Family Corner alors qu'il existe plusieurs maisons de seniors et que l'ASBL « Génération + » bénéficie d'un soutien communal. Le congé de paternité devrait être promu tant au sein du personnel communal qu'à l'extérieur.

Les Engagés seront heureux lorsque l'inclusion des personnes en situation de handicap ne sera pas plus une compétence à part car ce devrait être un réflexe dans toutes les politiques communales. Rien n'est précisé dans la déclaration quant à la mise à l'emploi ou l'équipement des logements pour les personnes handicapées.

Pour ce qui concerne l'égalité des chances, le groupe Les Engagés ne voit pas l'intérêt d'une analyse des discriminations, vu que selon lui, il faut surtout mettre l'accent sur la prévention. Il n'est pas favorable au changement des noms de rue, en tous cas pas sans l'accord unanime des riverains.

En matière de sport, les Engagés soutiendront le projet de stade national de hockey mais sont réservés sur le projet de piscine naturelle.

M. Junqué *salue l'ambition de la Déclaration de politique communale, qui place la préservation de l'environnement au cœur des projets qui seront mis en œuvre au cours des 6 prochaines années.*

Il cite notamment le lancement des démarches visant au classement comme espace vert non constructible de l'entièreté du plateau Avijl, du Keyenveld et du bois de Calevoet. Les écologistes continueront à être aux côtés des collectifs citoyens qui se sont mobilisés en faveur de ces sites. M. Junqué salue aussi la volonté de ne pas opposer la préservation des espaces verts à la création de logements publics et sociaux.

La nouvelle majorité va devoir s'engager dans la lutte contre les inondations en poursuivant le maillage bleu et en impliquant le secteur privé grâce à l'intégration de la gestion intégrée des eaux de pluie dans les conditions des permis d'urbanisme.

Toute une liste de dispositifs est prévue pour la préservation des arbres. La présence d'un référent « arbres » au sein du personnel communal constitue à cet égard une ressource précieuse. M. Junqué souligne dans cette perspective la limitation drastique des abattages d'arbres afin de préserver des îlots de fraîcheur, la verdurisation des cours d'école, la verdurisation des quartiers commerçants qui rend ceux-ci plus attractifs. Tous ces exemples témoignent d'un heureux souci de transversalité dans l'établissement des mesures ainsi que de la volonté de garantir la

justice sociale, car il s'avère que ce sont souvent les citoyens les plus modestes qui résident dans les zones les plus densément peuplées, les plus éloignées des espaces verts et les plus sujettes aux inondations.

Les citoyens seront sensibilisés au tri en vue du « zéro déchet ». En ce domaine, il faut privilégier la prévention par rapport à la répression.

Contrairement à ce que d'aucuns pensent, les mesures qui permettent concrètement de lutter contre le dérèglement climatique se prennent au niveau local.

M. Junqué se réjouit des dispositions de la déclaration de politique communale dans le domaine de l'action sociale. Il épingle notamment la volonté du Collège de garantir des moyens financiers et humains au CPAS pour répondre aux demandes grandissantes d'aide sociale résultant des mesures prévues par l'accord de gouvernement fédéral. Les ménages sous la menace d'une expulsion seront mieux accompagnés sur le plan juridique. La collaboration avec les associations spécialisées dans les « maraudes » ou la lutte contre les assuétudes sera renforcée. M. Junqué remarque aussi le soutien à la « donnerie », à la vélothèque, au « repair café », aux écoles de devoirs, le développement des cours d'alphabétisation, la lutte contre la fracture numérique et la création de deux nouvelles maisons de quartier (Vanderkindere et Dieweg).

***Mme Querton** souligne la nécessité de faire face à la crise du logement. Louer un bien, même modeste, sur le marché locatif privé à Uccle s'avère une difficulté presque insurmontable pour de nombreux citoyens, car la hausse des loyers est bien supérieure à celle des revenus. En région bruxelloise, le loyer requis pour un logement moyen est passé d'un peu moins de 1.000 € en 2017 à 1.387 € en 2024, alors qu'en théorie, le montant d'un loyer ne devrait pas dépasser 30 % des revenus d'un ménage. La flambée des prix sur le marché résidentiel privé entraîne l'exode croissant des ménages en dehors de la commune ainsi qu'une pression accrue sur le logement social, vu qu'en région bruxelloise, plus de 50.000 candidats locataires sont sur les listes d'attente pour un logement social. La question de la régulation des loyers ne relève pas des compétences communales mais ne peut être invisibilisée dans le débat. À son échelle, la commune a une responsabilité certaine dans l'instauration de mesures complémentaires pour activer les outils de gestion publics, lutter contre les marchands de sommeil et garantir la justice sociale en matière de logement. Dans ce contexte, le groupe Ecolo se réjouit de l'excellent travail accompli par l'AISSU, de l'établissement d'un guichet unique pour le logement, des futurs projets de rénovation et de développement de logements publics rue de Stalle et rue des Fidèles, des mesures relatives aux biens abandonnés et inoccupés, aux hébergements temporaires et aux logements intergénérationnels. Mme Querton se réjouit aussi du maintien de la prime de compensation qui vise à soutenir les personnes occupant l'unique bien dont elles sont propriétaires. Il rappelle à cet égard que cette mesure avait été proposée naguère par le groupe Ecolo depuis les bancs de l'opposition.*

Les écologistes encouragent la poursuite et l'intensification de la mise en place de dispositifs communaux visant la rénovation des logements inoccupés ou insalubres. L'AISSU pourrait se saisir de ces responsabilités en les sous-traitant.

Mme Querton insiste sur l'importance d'un accompagnement individualisé des personnes en grande précarité.

***M. Lambert-Limbosch** précise que cette majorité va travailler dans la continuité de la majorité précédente, étant donné que certains projets requièrent une action à long terme pour se déployer.*

La déclaration s'engageant de manière intense sur le terrain social, les propos de l'opposition socialiste en ce domaine manquent de réalisme voire relèvent de la démagogie.

Les actions prévues sont envisagées dans une perspective de transversalité. Par

exemple, la politique à l'égard de la jeunesse n'est pas abordée uniquement dans le chapitre jeunesse mais aussi dans les chapitres relatifs à l'égalité des chances et des genres, au handicap, au sport, à la participation citoyenne, à la solidarité internationale, aux affaires européennes, à la culture, au logement et même aux seniors. Concernant ces derniers, M. Lambert-Limbosch constate avec plaisir que les propositions du Conseil consultatif des aînés, lancé dès 2019, ont trouvé un aboutissement dans la déclaration de politique communale. Des efforts seront accomplis à cet égard en termes d'aménagement de l'espace public (dont les bancs publics), d'activités dans les bibliothèques, d'accueil dans les services communaux, de maintien de guichets physiques et du téléphone par rapport à la fracture numérique.

M. Lambert-Limbosch remarque aussi l'appui fourni au travail de prévention de la police dans les quartiers du Homborch, du Merlo et du Melkriek ainsi que la volonté réaffirmée d'ouvrir une antenne « Lisa » pour rapprocher les services essentiels du citoyen. La formation des forces de police à des problématiques telles que les troubles de voisinage, les comportements discriminants, les violences conjugales et familiales, sera soutenue. M. Lambert-Limbosch apprécie qu'une attention particulière soit accordée au vol des vélos, dont il a lui-même été victime, et qui freine le recours à ce mode de déplacement vertueux.

M. Junqué note que la déclaration de politique communale se préoccupe de toutes les tranches d'âge de la jeunesse, depuis la petite enfance jusqu'aux jeunes adultes. Les plus jeunes bénéficieront d'une alimentation de qualité via le programme « Good Food ».

Une attention particulière sera accordée aux familles monoparentales, qui, dans 86 % des cas, sont portées à bout de bras par des « mamans solos ». Il en sera de même des jeunes adultes, grâce à la mise en place d'un Conseil consultatif de la jeunesse. Le festival Uckel'Air sera pérennisé et le soutien financier et logistique aux mouvements de jeunesse sera maintenu.

La santé, tant physique que mentale, n'est pas négligée dans la déclaration de politique communale. Celle-ci prévoit l'organisation de campagnes de prévention ainsi qu'une action sur les causes environnementales susceptibles d'affecter la santé : l'exposition à la lumière pendant la nuit perturbe le cycle endocrinien et accroît le risque de maladies cardiovasculaires, la pollution sonore perturbe le sommeil, la pollution de l'air augmente le risque d'allergies, de cancers et, de fait, entraîne chaque année 9.000 décès prématurés en Belgique.

En matière de sport, M. Junqué note la rénovation de la salle Stroobants, l'installation d'un terrain de minifoot sur la plaine de la Gazelle. Il espère qu'une nouvelle salle de sport puisse être installée dans le quartier du Bourdon et que le dossier relatif au nouveau stade de hockey puisse aboutir, quoique la réussite de ce dernier dépende aussi des autres niveaux de pouvoir.

La commune promeut un enseignement de qualité et de proximité en veillant à ce que la bienveillance soit au cœur de ses valeurs et se manifeste par la reconnaissance de la singularité de chaque enfant. Des initiatives seront encouragées pour offrir aux enseignants de meilleures conditions de travail et des opportunités de développement professionnel.

Il convient de saluer les ambitions en matière d'égalité des chances et des genres car notre société est encore loin d'une parfaite égalité : relance du Conseil consultatif des chances et des genres, sensibilisation accrue au « gendre budgetting », féminisation des noms de rue, plan diversité pour le personnel communal.

Le groupe Ecolo accorde une grande importance au thème de la transparence et de la bonne gouvernance afin de lutter contre le climat de méfiance à l'égard de la politique, qui s'est manifesté notamment par le taux alarmant d'abstentionnisme lors des dernières élections.

Mme Ledan se réjouit du volet participation citoyenne de la déclaration de politique communale. Les moyens dédiés au service en charge de cette compétence et au dispositif mis en place sous la précédente mandature sont constants et seront même augmentés dans le futur, notamment pour le budget participatif, le subside Coup de pousse, les rencontres citoyennes, les visites de l'administration et les conseils consultatifs.

L'installation de la Maison de la citoyenneté dans l'ancienne Maison communale, prévue sous la précédente mandature, ne figure pas explicitement dans la déclaration, mais Mme Ledan ne doute pas de la volonté du Collège de soutenir ce projet.

En matière de culture, le Collège s'engage à maintenir son soutien aux associations culturelles, aux artistes locaux, aux actions qui renforcent la cohésion sociale dans la commune. La transformation du Centre culturel d'Uccle est actée et sa reconnaissance en tant que centre culturel par la Fédération Wallonie-Bruxelles est désormais quasiment assurée.

La commune va poursuivre ses efforts pour développer et pérenniser l'offre de ses bibliothèques, notamment grâce au déploiement de la médiathèque, de la ludothèque et de ses espaces publics numériques.

Le chantier de rénovation ou de déménagement de la bibliothèque du Centre est aussi mentionné dans la déclaration.

Mme Ledan n'a pas retrouvé d'éléments saillants sur la valorisation du patrimoine culturel mais elle ne doute pas que cela fera partie des points d'attention du Collège.

Il y a lieu de se réjouir qu'un chapitre soit consacré à la solidarité internationale et aux affaires européennes. C'est l'un des gages de l'ouverture d'Uccle sur le monde, conformément à la motion « commune hospitalière », adoptée à l'unanimité

Mme Duvieusart apprécie particulièrement les dispositions de la déclaration qui prévoient le réaménagement des trottoirs. Elle souligne que le budget dédié à la rénovation des trottoirs sera de fait quadruplé, puisqu'il a été doublé sous la mandature précédente et qu'il sera à nouveau doublé sous cette mandature-ci.

Mme Duvieusart se réjouit aussi du réaménagement des abords des écoles, qui seront plus sécurisants pour les enfants grâce à des extensions de trottoirs et à l'installation de feux intelligents. Elle note avec soulagement la volonté de travailler main dans la main avec la Région en matière d'espaces publics, notamment pour le réaménagement du square des Héros et du tronçon de la chaussée de Waterloo de la Bascule au Fort Jaco.

La lutte contre le stationnement sauvage sera intensifiée, les chemins cyclables seront améliorés, le nombre de box vélos et de places de stationnement pour les vélos sera augmenté. Le passage sous voie à la gare de Calevoet est heureusement toujours d'actualité, malgré les soubresauts dans ce dossier dus aux différents niveaux de pouvoir.

Mme Duvieusart souligne aussi l'attention accordée au projet de « métroïsation » des lignes 4 et 7 à la station Albert, la mise en site propre des trams 82 et 97 sur la chaussée de Neerstalle, les projets de végétalisation de l'espace public, l'amélioration de l'éclairage public et la promotion de l'« auto-partage ».

M. De Bock estime qu'il y a deux manières de voir la déclaration. La première est de voir le verre à moitié vide. L'autre est de voir le verre à moitié plein. Selon lui, c'est avec cette deuxième approche que M. le Bourgmestre et la coalition ont présenté la déclaration. M. De Bock souhaite présenter le bilan chiffré de la commune, et pour ce faire, s'est basé sur les chiffres de l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA).

Uccle est une commune en croissance, passée de 83 000 habitants il y a 6 ans à 87 000 habitants aujourd'hui. Cette croissance représente le principal enjeu social qu'Uccle va rencontrer dans les prochaines années. Souvent, Uccle est représentée comme une commune où la densité est une des plus faibles de la région bruxelloise. Cependant, il faut tenir compte du fait qu'un tiers de la commune est couvert par la forêt de Soignes, par des bois, ou encore par des parcs. Uccle comprend également de grands immeubles à appartements, comme sur l'avenue Winston Churchill.

Concernant la population, l'âge moyen à Uccle est de 42 ans et 1 personne sur 5 (c'est-à-dire 19% de la population) a plus de 65 ans. À Bruxelles, ce chiffre s'élève à 1 personne sur 8. C'est une donnée importante car cela signifie que la commune comprend une population plus âgée avec des besoins spécifiques. La population est également diversifiée, avec 26% de personnes originaires des pays de l'Union-Européenne et un total de 34% d'origine étrangère. À Uccle, les personnes isolées représentent 42% de la population. Les personnes vivant seules constituent donc un enjeu important. Celles-ci mettent deux à trois fois plus de temps à trouver un logement, qui sera, proportionnellement aux personnes vivant en couple, beaucoup plus cher par rapport à leur revenu. Un autre élément intéressant est l'indice de richesse. Cet indice est resté à 111%, soit le même niveau qu'il y a six ans. Le revenu moyen à Uccle s'élève à 26 000 €. Ce bilan montre que les efforts collectifs rendent la qualité de vie à Uccle assez satisfaisante.

Cependant, Uccle doit également faire face à des enjeux de précarité. En effet, l'IBSA indique que 3,2% de la population dépend du Revenu d'intégration sociale (RSI). De plus, 7,2% des personnes âgées de la commune bénéficient d'une garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA).

Concernant l'enseignement et les écoles, Uccle présente un taux de couverture des crèches de 50%. La part des élèves ucclois de la maternelle fréquentant une école de la commune est aujourd'hui de 85,8%. Cela permet à la population d'accéder à des écoles à proximité. Pour le primaire, ce chiffre s'élève à 80,7% et pour le secondaire, à 56,8%. À Uccle, la part des élèves du secondaire avec un retard scolaire de moins de 2 ans est passée de 19,5% en 2016 à 12% en 2021. Cela représente donc un recul de 40%.

Concernant le chômage, la moyenne pour les moins de 24 ans s'élève à 22%. Le niveau global de chômage, quant à lui, est passé de 12% à 8% en 6 ans. Le nombre d'indépendants a augmenté de 10% alors que le nombre de salariés a reculé.

Les recettes ordinaires sont 30% plus basses que celles de la moyenne régionale des 19 communes. Il en va de même pour les dépenses ordinaires qui sont également plus basses que la moyenne régionale. Enfin, l'endettement est également inférieur à la moyenne régionale.

Concernant les logements sociaux, la solution optimale consisterait à avoir un logement social toutes les 10 habitations. Cependant cela ne serait pas réaliste.

Concernant la critique sur la fusion des zones de police, M. De Bock se demande si le refinancement des zones de police n'est pas positif pour notre zone.

Concernant les élections communales, M. De Bock se réjouit de l'absence de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

M. Toussaint rappelle que cette déclaration ne demeure qu'une feuille de route. Ce sont les actions et les réalisations qui compteront au final. M. Toussaint met en avant l'inclusivité de cette déclaration, qui s'adresse à tous les quartiers et toutes les franges de la population. La majorité souhaite porter de nombreux projets malgré le caractère compliqué du contexte financier global. M. Toussaint souligne également la complémentarité des actions proposées et de la majorité, dans laquelle chacun a ses propres sensibilités et expertises. Avoir un Collège qui se respecte et qui travaille bien ensemble est un réel bénéfice pour la commune et ses habitants.

Concernant le contenu de la déclaration, M. Toussaint met en avant les volet

prévention, le projet d'une police proche du citoyen, le maintien d'une fiscalité raisonnable, la volonté de moderniser les écoles, de se concentrer sur les enfants à besoins spécifiques et de lutter contre le harcèlement. Enfin, M. Toussaint souhaite continuer à privilégier une coexistence la plus apaisée possible entre les modes de transports et les usagers.

Mme Van Offelen se réjouit de cette déclaration de politique communale, car beaucoup de sujets lui tiennent à cœur, comme la qualité de vie des Ucclois. L'augmentation de la présence de bancs publics est importante pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite (PMR). La création, la protection, la valorisation des espaces naturels et leur accessibilité pour les seniors et les PMR sont également importantes. Mme Van Offelen se réjouit de la valorisation et de la protection du patrimoine architectural historique et commémoratif grâce aux panneaux explicatifs, aux QR codes, aux itinéraires de promenade et aux cartes interactives des sentiers. Elle se réjouit aussi de la continuité du soutien au musée Van Buuren, véritable joyau Art Déco. La partie de la déclaration relative aux seniors est riche et très complète. Mme Van Offelen souhaite toutefois proposer d'informer les seniors 65+ qui sont toujours en forme et souhaitent se rendre utiles pour leur communauté de l'existence de l'ASBL WARNED PLUS (We are retired not expired).

Concernant le volet sécurité et prévention, Mme Van Offelen trouve que l'approche que propose le Collège est très équilibrée entre prévention et sanction. Le Partenariat local de prévention (PLP) a fait ses preuves. La communication des riverains entre eux génère plus de cohésion sociale et une relation directe avec la police, et cela réduit les délits, les vols et les cambriolages. Les habitants d'un quartier deviennent les acteurs de leur propre sécurité. En matière de cybercriminalité, il est important de poursuivre les formations et la sensibilisation destinées aux seniors.

M. Cohen, quant à lui, voudrait réagir en tant que Président du CPAS. Il confirme qu'une des préoccupations sera d'avoir une meilleure collaboration et une meilleure synergie, non seulement avec l'échevine de tutelle, Mme De Brouwer, mais aussi avec tous les autres échevins. Les discussions qui auront lieu sur la fusion des deux homes se feront au CPAS. M. Cohen est très content de l'ambiance constructive au sein du CPAS, notamment avec les quatre représentants de l'opposition. Il précise également que les aides à domiciles sont gérées, non par la Commune, mais par le CPAS.

M. Cohen est très satisfait des projets relatifs à l'A.I.S.U.

M. Hayette n'est pas étonné du fait que la sécurité soit définie comme une priorité de la déclaration de politique communale. Les événements qui se sont produits à Anderlecht ont de quoi inquiéter la population et peuvent justifier une attention particulière de la part du Collège. Toutefois, M. Hayette ne pense pas que les partenariats locaux de prévention (PLP) soient de nature à rassurer la population. Par ailleurs, il est surprenant que la déclaration ne comporte aucune mesure de lutte contre la drogue.

La multiplication des maisons de quartier peut contribuer à la solidarité entre les citoyens mais cela ne dispense pas les mandataires de réfléchir à des mécanismes de protection sociale.

La création d'un guichet unique pour le logement social est une bonne idée. M. Hayette souhaiterait qu'on y associe également le logement moyen.

Le document affirme la volonté de maintenir les comptes en boni en évitant les dépenses supérieures aux ressources. Dans les circonstances actuelles, il convient en effet de maintenir une gestion en « bon père de famille ».

M. Hayette sera attentif à la mise en œuvre du plan climat, sur lequel il avait

émis des réserves sous la précédente législature. Il s'étonne de n'avoir rien lu dans la déclaration sur la présence des PFAS dans les eaux de distribution. En revanche, la mise en valeur du patrimoine naturel grâce à la biodiversité et le partage de l'espace public semblent offrir d'excellentes perspectives.

Les propositions d'aide aux commerçants vont dans le bon sens, mais il ne faut pas oublier pour autant les mesures structurantes qui permettent aux commerçants d'équilibrer leur budget. M. Hayette invite le Collège à être attentif à certains contrats léonins parfois conclus dans les crèches privées.

Il est capital d'offrir la même chance à tous les enfants. M. Hayette invite donc le Collège à réfléchir à la manière de garantir un repas à tous les enfants scolarisés dans les écoles communales.

Pour ce qui concerne la politique à l'égard des seniors, M. Hayette est un chaud partisan des logements intergénérationnels.

Selon une récente enquête européenne sur les préoccupations des jeunes de 16 à 30 ans, 40 % des personnes interrogées sont préoccupées par la hausse du coût de la vie, 31 % considèrent la création d'emploi comme priorité et un tiers d'entre elles estime que les pouvoirs publics devraient se concentrer sur l'environnement et les changements climatiques. Cet avertissement de la jeunesse devrait inciter les mandataires à se rassembler par-delà leurs divergences politiques pour veiller au bien-être des Ucclois.

M. Hayette veut cependant demeurer optimiste et votera donc en faveur de la déclaration de politique communale.

M. Tojerow regrette que dans ce débat de qualité, la remarque du groupe socialiste quant à l'éventuelle création d'une école secondaire à pédagogie active ait été qualifiée de démagogique par un élu écolo. Une telle proposition a d'ailleurs été mise en œuvre dans d'autres communes (Ixelles, Saint-Gilles, Bruxelles-Ville).

Quoique le taux de couverture des crèches soit plutôt bon à Uccle par rapport à d'autres communes, il n'en demeure pas moins que beaucoup de familles ne trouvent pas de place et que, selon les données de Perspective Brussels, les places sont hors de prix pour de nombreuses familles. M. Tojerow rappelle à cet égard que les programmes des partis de la majorité affirmaient la volonté de créer des places supplémentaires dans les crèches communales, indépendamment de l'intervention éventuelle d'un autre niveau de pouvoir.

Mme Mavinga insiste, en tant qu'infirmière, sur l'intérêt d'équiper les lieux publics de défibrillateurs. Il serait opportun de sensibiliser les citoyens à cette problématique et de les former à l'utilisation de ces appareils car cela peut sauver des vies humaines.

M. le Bourgmestre rappelle que parmi les 6 zones de police de la région, Uccle dispose d'un des cadres les plus complets. S'il n'est pas tout à fait complet, c'est en raison de la difficulté à recruter des candidats correspondant au profil exigé. Dans ce contexte, il serait grotesque d'affirmer de façon démagogique qu'il suffirait d'engager davantage de policiers. M. le Bourgmestre confirme que 10 caméras de surveillance supplémentaires ont été installées sous la précédente législature et que le Collège continuera à en installer là où cela s'avère nécessaire et pertinent. Mais évidemment, cela ne signifie pas que chaque coin de rue sera doté d'une caméra.

M. le Bourgmestre n'ignore absolument pas la problématique de la drogue et du trafic de stupéfiants. Uccle n'est pas un îlot préservé de ce fléau au sein de la région bruxelloise. Des progrès ont toutefois été accomplis pour améliorer la situation de la place Danco. En réalité, des dealers et des malfaiteurs sont arrêtés toutes les semaines mais ces arrestations ne débouchent pas sur les suites judiciaires que l'on pourrait escompter, non en raison d'une incompétence du pouvoir judiciaire mais en

raison d'un manque de moyens mis à disposition de la Justice et du Parquet. Toutefois, les mesures que comptent prendre le nouveau Procureur du Roi et le nouveau Ministre de l'Intérieur constituent un signal très encourageant.

M. le Bourgmestre rappelle qu'au cours des 6 dernières années, la fiscalité n'a pas augmenté. Mais il refuse de se lancer dans des promesses démagogiques selon lesquelles jamais la fiscalité n'augmenterait. Il serait prêt à assumer une hausse d'impôts si la situation l'exigeait.

Cette déclaration n'est évidemment pas parfaite ni complète, les projets émis suscitent des questionnements légitimes, mais il convient d'en débattre et de ne pas les condamner avant qu'ils n'aient pu être explicités et budgétisés.

M. l'Echevin Wyngaard précise que l'octroi des chèques sport est lié aux revenus des ménages intéressés, de manière à soutenir les personnes qui en ont le plus besoin.

Il confirme la réelle volonté de faire aboutir le dossier relatif au stade national de hockey. Le développement d'infrastructures sportives s'avère plus compliqué en région bruxelloise qu'en Flandre ou en Wallonie, en raison de son caractère urbain. Des arbitrages seront nécessaires entre les différents acteurs (club résident, riverains, etc.) mais le Collège entend faire preuve de créativité. Il y a toutefois un large consensus politique sur cet enjeu, qui requiert néanmoins que des moyens budgétaires soient dégagés par la Région et/ou le niveau fédéral.

L'aménagement éventuel d'une piscine naturelle au Homborch nécessite évidemment une concertation avec le quartier. Les questions liées à l'accessibilité, la mobilité, l'impact sur l'environnement limitrophe sont explicitement mentionnées dans l'accord de majorité.

Le quartier du Homborch est loin d'être abandonné car, outre les infrastructures sportives (projet de terrain de football plaine de la Gazelle, création d'une plaine de jeux supplémentaire, installation d'engins de musculation), des projets d'aménagement de l'espace public sont prévus à hauteur du rond-point Solau.

Le Collège a l'intention de développer du logement public rue de Stalle à hauteur du Globe ainsi que rue des Fidèles, avec un parking pour les riverains sur l'ancien site du service de la Voirie. Il va de soi que l'enveloppe budgétaire ne permet pas la création de 300 ou 400 logements.

L'AISSU a fait l'objet d'une réorganisation et ses objectifs ont été étoffés. Cet outil permettra de proposer des solutions abordables dans le domaine du logement.

La prime compensatoire, dont le dispositif a été suggéré par les écologistes lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition, sera pérennisée. Ce mécanisme vient en aide aux propriétaires qui occupent leur logement et dont les revenus sont inférieurs à des plafonds déterminés.

Sur les 150 logements communaux, 25 sont des logements sociaux et 125 des logements moyens. Le transfert vers l'AISSU, qui concernerait les logements sociaux, est de nature à poser des problèmes d'ordre juridique, notamment par rapport aux listes d'attente, qu'il s'agirait de fusionner.

Deux agents dont le poste était subventionné par la Région ont été affectés au Plan d'urgence logement. Mais ils sont partis en raison de l'incertitude quant à la poursuite de ce financement vu l'absence de gouvernement régional. M. l'Echevin Wyngaard ne dissimule pas que cette situation met la commune dans une certaine difficulté.

L'aménagement de pistes cyclables est loin de se limiter à l'avenue Herinckx.

Mme la Première Echevine est convaincue que le débat sur le budget et le plan triennal, qui aura lieu lors d'une séance ultérieure, permettra de rassurer ceux qui s'inquiètent d'un manque de rigueur dans la gestion des dépenses ou d'un manque de dynamisme dans la politique d'investissement.

Mme la Première Echevine précise encore que, dans le domaine du stationnement, les opérations « deux heures gratuites » seront poursuivies à certains moments de l'année pour soutenir les quartiers commerçants, sans évidemment que l'on ne contrevienne à l'ordonnance régionale.

Mme l'Echevin Gol-Lescot précise que des investissements ont été entrepris au profit de plusieurs établissements scolaires : école du Merlo, école de Calevoet, CPSU, ICPP.

Le recrutement d'un coordinateur scolaire et d'une accompagnatrice pédagogique pour les nouvelles technologies a été opéré sous la mandature précédente. En effet, les nouveaux référentiels demandent que les écoles s'investissent en vue d'une éducation aux moyens numériques et par les moyens numériques. Toutes les écoles sauf trois ont été dotées de tablettes.

Il n'y a pas d'établissement secondaire dans l'enseignement communal, à l'exception de l'ICPP, qui n'est pas une école à pédagogie active. La commune a toutefois soutenu le projet de l'Ecole Active, dû à une initiative de parents, même si elle n'en est pas le pouvoir organisateur.

Mme l'Echevin Gol-Lescot ne pense pas que la commune en vienne, du moins à court terme, à être le pouvoir organisateur d'une école secondaire.

Les rues scolaires ont toujours été mises en œuvre à l'issue de discussions menées avec les écoles et les associations de parents. Ce n'est que par la suite que les riverains ont été invités à donner leur avis sur ces rues scolaires et sur les améliorations qui seraient susceptibles d'être abordées.

Mme l'Echevine De Brouwer précise que le plan climat, adopté sous la mandature précédente, a été mis en œuvre avec l'aide d'un subside de Bruxelles-Environnement.

Toutes les communes n'ont pas progressé au même rythme et certaines d'entre elles n'ont même pas saisi l'opportunité. C'est notamment le cas de la commune de Molenbeek – dirigée par un bourgmestre socialiste -, où il n'y a pas de plan climat. La commune d'Evere a, quant à elle, validé et approuvé son plan climat lors de la séance du 29 janvier dernier de son Conseil communal.

Deux équivalents temps plein (ETP), recrutés grâce à des subsides, ont été affectés à une cellule climat au sein du service de l'Environnement. Le contrat de l'un d'entre eux, qui n'est donc plus subsidié à présent, a été prolongé, de sorte qu'il puisse poursuivre son travail de coordination de ce plan d'action.

Pour ce qui concerne le bilan carbone, il convient de procéder à une évaluation a minima pour le cas échéant réorienter le tir, déterminer s'il faut internaliser le travail ou l'externaliser en recourant à un bureau d'études. L'idéal serait d'effectuer deux bilans carbone au cours de la mandature.

La mise en œuvre du plan climat a pris du temps parce qu'un bilan carbone a été réalisé au préalable par Factor X, bureau d'études spécialisé en cette matière, et parce qu'une assemblée citoyenne a été instituée, selon un dispositif innovant par tirage au sort qui a permis d'avoir une représentation de l'ensemble des quartiers et de rassembler des profils socio-économiques différents.

Il n'y a pas de lien entre les PFAS et le dérèglement climatique, même s'ils ne sont pas une source de pollution. Des analyses ont été effectuées sur l'ensemble des sites susceptibles de présenter un risque de pollution aux PFAS, notamment sur le plateau Avijl. Les exploitants de potagers ont obtenu les résultats de l'étude lorsqu'ils les ont sollicités.

Les services communaux gèrent encore les conséquences de la catastrophe qui s'est produite au parc de Wolvendael. Le parc devrait normalement être à nouveau accessible au mois d'avril.

Uccle est une des rares communes à avoir un référent « arbres » à temps plein

au sein de son personnel, ce qui s'avère très utile pour anticiper les effets du dérèglement climatique dans la gestion du patrimoine végétal.

L'entreprise en charge du parc Raspail est prête à démarrer le chantier mais celui-ci est sans cesse retardé par la Commission des monuments et sites. Les services communaux ont relancé cet organisme à quatre reprises pour que ce dossier avance. Les travaux seront entamés dès que le permis aura été délivré.

Des horaires de liberté pour les chiens ont bien été institués dans les principaux parcs.

Pour ce qui concerne les références au report de la charge des exclus du chômage dans la déclaration de politique communale, Mme l'Echevine De Brouwer salue l'évocation de la motion votée par la ville de Bruxelles. En effet, cette motion a été votée suite au dépôt d'une motion d'Ecolo qui allait plus loin, et la majorité de la ville a déposé sa propre motion, dépouillée des éléments selon elle trop ambitieux de la motion écologiste.

M. l'Echevin Vanraes explique que, selon lui, il serait intéressant de chiffrer les propositions de modifications. En chiffrant, il faut se poser deux questions : quelles sont les priorités qu'il faut changer, et lorsqu'on propose d'ajouter quelque chose, combien cela va-t-il coûter ? Il convient alors de voir si cela implique une augmentation du budget.

M. l'Echevin Vanraes aborde ensuite la problématique du maintien des personnes à domicile. Il y a 20 ans, il avait discuté avec M. Cools de l'amélioration du mobilier urbain, qui favorise le maintien à domicile. De nombreuses initiatives ont été prises depuis lors. Les trottoirs et les bancs publics sont notamment très importants. De plus, les services d'aides familiales, des soins et des repas à domicile fonctionnent très bien. Selon M. l'Echevin Vanraes, une bonne initiative serait de contacter et de coopérer avec les personnes qui s'occupent de soins à domicile. Souvent ce sont des infirmiers indépendants. Le problème actuel est que ce service n'est pas attrayant. Il serait intéressant d'avoir une réflexion pour envisager une structuration des aides par quartier. Ainsi, il serait alors possible pour ces agents des soins à domicile de voir plus de patients par jour et d'éviter de passer d'une commune à l'autre de Bruxelles.

M. l'Echevin Biermann confirme qu'il y a actuellement une quarantaine de défibrillateurs dans la commune et que des nouveaux sont régulièrement installés. Un plan est disponible sur le site internet de la commune pour indiquer leur localisation.

Mme l'Echevin Culer se réjouit de voir que la petite enfance est un sujet qui mobilise. Toutes les pistes d'augmentation de la capacité d'accueil d'enfants de 0 à 3 ans, que ce soit dans les structures existantes ou dans de nouveaux préguardiennats, haltes-garderies et crèches vont continuer à être explorées. Cependant, l'ouverture d'une nouvelle crèche implique un financement. Or en l'absence de Gouvernement régional, il est impossible de savoir ce que la Commune obtiendra. Actuellement Uccle accueille 338 enfants dans les huit crèches communales. Quatre crèches accueillent les petits et quatre crèches accueillent les grands, à partir de 15 mois.

Depuis le 1er janvier 2025, suite à la réforme de l'ONE, les structures de moins de 10 enfants ne sont plus subventionnées. Plusieurs modifications ont également dû être entreprises pour garder la subvention des crèches. Ces modifications impliquent l'obligation d'avoir un multiple de 7 dans le nombre d'enfants accueillis par crèche ainsi que l'ouverture des crèches une heure de plus. Les inscriptions se font de manière tout à fait équitable et informatisée. Cette informatisation se fait via le site de l'ONE et via la plate-forme Bekid. Cela garantit aux familles des inscriptions équitables.

Mme l'Echevin Margaux tient à rassurer M. Cools en expliquant qu'en matière de culture, de magnifiques projets seront développés pendant cette mandature et qu'une collaboration avec M. l'Echevin Vanraes est prévue.

M. Cools remercie tous les membres du Collège pour leurs réponses mais déplore que M. le Bourgmestre ait taxée de grotesque et démagogique sa suggestion d'augmenter le nombre de policiers. M. Cools est conscient des difficultés de recrutement dans la police. Cependant, cela n'empêche pas de poursuivre un objectif.

Concernant les caméras de sécurité, M. Cools a toujours soutenu, qu'il soit dans l'opposition ou la majorité, le développement de ce dispositif.

Concernant les chèques culture et les chèques sport, M. Cools estime que le montant de certains chèques pourrait être augmenté. En effet, les montants accordés sont très faibles par rapport au prix des clubs de sports.

M. Cools se réjouit du climat de travail agréable au sein du Conseil du CPAS, qui oeuvre pour que chacun puisse vivre dans la dignité humaine. M. Cools a d'ailleurs déjà émis toute une série de propositions concrètes en faveur de synergies et il espère que celles-ci seront analysées.

Concernant la fusion des homes, M. Cools estime qu'un débat sera nécessaire.

Concernant la santé, M. Cools trouve rassurant le fait de pouvoir aller plus loin que la DPC et espère qu'il sera possible de concrétiser les propositions.

M. Cools conclut en précisant que des évaluations seraient pertinentes, notamment pour le plan communal de stationnement.

Mme Roba trouve intéressante l'idée de M. l'Echevin Vanraes de budgétiser les propositions. Cependant, Mme Roba estime que les conseillers n'ont disposé que de très peu de temps pour analyser avec rigueur cette déclaration, et trouve que les documents préparatoires au Conseil communal ne sont disponibles que relativement tard.

Mme Kabachi remercie également le Collège pour les réponses données.

Le Conseil prend connaissance.

Gemeentelijke beleidsverklaring 2024-2030.

Veiligheid en preventie in onze wijken

Veiligheid is een essentiële pijler van ons beleid om ervoor te zorgen dat elke Ukkelse inwoner kan genieten van een rustige en beschermde omgeving. De gemeente heeft al concrete maatregelen genomen om de veiligheid in alle wijken te verbeteren, in nauwe samenwerking met de bewoners en de ordediensten. Een van de belangrijkste initiatieven is de invoering en uitbreiding van de buurtinformatienetwerk (BIN), die de bewoners en de politie in staat stellen om een grotere waakzaamheid te delen. Deze partnerschappen versterken de band tussen de gemeente en haar bewoners door communicatie aan te moedigen en effectieve waarschuwingsmechanismen op te zetten.

We zullen dit blijven doen, met als doel ervoor te zorgen dat de hele gemeente wordt gedekt door een BIN en we zullen hun rol uitbreiden met de bestrijding van zwerfvuil.

Geen enkele wijk mag zich verwaarloosd voelen. Daarom zullen we, na de positieve ervaring met een preventie-eenheid in de wijk Melkriek, de oprichting van een andere eenheid of een politiepreventie-eenheid LISA onderzoeken.

Om de bewaking van gevoelige gebieden te verbeteren wordt een videobewakingssysteem uitgebreid naar deze Ukkelse wijken, waarbij nieuwe camera's worden geïnstalleerd op strategische punten, op basis van een objectieve beoordeling van de relevantie van hun locatie. Tegelijkertijd zullen politiepatrouilles, met name te voet en per fiets, deze bewaking versterken en zorgen voor een zichtbare en proactieve aanwezigheid op het terrein. Het doel van deze aanpak is om criminaliteit te voorkomen en tegelijkertijd een nauwe relatie tussen de politie en de burger te bevorderen.

De bescherming van ouderen, die bijzonder kwetsbaar zijn, zal ook een prioriteit zijn. Er zullen specifieke sensibiliserings- en preventieprogramma's worden aangeboden om hen te helpen oplichting en diefstal te voorkomen, in samenwerking met de seniorenverenigingen van de gemeente.

We zullen de aanwezigheid van een multidisciplinair team in Ukkel handhaven om contact te leggen met kwetsbare groepen (met name daklozen) en hen op te volgen.

Er zullen sensibiliseringscampagnes worden georganiseerd voor specifieke doelgroepen over hoe om te gaan met intimidatie of agressie in de openbare ruimte.

Politiediensten zullen opleidingen blijven krijgen in het omgaan met buurtproblemen, slachtofferhulp, bij huiselijk of partnergeweld of discriminatie.

Om fietsendiefstal tegen te gaan zal de gemeente lokfietsen met GPS-tags gebruiken om diefstal te ontmoedigen en indien nodig dieven te identificeren. Daarnaast worden fietsers aangemoedigd om hun fiets te registreren zodat deze in geval van diefstal gemakkelijker kan worden teruggevonden.

Er zullen maatregelen worden genomen om agressieve vormen van bedelen aan te pakken, vooral in de buurt van geldautomaten. Er zal altijd worden gezorgd voor een preventieve aanpak en sociale steun voor mensen in precarie situaties.

We zullen ons beleid van nultolerantie voor asociaal gedrag aanscherpen. Respectloos gedrag, zoals geluidsoverlast, schade aan openbare eigendommen, bouwplaatsen die het tijdschema van het APR niet respecteren en allerlei vormen van asociaal gedrag zullen onmiddellijk worden bestraft.

Asociaal en gevaarlijk gedrag zal bestraft blijven, ongeacht het vervoermiddel.

De burgemeester is verantwoordelijk voor preventie, die wordt gecombineerd met politiebevoegdheden voor meer efficiëntie en coherentie.

De structurele band tussen de opdrachten van de diensten Preventie, Sociale Actie en Cohesie zullen worden versterkt. De aanwezigheid van gemeenschapswachten en straathoekwerkers op het terrein zal worden gegarandeerd. Deze teams zullen beter worden opgeleid om Ukkelaars, waaronder mensen in moeilijkheden, te benaderen en met hen om te gaan.

Als onderdeel van haar preventiestrategie biedt de gemeente ook technologische preventieoplossingen. Via persoonlijk advies aan particulieren en bedrijven zullen we doorgaan met het beveiligen van woningen en bedrijven, met aanbevelingen voor het installeren van geschikte beveiligingsapparatuur en sensibiliseringscampagnes. Technopreventieadviseurs van de politie en de Preventiedienst zullen op verzoek van Ukkelse inwoners een diagnose blijven maken van de sterke en zwakke punten van hun woningen.

Dit advies zal ook worden verspreid als onderdeel van het BIN.

We zijn ons ook bewust van de risico's van cybercriminaliteit, een fenomeen dat voortdurend toeneemt. Daarom zullen er regelmatig sensibiliseringscampagnes worden georganiseerd om online fraude te voorkomen en inwoners te informeren over goede cyberveiligheidspraktijken. Dit werk zal worden opgenomen in de training die wordt gegeven in de openbare computerruimtes (OCR).

Streng financieel beheer voor de toekomst

Ukkel zal vastbesloten blijven om rekeningen met een overschot te presenteren en geen uitgaves te doen die de beschikbare middelen overschrijden. Deze financiële discipline maakt het mogelijk om reserves op te bouwen ter ondersteuning van investeringen die essentieel zijn voor het welzijn van de inwoners, terwijl de schuld en in het bijzonder het aandeel van de schuldenlast in de begroting onder controle wordt gehouden. De evolutie van de dotaties aan de politiezone en het OCMW zal worden opgevolgd om ervoor te zorgen dat ze op lange termijn houdbaar zijn.

Ukkel zal een krachtiger beleid voeren om de overheidsuitgaves onder controle te houden en de belastinginning te optimaliseren. Dit zal een nog efficiënter beheer van de middelen garanderen en tegelijkertijd zorgen voor transparantie in het gebruik van overheidsgeld.

De gemeente zal ervoor zorgen dat de belastingdruk eerlijk en evenwichtig blijft door op gelijke voet te blijven met de laagst belaste gemeentes in het Brusselse gewest, terwijl ze tegelijkertijd de economische ontwikkeling bevordert, de koopkracht van de Ukkelaars behoudt en de middelen garandeert om openbare diensten en infrastructuur van hoge kwaliteit aan te bieden. Een gecontroleerde fiscaliteit zal het vertrouwen van de burgers versterken en nieuwe economische initiatieven aantrekken.

Voor bepaalde ambitieuze gemeentelijke projecten zal Ukkel de mogelijkheden van participatieve financiering en publiek-private partnerschappen onderzoeken. Deze aanpak zal burgers in staat stellen om rechtstreeks betrokken te raken bij voorbeeldige, grootschalige lokale projecten, terwijl de financieringsbronnen gediversifieerd worden.

Ukkel zal in het bijzonder de dialoog met ethische en duurzame banken voortzetten om de leningen te financieren die nodig zijn voor haar investeringen. De gemeente zal de dynamische belegging van de activa van de gemeente, de gemeentelijke vzw's en het OCMW bij ethische en duurzame bankinstellingen bestuderen of voortzetten.

Sociale actie en cohesie: emancipatie voor iedereen bevorderen

De strijd tegen bestaansonzekerheid door iedereen, naargelang van zijn behoeftes, te helpen onafhankelijker te worden, werk te vinden en toegang te krijgen tot sociale bijstand is een prioriteit. De inspanning om sociale uitsluiting te bestrijden en ten bate van emancipatie vindt plaats op vele gebieden, waaronder huisvesting, cultuur, burgerschap ... De gemeente en het OCMW zullen, in samenspraak met verenigingen en gebruikers, informatie doorgeven aan de hogere overheden om de dienstverlening te optimaliseren.

De toegang tot de bestaande hulp- en dienstverlening moet worden vergemakkelijkt en er moeten initiatieven worden genomen om de Ukkelaars beter te informeren om het gebrek aan toegang tot rechten tegen te gaan. De opvang- en begeleidingsstrategie voor de minstbesteden is gericht op de lange termijn, met een globale benadering van het individu (huisvesting, gezondheid, tewerkstelling, opleiding, socialisatie ...) voor werkloosheid of leeflonen.

De samenwerking met verenigingen die gespecialiseerd zijn in stroperij of verslaving zal worden versterkt. Een waardige opvang en praktische ondersteuning voor mensen die dakloos zijn of geen woning hebben, zal worden voortgezet. Er zouden nieuwe projecten "Housing First" kunnen worden opgestart.

De opening van de buurtcentra Homborch en 1180 ten behoeve van buurtcomités en bewoners zal worden geïntensiveerd. Het is de bedoeling om tijdens deze legislatuur nog twee andere buurtcentra te openen (Vanderkindere en Dieweg). Er zullen nieuwe activiteiten worden aangeboden, terwijl de bestaande activiteiten behouden zullen blijven.

De buurtcentra worden plaatsen waar mensen elkaar kunnen ontmoeten en met elkaar kunnen delen (vooral tussen generaties) en waar gemeenschappelijke projecten worden gepromoot. Ze zullen onderdak bieden aan projecten of samenwerkingsverbanden met lokale actoren.

De buurthuizen zouden beschikbaar kunnen worden gesteld voor gemeenschapsinitiatieven die het leven in de wijk of het leven van lokale verenigingen bevorderen. Goedkope verhuur of beschikbaarheid voor buurtbewoners voor sociale evenementen (bijvoorbeeld verjaardagen) zal worden overwogen.

De zoektocht naar toegankelijke lokalen is een grote zorg voor verenigingen. De lokalen worden gehuurd tegen een toegankelijk tarief of ter beschikking gesteld van de Ukkelse verenigingen zonder winstoogmerk, afhankelijk van de beschikbaarheid.

Ondersteuning voor takenscholen staat centraal in de begeleiding van kinderen met leerproblemen. We streven ernaar om het werk te vergemakkelijken van takenscholen die in Ukkel actief zijn en die erkend zijn door de overheid of een beleid hebben van gratis of gereduceerd schoolgeld.

De terbeschikkingstelling van studieruimtes op openbare plaatsen zal worden voortgezet en, voor zover mogelijk, uitgebreid, zoals reeds het geval is bij het CCU.

De middelen die aan vzw Le PAS en haar werk met doelgroepen worden toegekend, zullen worden versterkt. De synergieën tussen Le PAS, de UDJ, de gemeentediensten en -scholen zullen worden voortgezet. Ten slotte zullen de alfabetiseringsprojecten van de gemeente of van vzw Le PAS worden voortgezet en ontwikkeld.

Ukkel zal ervoor zorgen dat het OCMW over de financiële en menselijke middelen beschikt om aan de groeiende vraag naar sociale bijstand te voldoen door deugdzame begrotingspraktijken toe te passen.

Tijdens dit mandaat wordt de fusie van de twee rusthuizen van het OCMW op het Neckersgatdomein afgerond. Het OCMW zal samen met de gemeente werken aan een visie over de huidige en toekomstige diensten voor de bewoners.

Gezinnen die met uitzetting bedreigd worden, zullen meer ondersteuning krijgen, gezien hun problemen met het begrijpen van wetgeving of juridische documenten, in het bijzonder om hen aan te moedigen de relevante hoorzitting van de vrederechter bij te wonen.

Het OCMW zal de maatregelen uit het Klimaatactieplan blijven uitvoeren met de steun van de gemeente.

Mogelijke synergieën tussen de gemeente en het OCMW zullen worden onderzocht aan de hand van voorbeelden van andere gemeentes, in de eerste plaats op het vlak van de dienstverlening, maar ook op het vlak van schaalvoordelen. Er zal snel een inventaris van deze mogelijkheden worden opgemaakt onder leiding van het overlegcomité OCMW-gemeente.

Ukkel zal innovatief zijn in de ondersteuning van mensen die op zoek zijn naar werk of omscholing. Permanenties en gepersonaliseerde coaching zullen meer zichtbaarheid krijgen. De tewerkstellingscentra die relevant zijn voor de inwoners en voor de lokale economie zullen beter geïdentificeerd worden. In deze context zal bijzondere aandacht worden besteed aan opleidingscentra die beantwoorden aan de toegenomen sociale behoeftes en aan de transitie.

De gemeente zal winkeliers en kmo's in Ukkel helpen om werknemers aan te werven.

Waar mogelijk zullen we beheerders van nieuwe infrastructuren voorstellen om of leerlingen aan te nemen als onderdeel van een opleidingsproces.

Ukkel zal initiatieven blijven ondersteunen zoals weggeefwinkels (donatiebeurzen die al worden georganiseerd door de gemeentelijke bibliotheken), repair cafés, sociale kruidenierswinkels en kantines, platforms voor het samenbrengen van goederen ...).

PCS Homborch, Melkriek en Merlo spelen door hun missie en hun methodiek van buurtgericht sociaal werk een voortrekkersrol in hun wijken. De gemeente wil hun gesprekspartner en partner blijven gezamenlijke projecten uit te voeren of te ontwikkelen, met respect voor elkaars expertise.

Ukkel zal lokale initiatieven ondersteunen, zoals het burgerplatform, die betrokken willen raken bij de opvang en huisvesting om zo ontmoetingen tussen mensen uit verschillende culturen en het samenleven te bevorderen.

De steun van de gemeente aan vzw Open Free Go Uccle zal worden voortgezet en geëvalueerd en er zal een dialoog worden opgezet met de andere actoren die betrokken zijn bij voedselhulp.

De Velothek wordt voortgezet, met speciale aandacht voor de status van vrijwilligers.

Klimaat: de uitstoot van broeikasgassen sneller terugdringen

De klimaatnoodtoestand herinnert ons er dagelijks aan dat we onze inspanningen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen, moeten opvoeren. De gemeente zal vastbesloten zijn om het Klimaatplan samen met de inwoners en lokale actoren, waaronder het OCMW, uit te voeren door de sociale ongelijkheden te verminderen.

Het klimaatplan is een transversaal instrument. Elke dienst van het gemeentebestuur en elke schepen is verantwoordelijk voor de koolstofimpact van zijn of haar werk en projecten. Daarom zijn de acties van het klimaatplan opgenomen de verschillende hoofdstukken van deze gemeentelijke beleidsverklaring. Naast opleiding en sensibilisering van het bestuur en de bewoners zal een klimaatfresco worden georganiseerd voor gemeenteraadsleden om ervoor te zorgen dat het klimaatplan

draagkracht heeft.

Het klimaatplan - met de delen 'bestuur' en 'grondgebied' - werd opgesteld in een geest van sociale rechtvaardigheid, in samenwerking met het OCMW. De regelmatige opvolging en evaluatie van het plan zullen het mogelijk maken om de nodige aanpassingen aan te brengen in de gemeentelijke acties.

Er zal budget en personeel worden voorzien door de klimaatcel binnen de Milieudienst te bestendigen en door personeel vrij te maken voor het energieloket (door de integratie van de OCMW-cel te bestuderen).

Er zal een koolstofevaluatie worden uitgevoerd met behulp van de tools die door Leefmilieu Brussel zijn ontwikkeld als onderdeel van de monitoring van de uitvoering van de acties van het plan.

De gemeente zal onderzoeken hoe een netwerk van lokale actoren kan worden opgericht om de transitie aan te moedigen door de acties in het klimaatplan uit te voeren en de gemeente op de hoogte te brengen van eventuele belemmeringen en moeilijkheden bij de uitvoering.

Onderwijs in Ukkel: een model van uitmuntendheid en innovatie

De gemeente Ukkel, bekend om de diversiteit en de kwaliteit van haar onderwijssysteem, zal blijven beantwoorden aan de uiteenlopende verwachtingen van de gezinnen door een brede waaier aan keuzes aan te bieden op het vlak van nabijheid, onderwijstypes (openbaar of privé) en specialisaties. Door goed presterende en zorgzame instellingen te beheren, gaande van basisscholen tot Nederlandstalige en Franstalige kunstacademies, positioneert Ukkel zich als een toegankelijk centrum van uitmuntend onderwijs.

Ukkel zal een hoog kwaliteitsniveau in haar onderwijs handhaven en de waarden van burgerschap en democratie in het hart van het leerproces versterken.

De scholen leggen de nadruk op samenwerking, wederzijdse hulp en sociale verantwoordelijkheid om betrokken en bewuste burgers te vormen.

Wegens een groeiend lerarentekort zal de gemeente initiatieven ontwikkelen om gekwalificeerde professionals aan te trekken en te behouden. Door betere werkomstandigheden en mogelijkheden voor professionele ontwikkeling aan te bieden zal Ukkel ervoor zorgen dat het beschikt over competent en gemotiveerd onderwijspersoneel.

Het moderniseren van schoolfaciliteiten zal een prioriteit zijn. Speeltuinen zullen verder beplant worden met vegetatie, er kunnen moestuinen komen om aangename en leerrijkere ruimtes voor kinderen te creëren en gevels en daken zullen ook beplant worden waar nodig. Scholen in andere netwerken zullen worden aangemoedigd om hetzelfde te doen.

Het onderwijs voor sociale promotie wordt ondergebracht in een speciaal gebouw waardoor de organisatie en efficiëntie van dit belangrijke onderwijstype worden geoptimaliseerd.

Ukkel zal langetermijninvesteringen doen in IT en digitale apparatuur om klaslokalen uit te rusten met moderne technologie.

Leerkrachten zullen specifieke ondersteuning krijgen om hen te helpen deze technologieën te gebruiken en de impact ervan in de klas te maximaliseren. Dit zorgt voor een soepele overgang naar digitale en interactieve lesmethoden.

Alle kinderen moeten erkenning krijgen voor hun eigenheid. Ukkelse scholen zullen meer openstaan voor kinderen met speciale behoeftes, door hun voorzieningen aan te passen en leerkrachten op te leiden om deze leerlingen beter te verwelkomen en te integreren.

Beoordeling zal zinvol zijn en gericht zijn op manieren om vooruitgang te boeken in plaats van falen. De gemeente zal ook programma's implementeren om pesten op school tegen te gaan, door respect voor verschillen en een cultuur van vriendelijkheid op elke school te bevorderen.

Ukkel zal ook zijn acties ten gunste van de herinneringsplicht versterken door leerlingen bewust te maken van de waarden van democratie, vrijheid, burgerschap en de strijd tegen racisme en antisemitisme.

De praktijk om elke dag 15 minuten te lezen in de klas zal worden aangemoedigd om de liefde voor boeken aan te wakkeren en leesvaardigheden van jongs af aan te ontwikkelen.

De ontwikkeling van stiltezones in scholen zal worden ondersteund.

Mobiliteit: toegankelijkheid en veiligheid voor iedereen

We zullen een cultuur van respectvol samenleven tussen verschillende gebruikers bevorderen, in overeenstemming met het Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP), door automobilisten, fietsers en voetgangers bewust te maken van de beleefdheidsregels, om de veiligheid en de levenskwaliteit in de stedelijke omgeving te verbeteren.

We zullen erop toezien dat er voldoende fiets-, motor- en autoparkeerplaatsen zijn, vooral in wijken met een hoge dichtheid en in winkelwijken, door mogelijk voorrang te geven aan parkeren buiten de straat en door partnerschappen te ontwikkelen met publieke en private actoren (parkeergarages van supermarkten of kantoren, aanleg van beveiligde fietsenstallingen met Parking.brussels).

Er komen meer fietsenstallingen (veilige fietsenbogen en -boxen), vooral in de buurt van aantrekkingscentra: winkelgebieden, sport- en culturele voorzieningen ...

We zullen onze strijd tegen wildparkeren voortzetten, in het bijzonder die van kleine deelvoertuigen. We zullen geen dropzones inrichten op de gemeentewegen zolang de juridische stabiliteit van het aantal operatoren die hun gedeelde voertuigen mogen verkopen niet volledig gegarandeerd is, zolang de operatoren technisch niet in staat zijn om de fysieke en numerieke limieten te handhaven en zolang deze dropzones overvol staan. We zullen ook alle vormen van wildparkeren in voetgangerszones bestrijden.

Het gebruik van deelauto's zal verder worden aangemoedigd. De uitbreiding van het aanbod van gedeelde deelauto's in stations zal worden voortgezet. Elektrische oplaadpunten zullen verder worden ingezet om de best mogelijke en meest volledige dekking van het hele gewest te bieden, zodat aan alle behoeftes wordt voldaan.

We zullen initiatieven en projecten die gericht zijn op het verbeteren van het openbaar

vervoer (aanbod, regelmaat, comfort ...) ondersteunen en begeleiden zodat ze een efficiënt en aangenaam alternatief kunnen bieden voor gemotoriseerd reizen.

We zullen de voortgang van de "metroisering" van de as Albert-Zuid-Noord en de impact ervan op het openbaar vervoer vanuit Ukkel (in het bijzonder de kwestie van aansluitingen) op de voet volgen.

Het treinaanbod in Ukkel is erg waardevol. Deze zal door de gemeente worden gepromoot.

We zullen een volwaardige rol spelen in de begeleidingscomités die verantwoordelijk zijn voor de uitrol van het fiets -GEN en de projecten voor hoogwaardig openbaar vervoer onderzoeken die voor Ukkel ontwikkeld zouden kunnen worden.

Het Ter Kamerenbos zal ook een specifiek aandachtspunt zijn. De procedure tegen stad Brussel wordt voortgezet. We blijven echter prioriteit geven aan de dialoog om snel tot een oplossing te komen.

Schoolstraatprojecten, geïnitieerd door schooldirecties en ouders, die een aangename en rustige omgeving bieden voor kinderen, zullen ondersteund blijven worden na overleg met de buurtbewoners en advies van de politie en mobiliteitsdiensten.

Tot slot zal de adviesraad voor actieve vervoerswijzen opnieuw worden gelanceerd.

Voor een openbare ruimte die beter gedeeld wordt en comfortabeler is iedereen

Het is essentieel dat alle gebruikers - voetgangers, fietsers, automobilisten en gebruikers van het openbaar vervoer - zich veilig en in goede omstandigheden kunnen verplaatsen. Om de toegankelijkheid, het comfort en vooral het harmonieus delen van de openbare ruimte te blijven verbeteren, zullen nieuwe ontwikkelingen worden gepland. Deze zullen ertoe bijdragen dat de verschillende vervoerswijzen harmonieuzer naast elkaar kunnen bestaan.

De openbare ruimte zal op een evenwichtige manier worden ontworpen om aan de behoeftes van alle gebruikers te voldoen.

Het Gemeentelijk Mobiliteitsplan (PCM), dat in september 2023 zal worden aangenomen, is in dit opzicht een waardevolle tool.

Soms zijn we allemaal voetgangers. We zullen ervoor zorgen dat de trottoirs voor iedereen toegankelijk zijn, vooral voor personen met beperkte mobiliteit, gezinnen met kindervagens en senioren. Er zal altijd bijzondere aandacht worden besteed aan drukke gebieden, zoals winkelwijken en schoolbuurten.

Er zullen aanzienlijke middelen beschikbaar worden gesteld om trottoirs sneller te herstellen en er elk jaar meer te herstellen. Het jaarlijkse renovatiebudget hiervoor zal worden verdubbeld, nadat het tijdens het vorige mandaat al was verdubbeld.

Er zullen nieuwe voetgangersoversteekplaatsen worden aangelegd, terwijl de veiligheid van oversteekplaatsen op tientallen bestaande kruispunten verder zal worden verbeterd (aanleg van trottoiroren, aangepaste stoepranden,

blindengeleidelijnen, oversteekplaatsen, verhoogde voetgangersoversteekplaatsen ...).

Er zullen extra intelligente verkeerslichten (die op rood springen als de maximumsnelheid wordt overschreden) worden geïnstalleerd in de buurt van scholen.

Naast het aanbrengen van een geschikt antislippoppervlak bij het renoveren van trottoirs moeten obstakels die duidelijke, veilige paden verhinderen, worden verwijderd.

We zullen ook de controles op het onderhoud van trottoirs door buurtbewoners opvoeren. Wanneer zij verantwoordelijk zijn voor de verslechtering (bijvoorbeeld door passerende voertuigen), zullen zij de trottoirs moeten herstellen. Indien nodig moeten ze betalen voor de herstelling of kunnen boetes worden opgelegd. Deze acties garanderen veilige en goed onderhouden trottoirs in al onze wijken. Op dezelfde manier zullen we systematisch aanmaningen sturen naar eigenaars van overgroeïende hagen. Als laatste redmiddel, en als er niet wordt gereageerd op de aanmaning, zal de gemeente de haag zelf snoeien en de factuur hiervoor naar de eigenaar ervan sturen.

De openbare ruimte zal meer beplant en beter verlicht zijn.

Om wandelen en fietsen te stimuleren leggen we waar mogelijk nieuwe, doorgaande, veilige fietspaden aan, gescheiden van de rijbanen voor autoverkeer en met een comfortabel en veilig fietsnetwerk. Dit zal het geval zijn bij Kamerdelle-Folie, Bosveldweg, Gazelle en Verrewinkel-Eikenbos. Comfortstroken (gladde klinkers) zullen ook in de toekomst systematisch worden aangelegd wanneer kasseistroken worden hersteld. Het project van de onderdoorgang voor voetgangers en fietsers aan het station Kalevoet zal worden uitgevoerd, met een goede aansluiting op het toekomstige fiets-GEN. Dit laatste zal verbeteringen vereisen langs de spoorlijnen en op de wegen. We zullen dit ondersteunen.

De toegankelijkheid, de bewegwijzering en het comfort van de Ukkelse stations en hun omgeving moeten echter worden verbeterd. Talrijke projecten zijn aan de gang (Sint-Joost, Stalle, Linkebeek, Kalevoet, Moensberg ...). Wij zullen al deze positieve ontwikkelingen voor de gebruikers van het openbaar vervoer ondersteunen en hiervoor nauw samenwerken met Infrabel en de NMBS. Onlangs zijn de werken gestart voor een grote parking aan het station van Linkebeek. Hierdoor zullen mensen die met de trein naar het stadscentrum willen, daar hun voertuig kunnen parkeren.

De eigen trambedding van de Neerstallesteenweg, waarvan de aanleg onlangs is begonnen, zal de reissnelheid van tramlijnen 82 en 97 verbeteren.

Onze gemeente blijft ook het Gewest steunen en lobbyen voor de volledige heraanleg van de Heldensquare. Dagelijks passeren duizenden mensen dit multimodale knooppunt. De paden, verbindingen en kruisingen moeten sterk worden verbeterd.

Het Sint-Jobsplein zal worden heringericht om een voetgangersvriendelijke en veilige openbare ruimte van hoge kwaliteit te creëren. Het project zal worden gevoed door de vele bijdragen van bewoners en winkeliers als onderdeel van het inspraakproces en door het werk van de studiebureaus. Het behoud van voldoende parkeergelegenheid is een belangrijk aandachtspunt. Daarom zal tegelijk met de verfraaiing van het plein de parkeergarage worden uitgebreid om het verlies aan openbare ruimte langs de spoorlijn te compenseren.

Het Sint-Pietersvoorplein is ook een emblematisch plein in de gemeente. Het is zowel het historische als het hedendaagse hart van de gemeente.

In overeenstemming met het GMP moet de openbare ruimte kwalitatief en

gebruiksvriendelijker worden gemaakt, met name bredere, comfortabele en aangename paden voor voetgangers te voorzien, zodat er bijvoorbeeld terrassen kunnen worden aangelegd. Er moet ook meer groen komen.

Het lijkt noodzakelijk om het proces voort te zetten en te verfijnen in overleg met alle belanghebbenden. Dit proces zal voorwerp uitmaken van een breed inspraakproces in verschillende fases en van een grondige studie die met name bedoeld is om de precieze impact op de buurtbewoners, het winkelend publiek en de bezoekers te bepalen, om zo tot een evenwichtig en ambitieus project te komen dat een zo breed mogelijk draagvlak heeft. Er zal een stuurgroep worden opgericht met vertegenwoordigers van de betrokken buurtcomités, handelsverenigingen en vertegenwoordigers van de gemeenteraad (incl. de oppositie).

We zullen het Gewest vragen om de nodige verbeteringen aan te brengen aan de Waterloo-sesteenweg tussen Bascule en Fort-Jaco. Deze strategische commerciële centra verdienen speciale aandacht om de verkeersdoorstroming voor bewoners, bezoekers en klanten te verbeteren. In samenwerking met het Gewest zullen we studies uitvoeren naar kwaliteitsverbeteringen die de veiligheid voor voetgangers en fietsers verbeteren, met behoud van voldoende parkeergelegenheid voor klanten en bezoekers.

Om de impact van openbare werken op de mobiliteit van de bewoners te beperken, zullen we onze communicatie verbeteren. Voor elk groot ontwikkelingsproject worden de bewoners op de hoogte gebracht van de start- en einddatum van de werken en van tijdelijke wijzigingen in de verkeersdoorstroming. We zullen deze informatie ook doorsturen naar verkeersplatforms zoals WAZE en Google. Deze informatie zal worden doorgegeven op de aanplakborden en digitale borden van de gemeente zodat bewoners hun reizen beter kunnen plannen. Voor elk groot herontwikkelingsproject worden nu uitgebreide, duidelijke en uitgebreide visuals gemaakt om ervoor te zorgen dat de informatie voor het publiek zo nuttig en relevant mogelijk is.

Huisvesting: naar een kwalitatief aanbod van toegankelijke woningen

Huisvesting is een van de belangrijkste voorwaarden voor menselijke waardigheid. Het recht op degelijke huisvesting wordt door de Grondwet erkend. De helft van de Brusselse bevolking wordt geconfronteerd met de moeilijkheid, zonet de onmogelijkheid, om een menswaardig dak boven het hoofd te vinden. Ukkel is geen uitzondering op dit probleem. Onze gemeente kampt, net als de rest van het Brussels Gewest, met een crisis op het vlak van betaalbare huisvesting, niet met een woningtekort.

De gemeente zal haar uiterste best doen om te voldoen aan de vraag naar betaalbare woningen voor kansarme groepen, terwijl ze eigenaren van één woonst ondersteunt en gezinnen aanmoedigt om zich in Ukkel te vestigen.

De coördinatie tussen de publieke actoren die verantwoordelijk zijn voor huisvesting in Ukkel (gemeente, OCMW, BinHôme, SWU) zal worden geoptimaliseerd. Het beheer van de gemeentelijke sociale woningen zal geleidelijk worden overgedragen aan SWU. Bovendien zal, voor meer gemak en duidelijkheid, de registratie van informatie over de wachtlijsten van de verschillende openbare huisvestingsaanbieders in Ukkel zal worden gecentraliseerd via een uniek huisvestingsloket.

Het SWU (Sociaal Woonbureau Ukkel) zal haar woningbestand blijven uitbreiden door meer particuliere eigenaars aan te moedigen hun eigendommen aan haar toe te vertrouwen. De ambitie is om het woningbestand tijdens de volgende legislatuur aanzienlijk te verhogen en er tegelijk voor te zorgen dat de overgrote meerderheid van de nieuwe woningen in beheer in de gemeente ligt. Het takenpakket van het SWU kan worden uitgebreid: promotie van intergenerationele huisvesting, housing first ...

De renovatie (met het oog op een betere energieprestatie en daarbovenop investeringen in zonnepanelen, regenwaterrecuperatie ...) en de ontwikkeling van het openbaar vastgoedaanbod zullen worden voortgezet. Er zullen met name projecten worden bestudeerd en gepland voor de Stallestraat, de Gelovigenstraat en de Sint-Jobsesteenweg. Om natuurgebieden zoals het bos van Kalevoet en de oevers van de Keyembempt te behouden, moeten alternatieve locaties, al dan niet van de gemeente, worden geïdentificeerd.

De aankoop van openbare woningen zal waar mogelijk worden aangemoedigd via stedenbouwkundige lasten.

Projecten die zorgen voor een mix van sociale, middenklasse en particuliere woningen zullen worden ondersteund.

De verwezenlijkingen van de samenwerking met het Gewest in het kader van het noodplan voor huisvesting zullen verder worden ontwikkeld, in het bijzonder in de gemeentelijke strijd tegen leegstand en leegstaande huurwoningen via een doeltreffende samenwerking tussen de diensten Huisvesting en Belastingen, een dynamisch beheer van de databanken voor huisvesting en een aangepaste ondersteuning van de contacten tussen woningzoekenden en verhuurders. De maatregelen die zijn ingevoerd in het kader van het gewestelijk noodplan voor huisvesting in moeten systematisch worden toegepast: activering van leegstaande woningen, openbare beheerstools, voorkeepsrecht ...

Maatregelen tegen verlaten of onbewoonde eigendommen helpen het woningaanbod te stimuleren en ontmoedigen sommige eigenaars om hun eigendom te verwaarlozen. Er zullen daarom inspanningen worden geleverd om de inning van belastingen op leegstand te verbeteren, door zich te richten op panden die onderhevig zijn aan speculatie. Als een gebouw ondanks de belasting langer dan twee jaar leegstaat, moet worden overwogen om andere tools te activeren, zoals onteigening gevolgd door renovatie (gewestelijke subsidie "stadsrenovatie" voor leegstaande gebouwen), waarbij de veiligheid en gemoedsrust van de buurtbewoners wordt gegarandeerd om krakers te voorkomen.

De gemeente verwelkomt het sluiten van overeenkomsten voor de preciaire bezetting tussen particuliere of openbare eigenaars van gebouwen en verenigingen, op voorwaarde dat deze bezettingen voldoende veiligheidsvoorwaarden bieden voor de bewoners van de gebouwen en dat ze de buurt respecteren.

Er zullen nieuwe opvang- en prioritaire noodverblijven voor gezinnen en transitwoningen worden gecreëerd, in de gebouwen van de gemeente en het OCMW, via het SWU of via leegstaande woningen, met sociale begeleiding om mensen te helpen doorstromen naar duurzame huisvesting. Het doel is een tijdelijk antwoord te bieden op de behoeftes van ouders (vaak moeders) die worden geconfronteerd met een scheiding of slachtoffers van huiselijk geweld, of om te voorkomen dat mensen op straat belanden.

De meerderheid wil mensen blijven steunen die de enige woning in hun bezit hebben en een laag tot modaal inkomen hebben: de compensatiepremie die werd gecreëerd na

de verhoging van de onroerende voorheffing in 2015 zal worden behouden, terwijl wordt onderzocht of de regeling verder kan worden verbeterd.

De gemeente zal intergenerationele huisvestingsprojecten aanmoedigen, zoals kangoeroewoningen (waar ouderen en jongeren samenwonen en elkaar helpen), housing first, herhuisvesting van daklozen op lange termijn (zoals het project in de Vanderkinderestraat) en elk mogelijk Community Land Trust (CLT)-project als onderdeel van een publiek/sociaal partnerschap.

Het natuurlijke erfgoed en grondgebied van Ukkel behouden, verbeteren en veerkrachtiger maken

Ukkel is een hotspot voor biodiversiteit op gewestelijke schaal. De gemeente Ukkel, met haar uitzonderlijk natuurlijk erfgoed, zal haar parken, groene ruimtes en opmerkelijke bomen blijven bewaren. Ukkel zal de doeltreffendheid van zijn milieubeheerpraktijken verbeteren om de specifieke biodiversiteit van zijn emblematische sites te beschermen en te verbeteren.

De begraafplaats van Dieweg is een beschermde site met een uitzonderlijk historisch en natuurlijk erfgoed. Sinds enkele jaren worden studies uitgevoerd om na te gaan welke ingrepen nodig zijn om de site goed te bewaren. Voor 2025 zijn werken gepland op het gebied van waterbeheer en de verharding van de paden om oppervlaktewater te verminderen, terwijl het onderhoud van de vegetatie zal worden geprofessionaliseerd.

In het kader van de afronding van de studies die nodig zijn voor de goedkeuring van het erfgoedbeheerplan van de site, zal uiteindelijk worden gepland om de graven een nieuwe bestemming te geven. Dit nieuwe plan voor de begraafplaats zal in overeenstemming zijn met de bescherming van de site. Er zullen ook de nodige contacten worden gelegd om de crypte te beveiligen en te onderhouden.

Bij de uitvoering van het klimaatplan, waarbij de sociale ongelijkheden worden verminderd, zal Ukkel zijn grondgebied blijven aanpassen aan de intense meteorologische verschijnselen die steeds frequenter en krachtiger zijn en zullen worden.

Er zijn verschillende grootschalige stormwaterbekkens gebouwd in Ukkel maar deze alleen kunnen niet al het water van een intense regenbui absorberen. Bij elk herontwikkelingsproject zal vooraf worden nagedacht over duurzaam stormwaterbeheer. De gemeente zal het principe van valleisolidariteit en geïntegreerd stormwaterbeheer toepassen. Daartoe zal de watercoördinatie worden gehandhaafd.

Projecten om het blauwe netwerk te herstellen en helder water uit de riolering te verwijderen, worden ook voortgezet.

De strijd tegen overstromingen zal voornamelijk worden gevoerd in de drie grote valleien van Ukkel.

Er blijven een aantal gevoelige punten in de Geleytsbeekvallei, zoals de sanering van de helderwaterleiding aan de Eikenboslaan, de heraansluiting op de historische bronnen in het Vronerodepark, de aankoop van percelen aan de Sint-Jobsesteenweg,

de heraanleg van het gedeelte Helleveld-Rifflet, de beheersing van het regenwater op het kerkhof van de Dieweg ...

De gemeente zal werkzaamheden ondersteunen om de beek in de vallei van de Ukkelbeek te recreëren, vanaf de bron tot de toekomstige verbinding met de Geleytsbeek: een globale studie van de De Frélaan (en de omgeving, zoals het kruispunt Beeldhouders-Groeselenberg-Houzeau en De Fré-Houzeau-Cavell), de ontsluiting van Ukkelbeek het Wolvendaelpark, de Heldensquare, de federale politiesite, de oversteek van de Neerstallebrug ... Ukkel zal indien nodig lobbyen bij het Gewest.

De gemeente zal een ambitieus project uitvoeren om de Linkebeekbeek opnieuw in te richten en het regenwater tussen de Linkebeekstraat en de Keyenbempt te beheren. Er kan ook overwogen worden om de Drogenbossesteenweg opnieuw in te richten om het regenwater te beheren. Fase 2 van de herontwikkeling van de voormalige visvijver, na overleg met omwonenden, zal worden gelanceerd.

De gemeente zal bewoners aanmoedigen om een terugslagklep te installeren (om te voorkomen dat overbelaste riolen bij hevige regenval overlopen in kelders).

De gemeente zal doorgaan met het in kaart brengen van stedelijke 'cool spots', waarbij prioriteit wordt gegeven aan wijken met een lagere sociaaleconomische index en het meest kwetsbaar zijn voor extreme weersomstandigheden, terwijl kansen worden gegrepen wanneer deze zich voordoen:

- Door groene koelte-eilanden te creëren (bijv. een hart voor Vanderkindere, vergroening van schoolpleinen (Homborch, Sint-Job ...)
- Het groene netwerk verder ontwikkelen, met name door honderden bomen, struiken en vaste planten aan te planten en klimplanten te verspreiden
- Door het testen of ondersteunen van innovatieve experimenten in Ukkel (bijvoorbeeld straatluifels of schaduwzeilen, tuinstraten, mobiele bossen, materialen met een lage thermische capaciteit ...)
- Door goede praktijken te blijven implementeren, zoals het verhogen van het gebruik van oppervlakken met een hoog draagvermogen (gevels, daken, grond), groendaken, vergroening van gevels ...
- Door geïntegreerd regenwaterbeheer te ontwikkelen en waterpunten te creëren.

In het algemeen zullen openbare ruimtes worden ontworpen om het stedelijk hitte-eilandeffect te verminderen en de afkoeling van de stad te intensiveren.

Het Natuurplan van Ukkel, dat in 2026 10 jaar bestaat, zal worden geactualiseerd zodat het meer een tool wordt voor het behoud van biodiversiteit, de bestrijding van vervuiling en de strijd tegen klimaatverandering.

Er zal een sterrenraster, of zwart netwerk, worden ingevoerd dat groengebieden met elkaar verbindt, met prioriteit voor Natura 2000-gebieden. Dit zal de verplaatsing en migratie van nachttactieve soorten aanmoedigen, bijvoorbeeld door de verlichting en de duur ervan te beperken, door de verlichting naar beneden te richten en door minder agressieve gekleurde lampen te gebruiken (amber-roodtint).

Het bomen- en plantenerfgoed van de gemeente zal beter worden beschermd en beheerd. Bomen zullen zo lang mogelijk in leven worden gehouden, met voorrang voor onafhankelijke gemeentelijke expertise. Bij (her)beplanting wordt de voorkeur gegeven aan diversifiëring van inheemse en/of honingdragende soorten. De expertise van de gemeente en de boomconsulent wordt vergroot. Bedrijven en concessiehouders

zullen worden gewezen op de noodzaak om bomen en hun wortelsystemen te respecteren (openbare en private werven, ondergrondse leidingen ...) en het verbod op kappen tijdens de broedperiode zal worden herhaald en opgevolgd. Herbeplanting en alle kapaanvragen die door de Groendienst worden verwerkt, zullen verder worden opgevolgd. Overtredingen (illegaal kappen van bomen) zullen streng worden vervolgd.

Er zal worden gezorgd voor regelmatig, milieuvriendelijk onderhoud van bloemperken en groene ruimtes om ze schoon, esthetisch aantrekkelijk en nuttig voor het publiek te houden. Tuiniers zullen beter worden opgeleid om nieuwe soorten gebieden te onderhouden (boomgaarden, regentuinen ...). Het onderhoud en de regelmatige schoonmaak van de oevers van de beken die door de gemeente worden beheerd, zullen worden voortgezet.

De types groene ruimtes zullen in kaart worden gebracht. Het gebruik van vaste planten in decoratieve beplanting zal de voorkeur krijgen boven eenjarige planten. Het initiatief van de gemeente om in mei niet te maaien zal worden uitgebreid naar meer gebieden. Er zal meer laat worden gemaaid. Beplantingen zullen worden onderhouden door de voorkeur te geven aan voorzichtig snoeien, het gebruik van alternatieven ter bestrijding van ziekten, de ontwikkeling van biodiversiteit, composteren en het gebruik van mulch, waarbij dode bladeren op hun plaats worden gelaten waar ze geen overlast veroorzaken. Zolang ze voetgangers niet hinderen, zal het snoeien van hagen en grote struiken tijdens de broedperiode beperkt worden.

Voor gemeentelijke beplanting zal de voorkeur worden gegeven aan een zo duurzaam mogelijk aanbod, met zo min mogelijk sporen van bestrijdingsmiddelen. De productie van planten binnen de gemeentelijke kwekerij zal worden uitgebreid. Ukkel zal het opzetten van uitwisselingssysteem tussen gemeentelijke kwekerijen overwegen, als aanvulling op andere operatoren.

Met het oog op een rationeel gebruik van drinkwater zal Ukkel een netwerk van waterreservoirs ontwikkelen die door de gemeentediensten kunnen worden gebruikt voor het besproeien van aanplantingen, reiniging ...

De natuur zal beter geïntegreerd worden in het stedelijk weefsel dankzij meer steun voor lokale initiatieven (klimplanten, plantenbakken, boompartijen, demineralisatie ...). Verenigingen en scholen zullen steun krijgen voor hun vergroeningsprojecten. De gemeente zal ook de demineralisatie van de openbare ruimte opvoeren om de biodiversiteit te bevorderen en de leefomgeving van de bewoners te verbeteren.

Burgerinitiatieven in duurzame landbouw (eetbare producten, collectieve wijngaarden en moestuinen ...) zullen worden aangemoedigd. De gemeente zal samenwerken met en steun verlenen aan de Pépinière citoyenne.

Het publiek zal zich meer bewust worden van de noodzaak om de biodiversiteit te beschermen (gevaar van pesticiden, tuinieren en onderhoud, vijvers en vochtige gebieden) en om invasieve soorten te beheren (bewegwijzering, met milieuverenigingen, scholen, praktische gidsen ...). De gemeente zal ook het publiek bewust maken van het belang van opmerkelijke bomen door specifieke maatregelen te nemen om ze te behouden, in samenwerking met particuliere eigenaars, door middel van infosessies, communicatiemedia of een vrijwillige verbintenis om een behoudscharter te ondertekenen.

Burgers zullen bewust worden gemaakt van de noodzaak om de trottoirs, groenstroken en boompartijen voor hun woning te onderhouden.

Ukkel zal haar groene ruimtes blijven ontwikkelen en verbeteren, in het bijzonder de belangrijkste gemeenteparken, zodat ze geschikt zijn voor iedereen, waar mensen zich comfortabel en veilig voelen. De aangepaste voorzieningen zullen worden voortgezet om de groene ruimtes van Ukkel toegankelijker te maken, met bijzondere aandacht voor PBM's en senioren. De gemeente zal bankjes installeren waarop wandelaars kunnen rusten. De politie zal voorrang geven aan wandelen en fietsen in de parken, behalve bij een interventie waarbij een voertuig moet worden gebruikt. Het aantal collectieve of gehuurde moestuinen zal worden uitgebreid.

Bijzondere aandacht zal uitgaan naar het Wolvendaelpark. De gemeente blijft zich inspannen om het park zo snel mogelijk (voorjaar 2025) volledig en veilig open te stellen voor het publiek. Er zal een aanvraag voor een bouwvergunning worden ingediend om de paden duurzaam aan te leggen, het water duurzaam te beheren en een plan voor te stellen voor de beplanting en afbakening van de natuurlijke regeneratiegebieden. Erfgoedelementen zoals de waterput en de sfinxen zullen worden gerestaureerd.

Het Raspailpark, een andere geklasseerde site rijk aan biodiversiteit, zal worden gerestaureerd en opnieuw toegankelijk worden gemaakt voor het publiek. De groene ruimte op het Vander Elstplein zal worden heringericht om deze natuurlijker en gezelliger te maken.

Bij de herinrichting van openbare ruimten zal rekening worden gehouden met de speelsheid ervan, zodat elk kind een speelplek dicht bij huis heeft. Het netwerk van speelplekken in Ukkel zal verder worden uitgebreid en verbeterd, met aandacht voor alle leeftijden, inclusief tieners en kinderen en ouders met een handicap. In de Wansartstraat, de Linkebeekstraat en in de Merlowijk worden speelplekken aangelegd. De voormalige tennisbaan van het Montjoiepark zal worden ontwikkeld in overeenstemming met de conclusies van het inspraakproces.

De bewegwijzering van wandelroutes zal worden verbeterd. Duidelijk bewegwijzerde routes, ingedeeld naar moeilijkheidsgraad, zullen de bewoners in staat stellen om ten volle te profiteren van de natuurlijke rijkdommen van Ukkel.

De winkelwijken zullen de focus vormen van specifieke vergroenings- en verfraaiingsprojecten. Ukkel zal ook de vergroening van gevels van gebouwen faciliteren waardoor het stedelijke landschap verandert in een groenere en aangenamere omgeving.

Om haar natuurlijk erfgoed beter bekend te maken, zal Ukkel regelmatig ontdekkingstochten organiseren (wandelingen, picknicks, Rendez-vous in de tuin ...) en een interactieve kaart van de voetwegen op haar website publiceren. Dit gebeurt in samenwerking met verenigingen. Deze initiatieven zullen de groene ruimtes meer bekendheid geven en bewoners en bezoekers aanmoedigen om er gebruik van te maken.

Buurtwinkels in Ukkel: een hefboom voor levenskwaliteit en economische dynamiek

De lokale handel speelt een essentiële rol in de economische vitaliteit van Ukkel en in de levenskwaliteit van de inwoners. Om de winkelbuurten te ondersteunen en te versterken, zal de gemeente een proactief beleid voeren dat gericht is op het verbeteren van de toegankelijkheid, het promoten van lokale merken en het aanmoedigen van lokale consumptie.

Om de toegang tot de winkels te vergemakkelijken zal Ukkel waar mogelijk parkeerplaatsen voor auto's en fietsen (inclusief bakfietsen) buiten de straat aanleggen, bijvoorbeeld op de parking Dekenij-Sint-Pieter (terwijl er in de Gelovigenstraat een parking voor bewoners zal worden aangelegd). Deze plaatsen zullen zorgen voor voldoende parkeerrotatie en een betere beschikbaarheid van plaatsen voor klanten.

Winkeliers zullen worden geholpen om het parkeren voor hun klanten te regelen via regelingen zoals parkeercadeaukaarten. De gemeente zal ook bij het gewest lobbyen om de gratis parkeerperiode van 30 minuten te verlengen zodat het nog makkelijker wordt om in de winkelgebieden te komen en zal de regeling van 2 uur gratis parkeren handhaven tijdens drukke periodes zoals de feestdagen.

Om de vitaliteit van de winkelwijken te behouden zal Ukkel de openingspremies evalueren en indien nodig aanpassen om de vestiging van lokale en duurzame handelszaken in leegstaande ruimtes aan te moedigen. Er zal een promotiecampagne voor de winkelwijken van Ukkel worden gevoerd, gecombineerd met actieve prospectie om kwaliteitsvolle handelszaken aan te trekken.

Ukkel zal aantrekkelijke evenementen blijven ondersteunen om de winkelwijken te verlevendigen, zoals de Mercredis gourmands, de markten op het voorplein en het Sint-Jobsplein en de Apéro du Bourdon. Deze initiatieven zullen de lokale dynamiek stimuleren en meer bezoekers naar de winkelgebieden trekken.

De gemeente handhaaft haar beleid van belastingvrijstelling voor bedrijven. Ukkel zal een van de weinige gemeentes blijven die geen belasting heft op economische activiteiten zoals uithangborden of terrassen, waardoor de oprichting en het voortbestaan van lokale bedrijven wordt aangemoedigd.

Ukkel zal doorgaan met het omzetten van gemeentelijke subsidies in Ukkelse handelscheques waardoor inwoners worden aangemoedigd om lokaal te winkelen en lokale bedrijven te steunen.

De gemeente zal ook lokale winkeliers helpen zich aan te passen aan de nieuwe eisen van de markt door hen te ondersteunen bij de digitalisering van hun bedrijf waardoor hun online aanwezigheid en hun concurrentievermogen in de digitale economie wordt versterkt.

Reinheid en afvalbeheer: voor een schone en gastvrije gemeenschap

Reinheid staat centraal in het garanderen van een aangename, gezonde en leefomgeving in Ukkel. Onze gemeente zal een nultolerantiebeleid blijven voeren voor asociaal gedrag in verband met reinheid en zal nieuwe concrete maatregelen blijven nemen om goede praktijken aan te moedigen (met prioriteit voor afvalpreventie aan de bron, hergebruik en voorbereiding voor hergebruik vóór elke andere vorm van nuttige toepassing) en om schadelijk gedrag te bestraffen.

We zullen een nultolerantiebeleid toepassen op het gebied van reinheid. Gedrag zoals sluikestorten, niet opgeraapte hondenpoep en het niet naleven van de afvalsorteerregels zal systematisch bestraft worden als afschrikmiddel. Aan overtreders zullen onmiddellijk aanzienlijke boetes worden opgelegd, met hogere boetes voor herhaalde overtredingen tot 500 euro. Deze aanpak is bedoeld als een herinnering aan het belang van het respecteren van de openbare ruimte en het behoud van de kwaliteit van leven van alle bewoners.

Om dit reinheidsbeleid te versterken zullen we regelmatig nieuwe sensibiliseringscampagnes organiseren om de bewoners te informeren over goede praktijken in het sorteren, verminderen en beheren van afval. Er zullen sensibiliseringscampagnes over zero waste worden georganiseerd. Het gebruik van harde vuilnisbakken (witte en oranje zakken) zal worden aangemoedigd om te voorkomen dat dieren de zakken scheuren. Deze campagnes, in samenwerking met scholen, lokale verenigingen en winkeliers, zullen helpen om het collectieve bewustzijn en individuele verantwoordelijkheid aan te moedigen. Er zullen ook gemeenschapsevenementen, zoals collectieve schoonmaakdagen, worden georganiseerd om de burgerbetrokkenheid te versterken.

De installatie van sorteerbakken (PMD en restafval) zal worden uitgebreid met het oog op hun wijdverspreid gebruik in gemeenteparken. Op basis van een kaart met potentiële locaties voor de creatie ervan en van burgerinitiatieven zal de installatie van nieuwe collectieve composteringen op vraag van burgers ondersteund en aangemoedigd worden. Bestaande collectieve composteringen zullen verder ondersteund en regelmatig geëvalueerd worden. Gemeentediensten zich blijven inspannen om plantaardig materiaal te recyclen. Er zullen bladsilo's worden geïnstalleerd langs bepaalde wegen om het voor bewoners gemakkelijker te maken om hun bladeren te verzamelen en op te slaan. Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan esthetiek om de harmonie en het uitzicht van de wijk niet te verstoren.

In het kader van een proactieve aanpak zullen we een mobiel bewakingssysteem met camera's inzetten in gebieden waar vaak sluikstorten voorkomen zodat overtredingen in real time kunnen worden opgespoord en overtreders kunnen worden gestraft. Wijkagenten zullen worden gemobiliseerd om te helpen bij het identificeren van personen die weinig respect tonen voor onze openbare ruimte. Om de reinheid rond horecagelegenheden te garanderen zullen we samenwerken met restaurant- en caféuitbaters om gepaste regelingen te treffen rond hun etablissementen, vooral in drukke gebieden.

Onze schoonmaakteams zullen worden versterkt en er zullen specifiek tijdvensters worden gereserveerd in hun wekelijkse schema's om snel te kunnen reageren op noodgevallen en schoonmaakbehoeftes in alle wijken. Om esthetische impact van de glasbollen en -container te verminderen blijven we deze begraven waar de ondergrond dat toelaat, waarbij ze gemakkelijk toegankelijk moeten blijven voor bewoners.

We zullen voorstellen om een proefproject op te zetten met betalende inzamelpunten voor huishoudelijk afval buiten de openingsuren van Net Brussel, met een weeg- en identiteitsherkenningssysteem.

Het gemeentebestuur zal haar zero waste aanpak, zoals uiteengezet in het klimaatplan en de gemeentelijke motie rond zero plastic intensiveren, zoals de organisatie van zero waste gemeentelijke evenementen en de vermindering en terugwinning van haar afval, wegmaterialen, meubilair en apparatuur aan het einde van hun levensduur of wanneer ze niet in gebruik zijn. Deze aanpak zal ook worden geïntensiveerd in de kinderdagverblijven en gemeentescholen.

Stedenbouw en duurzame ontwikkeling: een ruimtelijke ordening met respect voor het erfgoed en het milieu

De stedelijke identiteit van Ukkel wordt zorgvuldig vormgegeven, tussen het behoud van de groene ruimtes en het inspelen op de groeiende behoefte aan toegankelijke woningen en de renovatie van gebouwen om de klimaat- en milieu-uitdagingen aan te gaan. Deze visie is gebaseerd op een weloverwogen en evenwichtige benadering van ontwikkeling, gericht op het harmonieus combineren van vooruitgang en respect voor het milieu.

Het behoud van de natuurlijke omgeving is een belangrijke prioriteit voor Ukkel. Daarom zal Ukkel werk maken van de wettelijke bescherming van natuurgebieden om de biodiversiteit, bodemdoorlaatbaarheid en frisheid te behouden. Er zullen stappen worden ondernomen om het hele Avijlplateau, Keyenbempt en het bos van Kalevoet te klasseren als groengebieden die niet geschikt zijn voor bebouwing.

De gemeente wil een stedelijke ontwikkeling aanmoedigen die de groene ruimtes en het architecturaal erfgoed beschermt en verbetert, die een echte troef zijn voor de bewoners en de leefomgeving. Bouwprojecten moeten harmonieus worden geïntegreerd in de wijken, waarbij voorrang wordt gegeven aan de transformatie van bestaande sites (door voorrang te geven aan de renovatie van bestaande gebouwen en in laatste instantie aan sloop-herbouw) om onbebouwde percelen te beschermen en de artificiële verkaveling te beperken.

De coördinatie tussen de Groendienst en de dienst Stedenbouw van de monitoringindicatoren (evolutie van open ruimtes, bodem(on)doorlaatbaarheid, aantal woningen, dichtheid, bomenkap/aanplant en de redenen daarvoor ...) zal voortgezet worden. Deze monitoring wordt voortdurend verbeterd. Aan de hand van de resultaten kan de ontwikkeling van het gebied gedetailleerder worden beoordeeld en kan worden nagegaan of de beleidsdoelstellingen zijn bereikt. Ze zullen jaarlijks worden meegedeeld.

Het behoud van bomen, door middel van bouwvergunningen op het hele grondgebied, blijft een prioriteit:

- Bomen zoveel mogelijk blijven beschermen en onderhouden in kader van aanvragen voor bouwvergunningen en projecten van de gemeente.
- Massale houtkap onderwerpen aan een onafhankelijke beoordeling op kosten van de aanvrager.
- Compensatie van elke kap die om veiligheidsredenen is toegestaan door herbeplanting, met ondersteuning (advies over lokale en aangepaste soorten, biodiversiteitsvriendelijke praktijken ...)
- Voortzetting van de systematische controle op herbeplanting die tijdens het vorige mandaat werd ingevoerd.
- Illegale kapwerken hard aanpakken.

Binnentuinen zijn een van de grote rijkdommen van Brussel in het algemeen en van Ukkel in het bijzonder; ze spelen een ecologische, landschappelijke en sociale rol. Deze troef is des te kostbaarder als de wijk dichtbebouwd is en weinig openbaar groen heeft. De gemeente zal geen uitzonderingen toestaan in binnenwijken, tenzij ze de integratie van het project in zijn omgeving aanzienlijk verbeteren. De aanwezigheid van auto's in de binnenruimtes (lawaaï, vervuiling, koplampen) in het kader van nieuwe projecten zal nog steeds niet worden toegestaan.

De gemeente zal trachten haar voorbeeldfunctie te behouden en een pionier te blijven in de strijd tegen overstromingen door aanvragers van bepaalde stedenbouwkundige te verplichten een geïntegreerd regenwaterbeheer toe te passen op het perceel. De gemeente zal overwegen om haar stedenbouwkundige verordening inzake waterbeheer te herzien om ervoor te zorgen dat het aangepast blijft aan de realiteit van het klimaat, afhankelijk van wanneer de gewestelijke verordening “Good Living” (GSV) van kracht wordt. De gemeente zal de beginselen van deze GemSV vrijwillig blijven toepassen in de projecten die ze uitvoert.

De gemeentediensten zullen ook hun inspanningen voortzetten om de verwerking van aanvragen voor bouwvergunningen en stedenbouwkundige informatie te optimaliseren. Er is gepersonaliseerde hulp beschikbaar om aanvragers te helpen met hun aanvragen, zowel lokaal als gewestelijk.

De gemeente Ukkel blijft voorstander van een aanpak die gebaseerd is op een breed overleg met de betrokkenen bij de projecten en een strikte naleving van de regelgeving. In samenwerking met de Ukkelse wijkverenigingen werd een stedenbouwkundige leidraad opgesteld die een van de elementen zal zijn waarmee rekening wordt gehouden bij de analyse van de dossiers die aan het bestuur worden voorgelegd.

Er zullen strikte regels worden ingevoerd om te zorgen voor effectief overleg tussen publieke en private actoren. Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan de opvolging van werven. Nieuwe normen en verplichtingen voor vergunninghouders zullen in de bestaande regelgeving worden opgenomen. Er zal meer aandacht worden besteed aan verlaten of overlast veroorzakende bouwplaatsen, met name in winkelwijken, die kunnen worden bestraft en beboet.

De gemeente zal ook haar bijzondere bestemmingsplannen (BBP) bijwerken, met moderne normen voor comfort, woonbaarheid en respect voor het natuurlijk erfgoed en energieprestaties. Tegelijkertijd zal de naleving van de regelgeving voor commerciële uithangborden en straatmeubilair (banken, lantaarnpalen, afvalbakken) worden verbeterd om de esthetiek van de wijken te behouden.

Een evenwicht vinden tussen het behoud van de levenskwaliteit van de bestaande bewoners en het aantrekken van nieuwe woningen zal een prioriteit blijven.

Een levendige cultuur voor een gemeenschap die openstaat voor iedereen

Cultuur, een bron verwondering en reflectie, zal een centrale rol blijven spelen in Ukkel. Door ruimdenkendheid, de ontwikkeling van een kritische zin en de dialoog tussen burgers aan te moedigen, zal het de sociale cohesie en het burgerschap versterken. De gemeente zet zich in een dynamisch en inclusief cultuurbeleid dat de diversiteit van artistieke en culturele expressie bevordert.

Ukkel zal lokale culturele verenigingen en kunstenaars promoten door hen meer zichtbaarheid te geven en hun initiatieven te ondersteunen. Er zullen interculturele en intergenerationele activiteiten worden ontwikkeld om uitwisselingen en ontmoetingen tussen inwoners aan te moedigen en zo de sociale cohesie in de gemeente te versterken.

De gemeente zal zich ook blijven inspannen om haar bibliotheekdiensten te onderhouden en te ontwikkelen, met name door de inzet van de mediatheek, de speltheek en de openbare computerruimtes. De Nederlandstalige bibliotheek in het centrum van Ukkel zal behouden blijven en er zal gestart worden met de renovatie of verhuis van de bibliotheek in het centrum. De activiteiten van de Nederlandstalige en Franstalige bibliotheken zullen worden uitgebreid om tegemoet te komen aan de behoeftes van gebruikers van alle leeftijden.

Het Cultureel Centrum van Ukkel, een pijler van het cultuurbeleid van de gemeente, zal een gevarieerd en kwalitatief hoogstaand programma blijven aanbieden dat toegankelijk is voor alle doelgroepen. De initiatieven die werden genomen in het kader van de aanvraag tot erkenning als cultureel centrum door de Federatie Wallonië-Brussel zullen worden voortgezet. Met de komst van het theater Le Public, dat zijn intrek zal nemen in het voormalige gebouw van het vrederecht, zal Ukkel zijn culturele aanbod kunnen versterken. De complementaire programmering van Le Public en het CCU zal unieke synergieën creëren die het lokale culturele leven verder verrijken.

Hof ten Hove zal van haar kant verbindingen blijven leggen tussen haar landelijke verleden en haar culturele projecten, die actueler en noodzakelijker zijn dan ooit.

Ukkel zal zich blijven inzetten voor de integratie van kunstwerken en fresco's in de openbare ruimtes, en in het bijzonder samenwerken met kunstenaars van Ukkel om de gemeente te verfraaien en ervoor te zorgen dat kunst en de reflectie die ze uitlokt hun plaats vinden in het hart van de wijken.

De emblematische culturele locaties, zoals Hof ten Hove en het Kunstenhuis op het SintPietersvoorplein, zullen artistieke, culturele en sociale evenementen blijven organiseren. Deze ruimtes zullen beschikbaar blijven voor verhuur aan individuen of verenigingen tegen betaalbare tarieven.

De gemeente zal particuliere culturele initiatieven blijven steunen, of ze nu tijdelijk of permanent zijn, evenals niet-gemeentelijke culturele actoren zoals het gemeenschapshuis Het Huys, La Roseaie en het Van Buurenmuseum.

Ukkel zal een programma onderhouden met jaarlijkse of tweejaarlijkse culturele activiteiten van hoge kwaliteit, zoals het Kunstenaarsparcours, het Muziekfeest, Rendez-vous in de tuin ...

De gemeente zal een projectoproep lanceren om de oprichting van een wijkbioscoop mogelijk te maken, zoals Ukkel vroeger had.

Gezondheid en welzijn in Ukkel: een sterker engagement voor een betere levenskwaliteit

De gemeente Ukkel, getekend door de uitdagingen van de Covid-19 pandemie, heeft haar rol in het gezondheidsbeleid versterkt en is een belangrijke speler geworden in het verbeteren van het welzijn en de algemene gezondheid van haar burgers. Door middel van innovatieve initiatieven zal Ukkel concrete acties implementeren om

tegemoet te komen aan de behoeftes van iedereen, terwijl er geschikte preventie- en informatiemiddelen worden ontwikkeld.

De gemeente zal het werk van haar gezondheidsplatform voortzetten, waarin de eerstelijnsgezondheidsactoren die in het gebied werken, worden samengebracht. Dit overlegkader zal een gezamenlijke aanpak aanmoedigen om beter tegemoet te komen aan de behoeftes van de buurtbewoners.

Er zal een gids "Gezondheid Ukkel" worden verspreid onder de inwoners met alle informatie over eerstelijnszorg, preventieve acties en beschikbare diensten zodat transparante en toegankelijke informatie wordt gegarandeerd.

Ukkel zal zijn preventiecampagnes intensiveren, met onder andere griepvaccinaties en andere initiatieven om de gezondheid te bevorderen. Deze initiatieven moeten inwoners van alle leeftijden bewust maken van het belang van preventief gedrag.

Er zullen themabijeenkomsten worden georganiseerd om de impact van de campagnes te versterken door duidelijke, praktische informatie over specifieke gezondheidsthema's te geven. De gemeente zal ook ouderen en personen met verminderde autonomie informeren over hoe ze het platform "Masanté" kunnen gebruiken om hun toegang tot medische informatie te vergemakkelijken.

In samenwerking met huisartsen, psychiatrische diensten en psychologen zal Ukkel infosessies en toegankelijke strategieën ontwikkelen om de mentale gezondheid van haar burgers te beschermen. Deze initiatieven moeten de taboes rond mentale gezondheid doorbreken en praktische steun bieden aan mensen in moeilijkheden.

Op dezelfde manier zullen we ervoor zorgen dat de omgeving bevorderlijk is voor het behoud en de vestiging van huisartsen in onze gemeente.

De gemeente zal sportbeoefening aanmoedigen als een middel om ziektes te voorkomen en fysiek en mentaal welzijn te bevorderen. De sportfaciliteiten en parken van Ukkel zullen activiteiten blijven aanbieden die geschikt zijn voor iedereen, zoals nordic walking, om de inwoners aan te moedigen een actieve en gezonde levensstijl aan te nemen.

De kwaliteit van de binnen- en buitenlucht is essentieel voor een gezond milieu en een goede gezondheid, met name voor degenen die het meeste risico lopen, zoals kinderen en ouderen. De gemeente zal burgerinitiatieven ondersteunen om de luchtkwaliteit te meten en de resultaten daarvan bekend te maken, en zal ouders en leerlingen bewust maken van de positieve invloed op de luchtkwaliteit als ze te voet, met de fiets of met het openbaar vervoer naar school komen.

Ukkel zal de bewoners bewuster maken van de vervuiling binnenshuis door schoonmaak- en cosmeticaproducten (met name door het aanbieden van workshops voor het vervaardigen van producten) en multiplex meubilair. De gemeente zal meer werk maken van de aankoop van milieu- en gezondheidsvriendelijke producten, bijvoorbeeld voor schoonmaak- en schilderwerken, in het bijzonder voor gemeentelijke gebouwen, kinderdagverblijven, scholen en OCMW-verpleeghuizen. Ten slotte zullen rookvrije zones worden getest in onze parken (uitbreiding van het huidige verbod in speelzones) en/of tijdens bepaalde evenementen in de openbare ruimte.

Verlichting is nodig om onze ruimtes veilig te maken. Te veel kunstlicht is echter zeer schadelijk voor onze omgeving (verstoort flora en fauna) en onze slaap (endocrien systeem). De gemeente zal het bewustzijn van de impact van overmatige verlichting

vergroten en blijven deelnemen aan de Nacht van de Duisternis. We zullen doorgaan met het terugdringen van bronnen van lichtvervuiling zoals openbare verlichting die te krachtig is of niet naar beneden is gericht, winkeletalages die 's nachts verlicht zijn en lichtreclame.

Lawaai is volgens de WGO de tweede grootste bedreiging voor de gezondheid in Europa. Ukkel zal zich proactief opstellen tegenover de MIVB met betrekking tot de geluids- en trillingsimpact van de bus- en traminfrastructuur. We zullen de wijkagenten, uitgerust met geluidsniveaumeters, sensibiliseren om lawaai en trillingen te bestrijden. De gemeente zal de inwoners informeren over de uren en dagen waarop lawaai niet toegelaten is en zal meer gebruik maken van de hulp van de politie en de wijkagenten in geval van lawaai problemen.

Een veelbelovende toekomst voor jonge kinderen en gezinnen in Ukkel

Ukkel blijft zich inzetten voor jonge kinderen en gezinnen en erkent het belang van de eerste jaren voor de ontwikkeling en socialisatie van kinderen. Dankzij haar proactief beleid zal de gemeente één van de beste ratio's van kinderdagverblijfplaatsen in het Brussels Gewest blijven aanbieden en zich positioneren als een model van uitmuntendheid.

Bovendien zullen kinderdagverblijven kinderen vanaf 16 weken verwelkomen, in plaats van de huidige 18 weken.

Ukkel zal een kwaliteitsvolle werkomgeving garanderen voor zijn medewerkers in de kinderopvang zodat hun welzijn verzekerd is. De communicatie met de gezinnen zal worden versterkt, met name dankzij een verdere digitalisering die de uitwisseling tussen het personeel van het kinderdagverblijf en de ouders vergemakkelijkt.

De voeding van de kinderen zal blijven voldoen aan hoge normen, waarbij voorrang wordt gegeven aan biologische, seizoensgebonden, verse, lokale en fairtrade producten via het programma GoodFood. De gemeente zal ook andere openbare en particuliere voorzieningen aanmoedigen om deze praktijken over te nemen. In het kader van een ecologisch verantwoorde aanpak zullen de kinderdagverblijven er geleidelijk naar streven om het label "Eco-kinderdagverblijven" te verkrijgen, met onder andere de invoering van herbruikbare luiers, in overleg met het personeel.

Ukkel zal haar publiek-private partnerschappen versterken om structuren te ontwikkelen die aangepast zijn aan kinderen met een handicap of speciale behoeftes. Deze initiatieven omvatten programma's voor vroegtijdige opsporing en meer steun voor de betrokken gezinnen. Er zal een integratieplan worden geïmplementeerd om de toegang van kinderen met een handicap tot kinderopvang en buitenschoolse stages te bevorderen.

Ukkel wil gelijkheid tussen alle gezinsvormen bevorderen, of het nu gaat om eenoudergezinnen, gezinnen van hetzelfde geslacht of gemengde gezinnen. Eenoudergezinnen krijgen speciale hulp om toegang te krijgen tot kinderdagverblijven, zodat werk en privé gemakkelijker gecombineerd kunnen worden. Om kinderen uit gezinnen in financiële moeilijkheden een beter onthaal te bieden kunnen de tarieven voor stages, naschoolse opvang, speelpleinen tijdens schoolvakanties en gemeentelijke kinderdagverblijven worden aangepast.

Ukkel zal tweetaligheid van jongs af aan aanmoedigen, in samenwerking met de Nederlandstalige gemeenschap. Dit omvat een betere coördinatie met Nederlandstalige instellingen en culturele actoren via een Bredeschoolcoördinator, alsook een verbeterd aanbod van Nederlandstalige stages tijdens de schoolvakanties.

Om de overgang van kinderdagverblijf naar kleuterschool te vergemakkelijken zal Ukkel de inschrijving vanaf de leeftijd van 2,5-3 jaar blijven aanmoedigen. Er zullen kennismakingssessies worden georganiseerd zodat kleuterverzorgsters en leerkrachten nauw kunnen samenwerken. Deze initiatieven zullen de kinderen helpen om zich vlot te integreren in hun nieuwe omgeving.

De gemeente zal buitenschoolse programma's ontwikkelen speciaal voor kinderen jonger dan 3 jaar. Deze activiteiten, die worden gecoördineerd met de bijschoolse activiteiten, omvatten het creëren van een speciale ruimte, "parapetit" genoemd.

Ukkel zal ook campagnes lanceren om lezen vanaf jonge leeftijd te promoten, met name in de bibliotheken.

Maatregelen om personen met een handicap te helpen

De gemeente zal een aantal maatregelen invoeren om personen met een handicap te helpen. Met de Adviesraad voor Personen met een Handicap zal een constructieve dialoog worden gevoerd om rekening te houden met zijn adviezen en deze in de praktijk om te zetten.

Er zal ook met het bestuur worden samengewerkt om het HandiCity-label te behouden.

De gemeente geeft winkeliers advies over hoe ze hun winkels toegankelijker kunnen maken voor personen met een handicap en stelt een takenlijst op die ze kunnen gebruiken.

De toegankelijkheid van gemeentelijke websites zal voortdurend worden verbeterd, met name door een vereenvoudigde versie aan te bieden, inclusief aanpassingen voor visueel gehandicapten, slechthorenden en verstandelijk gehandicapten.

De gemeente stimuleert ook het opzetten van inclusieve structuren voor jonge kinderen met een handicap. Vroegtijdige opsporing van verschillende soorten handicaps, zoals autisme en doofheid, zal binnen scholen en kinderdagverblijven worden georganiseerd.

De promotie van handisport zal worden vergemakkelijkt om de toegang ertoe te verbeteren. Tot slot zal de gemeente duurzame acties voortzetten en ontwikkelen om de leefomstandigheden en de omgeving van personen met een handicap in haar verschillende verantwoordelijkheidsgebieden te verbeteren.

Gelijke kansen en gendergelijkheid:

samenwerken voor een inclusieve gemeente

Wie je ook bent, wat je identiteit ook is, gelijke kansen en non-discriminatie zouden de norm moeten zijn maar de realiteit is verre van dat. De gemeente zal een beleid van inclusie en antidiscriminatie voeren, in het besef dat discriminatie dwars door alle sociale achtergronden heen loopt. De acties op dit gebied werden tijdens de vorige legislatuur geprofessionaliseerd, met name via een 360°beleid, in het bijzonder de coördinatie van het diversiteitsplan, genderbudgettering en gendermainstreaming.

Het merendeel zal ervoor zorgen dat de antidiscriminatiewetgeving met betrekking tot 19 beschermde criteria wordt nageleefd.

Er zal een analyse van discriminatie in Ukkel worden uitgevoerd.

De gemeente zal campagnes organiseren en ondersteunen om het bewustzijn te vergroten en discriminatie te voorkomen. Deze campagnes worden voornamelijk in de openbare ruimte georganiseerd om meer mensen te bereiken.

Er zal voorrang blijven worden gegeven aan het werken met groepen, verenigingen en lokale actoren die deskundig zijn op dit gebied. De associatie en ondersteuning van projecten die ontwikkeld zijn door mensen die direct getroffen zijn door discriminatie, die het best in staat zijn om over hun ervaringen te praten, zullen ondersteund blijven worden door middel van partnerschappen, het ter beschikking stellen van locaties en/of subsidies.

De Adviesraad voor Gendergelijkheid wordt nieuw leven ingeblazen.

Er zal een dialoog worden gestart met het CCU om ervoor te zorgen dat deze sensibiliseringsdagen passen in de culturele agenda.

Sensibilisering van jongs af aan en bij een niet-geïnitieerd publiek blijft een prioriteit, met name door te blijven samenwerken met scholen (gemeentelijk of niet) en door aanwezig te zijn bij gemeentelijke evenementen. De educatieve tools die door de gemeente en haar adviesraad ter beschikking zijn gesteld (sport en stereotypen, vrouwen en cijfers, brochures over masculiniteiten, sensibiliseringsmateriaal voor lgbtqia+-personen, het diagram over huiselijk geweld ...) zullen worden gebruikt en geëvalueerd. Afhankelijk van de thema's en de actualiteit kunnen andere tools worden ontwikkeld.

Verschillende pilootgemeentediensten voeren sinds 2020 jaarlijks de genderbegroting uit met de steun van de diensten Gendergelijkheid en Ontvangerij. Deze praktijk, die voortdurend wordt geëvalueerd, integreert een genderbenadering in de organisatorische processen en uitgaves van de gemeente om ongelijkheden tussen vrouwen en mannen te bestrijden.

De vervrouwelijking van straatnamen wordt voortgezet. Alle toekomstige openbare ruimtes krijgen naam van een vrouw die haar stempel heeft gedrukt op de plaatselijke geschiedenis. Een gelijkaardig proces als dat van de naamsverandering van de Edmond Picardstraat zou kunnen worden ondernomen voor andere straten, in nauw overleg met de buurtbewoners.

Een op de 7 Ukkelse gezinnen is een eenoudergezin (waarvan 86% vrouw is). Het plan is daarom om de gratis juridische en psychologische hulplijnen te behouden, innovatieve huisvestingsprojecten te

ondersteunen, activiteiten voor alleenstaande ouders te organiseren in buurtcentra en betere informatie en hulp te bieden bij het aanvragen bij SECAL.

Sport: sportbeoefening aanmoedigen door een gediversifieerd en toegankelijk aanbod

Sport en, in de breedste zin van het woord, de dagelijkse beoefening van voldoende lichaamsbeweging, is veel meer dan een fundamenteel element in de gezondheidsbevordering.

Het is ook een essentieel middel voor sociale cohesie, een levensschool waar je in het reine komt met diversiteit en teamgeest kunt opbouwen.

De gemeente heeft de plicht om sport te promoten en toegankelijk te maken voor iedereen, afhankelijk van hun mogelijkheden en op alle leeftijden, met speciale aandacht voor voldoende sportfaciliteiten voor vrouwenteams.

We zullen de rol van de gemeente als facilitator tussen sportclubs en scholen in Ukkel versterken zodat deze laatste hun sporthallen beschikbaar kunnen stellen buiten de schooluren en zodat scholen overdag meer gebruik kunnen maken van de velden en faciliteiten van de clubs.

Onze gemeente beschikt over een breed scala aan sportfaciliteiten: sportzalen, sportcomplexen met buitenvoetbalvelden, open sportterreinen ... Dit zijn hulpmiddelen van onschatbare waarde voor het beoefenen van talrijke disciplines. Ze worden verder onderhouden en gerenoveerd. De volledige renovatie van de Stroobantzaal begint dit jaar. Na de renovatie van de woning zal het centrum Derrider beschikken over een nieuwe conciërgewoning. Dit zal zorgen voor een beter beheer en sociale controle van de locatie.

Er wordt een Belgian red court / minivoetbalveld aangelegd op het Gazelleplein. Er zal een skatepark worden gebouwd in de Egide Van Ophemstraat. Op verschillende plaatsen zullen extra fitness- en streetworkouttoestellen worden geïnstalleerd, in het bijzonder om de Merlosite op te waarderen. Meer in het algemeen zal er bijzondere aandacht worden besteed aan het onderhoud van vrij toegankelijke openluchtfaciliteiten waar mensen een sport kunnen beoefenen zonder lidgeld te moeten betalen.

Gezien de groei van het inwoners en nieuwe woningen aan Horzel, zal de oprichting van een nieuwe sporthal in dit gebied worden bestudeerd.

De 10 km van Ukkel, die in 2024 bijna 4.000 lopers trok, zal ook in de toekomst jaarlijks worden gehouden.

Tijdens de volgende legislatuur zal onze gemeente de "Ukkelse Sport Awards" invoeren, een gelegenheid om bepaalde sportmannen en -vrouwen, bepaalde clubs en zelfs vrijwilligers die er actief zijn, te huldigen.

Onze gemeente zal - via de gemeentelijke Grondregie - volop blijven investeren, samen met partners zoals de Belgische Hockeyfederatie, Beliris en het Gewest, zodat het project van het nationale hockeystadion op het Zwartebeekplateau het daglicht kan

zien. We zullen bij het Gewest en de federale regering lobbyen om ervoor te zorgen dat de nodige extra budgettaire middelen worden vrijgemaakt om dit grote project in de hockeyhoofdstad te realiseren.

Er zullen enkele renovatiewerken worden uitgevoerd aan het zwembad Longchamp. De toegang zal betaalbaar blijven. Er zal worden overwogen om de openingstijden tijdens schoolvakanties uit te breiden naar zondagmiddag.

De gesprekken met de Regie der Gebouwen over de aanleg van een natuurlijk zwembad op het terrein van het Institut Pasteur worden voortgezet. De impact op de omgeving zal zorgvuldig worden bestudeerd. Er zal een financieel plan worden opgesteld voor het project, dat deel zou kunnen uitmaken van een publiek-privaat partnerschap, met speciale aandacht voor de betaalbaarheid.

Ten slotte zal de steun (subsidies, uitlenen van materiaal, ter beschikking stellen van lokalen ...) aan de vele sportclubs die bijdragen tot de vitaliteit van onze gemeente worden , waarbij voorrang zal worden gegeven aan clubs die een groot aantal jonge leden tellen, die voorrang geven aan kwaliteitsvolle opleidingen, die sociale cohesie en diversiteit bevorderen, die activiteiten aanbieden voor personen met een handicap, die maatregelen nemen om een gezonde voeding voor hun leden te bevorderen ...

Senioren in Ukkel: betere levenskwaliteit en meer integratie

De gemeente zal zich resoluut inzetten om de levenskwaliteit van haar senioren te verbeteren en hun volledige integratie in het gemeenteleven aan te moedigen. Met gerichte en vernieuwende initiatieven probeert de gemeente tegemoet te komen aan de specifieke behoeftes van ouderen en moedigt ze hun actieve deelname aan het sociale leven aan.

Er zal aandacht worden besteed aan de opvang van ouderen, door hen een gemakkelijke toegang te blijven garanderen tot diensten en informatie van de gemeentediensten, het OCMW en de politie, via de traditionele kanalen van het fysieke loket en de telefoon.

Ukkel zal doorgaan met het ontwikkelen van projecten en alternatieve woonvormen, zoals intergenerationele huisvesting, het aanmoedigen van het delen van bepaalde woningen, het samenwonen tussen generaties en het versterken van sociale banden.

Om de verplaatsingen van senioren te vergemakkelijken zal de gemeente het aantal aan hun behoeftes aangepaste openbare banken uitbreiden in groene ruimtes, winkelgebieden en in de buurt van rust- en verzorgingstehuizen, om zo gemakkelijk toegankelijke rustplaatsen te creëren, zonder uit het oog te verliezen dat deze ruimten geen bron van overlast worden voor de buurtbewoners.

Via het OCMW zal de gemeente haar thuishulpdiensten uitbreiden, met name gezinshulp, huishoudelijke hulp en gecoördineerde zorg, om ouderen te helpen zo goed mogelijk thuis te blijven wonen.

Ukkel zal ook verenigingen die met senioren werken blijven steunen.

Vzw Generation +, die een brede waaier activiteiten aanbiedt aangepast aan senioren, zal haar aanbod verder ontwikkelen. Hierbij zal ervoor gezorgd worden dat de prijzen

toegankelijk zijn en dat alle categorieën van senioren welkom zijn in Ukkel. De dialoog met de senioren zal worden onderhouden en versterkt via de Adviesraad voor Ouderen (UAO) zodat bij de gemeentelijke besluitvorming rekening kan worden gehouden met hun behoeftes en suggesties.

Ukkel zal mentorprogramma's opzetten om uitwisselingen tussen generaties aan te moedigen. Tijdens deze sessies kunnen jonge afgestudeerden hun technologische kennis delen met ouderen, terwijl ouderen hun professionele ervaring kunnen doorgeven.

Aangepaste sportactiviteiten, begeleid door coaches, zullen in de parken worden georganiseerd om senioren in staat te stellen actief te blijven, ongeacht hun fysieke conditie. Buurtcentra zullen een warme ruimte blijven bieden voor sociale bijeenkomsten en activiteiten, waardoor de gezellige sfeer wordt versterkt.

De gemeente zal de culturele betrokkenheid van senioren blijven stimuleren door het opzetten van boekengespreksgroepen in bibliotheken. Deze initiatieven zullen de uitwisseling van ideeën stimuleren en de band met de lokale cultuur versterken.

Een sterkere betrokkenheid bij jongeren in Ukkel

De gemeente is zich bewust van de steeds veranderende behoeftes van haar jongeren en zal een reeks ambitieuze initiatieven nemen om jongeren beter te ondersteunen en te mobiliseren. Door concrete acties en aandachtig luisteren wil Ukkel een stimulerende en veilige omgeving bieden die bevorderlijk is voor de ontwikkeling van de jongeren. Er zal een Jongerenadviesraad worden opgericht om de dialoog te vergemakkelijken en ervoor te zorgen dat er echt rekening wordt gehouden met de zorgen van de jongeren in Ukkel.

Het Uckel'Air Festival, georganiseerd in het Wolvendaelpark, wordt voortgezet om elk jaar een feestelijk en cultureel evenement te bieden.

De buurtcentra zullen openstaan voor jongeren, intergenerationele ontmoetingsplaatsen worden in elke wijk en gebruikt kunnen worden als studieplekken tijdens examenperiodes.

Jongerenorganisaties spelen een cruciale rol bij het revitaliseren van de gemeenschap en het waarborgen van het welzijn van jongeren vanaf jonge leeftijd. Ze zullen steun blijven ontvangen via financiering voor specifieke acties en evenementen, logistieke hulp voor grote (vervoer van materiaal) en leningen van materiaal (tafels, stoelen, tenten, voertuigen).

Om jongeren beter te informeren, zal Ukkel meer gebruik maken van elektronische aanplakborden om evenementen en initiatieven voor jongeren te tonen. De gemeente zal haar aanwezigheid op sociale netwerken ontwikkelen. De samenwerking met scholen zal het mogelijk maken om regelmatig informatie te publiceren de schoolkleppen, naast het creëren van speciale accounts op sociale netwerken, waardoor moderne, directe en effectieve communicatie mogelijk wordt.

Ukkel zal educatieve programma's uitvoeren om jongeren bewust te maken van de gevaren van cyberpesten en een veilig gebruik van het internet bevorderen. De

gemeente zal haar inspanningen opvoeren om pesten in al zijn vormen te bestrijden, bewust te maken en te voorkomen. Elke jongere zal profiteren van een veilige en respectvolle school- en sociale omgeving dankzij versterkte initiatieven in scholen en openbare ruimtes.

Om de veiligheid van jongeren te garanderen zal de gemeente de openbare verlichting en de aanwezigheid van straathoekwerkers, maatschappelijk werkers, politie ... op plaatsen waar zij vaak komen, evalueren, met name in de buurt van OV-stations en tijdens de vertrektijden van de school. Leerlingen zullen inleidende cursussen blijven krijgen over hulpverlening in noodsituaties en verkeersveiligheid. Er zullen regelmatig bijeenkomsten tussen politie en jongeren worden georganiseerd om een klimaat van wederzijds vertrouwen te creëren.

Een gemeenschap die gevoelig is voor het dierenwelzijn

Onze samenleving is steeds gevoeliger voor dieren, hun bescherming en respect.

Het gemeentebestuur zal de inwoners helpen om het welzijn van dieren te waarborgen, bijvoorbeeld door hen te informeren over de behoeftes en het gezonde gedrag van huisdieren ... met bijzondere aandacht voor genetische afwijkingen die in strijd zijn met het dierenwelzijn.

De gemeente en de politiezone zullen samenwerken met een wachtdienst of een dierenarts om gewonde of zieke dieren te behandelen. Op basis van de positieve ervaring in Elsene zal het gebruik van contraceptieve zaden op duiven worden bestudeerd om hun populatie op een humane manier te reguleren.

Scholen krijgen activiteiten aangeboden over dierenbescherming en bezoeken aan schuilplaatsen of opvangcentra. Vuurwerk afgestoken op privéterrein blijft verboden en zal worden gecontroleerd. We blijven wijzen op de gevaren van rotjes en vuurwerk. De steun voor opvangcentra zal worden opgevoerd.

Buiten het administratief centrum wordt een wachtruimte gecreëerd die geschikt is voor honden die bezoekers begeleiden bij administratieve procedures.

De verspreiding van losloopzones voor honden zal worden geëvalueerd. Nieuwe omheinde zones zullen worden gecreëerd waar mogelijk (station Kalevoet, Brugmannpark ...) en waar ze ontbreken. Deze loslooszones en hun reglement zullen geëvalueerd worden. Om ongevallen te voorkomen zal de gemeente de organisatie van cursussen rond de opvoeding van honden ondersteunen. Tegelijkertijd zal er streng worden toegezien op de naleving van de regels om te vermijden dat bezoekers die geen hond bezitten zich ergeren.

Sensibiliseringscampagnes over vegetarisch eten zullen worden herhaald. Het aandeel vegetarische en veganistische kwaliteitsmaaltijden en/of aanbiedingen in projectoproepen, overheidsopdrachten, evenementen, vergaderingen en kantines zal worden verhoogd. De mogelijkheid bestuderen om dagelijkse vegetarische maaltijden aan te bieden in gemeentescholen.

De beste manier om wilde diersoorten te ondersteunen is hun habitat te beschermen. De gemeente zal ervoor zorgen dat er voorzieningen en regels zijn die wilde dieren

aanmoedigen om zich te verplaatsen en te nestelen.

Ukkel zal meer communiceren over de locatie van mussenkolonies en zal doorgaan met het verspreiden van nestkasten en het gemakkelijker maken voor bewoners om ze te installeren.

De samenwerking tussen de gemeente en Vespa Hunter 1180 zal worden verbeterd de aanwezigheid van de Aziatische horzel in het gebied zoveel mogelijk te beperken.

Internationale solidariteit en Europese Aangelegenheden: Ukkel als gemeente die openstaat voor de wereld

De gemeente verbindt zich ertoe haar burgers, en in het bijzonder jongeren, te informeren, te sensibiliseren en op te voeden over internationale solidariteit door middel van concrete acties. De gemeente Ukkel zal ervoor zorgen dat ze een gastvrije gemeente blijft die weigert zich in zichzelf te keren en alle amalgaamvorming en discriminerende opmerkingen verwerpt, zoals voorzien in de motie die unaniem werd aangenomen door de gemeenteraad. Ukkel blijft een fairtradegemeente en streeft ernaar om bedrijven, scholen, verenigingen, het bestuur, lokale vertegenwoordigers ... te sensibiliseren voor de noodzaak om maatregelen te nemen ten voordele van eerlijke handel (en duurzame landbouw). Het rampenfonds kan worden gebruikt bij ernstige internationale crises om solidariteit te tonen met de lokale bevolking. De samenwerking met de gemeente Kintambo wordt voortgezet en er kunnen nieuwe partnerschappen worden overwogen. We zullen lokale actoren op het gebied van internationale solidariteit blijven steunen. We zullen de strijd tegen racisme, antisemitisme en vreemdelingenhaat voortzetten.

Onze Europese identiteit moet vandaag meer dan ooit worden gepromoot en versterkt bij het grote publiek, en in het bijzonder bij jongeren... Daarom zetten we ons in om de Europese dimensie te versterken: de prijs van de Europese Burger, een cultureel aanbod dat Europese nationaliteiten in de kijker zet, lidmaatschap van Europese stedennetwerken, partnerschappen en samenwerking op Europees niveau, promotie van Europese waarden en burgerschap ...

Bestuur: transparant bestuur met inspraakmogelijkheden

De kwaliteit van het gemeentebestuur is gebaseerd op het welzijn en de uitmuntendheid van het bestuur en op de beginselen van transparantie, respect en eerlijkheid, neutraliteit en burgerinspraak. In Ukkel zijn aanwervingen en promoties volledig gedepolitiseerd en uitsluitend gebaseerd op vaardigheden, waardoor een modern, reactief en efficiënt bestuur ten dienste van de burgers wordt gegarandeerd.

Ukkel zal de toegankelijkheid van de gemeentediensten blijven verbeteren en werken aan de vereenvoudiging van het bestuur. Dit zal gepaard gaan met een uitbreiding van de online diensten om de administratieve procedures te vergemakkelijken, alsook met

openingsuren die aangepast zijn aan de behoeftes van de burgers, met behoud van financieel toegankelijke diensten, in het bijzonder voor mensen die bijstand krijgen van het OCMW. De bestaande fysieke loketten en telefonische receptie zullen overal behouden blijven.

Waar ze bestaan, zal de mogelijkheid om afspraken te maken via andere middelen dan internet worden uitgebreid, aangezien de digitale kloof een bewezen barrière is toegang te krijgen tot sociale bijstand. De openbare computerruimtes (Sociale Actie en bibliotheken) zullen worden bestendigd, met name vanwege hun belangrijke rol in het bestrijden van de digitale kloof, door het ontwikkelen van de programmering van workshops die gericht zijn op specifieke groepen en die tot doel hebben de deelnemers digitaal vaardiger te maken.

De neutraliteit van de openbare diensten zal behouden blijven zodat ze onpartijdig en eerlijk beheerd worden voor alle inwoners, met als doel dat ze altijd ten dienste staan van de burgers.

We verbinden ons er ook toe om het respect voor diversiteit binnen ons bestuur te verzekeren, in het bijzonder door de uitvoering van het diversiteitsplan. De meerderheid zal er meer bepaald voor zorgen dat het gemeentepersoneel beter op de hoogte is van de 19 beschermde criteria door het gemeentepersoneel (en het OCMW), in het bijzonder zij die verantwoordelijke functies bekleden, gemakkelijker te maken om opleidingen over discriminatie (inclusief beheer en neutrale aanwerving), gelijke kansen en de rechten van vreemdelingen te volgen en na te leven, om het welzijn op het werk en de gelijke kansen voor het gemeentepersoneel te garanderen, ook om een warm onthaal en een gepaste en relevante behandeling en informatie voor het publiek te garanderen.

De gemeente zal het CEASE-charter (Charte des employeurs et employeuses engagé(e)s dans la lutte contre les violences conjugales) verder implementeren.

De verbouwing van de gemeentelijke gebouwen zal worden voortgezet, zodat ze modellen worden op het gebied van functionaliteit, energie-efficiëntie en universele toegankelijkheid, met name voor personen met een handicap. Hiertoe zullen stappen worden ondernomen om het label "Kids friendly" te verkrijgen voor het gemeentebestuur.

De gemeente is zich bewust van haar voorbeeldfunctie en zal doorgaan met het vergroenen van haar wagenpark en, in het bijzonder via haar bedrijfsvervoersplan, het personeel aanmoedigen om op een andere manier dan met de auto van en naar het werk te reizen.

Tot slot vereisen de opvang van burgers en de van onze politieagenten de lancering van een project voor een nieuw politiecommissariaat, moderner, met minder energieverbruik, met een opvang die de discretie van de klagers garandeert (belangrijk voor slachtoffers van bepaalde vormen van geweld zoals seksueel geweld) en toegankelijker voor de inwoners van Ukkel, net als ons administratief centrum.

Burgerinspraak: participatieve lokale democratie

Burgerinspraak blijft centraal staan in het uitgevoerde beleid, met een zo groot

mogelijke transversaliteit.

De dialoog met adviesraden, zoals die voor ouderen, jongeren of solidariteit, blijft een prioriteit. Er zal een Jongerenadviesraad worden opgericht om de dialoog mogelijk te maken en ervoor te zorgen dat er echt rekening wordt gehouden met de zorgen van de Ukkelse jongeren. De meerderheid zal de bestaande adviesraden versterken door ervoor te zorgen dat het college en de raad de gedane voorstellen beter opvolgen.

De gemeente zal zich inspannen om alle inwoners meer te betrekken, met bijzondere aandacht voor degenen die verder van burgerinspraak afstaan.

Het budget voor participatieve begrotingen, dat om de twee of drie jaar wordt georganiseerd, zal geleidelijk worden verhoogd. Het zal worden aangepast om een grotere impact en inspraak te garanderen. De subsidie "Ondersteuning burgerproject", in 2019 van start gegaan, zal een permanent karakter krijgen en worden vereenvoudigd. De werkingssubsidie voor buurtcomités zal ook worden bestendigd.

Tijdens deze legislatuur worden er twee burgerbijeenkomsten georganiseerd.

Jaarlijks worden er bezoeken aan het bestuur georganiseerd. Er worden speciale bezoeken voor jongeren onder de 18 jaar georganiseerd.

Overleg over grote overheidsprojecten zal zo vroeg mogelijk in het proces plaatsvinden. Er kan gebruik worden gemaakt van een aantal innovatieve instrumenten.

Er zal een digitale ideeënbus worden gecreëerd waar iedereen zijn gedachten kan delen en initiatieven kan voorstellen. Deze tool, die voor iedereen toegankelijk is, zal een vlotte communicatie tussen de bewoners en de gemeentelijke autoriteiten bevorderen, waardoor concrete suggesties kunnen worden gedaan om de levenskwaliteit te verbeteren.

De gemeente draagt bij aan het verbeteren van het begrip van en de communicatie over publieksvragen, met name voor grootschalige projecten. De gemeente moedigt initiatiefnemers van grootschalige projecten aan om infosessies voor het publiek te organiseren. Informatie over deze publieksvragen wordt breder verspreid via alle communicatiekanalen waarover de gemeente beschikt.

***De burgemeester** is van mening dat alle gemeenteraadsvergaderingen interessant zijn, maar deze vooral omdat ze maar één keer per legislatuur plaatsvinden en het moment vormen waarop de meerderheid haar visie en de grote lijnen voor de toekomst van de gemeente uiteenzet.*

Deze verklaring is zowel creatief als strikt, met behoud van een geest van continuïteit, aangezien de meerderheid van de Ukkelaars duidelijk wil dat hun gemeente evolueert zonder revolutie. Dit belet ons echter niet om creatief te zijn.

De verklaring behandelt een groot aantal onderwerpen maar dit document van dertig bladzijden is duidelijk niet bedoeld om volledig te zijn. Wanneer we na een zittingsperiode (d.w.z. 6 jaar) de balans opmaken, is het niet ongebruikelijk om vast te stellen dat sommige doelstellingen, hoewel opgenomen in de gemeentelijke beleidsverklaring, niet zijn bereikt, terwijl elementen die niet worden genoemd, dat wel zijn. Het feit dat een punt niet is opgenomen, betekent dus niet dat het vergeten is of dat het tot het absolute minimum wordt beperkt.

Zoals altijd zullen de komende 6 jaar een uitdaging vormen maar het is nu tijd om na te denken over onze lokale acties. Maar we kunnen dit niet doen zonder ook rekening te houden met gewestelijke, federale en soms zelfs internationale realiteiten. Niemand is de wereldwijde pandemie vergeten die onze gezondheidszorg, onze lokale

economie en ons sociale weefsel zwaar op de proef heeft gesteld. De oorlog in Oekraïne heeft de prijzen de hoogte in gejaagd. Er zijn veel onvoorziene gebeurtenissen geweest en we kunnen helaas niet uitsluiten dat er nog andere zullen volgen. Maar de gemeente moet een plaats van vernieuwing blijven met stevige fundamenteën en het vermogen om te beantwoorden aan de verwachtingen van haar burgers.

De gemeentelijke beleidsverklaring kan worden gezien als een boek met vele hoofdstukken, waaronder de hoofdstukken die hieronder worden opgesomd:

Veiligheid en preventie, met inbegrip van de ontwikkeling van het netwerk van bewakingscamera's en de voortzetting van lokale preventiepartnerschappen met als doel de hele gemeente te bestrijken.

De strijd tegen alle vormen van asociaal gedrag en onverdraagzaamheid, of het nu gaat om racisme, antisemitisme of vreemdelingenhaat. Het is dus intolerantie in al haar vormen die bestreden moet worden; homofobie en transfobie staan ook op de agenda, hoewel dit geen volledige lijst is. De burgemeester wil er echter op wijzen dat de situatie in Ukkel uniek is. De opsplitsing van de grote incidenten die vorig jaar in onze gemeente werden geregistreerd, is als volgt: in totaal vijf incidenten van racisme, transfobie en homofobie, tegenover twaalf incidenten van antisemitisme. Al deze oorzaken zijn essentieel en even belangrijk maar we moeten ook rekening houden met de realiteit op het terrein en er daarom voor zorgen dat de strijd tegen het antisemitisme, dat een van de meest overtuigende elementen is in wat we hebben gezien, centraal staat in onze actie, dat het essentieel is en dat het dagelijks voorkomt.

Een strikt beheer van de openbare middelen is essentieel, terwijl we tegelijkertijd een ambitieus beleid voor onze wijken en onze medeburgers moeten voeren. Dit betekent dat we de complexe afweging moeten maken tussen een hoge kwaliteit van de dienstverlening en een belastingniveau dat redelijk blijft en in verhouding staat tot de dienstverlening die we de bevolking bieden.

Sociale actie en cohesie staan ook centraal in onze gemeentelijke beleidsverklaring. Ukkel is altijd een solidaire gemeenschap geweest. De burgemeester brengt hulde aan het werk dat zijn voorgangers, ongeacht hun politieke kleur, op dat vlak hebben verricht.

De klimaatnoodtoestand herinnert ons er ook dagelijks aan dat we onze acties moeten opdrijven om onder andere onze uitstoot van broeikasgassen te verminderen. De klimaatkwestie is niet het langste hoofdstuk maar het is zeker een van de meest essentiële omdat het zowel de huidige als de toekomstige generaties aangaat.

Onderwijs blijft centraal staan in onze acties. Ukkel is een voorbeeld in het Brusselse gewest voor de kwaliteit en uitmuntendheid van haar gemeentescholen.

Mobiliteit is een onderwerp dat op elke vergadering van de gemeenteraad wordt besproken en dat zal ook in de toekomst zo blijven. De bepalingen in de verklaring streven naar een evenwicht tussen de bekommernissen van alle partijen.

Huisvesting is ook een belangrijk hoofdstuk. De gemeente kan niet alles doen om het huisvestingsprobleem op te lossen maar dat betekent niet dat ze stil blijft staan. Vanuit die gedachte zal het principe van de Sociale Huisvestingsmaatschappij verder ondersteund worden.

Ukkel is de gemeente met het grootste aandeel groene ruimtes in het Brusselse Gewest. Dit erfgoed moet uiteraard beschermd en ontwikkeld worden.

Ook de handel is een belangrijk hoofdstuk. Lokale handel speelt een essentiële rol, niet alleen omwille van de economische activiteit die ze genereert, maar ook omwille van haar bijdrage tot de levenskwaliteit in buurten. Om de winkelbuurten te ondersteunen en te versterken zal dan ook een proactief beleid worden gevoerd dat gericht is op het verbeteren van de toegankelijkheid, het promoten van lokale merken en het aanmoedigen van lokale consumptie. Er moet ook worden opgemerkt dat het in Brusselse gemeentes in werkelijkheid vrij zeldzaam is dat lokale overheden (de schepen van Economie, de schepen van Werken, de schepen van Mobiliteit en de

burgemeester) zo loyaal aanwezig zijn binnen winkeliersverenigingen.

Reinheid blijft een belangrijk onderwerp. Daarom leek het ons een goed idee om het nog beter te combineren met het aspect repressie dat helaas essentieel blijft. Daarom zullen vanaf volgende week gezamenlijke operaties worden uitgevoerd in samenwerking met de politie en de dienst Reinheid om asociaal gedrag te bestrijden. Natuurlijk is er niet alleen een repressieve component maar ook een hele reeks zeer concrete initiatieven om burgers te helpen de openbare ruimte proper te houden.

Op het vlak van stedenbouw en duurzame ontwikkeling wordt de bijzondere stedelijke identiteit van Ukkel zorgvuldig opgebouwd tussen het behoud van de groene ruimtes en het zo goed mogelijk inspelen op de groeiende behoefte aan huisvesting, wat inhoudt dat er toegankelijke woningen moeten komen, gebouwen moeten worden gerenoveerd en rekening moet worden gehouden met milieu- en klimaataspecten.

Gezien de levendige activiteit van kunstenaars in Ukkel zal de gemeente de bestaande culturele infrastructuur blijven ondersteunen en hetzelfde zal gelden voor toekomstige sportinfrastructuur.

Gezondheid: wie had 6 jaar geleden kunnen voorspellen dat gezondheid zo'n belangrijke lokale verantwoordelijkheid zou worden? Vandaag de dag is men zich hier collectief van bewust. Daarom is gezondheid een gemeentelijk thema geworden en een belangrijk onderdeel van de gemeentelijke beleidsverklaring.

Kleine kinderen: Ukkel blijft zich inzetten voor kleine kinderen en gezinnen en erkent het belang van de eerste jaren voor de ontwikkeling en socialisatie van kinderen. Op dit gebied heeft Ukkel een proactief beleid dat werkt dankzij geweldige teams en het behoud van een van de beste aanbiedingen in termen van kinderdagverblijfplaatsen in het Brusselse gewest, ook al is het nooit genoeg. Een van de goede nieuwtjes is de mogelijkheid om kinderen vanaf 16 weken op te vangen in onze kinderdagverblijven, tegenover 18 weken nu. Onze gemeente zal een kwaliteitsvolle werkomgeving garanderen voor haar medewerkers in de kinderopvang door hun welzijn te verzekeren. De communicatie met de gezinnen wordt versterkt, met name dankzij een kinderdagverblijven digitalisering om de uitwisseling tussen het personeel van de kinderdagverblijven en de ouders te vergemakkelijken.

De gemeente zal haar beleid ten gunste van personen met een handicap versterken. De samenwerking met het bestuur wordt voortgezet om het label Handycity te behouden.

Gelijke kansen zijn uiterst belangrijk. Wie je ook bent, wat je identiteit ook is, je moet kunnen profiteren van gelijke kansen, wat betekent dat er niet gediscrimineerd wordt. Dit zou de norm moeten zijn maar dat is nog lang niet het geval. Dus het zal ook centraal blijven staan in de actie van de meerderheid. Ter herinnering: één op de zeven gezinnen in Ukkel is een eenoudergezin, waarvan 86% van de ouder vrouw is. Het plan is dus om de gratis juridische en psychologische permanenties te behouden, vernieuwende huisvestingsprojecten te ondersteunen, activiteiten voor alleenstaande ouders te organiseren in buurtcentra en betere informatie en hulp te bieden bij het indienen van een dossier bij het OCMW.

Sport, een van de parels aan de kroon van onze gemeente, zal aanleiding geven tot nieuwe initiatieven, die voorzichtigheidshalve niet zijn opgenomen in de gemeentelijke beleidsverklaring, maar we kunnen op dit vlak vertrouwen hebben in onze schepen van Sport. De burgemeester noemde het nationale hockeystadionproject maar alle sportdisciplines komen aan bod. Overigens is Ukkel Europees kampioen frisbeeën.

Senioren vormen bijna het grootste deel van onze bevolking. Natuurlijk blijven ze ook centraal staan in de activiteiten van de meerderheid, met name via de zeer dynamische vzw Génération + en de dienst Senioren, dat er altijd naar zal streven om in een geest van transversaliteit te werken.

Jeugd: de gemeente is zich bewust van de steeds veranderende behoeftes van onze jongeren. Het college zal een reeks initiatieven nemen om jongeren beter te ondersteunen en te mobiliseren met het oog op hun ontplooiing.

De gemeente Ukkel is gevoelig voor het dierenwelzijn. De afgelopen 6 jaar is er onder leiding van schep en Maëlle De Brouwer veel gedaan op het gebied van dierenwelzijn. De vraag is niet of we van dieren houden of niet want dierenwelzijn is ook een essentiële voorwaarde om samen te kunnen leven.

Solidariteit, zowel lokaal als internationaal, staat ook centraal in het gemeenteproject. En laten we onze betrokkenheid bij Europa niet vergeten, die ook tot uiting komt in de waarden die Ukkel wil verdedigen in een onrustig Europa.

Op het vlak van administratie en bestuur zal het gemeentebestuur streven naar zowel uitmuntendheid als welzijn, gebaseerd op de principes van transparantie, respect en eerlijkheid, alsook op het principe van neutraliteit, dat op geen enkele manier in het gedrang zal komen. Ukkel koestert alleen een cultuur van verdienste en weigert elke vorm van politisering, in lijn met wat de vorige colleges hebben gedaan, waarvoor hulde.

Burgerinspraak zal een voortzetting zijn van wat al is ondernomen. Het zal burgers blijven samenbrengen, maar op andere manieren. Er zullen nieuwe technologieën worden gebruikt om in contact te komen met burgers die nooit naar georganiseerde bijeenkomsten komen.

De burgemeester hoopt dat deze algemene beleidsverklaring, die met nauwkeurigheid maar ook met veel hart is opgesteld, in de komende maanden en jaren aanleiding zal geven tot gezellige uitwisselingen in een respectvolle en serene sfeer, zoals het een democratische vergadering betaamt, om te werken in het algemeen belang van de Ukkelaars.

***De h. Cools** betreurt het feit dat de door MR gedomineerde Lijst van de burgemeester haar alliantie met Ecolo heeft hernieuwd zonder contact te leggen met andere partijen, ondanks het feit dat beide partijen hebben verloren bij de verkiezingen. Dit toont duidelijk aan dat deze alliantie al voor de verkiezingen gesloten was.*

De gemeentelijke beleidsverklaring mist inspiratie en richtlijnen. De h. Cools bekritiseerde in het bijzonder het gebrek aan prioritering tussen de verschillende doelstellingen, evenals de vele algemeenheden, waaronder veel voorstellen die niet werden uitgevoerd tijdens de vorige zittingsperiode. Hij wees ook op het ontbreken van bepaalde verkiezingsbelofte, zoals de belofte van de MR om de belastingen niet te verhogen. Toch zijn er enkele interessante voorstellen.

Deze verklaring is minder kwalitatief dan de vorige door het ontbreken van een titel, een verklarend voorwoord en een gebrek aan leesbaarheid. In feite is het een “knip- en plakwerk” van een deel van de programma's van Ecolo en de Lijst van de burgemeester.

De verklaring bevat positieve maatregelen om verplaatsingen te voet en per fiets te verbeteren. Aan de andere kant zijn er geen plannen om de doorstroming van het autoverkeer te verbeteren en is er geen evaluatie van het gemeentelijk parkeerplan, ondanks de belofte die was gedaan. Veel van de voorstellen zijn voorwaardelijk geformuleerd, vooral wat betreft de compensatiepremie voor de verhoging van de onroerende voorheffing.

Er staat met geen woord in deze verklaring dat deze meerderheid tegen het samenvoegen van politiezones is. Toegegeven, er is een verklaarde wens om “een nultolerantiebeleid voor asociaal gedrag” te ontwikkelen en om het bewustzijn inzake reinheid te vergroten. Maar de doelstelling van nultolerantie gaat niet gepaard met de eis om het aantal politieagenten op straat te verhogen of het operationele kader van de politiezone op te vullen. Bovendien zou de aanwezigheid van meer politieagenten niet alleen nuttig zijn voor de bestrijding van asociaal gedrag maar ook voor de aanpak van het stijgende aantal inbraken in de gemeente. Uccle en avant steunt het voorstel om het videobewakingssysteem uit te breiden maar merkt op dat er geen

voorstel is voor een taakstraf voor mensen die zich schuldig maken aan asociaal gedrag. De h. Cools had ook graag gezien dat de verklaring een onderdeel zou bevatten over de strijd tegen tags en een toezegging om ervoor te zorgen dat gemeentediensten tags onmiddellijk verwijderen zodra ze verschijnen.

De verklaring gaat niet in op het probleem van drugshandel en verkooppunten, waarvan Ukkel niet vrijgesteld is. Hetzelfde geldt voor de strijd tegen straatintimidatie.

Wat parkeren betreft, hebben sommige Brusselse gemeentes de hoeveelheid gratis parkeertijd verhoogd. In de huidige verklaring staat echter enkel dat de gemeente bij het Gewest zal pleiten om de huidige gratis periode te verhogen tot 30 minuten. Er staat ook niets in over het humaniseren van de controle op gereguleerd parkeren of het beperken van het gebruik van scanauto's.

Ondanks de beloftes die tijdens de vorige legislatuur werden gedaan, zijn er geen plannen om de relevantie te evalueren van het mobiliteitsbeleid dat de voorbije jaren werd gevoerd, zoals bijvoorbeeld de keuzes die werden gemaakt op het vlak van gereguleerd parkeren of de snelheidsbeperking van 30 km/u op bepaalde grote wegen.

Een regel in de verklaring stelt dat de gemeente projecten die gericht zijn op het verbeteren van het openbaar vervoer zal ondersteunen en begeleiden. Maar er worden geen specifieke verzoeken gedaan.

Op het gebied van sport en cultuur is er geen voorstel om het bedrag van de sport- en cultuurchèques te verhogen of om de zeer beperkende voorwaarden voor de toekenning ervan aan de meest kansarme burgers en hun kinderen te herzien. Deze verklaring omvat evenmin de uitvoering van de motie over steun aan alleenstaanden en eenoudergezinnen die op 23 mei 2024 unaniem door de gemeenteraad werd aangenomen. Ook de mogelijkheid om een stedenband aan te gaan met een gemeente in het noorden van het land, waardoor uitwisselingen tussen Nederlandstalige en Franstalige jongeren kunnen ontstaan, wordt niet genoemd.

De noodzaak om Vivaqua te vragen een derde stormbekken te bouwen in de vallei van Sint-Job om overstromingen te voorkomen of de noodzaak om de renovatie van riolen die in slechte staat verkeren te versnellen om het risico op instortingen van wegen te vermijden, staat er niet in.

Aan de andere kant bevat deze verklaring wel de wens om de bijzondere bestemmingsplannen (BBP) bij te werken. Dit betekent dat de BBP's moeten worden herzien om moderne normen op het gebied van comfort, bewoonbaarheid, respect voor erfgoed en natuur, en energieprestaties op te nemen. Deze doelstellingen moeten worden ondersteund maar het is niet nodig om de BBP's voor dit doel te herzien. Nieuwe vergunningsaanvragen vallen onder de huisvestingscode, de gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen. Daarnaast heeft de gemeente de bevoegdheid om bepaalde voorwaarden op te leggen bij het afgeven van vergunningen. De herziening van BBP's is niet zonder gevaar, aangezien het hierdoor mogelijk zou worden om regels die de dichtheid beperken in een hele reeks wijken te schrappen. Uccle en avant wil dat de dichtheid wordt gecontroleerd en beperkt.

De h. Cools betreurt het dat deze verklaring niet voorziet in de planning van de toekomstige stedelijke ontwikkeling en het gebruik van bestaande instrumenten hiervoor (masterplannen, ascontracten, opstellen van BBP's voor wijken die er geen hebben). Als het wordt ingevoerd, moet deze planning het onderwerp zijn van diepgaande voorafgaande besprekingen met de bewoners van elke betrokken wijk. De voorbereiding van een commercieel ontwikkelingsplan, dat in de vorige verklaring werd vermeld, is niet uitgevoerd en is niet in deze verklaring opgenomen.

Wat de burgerinspraak betreft, volstaat het niet om "de initiatiefnemers van grootschalige projecten aan te moedigen om infosessies voor het publiek te organiseren". Er moet een dialoog tot stand worden gebracht tussen de betrokken actoren op een moment dat de projecten nog kunnen evolueren, met andere woorden

voordat de vergunningen worden ingediend.

Bovendien zouden de leden van het college, voordat ze het over burgerinspraak hebben, moeten reageren op de e-mails die ze ontvangen. De h. Cools zou graag zien dat de raad ervoor zorgt dat alle burgerinterpellaties door de gemeenteraad worden besproken. Hij vindt ook dat het petitierecht effectiever moet worden gemaakt door alle ontvangen petitie's voor te leggen aan de gemeenteraadscommissie.

Gezien het feit dat de helft van de gebouwen van de gemeente dateert van voor de Tweede Wereldoorlog, had Uccle en avant graag gezien dat de isolatie van deze gebouwen ondersteund zou worden door subsidies van de gemeente in aanvulling op de gewestelijke premies.

De h. Cools betreurt het ontbreken van een voorstel om het aantal plaatsen in de gemeentelijke kinderdagverblijven te verhogen, ondanks het feit dat de verklaring de volgende dure projecten bevat: de bouw van een nieuw politiecommissariaat en een natuurlijk openluchtzwembad naast het Pasteur Instituut. Het eerste project zou kunnen botsen met de fusie van politiezones.

De financiën van de gemeente lijken geen prioriteit te zijn voor deze meerderheid, die voorstelt, in een nooit eerder geziene zet, dat de gemeenteraad een premie toekent aan de leden van het kabinet van de burgemeester. In dezelfde geest heeft ze de gelegenheid niet aangegrepen om het aantal schepenen echt te verminderen, zoals het Gewest had voorzien, als tegengewicht voor de verhoging van de salarissen van de collegeleden. In plaats daarvan heeft het ervoor gekozen een Nederlandstalige boventallige schepenen aan te stellen. De h. Cools betwist uiteraard niet de deelname van een Nederlandstalig gemeenteraadslid aan het college maar wel het feit dat niet werd gekozen voor een van de vele scenario's waarmee het salaris van een schepenen kon worden uitgespaard.

Het ontbreken van evaluaties van cijfers is een van de belangrijkste kenmerken van deze gemeentelijke beleidsverklaring. Op geen enkel moment wordt in deze verklaring melding gemaakt van een verplichting om het gemeentelijk beleid te evalueren, wat zo noodzakelijk is om de effectiviteit van de genomen maatregelen te beoordelen en, indien nodig, "de situatie recht te zetten".

Uccle en avant zal haar rol als bemiddelaar voor de bezorgdheden van de Ukkelaars, als kracht voor voorstellen en als controleur van de meerderheid blijven spelen, in een geest van constructieve oppositie zonder enige vorm van zelfgenoegzaamheid.

Mevr. Kabachi is van mening dat de gemeentelijke beleidsverklaring die door de meerderheid van MR/Défi/Ecolo naar voren is gebracht, een groot gebrek aan ambitie vertoont, aan krachtige maatregelen om de sociale, ecologische en economische uitdagingen aan te gaan en vooral aan een echt engagement om de meest kwetsbare inwoners van de gemeente te helpen. Alles is uitgedrukt in de voorwaardelijke tijd, om nog maar te zwijgen van het feit dat de meeste maatregelen volgens de burgemeester voortzettingen zijn. Waar zijn de echte concrete maatregelen? Hoe zullen ze worden uitgevoerd? Mevr. Kabachi betreurt het ontbreken van cijfers, evenals het gebrek aan duidelijke toezeggingen of prioriteiten. Kortom, alles is erg vaag.

De huisvestingscrisis wordt slechts schoorvoetend aangepakt, zonder concrete voorstellen voor een structureel antwoord. Er is geen sprake van aanzienlijke investeringen of van een echte wil om het woningaanbod aanzienlijk te vergroten. Het is waar dat het Sociaal Woonbureau zal worden versterkt maar het is duidelijk dat dit niet genoeg zal zijn. Waar zijn de enorme overheidsinvesteringen om echte toegang tot betaalbare huisvesting te garanderen? In plaats van zich te richten op stimuleringsmaatregelen voor particuliere verhuurders vraagt de socialistische fractie om een echt publiek plan voor de bouw en energierenovatie van sociale woningen. Wat betreft het mogelijke beheer van sociale woningen door het Sociaal Woonbureau,

wat verstaat de meerderheid onder gemeentelijke sociale woningen? Betekent dit de woningen die momenteel beheerd worden door de Regie, en om hoeveel eenheden gaat het? En wat betreft het idee om het bestand aan sociale woningen uit te breiden via stedenbouwkundige lasten, welke concrete stappen zijn er al genomen om de impact te meten en deze maatregel mogelijk te maken? Het lijkt erop dat er geen overheidscontrole is op de toename van het bestand aan betaalbare woningen, en al helemaal niet op sociale woningen. De socialistische fractie wijst erop dat er in Homborch slechts 90 sociale woningen zullen worden gebouwd.

Met betrekking tot het noodhuisvestingsplan vermeldt de verklaring dat de resultaten van de samenwerking met het Gewest zullen worden ontwikkeld. De socialistische fractie wil er echter op wijzen dat Ukkel een van de vier gemeentes is die geweigerd hebben door het Gewest gesubsidieerde posten aan te nemen, waardoor de inwoners essentiële hefboomen worden ontnomen om de huisvestingscrisis te bestrijden, op een moment dat de meerderheid beweert te strijden tegen leegstand.

Op het vlak van veiligheid is de socialistische fractie bezorgd over de hoofdzakelijk repressieve aanpak van de meerderheid. Openbare veiligheid is essentieel maar moet op een evenwichtige manier worden benaderd. Uitbreiding van het aantal bewakingscamera's wordt gepresenteerd als een wondermiddel, hoewel studies aantonen dat ze een beperkt effect hebben op misdaadpreventie. Wat nodig is, is een geïntegreerd beleid dat zowel repressie als preventie combineert. Er moet op beide gebieden worden geïnvesteerd. Echte veiligheid berust niet alleen op camera's en patrouilles maar ook op straathoekwerkers, buurtbemiddelaars en misdaadpreventiebeleid. Mevr. Kabachi vraagt ook om een verhoging van de budgetten voor buurtverenigingen, straathoekwerkers en burgerinitiatieven die preventie en sociale integratie bevorderen. Met dit in het achterhoofd verwelkomen de socialisten het voorstel om een nieuw gedecentraliseerd preventiecentrum op te richten, in de hoop dat dit zal leiden tot iets concreets op middellange termijn, ondanks de formulering “de mogelijkheid onderzoeken om te creëren”.

De meerderheid wil haar project voor de oprichting van een nieuw politiecommissariaat voortzetten om de opvang van de burgers en de werkomstandigheden van de politieagenten te verbeteren. Het college heeft het hier vaak over maar is er al een locatie aangewezen? Gezien het voornemen van de federale regering om de politiezones in Brussel samen te voegen, kan het nodig zijn om de relevantie van het project te heroverwegen.

In de verklaring wordt verwezen naar goed financieel beheer en begrotingsdiscipline, wat verantwoorde investeringen mogelijk zou maken. Natuurlijk is begrotingsdiscipline noodzakelijk maar het moet ook gepaard gaan met investeringen om de gemeente te ontwikkelen.

Ukkel gaat er prat op een van de minst belaste gemeentes van het Brussels Gewest te zijn maar deze retoriek verhuult een andere realiteit: het onderbenutten van belastingen als instrument voor ontwikkeling en sociale rechtvaardigheid. De meerderheid had bijvoorbeeld een gedifferentieerd belastingstelsel kunnen voorstellen op het vlak van de onroerende voorheffing, wat het mogelijk zou maken om actie te ondernemen in de huisvestingssector, of een echte activering van de belastingen op leegstaande, vervallen of verlaten gebouwen, wat het mogelijk zou maken om de leefomgeving in bepaalde wijken te verbeteren. De gemeentelijke beleidsverklaring herhaalt slechts de wens om de belastingen onder het gewestelijke gemiddelde te houden, wat niets nieuws is.

De gemeentelijke beleidsverklaring is te voorzichtig, gaat een echt debat uit de weg en gaat niet in op de belangrijkste bezorgdheden van de bewoners. Daarom stemt de socialistische fractie tegen.

De h. Tojerow deelt de teleurstelling van zijn fractieleider volledig. Er lijkt

geen dynamiek te zitten in deze gemeentelijke beleidsverklaring en hetzelfde kan gezegd worden van het stellen van prioriteiten of het opstellen van een tijdschema voor acties. Dit is des te betreurenswaardiger omdat de meerderheidspartijen al tijdens de vorige zittingsperiode hebben samengewerkt. De indruk die wordt gegeven is die van een college dat buiten adem is en zonder ideeën.

Hoewel de vroege kinderjaren in de programma's van de meerderheidspartijen zijn opgenomen, beperkt de gemeentelijke beleidsverklaring zich er bijna toe om te zeggen dat “de gemeente één van de beste ratio's van kinderdagverblijfplaatsen in het Brusselse gewest zal blijven aanbieden”. In werkelijkheid is het echter niet de gemeente die deze ratio aanbiedt maar wel in grote mate de privésector. Zullen er tijdens deze zittingsperiode al dan niet nieuwe plaatsen worden geopend in de gemeentelijke kinderdagverblijven? Zo ja, hoeveel plaatsen zullen er worden gecreëerd en wanneer? Welke regelingen zullen er in de tussentijd worden getroffen voor Ukkelse ouders die geen plaats kunnen vinden in een kinderdagverblijf, terwijl de particuliere kinderopvang soms tussen € 800 en € 1.000 vraagt?

De aandacht voor de toegang tot kinderdagverblijven voor eenoudergezinnen is bijzonder welkom maar waaruit zal deze speciale hulp bestaan?

Op het gebied van sociale actie kunnen we niet verhullen dat veel Ukkelaars zeer ernstige moeilijkheden ondervinden, ook al is het leven in Ukkel gemiddeld iets beter dan elders. In feite is Ukkel de tweede gemeente in het Brussels Gewest met de grootste inkomensongelijkheid. In 2024 is Ukkel de derde Brusselse gemeente met de grootste stijging van het aantal werkzoekenden (+10%); 1 op 6 kinderen wordt geboren in een eenoudergezin; 1 op 10 wordt geboren in een werkloos gezin. De gemeentelijke beleidsverklaring bevat echter onvoldoende ambitieuze maatregelen om deze realiteit aan te pakken. Ook de door de federale regering geplande hervorming van de werkloosheid, die een MR-component heeft, komt niet aan bod. In Ukkel zal deze werkloosheidshervorming echter, net als elders, een aanzienlijk aantal werkzoekenden naar het OCMW brengen (volgens Brulocalis zullen er in absolute cijfers 1.248 meer begunstigden zijn). Deze hervorming zal uiteraard gevolgen hebben voor de gemeentefinanciën en de organisatie van het OCMW. De socialistische fractie is bezorgd omdat, hoewel de verklaring verwijst naar rigoureuze, anticiperend en proactief beheer, er niet wordt voorgesteld om zo snel mogelijk een studie uit te voeren naar de gevolgen van deze hervorming om te anticiperen op de gevolgen ervan.

Toch zijn er enkele positieve maatregelen in het gedeelte over sociale actie, zoals het onderzoek naar de mogelijkheid om studieruimtes of goedkope lokalen beschikbaar te stellen voor verjaardagsfeestjes in de wijken. Komt dit verder dan de studiefase? Wat zal er daadwerkelijk worden gedaan? Wat de fusie van de twee verpleeghuizen betreft, is het goed om na te denken over de visie op de huidige en toekomstige diensten voor de bewoners. Maar het is absoluut essentieel dat de familie van de bewoners bij het proces betrokken wordt.

Wat de scholen betreft, blijft het gevoel van teleurstelling. Dit is een van de kortste delen van de gemeentelijke beleidsverklaring, met veel zelfgenoegzaamheid maar heel weinig toezeggingen. Tussen 2015 en 2020 werd het aandeel van de investeringen voor onderwijs beperkt tot 14%, terwijl het gemiddelde voor de 19 gemeentes 24% bedroeg. Is het college vastbesloten om tijdens deze zittingsperiode het gemiddelde van de 19 gemeentes in te halen?

De h. Tojerow belicht wel een positief punt in het hoofdstuk over scholen, namelijk de aandacht voor het groeiende lerarentekort. Maar in de verklaring worden initiatieven genoemd om vakmensen aan te trekken en te behouden, zonder dat er concrete maatregelen worden voorgesteld. De socialistische fractie betreurt het ontbreken van een verwijzing naar de strijd tegen schoolafhaking en naar de kwestie van de financiële toegankelijkheid van het onderwijs, ondanks het feit dat sommige

scholen in de Federatie Wallonië-Brussel besloten hebben om de gratis schoolbenodigdheden te verlengen tot het 6de jaar van de lagere school. Volgens het rapport van de Inspectie over dit onderwerp hebben gratis schoolbenodigdheden een aantal andere positieve effecten dan de budgettaire, met name op het gebied van de relaties tussen gezinnen en de school en op het gebied van onderwijsinitiatieven op basis van deze materialen. De h. Tojerow betwist de bewering dat Ukkel een centrum van uitmuntendheid op onderwijsgebied is dat een ruime keuze biedt, aangezien Ukkel een van de weinige Brusselse gemeentes met ongeveer 90.000 inwoners is die geen gratis openbaar middelbaar onderwijs meer aanbiedt. In dit verband wijst hij erop dat Ukkel een van de Brusselse zones is waar het aanbod van secundaire scholen niet meer kan voldoen aan de vraag. Het gevolg is een groot aantal leerlingen op wachtlijsten en een gebrek aan keuze voor ouders wat betreft het netwerk en het soort onderwijs. De h. Tojerow betreurt het dat de gemeente de afgelopen jaren geen gemeentelijke middelbare school met een actieve onderwijsaanpak heeft opgericht. Het zou op zijn minst interessant zijn geweest om een haalbaarheidsonderzoek te starten.

De wens om ervoor te zorgen dat senioren in hun eigen huis kunnen blijven wonen dankzij persoonlijke assistentiediensten is een positief engagement maar de verklaring vermeldt geen concrete gegevens die aantonen hoe een dergelijke doelstelling zal worden bereikt.

Op het gebied van sport vermeldt de gemeentelijke beleidsverklaring het voorstel om het nationale hockeystadion te huisvesten. Klopt deze informatie? Dit project loopt gevaar omdat de gekozen site niet groot genoeg is.

De h. Tojerow is er voorstander van om de bevolking te raadplegen over het openluchtzwembadproject voor Homborch en, meer in het algemeen, over hun sportbehoeftes.

Wat inspraak betreft, staat in de gemeentelijke beleidsverklaring dat de gemeente zal proberen alle inwoners meer bij het project te betrekken. De socialisten zijn bereid om op dit gebied samen te werken met het college maar benadrukken dat er vraagtekens kunnen worden geplaatst bij de daling van het aantal uitgebrachte stemmen bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen.

De h. Mercenier is van mening dat het hoofdstuk over het klimaat slechts algemene punten vermeldt zonder cijfers te noemen, ondanks het feit dat het in 2024 aangenomen klimaatplan de ambitie uitspreekt om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2030 met 50% te verminderen. De burgemeester zou hebben beweerd dat de afwezigheid van precieze cijfers werd ingegeven door voorzichtigheid maar de h. Mercenier ziet het meer als een manoeuvre om verantwoording te vermijden.

De burgemeester ontkent dergelijke opmerkingen te hebben gemaakt.

De h. Mercenier vraagt of er tussentijdse doelstellingen zijn vastgesteld voor broeikasgassen vóór 2030 en of hiervoor een berekeningsmethode is bedacht. Dezelfde vraag werd gesteld over de invoering van een koolstofvoetafdruk.

In de gemeentelijke beleidsverklaring wordt aangekondigd dat de ad hoc eenheid zal worden versterkt. Wat betekent dit in termen van voltijdse equivalenten (VTE's)?

Op het gebied van mobiliteit lijkt de verklaring zowel zwakke gebruikers als automobilisten te willen beschermen. Maar deze theoretische gelijkheid tussen vervoerswijzen leidt tot een keuzevrijheid die uiteindelijk ten koste gaat van voetgangers en fietsers, omdat vrijheid gevaar creëert, terwijl fysieke inrichting veiligheid creëert en vrijheid geeft door te beschermen. Dus, gezien het gebrek aan ambitie in de gemeentelijke beleidsverklaring, kunnen we alleen rekenen op een sprong in het diepe van het college om deze ambitie gerealiseerd te zien.

Als het gaat om de ontwikkeling van de openbare ruimte, laat de meerderheid een gebrek aan vooruitgang zien, aangezien de verklaring van 2025 identiek is aan de verklaring van 2018. De traagheid van het project voor de heraanleg van het Sint-Jobsplein, ondanks de resultaten van de burgerinspraak, is in dit opzicht vrij emblematisch.

Wat de bescherming van het natuurlijk erfgoed betreft, zou het nuttig zijn om te weten hoe de conclusies van de ramp in het Wolvendaelpark zullen bijdragen tot een herdefiniëring van de planning van groene ruimtes.

***Mevr. Roba** is van mening dat de gemeentelijke beleidsverklaring ambitie mist omdat ze gereduceerd is tot een catalogus van goede voornemens in de voorwaardelijke tijd zonder innovatieve en concrete voorstellen. In principe begint elk politiek programma met een voorwoord dat in het corpus van de tekst wordt uitgewerkt. Dit is hier niet het geval en het feit dat de presentatie van het programma een maand is uitgesteld, is het teken van een moeizaam bereikt akkoord tussen de verschillende componenten van de meerderheid.*

Op het gebied van veiligheid hecht Les Engagés veel belang aan preventie. Zij is dan ook verheugd over het voornemen om de ervaring van het preventie- en veiligheidscentrum van Melkriek uit te breiden naar andere wijken, alsook over het voornemen om de samenwerking tussen de Preventiedienst en de dienst Sociale Actie en Cohesie te versterken.

Het nultolerantiebeleid voor asociaal gedrag was al een doelstelling van de vorige meerderheid, net als veel van de punten in deze verklaring.

Les Engagés stemt in met het voornemen om meer toezicht uit te oefenen op gevoelige gebieden maar zou maatregelen die specifiek betrekking hebben op drugshandel op prijs hebben gesteld.

Mevr. Roba betreurde het dat bij de opleiding van politiediensten de buurtproblemen eerder aan bod komen dan familiaal en partnergeweld, discriminatie en hulp aan slachtoffers. Ook betreurde zij het dat geweld tegen vrouwen en onvoldoende verlichting in bepaalde wijken niet in de verklaring worden genoemd.

Les Engagés stemt in met de wens om de controle op de overheidsuitgaves te versterken en de belastinginning te optimaliseren, in de hoop op een effectieve beheersing van de fiscaliteit.

Mevr. Roba is het eens met het standpunt dat de strijd tegen sociale uitsluiting transversaal moet zijn, aangezien het niet alleen gaat om huisvesting, cultuur en burgerschap, maar ook om gezondheid, tewerkstelling en milieu. Ze hoopt dat de verschillende raadsleden die verantwoordelijk zijn voor deze gebieden kunnen samenwerken. Het is jammer dat nieuwe projecten zoals Housing First slechts voorwaardelijk zijn voorzien.

Les Engagés stemt in met de doelstelling om twee buurtcentra te openen, evenals met de initiatieven om synergieën tussen de gemeente en het OCMW tot stand te brengen.

Het is geruststellend om vast te stellen dat de gemeente het klimaatplan op een transversale manier zal blijven ontwikkelen met de bewoners en de lokale actoren in een geest van sociale rechtvaardigheid maar er staat niets concreets of vernieuwends in dit deel.

Les Engagés onderschrijft de wens om te streven naar een model van uitmuntendheid en innovatie. Maar welke concrete initiatieven denkt de gemeente te nemen om leerkrachten aan te trekken en te behouden? Les Engagés zal inspanningen ondersteunen om scholen meer open te stellen voor kinderen met speciale behoeftes. Leerlingen moeten ook bewust worden gemaakt van de strijd tegen racisme en antisemitisme, die moet worden uitgebreid tot de strijd tegen homofobie en alle andere vormen van discriminatie. Volgens mevr. Roba had de verklaring ook de volgende elementen moeten vermelden: de garantie van gelijke sociale voordelen tussen de

netwerken, de bevordering van tweetaligheid, billijke steun voor ouderverenigingen in de verschillende netwerken, kennismaking met nieuwe artistieke stromingen en openheid voor het doordachte gebruik van kunstmatige intelligentie.

Op het gebied van mobiliteit was het plan om een partnerschap aan te gaan met de particuliere sector om parkeerplaatsen bij supermarkten aan te bieden al aangekondigd tijdens vorige zittingsperiodes maar er werd geen echte vooruitgang geboekt. De installatie van elektrische laadpunten op straat is een goed initiatief, op voorwaarde dat de locaties in overleg met de omwonenden worden gekozen. Maar eigenaars van elektrische auto's moeten ook worden aangemoedigd om thuis laadpunten te installeren zodat ze geen beslag leggen op de toch al beperkte parkeerplaatsen. Mevr. Roba gaat ervan uit dat er meer fietsenstallingen komen in het winkelcentrum van Fort-Jaco. Wat de schoolstraten betreft, is het misschien een goed idee om eerst ouders en gezondheidswerkers te raadplegen en dan pas de buurtbewoners, om het "nimby"-fenomeen te vermijden. De meerderheid is van plan om de adviesraad voor actieve vervoerswijzen nieuw leven in te blazen. Waarom is deze raad opgeheven en waarom moet hij opnieuw worden gelanceerd?

In het algemeen moet het doel van de verschillende adviesraden worden geëvalueerd om te bepalen of het college ze in de praktijk echt raadpleegt en of hun leden echt representatief zijn.

Mevr. Roba is verheugd over het engagement van het college om de openbare ruimte te ontwikkelen op een manier die iedereen ten goede komt. Les Engagés zal maatregelen ondersteunen om trottoirs toegankelijk te maken voor personen met een beperkte mobiliteit (PBM) en om het aantal zebrapaden te vergroten die zouden kunnen worden uitgerust met signalen voor slechtienden via samenwerking met IRSA. Er zal grondig moeten worden nagedacht over het veiliger maken van schoolomgevingen en fietspaden in twee richtingen. Les Engagés hoopt dat de heraanleg van het Sint-Jobsplein en de Heldensquare nog tijdens deze legislatuur wordt gerealiseerd.

Op het vlak van huisvesting heeft Les Engagés enkele jaren geleden voorgesteld om één loket op te richten. De opdracht van het SWU moet worden uitgebreid met sociale ondersteuning voor huurders die dat nodig hebben. De taken van de "Kangoerewoningen" moeten worden verduidelijkt vanwege de gevolgen bij belasting of verkoop. De voorstellen in het hoofdstuk over huisvesting zijn echter over het algemeen bevredigend.

Wat het behoud van het natuurlijk erfgoed betreft, zijn terugslagkleppen niet in alle gevallen geschikt om overstromingen te voorkomen. De gemeente moet middelen ter beschikking stellen om de bevolking te helpen die door dit soort rampen wordt getroffen, zoals het ter beschikking stellen van containers en het gratis reserveren van ruimte op de weg om eventueel puin te evacueren. Het is tijd om de restauratie van het Raspailpark te voltooien.

Wat de handel betreft, volstaat het niet om te zorgen voor voldoende en toegankelijke parkeerplaatsen. We moeten de impact van openingspremies en belastingvrijstellingen op economische activiteit evalueren. Nieuwe bedrijven moeten kunnen blijven profiteren van gratis promotie in de Wolvendael en op de sociale netwerken die door de gemeente worden beheerd. Volgens mevr. Roba is de toegankelijkheid van winkels voor PBM's nog steeds te slecht.

Op het gebied van Reinheid zijn sancties tegen schadelijk gedrag noodzakelijk maar preventie verdient meer inspanning. Waarom het gebruik van stevige afvalbakken niet verplichten? Nieuwe bewoners zouden een document moeten krijgen met de regels voor het sorteren en ophalen van afval, evenals een kaart met de locatie van glascontainers en andere containers. Mevr. Roba betreurt het dat er niets in de tekst staat over de strijd tegen tags.

Les Engagés steunt de wens om opmerkelijke sites zoals het Avijlplateau, Keyenbempt en het Kalevoetbos te beschermen. Er moeten inspanningen worden

geleverd om aanvragers van bouwvergunningen te ondersteunen om misbruik te voorkomen. Het actualiseren van het BBP vereist echt overleg met de omwonenden. Hoe dan ook zal Les Engagés waakzaam zijn bij alle grootschalige projecten.

Wat cultuur betreft, moeten we een gediversifieerd aanbod van culturele evenementen voor iedereen blijven aanbieden. De integratie van kunstwerken in de openbare ruimte moet het voorwerp uitmaken van overleg met de buurtbewoners en mag niet enkel afhangen van de welwillendheid van een schepen of het college. Mevr. Roba verbaast zich over de uitspraken in de verklaring over de installatie van het theater Le Public. Zij betreurt het dat de opwaardering van het kasteel in het Wolvendaelpark nog steeds niet op de agenda staat.

Voor Les Engagés is gezondheid een transversale bevoegdheid die de samenwerking van de verschillende raadsleden vereist. Zij zullen alle initiatieven ondersteunen die gericht zijn op het versterken van gezondheidspreventie, met name op het gebied van geestelijke gezondheid. Burgers moeten feedback kunnen krijgen over het werk van het gezondheidsplatform. Het gemeentelijk gezondheidsbeleid moet gericht zijn op het bevorderen van eerstelijnszorg en huisartsen van wacht om de druk op de spoeddiensten te verlichten. Mevr. Roba betreurt het dat de strijd tegen verslavingen in de verklaring ontbreekt, ondanks het feit dat verschillende verslavingen (alcohol, tabak, drugs, gokken, sociale netwerken) een ravage aanrichten.

Les Engagés betreurt het dat zaken met betrekking tot jonge kinderen, jongeren en senioren niet onder één schepenbevoegdheid werden samengebracht. Is er overleg geweest met de ONE over de beslissing om kinderen vanaf 16 weken toe te laten in kinderdagverblijven in plaats van 18, wat zeker handig is voor ouders? Aangezien het aantal kinderopvangplaatsen in de gemeentelijke kinderdagverblijven achterblijft bij de vraag van de ouders, betreurt mevr. Roba het gebrek aan creativiteit van het college, terwijl andere gemeentes publiek-private partnerschappen opzetten om het aantal beschikbare plaatsen te vergroten. Mevr. Roba is blij dat het programma “Good Food” wordt voortgezet in de kinderdagverblijven en hoopt dat andere structuren het zullen overnemen (scholen, OCMW-tehuizen, bejaardentehuizen, maaltijden-aan-huis). Les Engagés betreurt het dat de aangepaste activiteiten voor kinderen jonger dan 3 jaar niet hebben geleid tot de oprichting van een tweede Family Corner, ondanks het bestaan van verschillende seniorencentra en het feit dat vzw Génération + gemeentelijke steun geniet. Vaderschapsverlof moet zowel binnen als buiten het gemeentepersoneel gepromoot worden.

Les Engagés zal tevreden zijn als de integratie van personen met een handicap niet langer een aparte bevoegdheid is want het zou een reflex moeten zijn in al het gemeentelijk beleid. Er wordt in de verklaring niets gezegd over het tewerkstellen van gehandicapten of het uitrusten van woningen voor hen.

Wat gelijke kansen betreft, ziet Les Engagés geen heil in een analyse van discriminatie omdat de nadruk volgens haar op preventie moet liggen. Ze is geen voorstander van het veranderen van straatnamen, tenminste niet zonder de unanieme instemming van de buurtbewoners.

Op het gebied van sport zal Les Engagés het project van het nationale hockeystadion steunen maar ze hebben bedenkingen bij het project van het natuurlijk zwembad.

De h. Junqué verwelkomt de ambitie van de gemeentelijke beleidsverklaring die milieubescherming centraal stelt in de projecten die de komende 6 jaar zullen worden uitgevoerd.

Hij noemt in het bijzonder de start van het proces om het gehele Avijlplateau, het Keyenveld en het Kalevoetbos te beschermen als groene gebieden die niet geschikt zijn voor bebouwing. De ecologen blijven achter de burgergroepen staan die actie hebben gevoerd voor deze gebieden. De h. Junqué is ook verheugd over de

vastberadenheid om het behoud van groene ruimtes niet te koppelen aan de bouw van openbare en sociale woningen.

De nieuwe meerderheid zal zich moeten inzetten voor de strijd tegen overstromingen door het blauwe netwerk voort te zetten en de particuliere sector erbij te betrekken door geïntegreerd regenwaterbeheer op te nemen in de voorwaarden voor bouwvergunningen.

Er is een hele lijst maatregelen gepland om bomen te behouden. De aanwezigheid van een boomspecialist in het gemeentepersoneel is in dit opzicht een waardevolle hulpbron. In dit verband wijst de h. Junqué op de drastische vermindering van het kappen van bomen om koelte-eilanden te behouden, de vergroening van schoolterreinen en de vergroening van winkelgebieden, waardoor deze aantrekkelijker worden. Al deze voorbeelden getuigen van een gelukkig streven naar transversale maatregelen en de wens om sociale rechtvaardigheid te garanderen want het zijn vaak de meest bescheiden burgers die in de dichtstbevolkte gebieden wonen, die het verst verwijderd zijn van groene ruimtes en het meest gevoelig zijn voor overstromingen.

Burgers zullen worden aangemoedigd om hun afval te sorteren met het oog op het bereiken van 'zero waste'. Op dit gebied moeten we voorrang geven aan preventie boven repressie.

In tegenstelling tot wat sommigen denken worden de praktische maatregelen die nodig zijn om klimaatverandering tegen te gaan op lokaal niveau genomen. De h. Junqué is tevreden over de bepalingen van de gemeentelijke beleidsverklaring op het gebied van sociale actie. Hij wijst in het bijzonder op de bereidheid van het college om financiële middelen en personeel voor het OCMW te garanderen om tegemoet te komen aan de groeiende vraag naar sociale bijstand als gevolg van de maatregelen die in de overeenkomst van de federale regering zijn vastgelegd. Gezinnen die met uitzetting bedreigd worden, zullen betere juridische ondersteuning krijgen. De samenwerking met verenigingen die gespecialiseerd zijn in "maraudes" of de strijd tegen drugsverslaving zal worden versterkt. De h. Junqué wijst ook op de steun aan de "geefwinkel", de fietsbibliotheek, het "repair café", de takenscholen, de ontwikkeling van alfabetiseringscursussen, de strijd tegen de digitale kloof en de oprichting van twee nieuwe buurtcentra (Vanderkindere en Dieweg).

Mevr. Querton benadrukt dat de huisvestingscrisis moet worden aangepakt. Het huren van een woning, zelfs een bescheiden woning, op de private huurmarkt in Brussel blijkt voor veel burgers een bijna onoverkomelijk probleem te zijn omdat de huurprijs veel sneller stijgt dan de inkomens. In het Brussels Gewest is de huurprijs voor een gemiddelde woning gestegen van iets minder dan € 1.000 in 2017 tot € 1.387 in 2024, terwijl de huur in theorie niet meer dan 30% van het gezinsinkomen zou mogen bedragen. De stijgende prijzen op de particuliere woningmarkt leiden tot een toenemende uittocht van gezinnen uit de gemeente en tot een verhoogde druk op de sociale huisvesting, aangezien er in het Brusselse Gewest meer dan 50.000 kandidaat-huurders op wachtlijsten staan voor een sociale woning. De kwestie van de huurregulering valt niet onder de bevoegdheid van de gemeente maar kan niet worden genegeerd in het debat. Op haar niveau heeft de gemeente een duidelijke verantwoordelijkheid om bijkomende maatregelen in te voeren om de instrumenten van openbaar beheer te activeren, huisjesmelkers te bestrijden en sociale rechtvaardigheid op het vlak van huisvesting te garanderen. In deze context is Ecolo verheugd over het uitstekende werk van het SWU, de oprichting van één loket voor huisvesting, de toekomstige renovatie- en ontwikkelingsprojecten voor openbare huisvesting in de Stallestraat en de Gelovigenstraat, en de maatregelen met betrekking tot verlaten en leegstaande panden, tijdelijke huisvesting en intergenerationele huisvesting. Mevr. Querton is ook verheugd dat de compensatiepremie die bedoeld is om mensen te ondersteunen die hun enige woning bewonen, gehandhaafd blijft. Er

wordt aan herinnerd dat deze maatregel eerder werd voorgesteld door Ecolo vanuit de oppositie.

De ecologen moedigen de voortzetting en intensivering aan van de uitvoering van gemeentelijke programma's voor de renovatie van leegstaande of ongezonde woningen. Het SWU zou deze taken op zich kunnen nemen door ze uit te besteden.

Mevr. Querton benadrukt het belang van geïndividualiseerde ondersteuning voor mensen in zeer preciaire situaties.

De h. Lambert-Limbosch wijst erop dat deze meerderheid in continuïteit met de vorige meerderheid zal werken aangezien voor de uitvoering van bepaalde projecten langetermijnmaatregelen nodig zijn.

Aangezien in de verklaring sterk de nadruk wordt gelegd op sociale kwesties, zijn de opmerkingen van de socialistische oppositie op dit gebied weinig realistisch en zelfs demagogisch.

De geplande acties worden overwogen vanuit een transversaal perspectief. Het jeugdbeleid komt bijvoorbeeld niet alleen aan bod in het hoofdstuk over jeugd maar ook in de hoofdstukken over gelijke kansen en gendergelijkheid, handicap, sport, burgerinspraak, internationale solidariteit, Europese aangelegenheden, cultuur, huisvesting en zelfs senioren. Wat dit laatste betreft is de h. Lambert-Limbosch verheugd dat de voorstellen van de Adviesraad voor Ouderen, die in 2019 van start is gegaan, zijn opgenomen in de gemeentelijke beleidsverklaring. Hierbij zal worden ingezet op de ontwikkeling van de openbare ruimte (o.a. openbare bankjes), activiteiten in bibliotheken, opvang in gemeentediensten, het in stand houden van fysieke loketten en de telefoon in relatie tot de digitale kloof.

De h. Lambert-Limbosch nam ook nota van de steun aan het preventiewerk van de politie in de wijken Homborch, Merlo en Melkriek, evenals van de herbevestigde wens om een "Lisa"-centrum te openen om essentiële diensten dichterbij de burger te brengen. Er zal steun worden verleend aan politieopleidingen over kwesties als buurtoverlast, discriminerend gedrag en familiaal en partnergeweld. De h. Lambert-Limbosch waardeert het dat er bijzondere aandacht wordt besteed aan fietsendiefstal, waarvan hij zelf slachtoffer is geweest en die het gebruik van dit deugdzame vervoermiddel belemmert.

De h. Junqué merkt op dat de gemeentelijke beleidsverklaring betrekking heeft op alle leeftijdsgroepen van jongeren, van kleuter tot jongvolwassene. De jongste kinderen krijgen kwaliteitsvoeding via het programma "Good Food".

Bijzondere aandacht zal worden besteed aan eenoudergezinnen, waarvan 86% "alleenstaande moeders" zijn. Hetzelfde geldt voor jonge volwassenen dankzij de oprichting van een adviesraad voor jongeren. Het Uckel'Air festival zal worden voortgezet en de financiële en logistieke steun voor jeugdbewegingen zal worden gehandhaafd.

Gezondheid, zowel lichamelijk als geestelijk, wordt niet verwaarloosd in de gemeentelijke beleidsverklaring. Het voorziet in de organisatie van preventie- en actiecampaagnes op milieugebied. Blootstelling aan licht 's nachts verstoort de hormooncyclus en verhoogt het risico op hart- en vaatziekten, geluidsoverlast verstoort de slaap en luchtvervuiling verhoogt het risico op allergieën en kanker, wat elk jaar leidt tot 9.000 vroegtijdige sterfgevallen in België.

Op sportgebied wijst de h. Junqué op de renovatie van de Stroobantszaal en de aanleg van een minivoetbalveld op het GAZELLEplein. Hij hoopt dat er een nieuwe sporthal kan worden geïnstalleerd in de Horzelwijk en dat het dossier voor het nieuwe hockeystadion kan worden afgerond, hoewel het succes van dit laatste ook afhangt van de andere bestuursniveaus.

De gemeente bevordert lokaal onderwijs van hoge kwaliteit door ervoor te zorgen dat zorgzaamheid de kern vormt van haar waarden en tot uiting komt in de erkenning van de eigenheid van elk kind. Initiatieven zullen worden aangemoedigd om

leerkrachten betere werkomstandigheden en mogelijkheden voor professionele ontwikkeling te bieden.

De ambities op het gebied van gelijke kansen en gendergelijkheid moeten worden toegejuicht aangezien onze samenleving nog ver verwijderd is van perfecte gelijkheid: herlancering van de Adviesraad voor Kansen en Gendergelijkheid, meer bewustzijn van “gender budgeting”, vervrouwelijking van straatnamen, diversiteitsplan voor gemeentepersoneel.

Ecolo hecht veel belang aan het thema transparantie en goed bestuur om het klimaat van wantrouwen tegenover de politiek te bestrijden, dat zich vooral heeft gemanifesteerd in het alarmerende aantal afwezigen tijdens de laatste verkiezingen.

Mevr. Ledan is verheugd over het aspect burgerinspraak in de gemeentelijke beleidsverklaring. De middelen die zijn toegewezen aan de dienst die verantwoordelijk is voor dit gebied en aan het systeem dat tijdens de vorige ambtstermijn is ingevoerd, zijn constant en zullen in de toekomst zelfs worden verhoogd, met name voor het participatieve budget, de subsidie Ondersteuning burgerproject, bijeenkomsten van burgers, bezoeken van het bestuur en adviesraden.

De installatie van het Burgerschapshuis in het voormalige gemeentehuis, gepland tijdens het vorige mandaat, wordt niet expliciet vermeld in de verklaring, maar mevr. Ledan twijfelt er niet aan dat het college bereid is om dit project te ondersteunen.

Op cultureel gebied is het college vastbesloten om steun te blijven verlenen aan culturele verenigingen, lokale kunstenaars en initiatieven die de sociale cohesie in de gemeente versterken. De transformatie van het cultureel centrum van Ukkel is voltooid en de erkenning als cultureel centrum door de Federatie Wallonië-Brussel is nu zo goed als verzekerd.

De gemeente zet haar inspanningen voort om haar bibliotheken te ontwikkelen en te bestendigen, in het bijzonder door de ontplooiing van de mediatheek, de spelothek en haar openbare computerruimtes.

Het plan om de bibliotheek Centre te renoveren of te verhuizen wordt ook genoemd in de verklaring.

Mevr. Ledan kon geen relevante punten vinden over de bevordering van cultureel erfgoed maar ze twijfelt er niet aan dat dit een van de belangrijkste aandachtsgebieden van het college zal zijn.

We zijn verheugd dat er een hoofdstuk is gewijd aan internationale solidariteit en Europese aangelegenheden. Dit is een van de garanties van de openheid van Ukkel naar de wereld, in lijn met de motie “gastvrije gemeente”, die unaniem werd aangenomen.

Mevr. Duvieusart waardeert in het bijzonder de bepalingen van de verklaring die voorzien in de heraanleg van trottoirs. Zij wijst erop dat het budget voor de renovatie van de trottoirs in feite verviervoudigd zal worden aangezien het tijdens de vorige zittingsperiode verdubbeld is en tijdens deze zittingsperiode opnieuw verdubbeld zal worden.

Mevr. Duvieusart is ook verheugd over de heraanleg van de scholenomgevingen, die veiliger zullen zijn voor de kinderen dankzij de uitbreiding van de voetpaden en de installatie van intelligente verkeerslichten. Ze is ook opgelucht over de bereidheid om samen met het Gewest de openbare ruimte aan te pakken, meer bepaald de heraanleg van de Heldensquare en het gedeelte van de Waterloo-sesteenweg tussen Bascule en Fort-Jaco.

De strijd tegen foutparkeren zal worden opgevoerd, fietspaden zullen worden verbeterd en het aantal fietsboxen en fietsparkeerplaatsen zal worden uitgebreid. Gelukkig staat de onderdoorgang bij het Kalevoetstation nog steeds op de agenda, ondanks de onrust veroorzaakt door de verschillende bestuursniveaus.

Mevr. Duvieusart benadrukt ook de aandacht voor het project van de 'metroïsering' van lijnen 4 en 7 ter hoogte van het Albertstation, de invoering van de eigen bedding voor trams 82 en 97 op de Neerstallesteenweg, de projecten voor het vergroenen van de openbare ruimte, het verbeteren van de openbare verlichting en het promoten van 'autodelen'.

De h. De Bock is van mening dat er twee manieren zijn om naar de verklaring te kijken. De eerste is om het glas als half leeg te zien. De andere is om het glas als half vol te zien. Volgens hem hebben de burgemeester en de coalitie de verklaring met deze tweede visie gepresenteerd. De h. De Bock wilde de cijfers van de gemeente presenteren en baseerde zich daarvoor op cijfers van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA).

Ukkel is een groeiende gemeente, van 83.000 inwoners 6 jaar geleden tot 87.000 vandaag. Deze groei vormt de belangrijkste sociale uitdaging voor Ukkel in de komende jaren. Ukkel wordt vaak afgeschilderd als een gemeente met een van de laagste bevolkingsdichtheden in het Brusselse gewest. We mogen echter niet vergeten dat een derde van de gemeente bedekt is met het Zoniënwoud, bossen en parken. Ukkel heeft ook een aantal grote appartementsgebouwen, zoals de Winston Churchillaan.

Wat de bevolking betreft, is de gemiddelde leeftijd in Ukkel 42 jaar en 1 op 5 mensen (d.w.z. 19% van de bevolking) is ouder dan 65 jaar. In Brussel is dat 1 op 8. Dit is een belangrijk cijfer want het betekent dat de gemeente een oudere bevolking heeft met specifieke behoeftes. De bevolking is ook divers, met 26% afkomstig uit landen van de Europese Unie en in totaal 34% van buitenlandse afkomst. In Ukkel woont 42% van de bevolking alleen. Mensen die alleen wonen vormen dus een groot probleem. Ze doen er twee tot drie keer langer over om een woning te vinden, die in verhouding tot hun inkomen veel duurder zal zijn dan mensen die met z'n tweeën leven. Een andere interessante factor is de rijkdomindex. Deze index is op 111% gebleven, hetzelfde niveau als zes jaar geleden. Het gemiddelde inkomen in Ukkel is € 26.000. Deze resultaten tonen aan dat collectieve inspanningen de levenskwaliteit in Ukkel heel bevredigend maken.

Ukkel heeft echter ook te maken met onzekerheid. Het BISA geeft aan dat 3,2% van de bevolking afhankelijk is van een leefloon. Daarnaast geniet 7,2% van de oudere bevolking van de gemeente van een inkomensgarantie voor ouderen (IGO).

Op het vlak van onderwijs en scholen heeft Ukkel een dekkinggraad van 50% voor kinderdagverblijven. Het aandeel van de Ukkelse kleuterleerlingen dat naar een gemeenteschool gaat, is nu 85,8%. Dit geeft de bevolking toegang tot scholen in de buurt. Dit cijfer stijgt tot 80,7% voor basisscholen en 56,8% voor middelbare scholen. In Ukkel is het percentage leerlingen in het secundair onderwijs met een achterstand van minder dan 2 jaar gedaald van 19,5% in 2016 tot 12% in 2021. Dit komt neer op een daling van 40%.

Wat werkloosheid betreft, is het gemiddelde voor jongeren onder de 24 jaar 22%. De globale werkloosheid is in 6 jaar gedaald van 12% naar 8%. Het aantal zelfstandigen is met 10% gestegen, terwijl het aantal werknemers is gedaald.

De gewone inkomsten van de 19 gemeentes liggen 30% onder het gewestelijke gemiddelde. Hetzelfde geldt voor de gewone uitgaves, die ook lager zijn dan het gewestelijke gemiddelde. Tot slot is ook de schuld lager dan het gewestelijke gemiddelde.

Wat sociale huisvesting betreft, zou de optimale oplossing één sociale woning per 10 woningen zijn. Dit zou echter niet realistisch zijn.

Met betrekking tot de kritiek op de samenvoeging van de politiezones vraagt de h. De Bock zich af of de herfinanciering van de politiezones niet positief zou zijn voor onze zone.

Met betrekking tot de gemeenteraadsverkiezingen is de h. De Bock blij dat noch extreem links noch extreem rechts vertegenwoordigd zijn.

De h. Toussaint herinnert eraan dat deze verklaring slechts een stappenplan is. Het zijn de acties en verwezenlijkingen die uiteindelijk zullen tellen. De h. Toussaint benadrukt het inclusieve karakter van deze verklaring die gericht is op alle wijken en alle lagen van de bevolking. De meerderheid wil talrijke projecten uitvoeren ondanks de ingewikkelde mondiale financiële context. De h. Toussaint benadrukt ook het complementaire karakter van de voorgestelde acties en van de meerderheid waarin iedereen zijn eigen gevoeligheden en expertise heeft. Een college dat elkaar respecteert en goed samenwerkt, is echt een voordeel voor de gemeente en haar inwoners.

Wat de inhoud van de verklaring betreft, legde de h. Toussaint de nadruk op het onderdeel preventie, het plan voor een politiemacht die dicht bij de burger staat, het behoud van een redelijke fiscaliteit, de wens om scholen te moderniseren, aandacht voor kinderen met speciale behoeftes en de bestrijding van pesten. Tot slot wil de h. Toussaint zich blijven inzetten voor een zo vreedzaam mogelijke coëxistentie van vervoerswijzen en gebruikers.

Mevr. Van Offelen is blij met deze gemeentelijke beleidsverklaring want veel zaken liggen haar na aan het hart, zoals de leefbaarheid van de Ukkelaars. Het vergroten van het aantal openbare bankjes is belangrijk voor ouderen en personen met een beperkte mobiliteit (PBM). Het creëren, beschermen en verbeteren van natuurgebieden en hun toegankelijkheid voor ouderen en personen met een beperkte mobiliteit zijn ook belangrijk. Mevr. Van Offelen is verheugd dat het historische en herdenkingserfgoed wordt gepromoot en beschermd dankzij verklarende bordjes, QR-codes, wandelroutes en interactieve routekaarten. Ze is ook blij met de voortdurende steun voor het Museum Van Buuren, een waar art-decojuweel. Het deel van de verklaring dat betrekking heeft op senioren is rijk en zeer volledig. Mevr. Van Offelen zou echter willen voorstellen dat senioren van 65+ die nog in goede conditie zijn en nuttig willen zijn voor hun gemeenschap, op de hoogte worden gebracht van het bestaan van de vzw WARNED PLUS (We are retired not expired).

Met betrekking tot veiligheid en preventie is mevr. Van Offelen van mening dat de door het college voorgestelde aanpak zeer evenwichtig is tussen preventie en bestraffing. Het BuurtInformatieNetwerken (BIN) heeft zijn waarde bewezen. Communicatie tussen buurtbewoners zorgt voor meer sociale cohesie en een directe relatie met de politie en dit vermindert criminaliteit, diefstal en inbraak. Buurtbewoners worden verantwoordelijk voor hun eigen veiligheid. Wat betreft cybercrime is het belangrijk om door te gaan met opleiding en bewustwording van senioren.

De h. Cohen wil graag reageren in zijn hoedanigheid als voorzitter van het OCMW. Hij bevestigt dat een van de aandachtspunten een betere samenwerking en synergie zal zijn, niet alleen met de schepen van Toezicht, mevr. De Brouwer, maar ook met alle andere schepenen. De gesprekken over de fusie van de twee tehuizen zullen plaatsvinden op het OCMW. De h. Cohen is erg tevreden over de constructieve sfeer binnen het OCMW, vooral met de vier vertegenwoordigers van de oppositie.

Hij wijst er ook op dat de thuishulp niet door de gemeente maar door het OCMW wordt beheerd.

De h. Cohen is zeer tevreden over de SWU-projecten.

De h. Hayette is niet verbaasd dat veiligheid als prioriteit is aangemerkt in de gemeentelijke beleidsverklaring. De gebeurtenissen in Anderlecht baren de bevolking zorgen en rechtvaardigen wellicht de bijzondere aandacht van het college. De h. Hayette gelooft echter niet dat BuurtInformatieNetwerken (BIN) de bevolking kunnen geruststellen. Het is ook verrassend dat de verklaring geen maatregelen bevat om

drugs te bestrijden.

De uitbreiding van het aantal wijkcentra kan bijdragen tot solidariteit tussen de burgers maar dit ontslaat de vertegenwoordigers er niet van om na te denken over sociale beschermingsmechanismen.

De oprichting van één loket voor sociale huisvesting is een goed idee. De h. Hayette zou graag zien dat ook middelgrote woningen worden opgenomen.

Het document bevestigt de wens om de rekeningen positief te houden door te voorkomen dat er meer wordt uitgegeven dan er beschikbaar is. In de huidige omstandigheden is het belangrijk om een “voorzichtig beheer” te handhaven.

De h. Hayette zal nauwlettend toezien op de uitvoering van het klimaatplan, waarover hij tijdens de vorige zittingsperiode bedenkingen had geuit. Het verbaasde hem dat hij in de verklaring niets las over de aanwezigheid van PFAS in de watervoorziening. Anderzijds lijken de opwaardering van ons natuurlijk erfgoed door biodiversiteit en het delen van de openbare ruimte uitstekende perspectieven te bieden.

De voorstellen om winkeliers te helpen zijn een stap in de goede richting maar we mogen de structurele maatregelen niet vergeten die winkeliers in staat stellen hun budget in evenwicht te brengen. De h. Hayette nodigt de raad uit om waakzaam te zijn voor de oneerlijke contracten die soms in particuliere kinderdagverblijven worden afgesloten.

Het is van groot belang om alle kinderen dezelfde kansen te bieden. De h. Hayette nodigt het bestuur daarom uit om na te denken over hoe alle kinderen die naar de gemeentelijke scholen gaan een maaltijd kan worden gegarandeerd.

Wat betreft het ouderenbeleid is de h. Hayette een groot voorstander van intergenerationeel wonen.

Volgens een recent Europees onderzoek naar de zorgen van jongeren tussen 16 en 30 jaar maakt 40% van de ondervraagden zich zorgen over de stijgende kosten van levensonderhoud, vindt 31% het creëren van banen een prioriteit en vindt een derde dat de overheid zich moet richten op het milieu en klimaatverandering. Deze waarschuwing van de jongeren zou de verkozenen moeten aanmoedigen om over de politieke scheidslijnen heen samen te werken om te zorgen voor het welzijn van de Ukkelaars.

De h. Hayette wil echter optimistisch blijven en zal daarom voor de gemeentelijke beleidsverklaring stemmen.

De h. Tojerow betreurt het dat in dit hoogwaardige debat de opmerking van de socialistische fractie over de mogelijke oprichting van een middelbare school met actieve lesmethoden door een Ecolo-verkozene als demagogisch is bestempeld. Een dergelijk voorstel werd al in andere gemeentes uitgevoerd (Elsene, Sint-Gillis, Brussel-Stad).

Hoewel de dekkingsgraad van de kinderopvang in Ukkel vrij goed is in vergelijking met andere gemeentes, blijft het een feit dat veel gezinnen geen plaats kunnen vinden en dat, volgens gegevens van Perspective Brussels, plaatsen onbetaalbaar zijn voor veel gezinnen. De h. Tojerow wijst erop dat de programma's van de meerderheidspartijen de wens hebben bevestigd om extra plaatsen in gemeentelijke kinderdagverblijven te creëren, ongeacht de mogelijke tussenkomst van een ander bestuursniveau.

Mevr. Mavinga, zelf verpleegster, benadrukt het belang van het uitrusten van openbare plaatsen met defibrillatoren. Het zou een goed idee zijn om het publiek bewust te maken van deze kwestie en mensen op te leiden om deze toestellen te gebruiken omdat ze levens kunnen redden.

De burgemeester herinnert eraan dat van de 6 politiezones in het gewest, Ukkel één van het meest volledige kader heeft. Als het niet volledig is, dan is dat

omdat het moeilijk is om kandidaten met het vereiste profiel aan te werven. In deze context zou het absurd zijn om demagogisch te beweren dat het voldoende zou zijn om meer politieagenten aan te werven. De burgemeester bevestigde dat er tijdens de vorige zittingsperiode 10 extra bewakingscamera's zijn geïnstalleerd en dat het college ze zal blijven installeren waar dat nodig en gepast is. Dit betekent natuurlijk niet dat elke straathoek met een camera zal worden uitgerust.

De burgemeester is zich terdege bewust van het probleem van drugs en drugshandel. Ukkel is geen eiland in het Brusselse gewest dat immuun is voor deze plaag. Er is echter vooruitgang geboekt in de verbetering van de situatie op het Dancoplein. In werkelijkheid worden er elke week drugshandelaars en criminelen gearresteerd maar deze arrestaties resulteren niet in de gerechtelijke stappen die men zou mogen verwachten, niet door incompetentie van het gerecht, maar door een gebrek aan middelen die ter beschikking worden gesteld van het gerecht en het parket. De maatregelen die de nieuwe procureur des Konings en de nieuwe minister van Binnenlandse Zaken van plan zijn te nemen, zijn echter een zeer bemoedigend teken.

De burgemeester wees erop dat de belastingen de afgelopen 6 jaar niet zijn gestegen. Maar hij weigert demagogische beloften te doen dat de belastingen nooit zullen stijgen. Hij zou bereid zijn om een belastingverhoging te accepteren als de situatie daarom vraagt.

Deze verklaring is natuurlijk niet perfect of volledig en de voorgestelde projecten roepen legitieme vragen op maar ze moeten worden besproken en niet veroordeeld voordat ze zijn opgehelderd en begroot.

Schepen Wyngaard wijst erop dat de toekenning van sportcheques gekoppeld is aan het inkomen van de betrokken gezinnen om zo diegenen te steunen die het het hardst nodig hebben.

Hij bevestigt dat er een reële wens is om het nationale hockeystadionproject tot een goed einde te brengen. De ontwikkeling van sportinfrastructuur blijkt in het Brusselse Gewest ingewikkelder dan in Vlaanderen of Wallonië, vanwege het stedelijke karakter. Er zullen compromissen moeten worden gesloten tussen de verschillende belanghebbenden (residentiële club, buurtbewoners enz.) maar het college wil creatief zijn. Er bestaat echter een brede politieke consensus over deze kwestie waarvoor echter budgettaire middelen moeten worden vrijgemaakt door het Gewest en/of het federale niveau.

De mogelijke ontwikkeling van een natuurlijk zwembad in Homborch vereist uiteraard overleg met de buurt. Kwesties met betrekking tot toegankelijkheid, mobiliteit en de impact op de omgeving worden expliciet vermeld in de meerderheidsovereenkomst.

De Homborchwijk is nog lang niet verlaten: naast sportvoorzieningen (een voorgesteld voetbalveld op het Gazelleplein, de aanleg van een extra speelplein en de installatie van bodybuildingtoestellen) zijn er ook projecten gepland voor de ontwikkeling van de openbare ruimte rond de Solaurotonde.

Het college is van plan openbare woningen te ontwikkelen in de Stallestraat in de buurt van de Globe, evenals in de Gelovigenstraat, met een parkeergarage voor buurtbewoners op de voormalige locatie van de dienst Wegen. Het spreekt voor zich dat het budget de bouw van 300 of 400 woningen niet toelaat.

Het SWU is gereorganiseerd en haar doelstellingen zijn uitgebreid. Dit instrument zal het mogelijk maken om betaalbare huisvestingsoplossingen aan te bieden.

De compensatiepremie, die door de ecologen werd voorgesteld toen ze oppositie voerden, zal permanent worden. Dit mechanisme helpt eigenaars die hun huis bewonen en wier inkomen onder bepaalde plafonds ligt.

Van de 150 woningen in de gemeente zijn er 25 sociale woningen en 125 middelgrote woningen. De overdracht aan het SWU, die betrekking zou hebben op

sociale woningen, zal waarschijnlijk juridische problemen opleveren, vooral met betrekking tot de wachtlijsten, die zouden moeten worden samengevoegd.

Twee ambtenaren die door het Gewest werden gesubsidieerd, werden aangesteld voor het noodhuisvestingsplan. Zij zijn echter vertrokken vanwege de onzekerheid over de voortzetting van deze financiering bij het ontbreken van een gewestelijk bestuur. Schepen Wyngaard maakt er geen geheim van dat deze situatie de gemeente in moeilijkheden brengt.

De ontwikkeling van fietspaden blijft niet beperkt tot de Herinckxlaan.

De eerste schepen is ervan overtuigd dat het debat over de begroting en het driejarenplan, dat tijdens een latere vergadering zal plaatsvinden, degenen zal geruststellen die zich zorgen maken over een gebrek aan striktheid in het beheer van de uitgaves of een gebrek aan dynamiek in het investeringsbeleid.

De eerste schepen wees er ook op dat, op het gebied van parkeren, de “twee uur gratis”-regeling zou worden voortgezet op bepaalde tijdstippen van het jaar om de winkelwijken te ondersteunen, zonder natuurlijk in strijd te zijn met de gewestelijke verordening.

Schepen Gol-Lescot wijst erop dat er in verschillende scholen was geïnvesteerd: Merlo, Calevoet, CPSU en ICPP.

De aanwerving van een schoolcoördinator en een onderwijsassistent voor nieuwe technologieën werd tijdens de vorige legislatuur uitgevoerd. De nieuwe normen vereisen dat scholen investeren in onderwijs in en door digitale media. Op drie na zijn alle scholen uitgerust met tablets.

Er zijn geen middelbare scholen in de gemeente, met uitzondering van het ICPP, dat geen school voor actief leren is. De gemeente heeft echter wel het project Ecole Active gesteund, dat door ouders is opgezet, ook al is zij niet de organiserende macht.

Schepen Gol-Lescot denkt niet dat de gemeente de organiserende macht van een middelbare school zal worden, tenminste niet op korte termijn.

Schoolstraten zijn altijd geïmplementeerd na overleg met scholen en ouderverenigingen. Pas later werden omwonenden uitgenodigd om hun mening te geven over deze schoolstraten en de verbeteringen die aangebracht konden worden.

Schepen De Brouwer wijst erop dat het klimaatplan, dat tijdens de vorige legislatuur werd aangenomen, werd uitgevoerd met behulp van een subsidie van Leefmilieu Brussel.

Niet alle gemeentes zijn in hetzelfde tempo vooruitgegaan, en sommige hebben zelfs de kans niet gegrepen. Dit geldt in het bijzonder voor de gemeente Molenbeek - geleid door een socialistische burgemeester - waar geen klimaatplan bestaat. De gemeente Evere daarentegen heeft haar klimaatplan gevalideerd en goedgekeurd tijdens de gemeenteraadsvergadering van 29 januari.

Twee voltijdse equivalenten (VTE), aangeworven dankzij subsidies, zijn toegewezen aan een klimaatcel binnen de dienst Milieu. Het contract van een van hen, die niet langer gesubsidieerd wordt, is verlengd zodat hij zijn werk kan voortzetten terwijl hij dit actieplan coördineert.

Wat de koolstofvoetafdruk betreft, moet er een minimale beoordeling worden uitgevoerd om te bepalen of het werk intern moet worden gedaan of moet worden uitbesteed aan een adviesbureau. Idealiter zouden er tijdens de legislatuur twee koolstofaudits moeten worden uitgevoerd.

De uitvoering van het klimaatplan nam tijd in beslag omdat er van tevoren een koolstofaudit werd uitgevoerd door Factor X, een adviesbureau dat gespecialiseerd is op dit gebied, en omdat er een burgerversameling werd opgericht met behulp van een innovatief systeem op basis van loting, waardoor alle wijken vertegenwoordigd waren

en verschillende sociaaleconomische profielen werden samengebracht.

Er is geen verband tussen PFAS en klimaatverandering, ook al zijn ze geen bron van vervuiling. Er zijn analyses uitgevoerd op alle locaties die een risico op PFAS-verontreiniging kunnen vormen, met name op het Avijlplateau. Moestuiniërs kregen de resultaten van de studie op hun verzoek.

De gemeentediensten zijn nog steeds bezig met het verwerken van de gevolgen van de ramp in het Wolvendaelpark. Normaal zou het park in april weer toegankelijk moeten zijn.

Ukkel is een van de weinige gemeentes die een voltijdse boomspecialist in dienst heeft, wat zeer nuttig blijkt om te anticiperen op de gevolgen van de klimaatverandering voor het beheer van het plantenerfgoed.

Het bedrijf dat verantwoordelijk is voor het Raspailpark is klaar om aan de slag te gaan maar het project wordt voortdurend vertraagd door de Commissie voor Monumenten en Landschappen. De gemeentediensten hebben al vier keer contact opgenomen met deze instantie om het project vlot te trekken. De werkzaamheden zullen beginnen zodra de vergunning is afgegeven.

In de belangrijkste parken zijn uren ingevoerd waarop honden vrij kunnen lopen.

Met betrekking tot de verwijzingen in de gemeentelijke beleidsverklaring naar het verschuiven van de lasten naar degenen die zijn uitgesloten van de werkloosheidsregeling, verwelkomt schepen De Brouwer de verwijzing naar de motie die is aangenomen door Brussel-Stad. In feite werd deze motie aangenomen na de indiening van een motie van Ecolo die verder ging, en de meerderheid van de stad diende haar eigen motie in waarin de in haar ogen te ambitieuze elementen uit de motie van Ecolo werden geschrapt.

Schepen Vanraes legt uit dat het hem interessant leek om een cijfer te plakken op de voorgestelde veranderingen. Als we er een cijfer op plakken, moeten we onszelf twee vragen stellen: welke prioriteiten moeten worden gewijzigd en als we voorstellen om iets toe te voegen, hoeveel gaat dat dan kosten? Vervolgens moeten we bekijken of dit een verhoging van de begroting betekent.

Schepen Vanraes gaat vervolgens in op de kwestie van mensen thuis houden. 20 jaar geleden bespraken hij en de h. Cools het verbeteren van het straatmeubilair om mensen te helpen thuis te blijven wonen. Sindsdien zijn er veel initiatieven genomen. Trottoirs en openbare banken zijn bijzonder belangrijk. Daarnaast werken de diensten voor thuishulp, zorg en maaltijden-aan-huis erg goed. Volgens schepen Vanraes zou een goed initiatief zijn om contact te leggen en samen te werken met mensen die thuiszorg verlenen. Dit zijn vaak zelfstandige verpleegkundigen. Het huidige probleem is dat deze dienstverlening niet aantrekkelijk is. Het zou interessant zijn om na te denken over het structureren van hulp per wijk. Op die manier zouden deze zorgverleners meer patiënten per dag kunnen zien en hoeven ze zich niet van de ene Brusselse wijk naar de andere te verplaatsen.

Schepen Biermann bevestigt dat er momenteel ongeveer veertig defibrillatoren in de gemeente zijn en dat er regelmatig nieuwe worden geplaatst. Op de website van de gemeente is een kaart beschikbaar waarop te zien is waar ze zich bevinden.

Schepen Culer is verheugd om te zien dat de vroege kindertijd een onderwerp is dat mensen mobiliseert. Alle mogelijkheden om de capaciteit voor kinderen van 0-3 jaar te vergroten, zowel in bestaande faciliteiten als in nieuwe peuterspeelplaatsen, opvangdiensten en kinderdagverblijven en crèches, zullen verder worden onderzocht. Voor het openen van een nieuw kinderdagverblijf is echter financiering nodig. Bij gebrek aan een gewestelijke regering is het onmogelijk om te weten wat de gemeente

zal krijgen. Ukkel telt momenteel 338 kinderen in de acht gemeentelijke kinderdagverblijven. Vier kinderdagverblijven zijn bestemd voor peuters en vier voor oudere kinderen vanaf 15 maanden.

Sinds 1 januari 2025, na de hervorming van de ONE, worden voorzieningen met minder dan 10 kinderen niet langer gesubsidieerd. Er moesten ook een aantal veranderingen worden doorgevoerd om de subsidies voor kinderdagverblijven te behouden. Deze veranderingen hebben betrekking op de verplichting om een veelvoud van 7 te hebben in het aantal kinderen dat wordt opgevangen per kinderdagverblijf, evenals de opening van kinderdagverblijven voor een extra uur.

Inschrijvingen zullen op een volledig eerlijke en geautomatiseerde manier plaatsvinden. Dit gebeurt via de ONE-website en het Bekid-platform. Dit zorgt ervoor dat gezinnen zich op een eerlijke manier kunnen inschrijven.

Schepen Margaux verzekert de h. Cools dat er tijdens deze ambtsperiode een aantal prachtige culturele projecten zullen worden ontwikkeld en dat er een samenwerking met schepen Vanraes is gepland.

De h. Cools bedankt alle leden van het college voor hun antwoorden maar betreurt het dat de burgemeester zijn suggestie om het aantal politieagenten uit te breiden als absurd en demagogisch bestempelt. De h. Cools is zich bewust van de moeilijkheden bij het aanwerven van politieagenten. Dit weerhoudt ons er echter niet van een doel na te streven.

Wat de beveiligingscamera's betreft, heeft de h. Cools de ontwikkeling van dit systeem altijd gesteund, of hij nu in de oppositie zat of in de meerderheid.

Wat de cultuur- en sportcheques betreft, is de h. Cools van mening dat het bedrag van bepaalde cheques kan worden verhoogd. De toegekende bedragen zijn erg laag in vergelijking met de kosten van sportclubs.

De h. Cools is blij met de aangename werksfeer binnen de OCMW-raad, die zich inzet voor een menswaardig leven voor iedereen. De h. Cools heeft al een reeks concrete voorstellen gedaan voor synergieën, waarvan hij hoopt dat ze geanalyseerd zullen worden.

Over de kwestie van het samenvoegen van de tehuizen is de h. Cools van mening dat er een debat nodig zal zijn.

Op het gebied van gezondheid is de h. Cools gerustgesteld door het feit dat het mogelijk is om verder te gaan dan de ABV en hij hoopt dat het mogelijk zal zijn om de voorstellen in praktijk te brengen.

De h. Cools sluit af met de opmerking dat evaluaties relevant zullen zijn, met name voor het gemeentelijke parkeerplan.

Mevr. Roba vindt het idee van schepen Vanraes om de voorstellen in de begroting op te nemen interessant. Mevr. Roba vond echter dat de raadsleden erg weinig tijd hadden om deze verklaring grondig te analyseren en dat de voorbereidende documenten voor de gemeenteraad pas vrij laat beschikbaar waren.

Mevr. Kabachi bedankt ook het college voor de gegeven antwoorden.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Déclaration de politique communale 2024-2030 07.02.25 (Nederlands) UPDATE.pdf,
Déclaration de politique communale 2024-2030 Version finale.pdf

Le Conseil,

Attendu que suite à l'installation du nouveau Conseil communal, il y a lieu de renouveler le mandat des administrateurs au sein des A.S.B.L. communales et dont la candidature est proposée par le Conseil communal ;

Vu l'article 120, § 2 de la Nouvelle Loi Communale;

Marque son accord sur la répartition des mandats d'administrateur au sein des A.S.B.L. communales ainsi que sur la désignation des intéressés,

Et décide de les proposer aux assemblées générales de ces A.S.B.L. :

Actions pour la famille, la santé et l'Egalité des chances

LB: Véronique Lederman

Ecolo: Pierrot Desmet

Uccle en Avant: Cathy Mavinga

PS: Pierre Debusschere

Les Engagés: Lina Chahrour

Animation-Prévention socio-culturelle

LB: Valentine Delwart, Odile Margaux, Michel Cohen, Gaëlle Happy, Dominique Haumont

Ecolo: François Lambert-Limbosch, Silke Lalvani

Uccle en avant: Catherine Cools, Maryse Testaert-Sarrazin

PS: Quentin Mages, Françoise Dupuis

Les Engagés: Eric Cabaret , Didier Stappaerts

Association Culturelle et Artistique

LB: Olivia Bodson, Béatrice Fraiteur, Ariane de Lobkowicz, Vinciane Morel, Alexandra Roos, Marion Van Offelen (5 mandataires pour le CA)

Ecolo: Perrine Ledan, Julien Staszewski, Stéphane Ledune

Uccle en Avant: Walter Buss, Eric Sax

PS: Philippe Dubois , Pierre Provost

Les Engagés: Laurent Gallois, Elizabeth Shaw

Génération +

LB: Daniel Hublet, Nicolas Clumeck, Marion Van Offelen, Marianne Gustot, Jean-Claude Praet, Jean-Marie Nogaret

Ecolo: Ann-Mary Francken, Béatrice Charlier, Michel Devriese, Patrick Demuylder

Uccle en avant: Cathy Mavinga , Michèle Döhnert-Louis

PS: Miguel Espinosa, Henri Smeyers

Les Engagés: Mathilde de Briey, Anne Magis

La Ferme Rose

LB: Odile Margaux, Bertrand Harlay

Ecolo: Perrine Ledan, Pierrot Desmet

Uccle en avant: Carine Langbord

PS: Valérie-Anne Semal

Les Engagés: Anne-Sylvie Maroy

Le Parascolaire d'Uccle

LB: Valentine Delwart, Amandine Eggermont, Alexandre Somma

Ecolo: Frédéric Tits

Uccle en avant: Nicolas Honoré

PS: Pablo Caller y Sallas
Les Engagés: Rania Bey

Piscine Longchamp

LB: Nicolas Vanderstappen, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, Julien Groutars, Yves van den Steen, Guy Vermeersch
Ecolo: Xavier Potier, Shadi Farkhojasteh, Yannick Franchimont
Uccle en avant: André Kalonda, Florence Malherbe
PS: Carmen Diaz Zamora, Eliane Gasore
Les Engagés: Etienne Coppieters, Stéphane Olivier

Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise

LB: Valérie Geeurickx, Sophie Lambert, Bernard Hayette
Ecolo: Björn Becker, Marie Borsu
Uccle en avant: Walter Buss
PS: Alexandra Tymen
Les Engagés: Hervé Nicolas Robin

Service Ucclois de la Jeunesse

LB: Valentine Delwart, Victoria D'Aoust, Arthur Martin, Marie Charon
Ecolo: Yannick Franchimont, Steeve Koffi Wessike-Addi
Uccle en Avant: Sarah Sukkar
PS: Isabelle De Prins
Les Engagés: Mathieu Kouévi Amagan

Val d'Uccle

LB: Carine Gol-Lescot, Jérôme Toussaint, Christophe Berthelot, Marie Charon, Emmanuel De Bock, Sofia Attai, Victoria D'Aoust
Ecolo: Maxime Pétré, Jérôme Thomas, Sébastien Rochedy, Silke Lalvani
Uccle en avant: André Kalonda, Florence Malherbe
PS: Henri Lastenouse, Bruno Termonia
Les Engagés: Jacques Spelkens, Jacqueline Mwana Mputu

Attendu que suite à l'installation du nouveau Conseil communal, il y a également lieu de renouveler le mandat des administrateurs au sein de l'ALE et de l'AIU et dont la candidature est proposée par le Conseil communal ;
Marque son accord sur la répartition des mandats d'administrateur au sein de l'ALE et de l'AIU ainsi que sur la désignation des intéressés,
Et décide de les proposer aux assemblées générales

A.L.E. d'Uccle

LB: Gaëtan Meuleman, Alain Reisenfeld, Nima Hairy, Alexandre Somma
Ecolo: Fouziya Mekkaoui et François Lambert-Limbosch
Uccle en Avant: Nathalie Bate
PS: Julie-May Bricmont
Les Engagés: Gwenaël Dielie

AIU

LB: Véronique Lederman, Gisele Abboud Mbayoko, Gaëtan Meuleman, Gaëlle Happy, Dirk Dobbelaere, Bernard Hayette, Guy Vermeersch, Marion Van Offelen
Ecolo: Blaise Godefroid, Jean-Marie Pierlot, Marlène Siméon et Thomas Korsak.
Uccle en Avant: Marc Cools

PS: Katy Umulinga, Frédéric De Muynck
Les Engagés: Christophe Coeckelbergh

Attendu que suite à l'installation du nouveau Conseil communal, il y a lieu de renouveler le mandat des administrateurs au sein de la Régie Communale Autonome du Stade National de Hockey:

Régie Communale Autonome du Stade National de Hockey

8 conseillers communaux élus par le conseil. Chaque groupe politique doit être représenté. Répartition des sièges selon les articles 56 et suivants du Code électoral communal bruxellois ;

3 LB: Carine Gol, Jérôme Toussaint, Sarah Hunger;
2 Ecolo: Céline Vanderborgh et Thibaud Wyngaard;
1 PS: Isabelle Sirtaine;
1 Les Engagés: Alexandre Meeus;
1 Uccle en Avant: Marc Cools

2 représentants de l'Association Royale Belge de Hockey désignés par le Conseil communal sur présentation du Collège: Dominique Coulon et Patrick Keusters;
1 représentant de Beliris désigné par le Conseil communal sur présentation du Collège: Damien Van Eyll.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Toe te kennen mandaten in de gemeentelijke V.Z.W.'s

De Raad,
Aangezien na de installatie van de nieuwe Gemeenteraad, de mandaten van de bestuurders in de gemeentelijke V.Z.W.'s, waarvan de kandidaturen worden voorgesteld door de Gemeenteraad, dienen vernieuwd te worden ;
Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;
Verklaart zich akkoord met de verdeling van de mandaten van bestuurder in de lokale V.Z.W.'s, alsook met de aanduiding van de belanghebbenden ;
En besluit ze voor te stellen aan de algemene vergaderingen van deze V.Z.W.'s :

Actions pour la famille, la santé et l'Egalité des chances

LB: Véronique Lederman
Ecolo: Pierrot Desmet
Uccle en Avant: Cathy Mavinga
PS: Pierre Debusschere
Les Engagés: Lina Chahrour

Animatie Socio-culturele Preventie

LB: Valentine Delwart, Odile Margaux, Michel Cohen, Gaëlle Happy, Dominique Haumont
Ecolo: François Lambert-Limbosch, Silke Lalvani
Uccle en avant: Catherine Cools, Maryse Testaert-Sarrazin
PS: Quentin Mages, Françoise Dupuis
Les Engagés: Eric Cabaret , Didier Stappaerts

Association Culturelle et Artistique

LB: Olivia Bodson, Béatrice Fraiteur, Ariane de Lobkowicz, Vinciane Morel, Alexandra Roos, Marion Van Offelen (5 mandaten voor de raad van bestuur)
Ecolo: Perrine Ledan, Julien Staszewski, Stéphane Ledune
Uccle en Avant: Walter Buss, Eric Sax
PS: Philippe Dubois , Pierre Provost
Les Engagés: Laurent Gallois, Elizabeth Shaw

Génération +

LB: Daniel Hublet, Nicolas Clumeck, Marion Van Offelen, Marianne Gustot, Jean-Claude Praet, Jean-Marie Nogaret
Ecolo: Ann-Mary Francken, Béatrice Charlier, Michel Devriese, Patrick Demuylder
Uccle en avant: Cathy Mavinga , Michèle Döhnert-Louis
PS: Miguel Espinosa, Henri Smeyers
Les Engagés: Mathilde de Briey, Anne Magis

La Ferme Rose

LB: Odile Margaux, Bertrand Harlay
Ecolo: Perrine Ledan, Pierrot Desmet
Uccle en avant: Carine Langbord
PS: Valérie-Anne Semal
Les Engagés: Anne-Sylvie Maroy

Bijschoolse activiteiten van Ukkel

LB: Valentine Delwart, Amandine Eggermont, Alexandre Somma
Ecolo: Frédéric Tits
Uccle en avant: Nicolas Honoré
PS: Pablo Caller y Sallas
Les Engagés: Rania Bey

Zwembad Longchamp

LB: Nicolas Vanderstappen, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, Julien Groutars, Yves van den Steen, Guy Vermeersch
Ecolo: Xavier Potier, Shadi Farkhojasteh, Yannick Franchimont
Uccle en avant: André Kalonda, Florence Malherbe
PS: Carmen Diaz Zamora, Eliane Gasore
Les Engagés: Etienne Coppieters, Stéphane Olivier

Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise

LB: Valérie Geeurickx, Sophie Lambert, Bernard Hayette
Ecolo: Björn Becker, Marie Borsu
Uccle en avant: Walter Buss
PS: Alexandra Tymen
Les Engagés: Hervé Nicolas Robin

Ukkelse Dienst voor de Jeugd

LB: Valentine Delwart, Victoria D'Aoust, Arthur Martin, Marie Charon
Ecolo: Yannick Franchimont, Steeve Koffi Wessike-Addi
Uccle en Avant: Sarah Sukkar
PS: Isabelle De Prins
Les Engagés: Mathieu Kouévi Amagan

Val d'Uccle

LB: Carine Gol-Lescot, Jérôme Toussaint, Christophe Berthelot, Marie Charon, Emmanuel De Bock, Sofia Attai, Victoria D'Aoust

Ecolo: Maxime Pétré, Jérôme Thomas, Sébastien Rochedy, Silke Lalvani
Uccle en avant: André Kalonda, Florence Malherbe
PS: Henri Lastenouse, Bruno Termonia
Les Engagés: Jacques Spelkens, Jacqueline Mwana Mputu

Aangezien na de installatie van de nieuwe Gemeenteraad, de mandaten van de bestuurders in de PWA en SWU, waarvan de kandidaturen worden voorgesteld door de Gemeenteraad, dienen vernieuwd te worden ;
verklaart zich akkoord met de verdeling van de mandaten van bestuurder in de PWA en SWU, alsook met de aanduiding van de belanghebbenden,
En besluit ze voor te stellen aan de algemene vergaderingen van de PWA en SWU:

P.W.A. van Ukkel

LB: Gaëtan Meuleman, Alain Reisenfeld, Nima Hairy, Alexandre Somma
Ecolo: Fouziya Mekkaoui en François Lambert-Limbosch
Uccle en Avant: Nathalie Bate
PS: Julie-May Bricmont
Les Engagés: Gwenaël Dielie

SWU

LB: Véronique Lederman, Gisele Abboud Mbayoko, Gaëtan Meuleman, Gaëlle Happy, Dirk Dobbelaere, Bernard Hayette, Guy Vermeersch, Marion Van Offelen
Ecolo: Blaise Godefroid, Jean-Marie Pierlot, Marlène Siméon en Thomas Korsak.
Uccle en Avant: Marc Cools
PS: Katy Umulinga, Frédéric De Muynck
Les Engagés: Christophe Coeckelbergh

Aangezien na de installatie van de nieuwe Gemeenteraad, de mandaten van de bestuurders in de Autonoom gemeentebedrijf van het nationaal hockeystadion:

Autonoom gemeentebedrijf van het nationaal hockeystadion

8 gemeenteraadsleden;
3 LB: Carine Gol, Jérôme Toussaint, Sarah Hunger;
2 Ecolo: Céline Vanderborght et Thibaud Wyngaard;
1 PS: Isabelle Sirtaine;
1 Les Engagés: Alexandre Meeus;
1 Uccle en Avant: Marc Cools
2 vertegenwoordigers van de Koninklijke Belgische Hockey Bond: Dominique Coulon et Patrick Keusters;
1 vertegenwoordiger van Beliris : Damien Van Eyll.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

20.02.2025/A/0005 **Mandats à conférer dans les intercommunales et organismes divers**

Le Conseil,
Vu l'article 120, §2 de la Nouvelle loi communale ;
Décide de proposer les candidatures suivantes dans les différentes Intercommunales :

Sibelga/Interfin :

(réservé aux Conseillers, échevins ou Bourgmestre) :

2 administrateurs au CA: Olivia Bodson, Thibaud Wyngaard;

1 délégué: Jérôme Toussaint;

1 délégué adjoint aux assemblées générales : Michel Cohen;

S.C.R.L. Brulabo :

(réservé aux Conseillers, échevins ou Bourgmestre) :

1 délégué aux assemblées générales (préciser s'il est candidat administrateur ou candidat président): Jérôme Toussaint ;

Société coopérative intercommunale de crémation :

(réservé aux Conseillers, échevins ou Bourgmestre) :

1 délégué aux assemblées générales: Marie Borsu;

Brulocalis :

1 délégué aux assemblées générales Perrine Ledan ;

1 suppléant: Céline Vanderborght;

(Dexia) Holding en liquidation :

1 déléguée aux assemblées générales: Valentine Delwart ;

Ecole Régionale et Intercommunale de Police (E.R.I.P.) :

Bourgmestre, administrateur (de droit);

1 délégué aux assemblées générales: Jonathan Biermann;

Intercommunale d'Inhumation (cimetière multiconfessionnel) :

1 délégué aux assemblées générales(réservé aux Conseillers): Jérôme Toussaint;

1 administrateur (réservé aux Conseillers, échevins ou Bourgmestre): Mathias Junqué;

Citydev :

2 délégués aux assemblées générales: Valentine Delwart et Mathias Junqué;

Vivaqua :

4 délégués aux AG réservé aux Conseillers, échevin ou Bourgmestre: Olivia Bodson, Emmanuel De Bock, Mathias Junqué, Céline Vanderborght.

2 administrateurs au CA réservé aux Conseillers, échevin ou Bourgmestre: Jonathan Biermann, Maëlle de Brouwer;

Foyer du sud :

1 délégué aux AG: Thibaud Wyngaard;

Binhome :

1 délégué aux AG: Sarah Unger;

4 administrateurs (dont au moins 2 Conseillers communaux): Emmanuel De Bock, Michel Cohen, Lara Querton, Olivier Petit;

1 observateur issu de l'opposition: Deborah Gustin.

EFP :

1 administrateur: Aleksandra Kokaj.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Toe te kennen mandaten in de intercommunales en diverse organismen

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist de volgende kandidaturen in te dienen voor de verschillende intercommunales :

Sibelga/Interfin :

(voorbehouden aan raadsleden, schepenen of de burgemeester)

2 posten van bestuurder: Olivia Bodson, Thibaud Wyngaard;

1 afgevaardigde: Jérôme Toussaint;

1 adjunct-afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Michel Cohen;

S.C.R.L. Brulabo :

(voorbehouden aan raadsleden, schepenen of de burgemeester)

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen (kandidaat bestuurder of kandidaat voorzitter): Jérôme Toussaint ;

Société coopérative intercommunale de crémation :

(voorbehouden aan raadsleden, schepenen of de burgemeester)

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Marie Borsu;

Brulocalis :

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Perrine Ledan ;

1 plaatsvervangende kandidaat: Céline Vanderborght;

(Dexia) Holding in vereffening :

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Valentine Delwart ;

Ecole Régionale et Intercommunale de Police :

De h. Boris Dilliès, Burgemeester, bestuurder (van rechtswege);

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Jonathan Biermann;

Intercommunale voor Teraardebestelling (multiconfessionele begraafplaats) :

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen (voorbehouden aan raadsleden): Jérôme Toussaint;

1 administrateur (voorbehouden aan raadsleden, schepenen of de burgemeester): Mathias Junqué;

Citydev :

2 posten van afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Valentine Delwart et Mathias Junqué;

Vivaqua :

4 afgevaardigden naar de algemene vergaderingen voorbehouden aan raadsleden, schepenen of de burgemeester: Olivia Bodson, Emmanuel De Bock, Mathias Junqué, Céline Vanderborght.

2 bestuurders voorbehouden aan raadsleden, schepenen of de burgemeester: Jonathan

Biermann, Maëlle de Brouwer;

Foyer du sud

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Thibaud Wyngaard;

Binhome

1 afgevaardigde bij de algemene vergaderingen: Sarah Unger;

4 bestuurders (inclusief 2 raadsleden): Emmanuel De Bock, Michel Cohen, Lara Querton, Olivier Petit;

1 waarnemer van de oppositie: Deborah Gustin

EFP

1 bestuurder: Aleksandra Kokaj.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

20.02.2025/A/0006

**Renonciation au mandat de membre du Conseil de l'action sociale -
Remplacement - Prise pour information**

Le Conseil,

Attendu que Mme Cécile Roba renonce au mandat de membre effectif du Conseil de l'Action sociale;

Considérant qu'il faut dès lors la remplacer;

Considérant que Mme Roba a deux suppléants : M. Laurent Galloi et Mme Anne-Sylvie Maroy;

Considérant que le premier suppléant, M. Laurent Galloi, refuse de suppléer à Mme Roba ;

Considérant que la deuxième suppléante, Mme Anne-Sylvie Maroy, accepte le mandat;

Prend pour information les renociations au mandat de Mme Cécile Roba et de M. Laurent Galloi.

Le Conseil prend connaissance.

**Afstand van een mandaat van werkend lid van de Raad voor maatschappelijk
welzijn- Vervanging - Kennisneming**

De Raad,

Overwegende dat Mevr. Cécile Roba doet afstand van haar mandaat als lid van de raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat zij derhalve moet worden vervangen;

Overwegende dat Mevr. Roba twee opvolgers heeft: dhr. Laurent Galloi en Mevr. Anne-Sylvie Maroy;

Overwegende dat de eerste opvolger, Laurent Galloi, heeft geweigerd Mevr. Roba te vervangen;

Overwegende dat de tweede opvolger, Anne-Sylvie Maroy het mandaat aanvaardt;

Neemt kennis van de afstand van Merv. Cécile Roba en dhr. Laurent Galloi.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

*Renonciation au mandat de membre du Conseil de l'Action Sociale - Mme Roba.pdf,
Renonciation Gallois (1er suppléant Roba).pdf*

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

20.02.2025/A/0007 **Budget 2024.- Modification budgétaire N°5.-Approbation.-Prise de connaissance**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 28 novembre 2024, le Conseil communal a approuvé la modification budgétaire N°5 de 2024 ;

Attendu qu'en date du 29 janvier 2025, celle-ci a été approuvée par expiration du délai légal;

Attendu que la Tutelle précise que la modification budgétaire N°5 se clôture en mali à l'exercice propre et cela en contradiction avec l'article 252 de la Nouvelle Loi communale (cf.annexe);

Attendu que la Tutelle nous demande de trouver les solutions qui s'imposent afin de présenter un résultat à l'exercice propre du budget 2025 à l'équilibre;

Communique au Conseil communal cette décision de l'autorité de tutelle portant sur une matière budgétaire, conformément aux prescriptions de l'article 8 du règlement général de la Nouvelle Comptabilité Communale

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Begroting 2024.-Begrotingswijziging Nr 5.- Goedkeuring.-Kennisgeving.

De raad,

Aangezien de gemeenteraad op 28 november 2024 zijn goedkeuring heeft verleend aan begrotingswijziging nr. 5 van 2024;

Aangezien deze op 29 januari 2025 werd goedgekeurd door de verstrijking van de wettelijke termijn;

Aangezien de toezichthoudende overheid specificeert dat begrotingswijziging nr. 5 wordt afgesloten met een tekort voor het eigen dienstjaar, in strijd met artikel 252 van de nieuwe gemeentewet (zie bijlage);

Aangezien de toezichthoudende overheid ons vraagt om de nodige oplossingen te vinden om een resultaat in evenwicht te presenteren voor het eigen dienstjaar van de begroting 2025;

Informeert de gemeenteraad over deze beslissing van de toezichthoudende overheid inzake een begrotingskwestie, overeenkomstig de voorschriften van artikel 8 van het algemeen reglement op de nieuwe gemeentelijke boekhouding

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Notif signée Commune Uccle MB5 2024 .pdf10687727072555731088.pdf

20.02.2025/A/0008

Demande d'un cinquième douzième provisoire pour 2025.

Le Conseil,

Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;

Vu les élections communales d'octobre 2024 et l'installation du nouveau conseil communal en décembre 2024;

Vu que lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires doivent être arrêtés par le Conseil communal;

Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écarter tout risque de blocage;

Etant donné que le calendrier du budget communal 2025 et du plan triennal prévoit le vote du budget à la fin du mois de mars 2025 ;

Etant donné que le délai d'approbation de la tutelle du budget est de 40 jours, nous menant à la mi-mai;

Etant donné que les quatre douzièmes provisoires votés au Conseil communal du 28 novembre 2024 ne seront pas suffisant ;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2025 d'un douzième supplémentaire des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Verzoek om een voorlopige vijfde twaalfde voor 2025.

De raad,

Gelet op artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad in december 2024;

Aangezien de gemeenteraad voorlopige kredieten moet vastleggen indien de begroting nog niet werd goedgekeurd;

Gelet op de noodzaak om te kunnen voldoen aan de dringendste verplichtingen bij de aanvang van het nieuwe begrotingsjaar en om elke blokkering te vermijden;

Aangezien de kalender van de gemeentebegroting 2025 en het driejarenplan voorziet dat er eind maart 2025 over de begroting moet worden gestemd;

Aangezien de goedkeuringstermijn van de begroting door de toezichthoudende overheid 40 dagen bedraagt, wat ons tot half mei brengt;

Aangezien de vier voorlopige twaalfden waarover de gemeenteraad op 28 november 2024 heeft gestemd, onvoldoende zullen zijn;

Op voorstel van het schepencollege,

Beslist aan de toezichthoudende overheid de toestemming te vragen om voor 2025 te kunnen beschikken over één bijkomende voorlopige twaalfde van de toelagen in de gewone begroting van het voorgaande dienstjaar, goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

20.02.2025/A/0009 **Règlement relatif au cabinet du Bourgmestre**

Le Conseil,

Considérant le nouvel article 21bis §1er de la Nouvelle Loi Communale qui dispose que « *Au plus tard dans les trois mois de son installation, le conseil communal décide si les membres du collège des bourgmestre et échevins peuvent disposer d'un cabinet. Le conseil communal règle la composition et le financement des cabinets, la possibilité de détacher du personnel communal, ainsi que le mode de recrutement, le statut administratif, la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs des cabinets ; Les membres d'un cabinet ne peuvent pas être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux avec un membre du collège des bourgmestre et échevins ; Ils ne peuvent pas occuper les fonctions visées à l'article 71, alinéa 1er, 1° et 2° ; Ils peuvent être des membres détachés de l'administration communale, moyennant l'accord préalable du secrétaire communal. Seuls les membres du personnel des rangs E1 à A4 peuvent être détachés dans le cabinet du bourgmestre ou d'un échevin* » ;

Que vu les délais impartis, le Conseil communal doit adopter une décision au plus tard lors de sa séance du 20 février 2025 ;

Considérant qu'un projet de règlement spécifique a été établi ;

Que ce projet de règlement concerne uniquement un cabinet pour le Bourgmestre eu égard à ses

compétences et à son rôle qui imposent une disponibilité de tous les instants ;

Que ce projet de règlement reprend ce qui doit être décidé par le Conseil communal en vertu du dispositif de l'article 21 bis § 1er de la NLC à savoir :

- la composition du cabinet et son financement ;
- la possibilité de détacher du personnel communal ;
- le mode de recrutement ;
- le statut administratif ;
- la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs des cabinets ;

Considérant en l'espèce que le cabinet du Bourgmestre peut comprendre au maximum 4 membres à temps plein à savoir un chef de cabinet (niveau A, de rang A4 à A7) et trois collaborateurs de cabinet (niveau B ou C) ;

Que les membres du cabinet du Bourgmestre peuvent y être affectés selon les deux modes suivants : recrutement par le biais d'un contrat de travail ou détachement du personnel de l'administration communale de rangs E1 à A4 sur la base d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins qui doit comprendre l'accord préalable de la Secrétaire communale ;

Que les membres du cabinet du Bourgmestre sont soumis aux dispositions du règlement de travail, au règlement sur l'évaluation et aux règlements connexes qui concernent le personnel de l'administration communale ;

Que chaque membre du cabinet du Bourgmestre bénéficie d'une allocation de cabinet annuelle brute non indexée d'un montant de 5.030,49€ ;

Que tant l'allocation de cabinet que la rémunération des membres du cabinet du Bourgmestre sont intégralement prises en charge par le budget de l'administration communale selon les barèmes et les modalités prévus notamment dans le statut pécuniaire ;

Vu que ce projet de règlement a été soumis et accepté par le Collège du 28 janvier 2025 ;

Vu que ce projet de règlement a été soumis au Comité Particulier de Négociation du 6 février 2025 et a fait l'objet d'un protocole d'accord ;

Décide d'approuver le règlement relatif au Cabinet du Bourgmestre tel que repris en annexe.

***Mme la Première Echevine** précise que les allocations de cabinet se justifient en raison du fait que la disponibilité requise pour les tâches à accomplir au sein du cabinet du Bourgmestre y rend difficile l'octroi d'heures supplémentaires.*

***M. Cools** serait favorable à un report de ce point car il conviendrait de mener une discussion approfondie en vue d'une éventuelle modification de ce règlement.*

L'octroi d'un montant total de 20.000 €, soit 5.000 € pour quatre collaborateurs (trois agents et un chef de cabinet), lui semble excessif. Il y a lieu de s'interroger sur la pertinence de la prime accordée.

M. Cools s'interroge aussi sur le type d'effectifs déployés au cabinet car, si un fonctionnaire détaché peut retrouver son ancienne affectation au terme de la mandature d'un bourgmestre (ou si un bourgmestre souhaite s'en séparer), il n'en va pas de même pour un collaborateur plus « politique ». Autrefois, ce dernier type de collaborateur partait sans indemnité. Peut-être pourrait-on s'inspirer du système appliqué dans les cabinets ministériels, fondé sur un régime d'un mois pour 6 mois prestés avec un maximum de 5 mois.

Eu égard à certaines observations, M. Cools se permet de rappeler l'exigence du respect de l'article 58 du règlement de travail relatif au devoir de réserve.

***Mme la Première Echevine** répond que le règlement de travail s'applique aux collaborateurs de cabinet.*

Le respect du devoir de réserve doit toujours être apprécié à l'aune de la

responsabilité propre à chacun de ces fonctionnaires.

Par conséquent, le respect du devoir de réserve de la part des collaborateurs d'un cabinet n'est pas nécessairement incompatible avec la diffusion de certains éléments sur les réseaux sociaux. Tout cela doit faire l'objet d'une interprétation.

Mme la Première Echevine estime toutefois qu'il n'y a pas lieu de préciser davantage les dispositions qui existent déjà dans le règlement de travail puisque, dans la grande majorité, les agents actifs au cabinet travaillent dans le même cadre que les autres agents communaux.

La loi sur les contrats s'applique aux indemnités de fin de contrat. Mme la Première Echevine ne voit pas pourquoi il y aurait lieu de procéder à des modifications, et ce d'autant plus qu'une circulaire a été adoptée pour prendre en considération les situations posées par les fins de mandat de bourgmestre ou d'échevin.

Selon Mme la Première Echevine, le règlement proposé est légitime et logique et ne requiert en aucune manière un report au mois suivant.

M. Cools maintient ses positions, en rappelant l'obligation de préavis conservatoire à laquelle les parlementaires sont tenus envers leurs collaborateurs et dont la commune pourrait s'inspirer.

Selon M. Cools, les membres du cabinet du Bourgmestre sont des fonctionnaires communaux tenus au devoir de réserve conformément au règlement de travail.

Le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur ce point.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Buss Walter, Mavinga-Wumba Cathy.

Reglement op het kabinet van de burgemeester

De raad,

Overwegende het nieuwe artikel 21bis §1 van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt: "Uiterlijk drie maanden na zijn installatie, beslist de gemeenteraad of de leden van het college van burgemeester en schepenen over een kabinet kunnen beschikken. De gemeenteraad regelt de samenstelling en de financiering van de kabinetten, de mogelijkheid om gemeentepersoneel te detacheren, evenals de aanwervingsprocedure, het administratief statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de kabinetsmedewerkers;

De leden van een kabinet mogen noch bloedverwanten of aanverwanten tot in de tweede graad zijn, noch door de huwelijksband verenigd zijn of wettelijk samenwonend zijn met een lid van het college van burgemeester en schepenen;

Ze mogen geen functies bekleden als bedoeld in artikel 71, lid 1, 1° en 2°;

Het mogen gedetacheerde personeelsleden van het gemeentebestuur zijn mits voorafgaandelijk akkoord van de gemeentesecretaris. Enkel de personeelsleden van rang E1 tot A4 kunnen gedetacheerd worden naar het kabinet van een burgemeester of schepenen";

Dat de gemeenteraad gezien de toegekende termijn uiterlijk in zitting van 20 februari 2025 een beslissing moet nemen;

Overwegende dat er een ontwerp van specifiek reglement opgesteld werd;

Dat dit ontwerp van reglement enkel betrekking heeft op een kabinet voor de burgemeester gezien zijn bevoegdheden en zijn rol, die een permanente beschikbaarheid vereisen;

Dat dit ontwerp van reglement herneemt wat door de gemeenteraad beslist moet

worden krachtens de bepalingen van artikel 21bis §1 van de NGW, meer bepaald:

- De samenstelling van het kabinet en de financiering ervan;
- De mogelijkheid om gemeentepersoneel te detacheren;
- De aanwervingsprocedure;
- Het administratief statuut;
- De bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de kabinetsmedewerkers;

Overwegende in dit geval dat het kabinet van de burgemeester hoogstens 4 voltijdse leden mag tellen, meer bepaald een kabinetschef (niveau A, rang A4 tot A7) en drie kabinetsmedewerkers (niveau B of C);

Dat de leden van het kabinet van de burgemeester er op de volgende twee wijzen toe aangesteld kunnen worden: aanwerving via een arbeidsovereenkomst of detachering van het personeel van het gemeentebestuur van rang E1 tot A4 op basis van een beslissing van het college van burgemeester en schepenen die het voorafgaand akkoord van de gemeentesecretaris moet omvatten;

Dat de leden van het kabinet van de burgemeester gebonden zijn aan de bepalingen van het arbeidsreglement, aan het reglement op de evaluatie en aan de samenhangende reglementen die betrekking hebben op het personeel van het gemeentebestuur;

Dat elk lid van het kabinet van de burgemeester een niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto kabinetstoelage van € 5.030,49 krijgt;

Dat zowel de kabinetstoelage als de bezoldiging van de leden van het kabinet van de burgemeester integraal ten laste genomen worden door de begroting van het gemeentebestuur volgens de barema's en de modaliteiten uit het geldelijk statuut;

Aangezien dit ontwerp van reglement voorgelegd werd aan en aanvaard werd door het college van 28 januari 2025;

Aangezien dit ontwerp van reglement voorgelegd werd aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 6 februari 2025 en het voorwerp uitgemaakt heeft van een protocolakkoord;

Beslist het reglement op het kabinet van de burgemeester zoals opgenomen in de bijlage goed te keuren.

De eerste schepen legt uit dat de kabinetsvergoedingen worden gerechtvaardigd door het feit dat de beschikbaarheid die vereist is voor de taken die in het kabinet van de burgemeester moeten worden uitgevoerd, het moeilijk maakt om overuren toe te kennen.

De h. Cools is er voorstander van om dit punt uit te stellen, aangezien er een diepgaande discussie moet worden gevoerd met het oog op een eventuele wijziging van dit reglement.

Hij vindt het totaalbedrag van € 20.000, ofwel € 5.000 voor vier personeelsleden (drie ambtenaren en een kabinetschef) buitensporig hoog. Er zijn redenen om te twijfelen aan de gepastheid van de toegekende premie.

De h. Cools stelde zich ook vragen over het soort personeel dat in het kabinet wordt ingezet, want terwijl een gedetacheerde ambtenaar aan het einde van de ambtstermijn van een burgemeester (of als een burgemeester hem wil laten gaan) kan terugkeren naar zijn oude functie, geldt dat niet voor een meer 'politieke' medewerker. In het verleden vertrok dit laatste type werknemer zonder vergoeding. Misschien kunnen we ons laten inspireren door het systeem dat wordt toegepast in ministeriële kabinetten, gebaseerd op een systeem van één maand voor elke 6 gewerkte maanden, met een maximum van 5 maanden.

Naar aanleiding van bepaalde opmerkingen herinnert de h. Cools eraan dat artikel 58 van het arbeidsreglement betreffende de discretieplicht moet worden

nageleefd.

De eerste schepen antwoordt dat het arbeidsreglement van toepassing is op kabinetsmedewerkers.

De naleving van de discretieplicht moet altijd worden beoordeeld in het licht van de specifieke verantwoordelijkheden van elk van deze ambtenaren.

Bijgevolg is de naleving van de discretieplicht door kabinetsmedewerkers niet noodzakelijk onverenigbaar met de verspreiding van bepaalde informatie op sociale netwerken. Dit alles moet worden geïnterpreteerd.

De eerste schepen is echter van mening dat het niet nodig is om de bepalingen die al bestaan in het arbeidsreglement verder te specificeren, aangezien de overgrote meerderheid van het personeel dat in het kabinet werkt binnen hetzelfde kader werkt als andere gemeentelijke ambtenaren.

Het contractenrecht is van toepassing op ontslagvergoedingen. De eerste schepen ziet geen reden om wijzigingen aan te brengen, vooral omdat er een omzendbrief is aangenomen om rekening te houden met situaties die zich voordoen wanneer de ambtstermijn van een burgemeester of schepen afloopt.

Volgens de eerste schepen is de voorgestelde reglement legitiem en logisch en is uitstel tot de volgende maand geenszins noodzakelijk.

De h. Cools bleef bij zijn standpunt en wees erop dat parlementsleden verplicht zijn hun personeel van tevoren in te lichten en dat de gemeente hier inspiratie uit zou kunnen putten.

Volgens de h. Cools zijn de leden van het kabinet van de burgemeester gemeenteambtenaren met een discretieplicht overeenkomstig het arbeidsreglement.

Uccle en avant zal zich voor dit punt onthouden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Buss Walter, Mavinga-Wumba Cathy.

2 annexes / 2 bijlagen

Version NL du règlement validée par le Collège lors de sa séance du 28 01 2025.pdf,

Version Fr du règlement validée par le Collège lors de sa séance du 28 01 2025.pdf

20.02.2025/A/0010 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Personnel.- Cadre administratif.- Modifications.**

Le Conseil,

Attendu la décision du collège du 21 mai 2024 d'organiser des examens de promotion et de recrutement pour des fonctions d'encadrement de rang 5 et ce dans le but de renforcer la ligne managériale ;

Attendu qu'actuellement le cadre administratif prévoit 7 postes de secrétaire administratif-chef ;

Qu'il faudrait dès lors prévoir dans le cadre administratif 5 emplois supplémentaires de secrétaire administratif- chef ;

Vu que les modifications du cadre ont été soumises et acceptées par le Collège du 30 décembre 2024 ;

Vu que les modifications du cadre ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 16 janvier 2025 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide de modifier le cadre administratif selon le projet en annexe.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Personeel.- Administratief kader.- Wijzigingen.

De raad,

Gelet op de beslissing van het college van 21 mei 2024 om bevorderings- en aanwervingsexamens voor kaderfuncties van rang 5 te organiseren om het managementteam te versterken;
Aangezien het administratief kader momenteel voorziet in 7 posten van administratief hoofdsecretaris;
Aangezien in het administratief kader bijgevolg in 5 extra betrekkingen van administratief hoofdsecretaris voorzien zou moeten worden;
Aangezien de wijzigingen van het kader voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 30 december 2024;
Aangezien de wijzigingen van het kader voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 16 januari 2025 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord,

Beslist het administratief kader te wijzigen volgens het ontwerp in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

cadre+administratif+nouvelle+version+-++2025+NL.pdf.pdf,

cadre+administratif+nouvelle+version+-+vers+2025.pdf.pdf, proTOCOLE

ACCORD cadre adm.pdf

20.02.2025/A/0011 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Personnel ouvrier.- Cadre d'encadrement.- Assistant technique-chef.- Révision**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 19 octobre 2023, le Conseil communal a modifié le cadre ouvrier afin d'ajouter un poste d'assistant technique-chef au sein du service de la voirie ;

Que ce poste n'a pas été pourvu ;

Vu la décision du collège en date du 7 mars 2024, actant la nécessité d'interventions pour éviter la dégradation du cimetière du Dieweg ;

Que dès lors, il y a lieu de modifier le cadre approuvé le 19 octobre 2023, en déplaçant le poste d'assistant technique-chef prévu au service Voirie vers le cimetière du Dieweg ;

Vu que les modifications du cadre ont été soumises et acceptées par le Collège du 30 décembre 2024 ;

Vu que les modifications du cadre ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 16 janvier 2025 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

de modifier le cadre ouvrier de la façon suivante:

Départements	Cadre	Modification	Total
Travaux			
C5			
Voirie	2	-1	1
Etat civil			
Cimetière			
C5	2	+1	3

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. -
Werkliedenpersoneel.- Kader.- Technisch hoofdassistent.- Herziening.**

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 19 oktober 2023 het werklieden kader gewijzigd heeft om een post van technisch hoofdassistent toe te voegen binnen de Wegendienst;

Aangezien in deze post niet voorzien is;

Gelet op de beslissing van het college van 7 maart 2024, die akte neemt van de noodzakelijke ingrepen om de achteruitgang van de begraafplaats van de Dieweg te voorkomen;

Aangezien het kader dat goedgekeurd werd op 19 oktober 2023 bijgevolg gewijzigd moet worden door de post van technisch hoofdassistent die voorzien was op de Wegendienst te verplaatsen naar de begraafplaats van de Dieweg;

Aangezien de wijzigingen van het kader voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 30 december 2024;

Aangezien de wijzigingen van het kader voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 16 januari 2025 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord,

Beslist:

Het werklieden kader als volgt te wijzigen:

Departementen	Kader	Wijziging	Totaal
Werken			
C5			
Wegendienst	2	-1	2
Burgerlijke Stand			
Begraafplaats			
C5	2	+1	3

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
proTOCOLE ACCORD cadre ouvrier.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Extrascolaire - Naschoolse

20.02.2025/A/0012 **Accueil extrascolaire.- Constitution de la Commission communale d'Accueil**

Le Conseil,

Considérant que, dans le cadre du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (communément appelé « décret A.T.L. ») une nouvelle C.C.A. (Commission Communale de l'Accueil) doit être constituée dans les 6 mois qui suivent les élections communales;

Qu'outre le membre désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire et qui siège d'office, quatre membres et leur suppléant sont à désigner par les Conseillers communaux;

Vu que dans l'article 2 de l'arrêté du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003, il est précisé que le Conseil communal désigne les autres représentants à l'issue d'un vote à bulletin secret, sur base d'une liste de candidats, membres du conseil communal, qui se sont préalablement déclarés;

Etant donné qu'il reste 4 postes à pourvoir, chaque membre du Conseil communal dispose de 3 voix et les donne au(x) conseiller(s) communal(aux), qui se sera(ont) porté(s) candidat(s);

Vu la liste de candidats:

Candidats-membres effectifs Kandidaten-werkende leden		Candidats-suppléants Kandidaten-opvolgers
O	Diane Culer	Daniel Hublet
O	Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard
O	Dhoha Smida	Katy Umulinga
O	Cécile Roba	Patricia Nagelmackers

Considérant que sont retenus les candidats qui ont obtenu le plus de voix et qu'en cas de parité de voix, c'est (ce sont) le(les) candidat(s) le(les) moins âgé(s) qui est (sont) désigné(s);

Vu que pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant selon les mêmes modalités;

Considérant que Mme Ariane de Lobkowicz et Mme Alexandre Meeus, les deux

conseillers communaux les plus jeunes respectivement dans la majorité et dans l'opposition, procèdent au recensement des voix ;

Considérant que l'élection des membres effectifs et de leur(s) éventuel(s) suppléant(s) a lieu en séance publique et à scrutin secret ;

38 conseillers prennent part au scrutin et reçoivent chacun 8 bulletins de vote ;

5 bulletins de vote ont été remplacés;
114 bulletins de vote ont été dépouillés dans l'urne ;
114 bulletins de vote sont remis aux assesseurs ;

Considérant que le recensement des voix en ce qui concerne ces bulletins donne le résultat suivant :

114 bulletins valables.
0 bulletins non valables ;
0 bulletins blancs ;

Les suffrages exprimés sur les 114 bulletins valables sont attribués comme suit :

55 voix Diane Culer
35 Voix Cécile Roba
22 voix Céline Vanderborght
2 voix Dhoha Smida

Sont désignés pour la mandature 2024-2030 :

Membres effectifs	Membres suppléants
Diane Culer	Daniel Hublet
Cécile Roba	Thibaud Wyngaard
Céline Vanderborght	Katy Umulinga
Dhoha Smida	Patricia Nagelmackers

en qualité de représentants du Conseil communal à la Commission communale de l'accueil (C.C.A) à dater du renouvellement de celle-ci.

Le Conseil approuve le point.

Buitenschoolse opvang.- Samenstelling van de Gemeentelijke onthaalcommissie

De Raad,

Aangezien er in het kader van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang ("décret A.T.L.") binnen de 6 maanden na de gemeenterverkiezingen een nieuwe gemeentelijke onthaalcommissie moet samengesteld worden;

Dat buiten het lid aangeduid door het College van Burgemeester en schepenen om de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang te coördineren en die van ambtswege zetelt, er door de gemeenteraadsleden vier leden met opvolgers dienen aangeduid te worden;

Gelet op het feit dat artikel 2 van het decreet van 3 december 2003 tot vaststelling van de wijze van toepassing van het decreet van 3 juli 2003 bepaalt dat de gemeenteraad

de overige vertegenwoordigers bij geheime stemming benoemt op basis van een lijst van kandidaten, leden van de gemeenteraad, die zich eerder kandidaat hebben gesteld;

Overwegende dat er nog 4 plaatsen te vervullen zijn, heeft elk lid van de gemeenteraad 3 stemmen en geeft deze aan de gemeenteraadslid(en), die zich kandidaat hebben gesteld;

Gelet op de kandidatenlijst:

Candidats-membres effectifs Kandidaten-werkende leden		Candidats-suppléants Kandidaten-opvolgers
O	Diane Culer	Daniel Hublet
O	Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard
O	Dhoha Smida	Katy Umulinga
O	Cécile Roba	Patricia Nagelmackers

Overwegende dat de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald behouden blijven en dat bij staking van stemmen de jongste kandidaat(en) wordt (worden) benoemd;

Overwegende dat voor elk gewoon lid een plaatsvervanger wordt benoemd volgens dezelfde procedures;

verwegende dat Mevr. De Lobkowicz en dhr. Meeus, gemeenteraadsliden, tellen ze de stemmen;

Overwegende de verkiezing van de effectieve leden en hun eventuele opvolgers van de politieraad in openbare vergadering en bij geheime stemming;

38 raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder 8 stembiljetten;

5 stembiljetten zijn vervangen

114 stembiljetten werden in de stembus aangetroffen;

114 stembiljetten worden overhandigd aan de bijzitters;

De stemopening van deze biljetten geeft volgend resultaat :

114 ongeldige stembiljetten;

0 blanco stembiljetten;

0 geldige stembiljetten.

De op deze 114 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt :

55 stemmen Diane Culer

35 stemmen Cécile Roba

22 stemmen Céline Vanderborght

2 stemmen Dhoha Smida

Besluit tot benoeming voor de periode 2024-2030 :

Volwaardige leden	Plaatsvervangende leden
Diane Culer	Dianel Hublet
Cécile Roba	Patricia Nagelmackers
Céline Vanderborght	Thibaud Wyngaard
Dhoha SMida	Katy Umulinga

als vertegenwoordigers van de Gemeenteraad in de Gemeentelijke Onthaalcommissie (C.C.A.) vanaf de datum van haar vernieuwing.

De Raad keurt het punt goed.

1 annexe / 1 bijlage

Note détaillée CCA et composante 1.docx

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

20.02.2025/A/0013 **Propriétés communales. – Ecoles communales fondamentales d’Uccle –
affectation au domaine public communal de l’ensemble des parcelles formées par
les bâtiments et les terrains sous-jacents.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l’article 117 ;

Considérant que la Commune d’Uccle est propriétaire des écoles énumérées ci-après, comprenant les terrains sous-jacents ainsi que les constructions qu’elle y a fait ériger comme bâtiments scolaires, pour cause d’utilité publique ;

Considérant que les établissements scolaires maternels et primaires énumérées ci-après, accueillent principalement ou exclusivement des élèves soumis à l’enseignement obligatoire ;

Qu’en outre, l’impossibilité de trouver des sites équivalents dans et aux alentours des quartiers résidentiels où elles sont implantées, confère aux infrastructures actuelles de ces écoles fondamentales un caractère irremplaçable dans les faits ;

Considérant qu’afin de préserver ses droits de pouvoir organisateur d’un réseau d’enseignement et de maintenir la continuité du service public scolaire au bénéfice de la collectivité, il est opportun que l’organe compétent pour ce faire décide expressément d’affecter les établissements en question au domaine public communal ;

Considérant que la décision à prendre peut se baser sur le critère du lien avec un service public, à savoir celui de l’enseignement communal ;

Que, de plus, une telle affectation expresse se justifie particulièrement dès lors que seuls ces bâtiments et terrains peuvent permettre la réalisation du service public en question, compte tenu, notamment, des aménagements mis en place et de la présence de locaux (classes, réfectoires, salles d’éducation physique, cours de récréation, équipements spécifiques, entre autres) spécialement adaptés et aux activités scolaires ;

Considérant, à titre subsidiaire, que cette affectation est réalisée également afin de préserver l’usage du bien par tous sans distinction de personne dans la mesure où l’ensemble des élèves (et des parents) ayant choisi l’enseignement communal, se voit garantir l’usage de l’école ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'affecter au domaine public les écoles fondamentales suivantes de la Commune d'Uccle, constituées par l'ensemble des terrains servant de support ainsi que des constructions qui y sont établies, ci-dessous :

Ecole communale de Calevoet sise 10, rue François Vervloet

Ecole communale des Églantiers sise 19, avenue des Églantiers

Ecole communale des Ecureuils, avenue d'Hougoumont,

Ecole communale du Homborch sise 32-34, avenue d'Homborchveld

Ecole communale du Val Fleuri sise 140, rue Gatti de Gamond

Ecole communale du Centre sise 60, rue du Doyenné

Ecole communale du Longchamp sise 29, rue Edith Cavell

Ecole communale de Verrewinkel sise 544, avenue Dolez

Ecole communale de Saint-Job sise 74, rue Jean Benaets.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeente-eigendommen. - Gemeentelijke basisscholen van Ukkel - bestemming tot het gemeentelijk openbaar domein van alle percelen gevormd door de gebouwen en de onderliggende terreinen.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Overwegende dat de gemeente Ukkel eigenaar is van de hierna opgesomde scholen, die de onderliggende terreinen en de bouwwerken die ze er ten algemenen nutte als schoolgebouwen heeft laten optrekken omvatten;

Overwegende dat de hierna opgesomde kleuter- en lagere scholen voornamelijk of uitsluitend leerlingen uit het leerplichtonderwijs tellen;

Dat de onmogelijkheid om gelijkaardige terreinen te vinden in en rond de woonwijken waarin ze ingeplant zijn de huidige infrastructuur van deze basisscholen bovendien in feite een onvervangbare aard verleent;

Overwegende dat het orgaan dat hiervoor bevoegd is uitdrukkelijk moet beslissen om de instellingen in kwestie te bestemmen tot het gemeentelijk openbaar domein om zijn rechten van inrichtende macht van een onderwijsnet te beschermen en de continuïteit van de openbare schooldienst ten bate van de gemeenschap te behouden;

Overwegende dat de te nemen beslissing zich kan baseren op het criterium van het verband met een openbare dienst, meer bepaald die van gemeentelijk onderwijs;

Dat een dergelijke uitdrukkelijke bestemming bovendien in het bijzonder gerechtvaardigd is aangezien enkel deze gebouwen en terreinen de uitvoering van de openbare dienst in kwestie mogelijk maken, rekening houdend met onder andere de aanwezige inrichtingen en de aanwezigheid van lokalen (onder andere klassen, refters, turnzalen, speelplaatsen en specifieke voorzieningen) die speciaal aangepast zijn aan schoolactiviteiten;

Overwegende bijkomstig dat deze bestemming ook tot stand komt om het gebruik van het goed door iedereen te beschermen, zonder onderscheid van personen, in die zin dat aan alle leerlingen (en ouders) die voor het gemeentelijk onderwijs gekozen hebben het gebruik van de school gegarandeerd wordt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

de volgende basisscholen van de gemeente Ukkel, bestaande uit alle terreinen die als ondergrond dienen en alle bouwwerken die erop gevestigd zijn, te bestemmen tot het openbaar domein:

Gemeenteschool Calevoet, François Vervloetstraat 10

Gemeenteschool Les Églantiers, Wilderozelaarslaan 19

Gemeenteschool Les Écureuils, Hougoumontlaan 8

Gemeenteschool Homborch, Homborchveldlaan 32-34

Gemeenteschool Val Fleuri, Gatti de Gamondstraat 140

Gemeenteschool Le Centre, Dekenijstraat 60

Gemeenteschool Longchamp, Edith Cavellstraat 29

Gemeenteschool Verrewinkel, Dolezlaan 544

Gemeenteschool Saint-Job, Jean Benaetsstraat 74.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20.02.2025/A/0014 **Propriétés communales. – Affectation de différentes voiries, avenues, rues et clos au domaine public.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 117 ;

Considérant que des aménagements, travaux et entretien divers sur les égouts doivent être faits dans les prochaines années sur ces voiries par Vivaqua ;

Que Vivaqua n'entamera aucun chantier si celles-ci ne sont pas affectées au domaine public ;

Qu'à la demande du Service de la Voirie, les voiries, rues, avenues et clos situés

Bosveldweg (parcelles cadastrales C164V12 et C164X4) ;

Clos Jean-Pierre de Launoit (F460A partie) ;

Clos Andrée Dumont (F460A partie) ;

Avenue Jacqueline Harpman (F460A partie) ;

Avenue de l'Helianthe (F460A partie) ;

Avenue Juliette (C287T) ;

Place Olivier Strebelle (F460A partie) ;

Rue du Wagon (G139A3/G139B3/G139Y2/G139X2) ;

Rue Zwartebeek (G14M partie) ;

Clos de la Charmeraie (F348E4) ;

Clos de Jongh (F348D4) ;

Clos Monique Rifflet (E250B9) ;

Rue du Roseau (F154V2) ;

Chaussée Saint Job (E181Y, E182L2, E182N2, E182P2, E182C3, E182C4, E182X3 et E182C2) ;

Rue Jean Benaets - Rond point (D193H) ;

Rue du Bourdon/Château d'Or (F49P3 partie) ;

doivent être versés dans le domaine public.

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

d'affecter au domaine public communal les voiries, rues, avenues et clos suivants (parcelles cadastrales correspondantes entre parenthèses) :

Bosveldweg (C164V12 et C164X4) ;

Clos Jean-Pierre de Launoit (F460A partie) ;

Clos Andrée Dumont (F460A partie) ;

Avenue Jacqueline Harpman (F460A partie) ;

Avenue de l'Helianthe (F460A partie) ;

Avenue Juliette (C287T) ;

Place Olivier Strebelle (F460A partie) ;

Rue du Wagon (G139A3/G139B3/G139Y2/G139X2) ;

Rue Zwartebeek (G14M partie) ;

Clos de la Charmeraie (F348E4) ;

Clos de Jongh (F348D4) ;

Clos Monique Rifflet E250B9) ;

Rue du Roseau (F154V2) ;

Chaussée Saint Job (E181Y, E182L2, E182N2, E182P2, E182C3, E182C4, E182X3 et E182C2) ;

Rue Jean Benaets- Rond point (D193H) et

Rue du Bourdon/Château d'Or (F49P3 partie).

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Bestemming van verschillende wegen, lanen, straten en gaarden tot het openbaar domein.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende dat er de komende jaren diverse inrichtingen, werken en onderhoudsbeurten aan de riolering op deze wegen verricht moeten worden door Vivaqua;

Dat Vivaqua geen werken aanvangt indien ze niet tot het openbaar domein worden bestemd;

Dat op vraag van de Wegendienst de wegen, straten, lanen en gaarden gelegen

Bosveldweg (cadastrale percelen C164V12 en C164X4);

Jean-Pierre de Launoitgaarde (F460A deel);

Andrée Dumontgaarde (F460A deel);

Jacqueline Harpmanlaan (F460A deel);

Zonnebloemlaan (F460A deel);

Juliettelaan (C287T);

Olivier Strebelleplein (F460A deel);

Wagenstraat (G139A3/G139B3/G139Y2/G139X2);

Zwartebeekstraat (G14M deel);

Charmeraiegaarde (F348E4);

Andrée De Jonghgaarde (F348D4);

Monique Riffletgaarde (E250B9);

Rietstraat (F154V2);

Sint-Jobsesteenweg (E181Y, E182L2, E182N2, E182P2, E182C3, E182C4, E182X3 en E182C2);

Jean Benaetsstraat - rotonde (D193H);

Horzelstraat/Gulden Kasteelstraat (F49P3 deel);

overgedragen moeten worden naar het openbaar domein;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De volgende wegen, straten, lanen en gaarden te bestemmen tot het gemeentelijk openbaar domein (overeenkomstige cadastrale percelen tussen haakjes):

Bosveldweg (C164V12 en C164X4);

Jean-Pierre de Launoitgaarde (F460A deel);

Andrée Dumontgaarde (F460A deel);

Jacqueline Harpmanlaan (F460A deel);

Zonnebloemlaan (F460A deel);

Juliettelaan (C287T);

Olivier Strebelleplein (F460A deel);

Wagenstraat (G139A3/G139B3/G139Y2/G139X2);

Zwartebeekstraat (G14M deel);

Charmeraiegaarde (F348E4);

Andrée De Jonghgaarde (F348D4);

Monique Riffletgaarde (E250B9);

Rietstraat (F154V2);

Sint-Jobsesteenweg (E181Y, E182L2, E182N2, E182P2, E182C3, E182C4, E182X3 en E182C2);

Jean Benaetsstraat - rotonde (D193H) en

Horzelstraat/Gulden Kasteelstraat (F49P3 deel).

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

20.02.2025/A/0015

L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Propriétés communales. – Rue de Percke : deux parcelles de terrain situées le long de la voie publique et comprenant le ruisseau Verrewinkelbeek/Linkebeek– demande d'occuper provisoirement ce terrain en vue d'entamer les travaux programmés, dans l'attente d'une acquisition en pleine propriété – approbation du projet de convention d'occupation précaire – acceptation des conditions de la cession.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n° 016/23.04.2024/B/0043 par laquelle le Collège échevinal a marqué un accord de principe, entre autres, pour solliciter du CPAS de Bruxelles de pouvoir occuper, à titre précaire et temporaire, deux parcelles lui appartenant situées rue de Percke et cadastrées à Uccle, dans la 4^e division, section F, sous les numéros 447 et 448 D ;

Considérant que le Service de l'Environnement poursuit le projet de végétalisation d'une section du ruisseau Verrewinkelbeek/Linkebeek située rue de Percke, dont l'entretien et le curage incombent à son propriétaire, étant donné que cette section du cours d'eau non navigable, n'est pas classée ;

Que le tronçon considéré est situé entre le point de son apparition à ciel ouvert face au numéro 125 B environ, et l'entrée du clos de Percke, à hauteur du numéro 122,

Qu'il comprend trois parcelles de terre contiguës, dont deux appartiennent au CPAS de Bruxelles, qui s'étirent sur une longueur totale d'environ 170 mètres ;

Qu'elles correspondent, en largeur, au lit du ruisseau, à ses berges et comprennent la clôture en lattes de bois ainsi que la plate-bande étroite située entre celle-ci et la voirie communale ;

Que ces parcelles sont cadastrées respectivement sous les n° s 447, pour une superficie de 350 m², et 448 D, pour une superficie de 320 m² ;

Considérant que la responsable du Département du Patrimoine privé du CPAS de Bruxelles a fait savoir qu'en sa séance du 24 janvier 2024, le Conseil de l'Action sociale de Bruxelles a marqué un accord de principe en vue de vendre les deux parcelles à la Commune d'Uccle ;

Considérant que celle-ci a obtenu un permis d'urbanisme en vue de réaménager les deux parcelles susvisées ;

Considérant que, par un courrier du 12 juillet 2024, le CPAS de Bruxelles a informé de l'accord de son Conseil, en séance du 26 juin 2024, pour céder à la Commune d'Uccle, les deux parcelles susvisées ;

Considérant que, de façon à permettre au Service de l'Environnement de faire débiter le chantier de réaménagement des berges du ruisseau, dont la date prévue pour le commencement, est le 17 mars 2025, il est opportun de solliciter du CPAS de Bruxelles l'autorisation d'occuper provisoirement les deux parcelles visées, dans l'attente d'une acquisition de celles-ci, ainsi que de la parcelle de voirie en pleine propriété ;

Considérant qu'en sa séance du 29 janvier 2025, le Conseil de l'Action sociale de Bruxelles « a décidé d'autoriser la Commune d'Uccle à occuper de manière précaire les parcelles situées à Uccle, 4ème division, section F, n° s 447 et 448d, dans l'attente de la signature de l'acte notarié de cession », et « a approuvé le projet de convention d'occupation précaire » tel que revu par son Département du Patrimoine privé ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'approuver l'acquisition, pour cause d'utilité publique, du Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles, ayant son siège Rue Haute, 298a à 1.000 Bruxelles, deux parcelles lui appartenant

situées rue de Percke et cadastrées à Uccle, dans la 4^e division, section F, sous les numéros 447 et 448 D, et développant des superficies respectivement de 3 ares 50 centiares et 3 ares 20 centiares, au prix de vente définitif pour les deux parcelles, indemnité de remploi comprise, égal à six mille huit cent cinquante-huit euros (6.858,00 €) et moyennant les conditions suivantes mises par le CPAS de Bruxelles :

la prise en charge financière, par la Commune d'Uccle, de l'ensemble des frais relatifs à la vente, ainsi que d'un montant pour frais de dossier s'élevant à deux cent cinquante euros (250,00 €) ;

l'insertion dans l'acte de vente d'une clause ainsi libellée :

« Les antiquités, monnaies, médailles, trésors, fossiles et objets d'histoire naturelle, qui pourraient être retrouvés dans les biens vendus, sont expressément réservés par le Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles, comme ne faisant pas partie de la vente. Il sera permis au Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles de charger un préposé de surveiller les fouilles et l'acquéreur ne pourra, sous aucun prétexte, éloigner ce préposé, sous peine de tous dommages-intérêts » ;

de solliciter l'accord du Centre public d'Action sociale de Bruxelles, pour occuper, à titre précaire et temporaire, les deux parcelles décrites ci-avant, en vue de permettre au Service de l'Environnement communal d'entamer des travaux de réaménagement sans retard ;

d'approuver le projet de convention d'occupation précaire, destiné à prendre fin lors la signature de l'acte d'acquisition des deux parcelles 447 et 448 D ;

de s'engager à conclure avec le CPAS de Bruxelles un acte authentique de cession devant notaire, à bref délai.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Gemeente-eigendommen. - de Perckestraat: twee percelen grond gelegen langs de openbare weg die de Verrewinkelbeek/Linkebeek bevatten - vraag om dit terrein voorlopig te bezetten om de geplande werken aan te vatten, in afwachting van een verwerving van de volle eigendom - goedkeuring van het ontwerp van de preciaire bezettingsovereenkomst - aanvaarding van de voorwaarden van de overdracht.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikels 117 en 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/23.04.2024/B/0043 waarbij het schepencollege onder andere zijn principeakkoord verleend heeft om aan het OCMW van Brussel te vragen om twee percelen grond die hem toebehoren, gelegen in de de Perckestraat en gekadastraerd te Ukkel, 4de afdeling, sectie F, onder nummer

447 en 448 D, op een preciaire en tijdelijke basis te mogen bezetten;

Overwegende dat de Milieudienst het vergroeningsproject uitvoert op een deel van de Verrewinkelbeek/Linkebeek in de de Perckestraat waarvan het onderhoud en de reiniging onder de verantwoordelijkheid van de eigenaar vallen, aangezien dit deel van de waterloop, dat niet bevaarbaar is, niet geklasseerd is.

Overwegende dat het gedeelte in kwestie zich bevindt tussen het punt waar het in de open lucht verschijnt tegenover nummer 125 B ongeveer, en de ingang van de de Perckegaarde, ter hoogte van nummer 122;

Overwegende dat het drie aan elkaar grenzende percelen omvat, waarvan er twee toebehoren aan het OCMW van Brussel, die zich uitstrekken over een totale lengte van ongeveer 170 meter;

Overwegende dat ze in de breedte overeenkomen met de bedding van de beek en de oevers en de houten lattenomheining en de smalle strook grond tussen de lattenomheining en de gemeentelijke weg omvatten;

Overwegende dat deze percelen gekadastreerd zijn respectievelijk onder nummer 447, voor een oppervlakte van 350 m², en 448 D, voor een oppervlakte van 320 m²;

Overwegende dat de verantwoordelijke van het departement Privépatrimonium van het OCMW van Brussel heeft meegedeeld dat de raad voor maatschappelijk welzijn van Brussel in zitting van 24 januari 2024 een principeakkoord heeft verleend aan de verkoop van de twee percelen aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze een stedenbouwkundige vergunning heeft verkregen met het oog op de herinrichting van de twee bovenvermelde percelen;

Overwegende dat het OCMW van Brussel per brief van 12 juli 2024 heeft meegedeeld dat zijn raad in zitting van 26 juni 2024 heeft ingestemd met de overdracht van de twee voornoemde percelen aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat, om de Milieudienst in staat te stellen de werkzaamheden voor de heraanleg van de oevers van de beek, die op 17 maart 2025 moet beginnen, aan te vatten, het aangewezen is aan het OCMW van Brussel toestemming te vragen om de twee percelen in kwestie voorlopig te bezetten, in afwachting van een verwerving ervan, alsook het wegperceel in volle eigendom;

Overwegende dat de Brusselse raad voor maatschappelijk welzijn in zitting van 29 januari 2025 “beslist heeft om de gemeente Ukkel toestemming te geven om de percelen gelegen te Ukkel, 4de afdeling, sectie F, nrs. 447 en 448d, in afwachting van de ondertekening van de notariële akte van overdracht, op preciaire wijze te bezetten” en “het ontwerp van preciaire

bezettingsovereenkomst geeft goedgekeurd” zoals herzien door zijn departement Privé-erfgoed;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de aankoop, in het algemeen belang, van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel, met maatschappelijke zetel in de Hoogstraat 298a 1000 Brussel, van twee aan dit centrum toebehorende percelen gelegen in de de Perckestraat en gekadastraerd te Ukkel, 4de afdeling, sectie F, onder de nummers 447 en 448 D, met een oppervlakte van respectievelijk 3 are 50 centiares en 3 are 20 centiares, aan de definitieve verkoopprijs voor de twee percelen, incl. wederbeleggingsvergoeding, gelijk aan zesduizend achthonderd achtenvijftig euro (€ 6.858,00), onder de volgende door het OCMW van Brussel vastgestelde voorwaarden:

de gemeente Ukkel draagt alle kosten met betrekking tot de verkoop, evenals een bedrag van tweehonderdvijftig euro (€ 250,00) voor dossierkosten;

de invoeging in de verkoopakte van een bepaling met de volgende tekst:

“Antiquiteiten, munten, medailles, schatten, fossielen en natuurhistorische voorwerpen die zich in de verkochte goederen kunnen bevinden, worden door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel uitdrukkelijk voorbehouden als niet deeluitmakend van de verkoop. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn te Brussel zal een aangestelde belasten met het toezicht op de opgravingen en de koper mag deze aangestelde in geen geval verwijderen, op straffe van alle schadevergoedingen”;

de instemming te vragen van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel om de twee hierboven beschreven percelen op precaire en tijdelijke basis te bezetten, zodat de gemeentelijke Milieudienst onverwijld met de herinrichtingswerken kan beginnen;

het ontwerp van de precaire bezettingsovereenkomst goed te keuren, dat eindigt bij de ondertekening van de aankoopakte van percelen 447 en 448 D;

zich ertoe verbinden zo snel mogelijk een authentieke verkoopakte voor de notaris af te sluiten met het OCMW van Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

20250220_Projet_conv_occup_2_parcelles_REVU_CPASBRU_FN_fr.pdf,

20250203_IN_De_S_Moens_CPASBRU_accord_CAS_conv_occup.pdf,

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

20.02.2025/A/0016 **Sport.- Octroi d'un subside à l'organisation des "24 Heures Vélo du bois de la Cambre".- Année 2025**

Le Conseil,
Considérant que les "24 Heures Vélo du Bois de la Cambre" participent à la promotion de la mobilité douce en ce que cet événement sportif et convivial "met en selle" des milliers de jeunes;
Considérant que la pratique du vélo s'avère également très positive pour la santé et pour l'environnement;
Considérant que l'événement se déroulera au Bois de la Cambre, à proximité de notre commune, que des groupements ucclois y participeront, que l'équipe organisatrice compte plusieurs Ucclois dans ses rangs;
Considérant que les organisateurs sollicitent un subside dans le cadre de la 39^e édition qui se tiendra les 29 et 30 mars prochains;

Décide d'octroyer un subside de 1.000 € aux "24 Heures Vélo du Bois de la Cambre" pour l'organisation de sa 39^{ième} édition les 29 et 30 mars 2025.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Sport.- Toekenning van een subsidie aan de "24 Heures Vélo du bois de la Cambre".- Jaar 2025

De Raad,
Overwegende dat de "24 heures vélo du Bois de la Cambre" inspeelt op de aanmoediging van zachte mobiliteit aangezien dit sportevenement duizenden jongeren op de fiets krijgt;
Overwegende dat fietsen bovendien erg goed is voor de gezondheid en het milieu;
Overwegende dat het evenement plaatsvindt in het Ter Kamerenbos, vlakbij onze gemeente, dat Ukkelse groepen eraan zullen deelnemen, dat talrijke Ukkelaars meewerken aan de organisatie van dit evenement;
Overwegende dat de organisatoren een subsidie aanvragen in het kader van de 39^{ste} editie die plaatsvindt op 29 en 30 maart,

Beslist een subsidie van € 1.000 toe te kennen aan "24 uur fietsen van het Ter Kamerenbos" voor de organisatie van de 39^e editie op 29 en 30 maart 2025.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

programme d'activités (2025).pdf, Satut MB 2024.pdf, Plans_39e-240907-A0_Plan d'implantation.pdf, RIB ASBL.pdf, Courrier demande de soutien Uccle (39e).pdf, 24 heures vélo 2025 Formulaire-subsidie-ponctuel_FORM_2022_U1180_fr.pdf, (2025) Note explicative 24H vélo bdc.pdf, Aperçu demandes soutien 2025.pdf, Bilan prévisionnel 39e édition des 24h vélo du Bois de la Cambre 20_11.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

20.02.2025/A/0017 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.2. Accès interdit

Art.1.2.1. L'accès est interdit, dans les deux sens, à tout conducteur, dans les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux C3.

Art.1.2.1.2. Moensberg, de la rue du Bourdon jusqu'au n° 133;

Art.1.4. Accès interdit (masse)

Art.1.4.1. L'accès est interdit aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse la masse indiquée. La mesure est matérialisée par des signaux C21, complétés éventuellement par un panneau additionnel portant la mention adéquate (par exemple excepté circulation locale).

Art.1.4.1.1. Moensberg, 3,5 tonnes (excepté circulation locale);

Article 3 : Régime de priorité de circulation

Art.3.2. Autorisation pour cyclistes à franchir le feu

Art.3.2.1. Les cyclistes sont autorisés à franchir les signaux lumineux tricolores mentionnés à l'article 61 du code de la route lorsque ceux-ci sont soit rouges soit jaune-orange, à condition qu'ils cèdent le passage aux autres usagers de la route

circulant sur la voie publique ou la chaussée aux endroits suivants afin de tourner à droite . La mesure sera matérialisée par des signaux B22.

Art.3.2.1.15. Avenue Wolvendaël, en venant de la rue de la Fauvette;

Art.3.2.1.16. Avenue Wolvendaël, en venant de la rue Rouge;

Art.3.2.1.17. Avenue Wolvendaël, en venant du Dieweg;

Art.3.2.1.18. Avenue Jean et Pierre Carsoel, en venant du Dieweg;

Art.3.2.1.19. Place de Saint-Job, en venant de la chaussée de Saint-Job;

Art.3.2.1.20. Place de Saint-Job, en venant de la place de Saint-Job;

Art.3.2.1.21. Avenue Jean et Pierre Carsoel, en venant de la place de Saint-Job;

Art.3.2.1.22. Chaussée de Saint-Job, en venant de l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.177. Moensberg, 35 (1-3m);

Art.4.1.2.178. Moensberg, 43 (1-3m);

Art.4.1.2.179. Moensberg, 69 (1-3m);

Art.4.1.2.180. Avenue des Belettes, côté opposé au n° 1 (1-3m);

Art.4.1.2.181. Rue Copernic, 2C (1-3m);

Art.4.1.2.182. Rue de l'Etoile, 178 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.183. Avenue de Floréal, 118 (1-3m);

Art.4.1.2.184. Rue Vanderkindere, 250 (1-3m);

Art.4.1.2.185. Rue du Coq, 10 (1-3m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.199. Rue Victor Gambier, 2 (13m);

Art.5.7.7.200. Rue Geleytsbeek, 250 (13m);

Art.5.7.7.201. Chaussée d'Alseberg, 521 (13m);

Art.5.7.7.202. Avenue des Chênes, 16 (12m);

Art.5.7.7.203. Avenue du Maréchal, 31 (12m);

Art.5.7.7.204. Avenue d'Orbaix, 24 (12m);

Art.5.7.7.205. Avenue Mozart, 8 (12m);

Art.5.7.7.206. Rue Pierre de Puyselaer, 69 (12m);

Art.5.7.7.207. Rue Joseph Stallaert, 79 (12m);

Art.5.7.7.208. Rue Général Lotz, 55 (12m);

Art.5.7.7.209. Rue Dodonée, au carrefour avec l'avenue Molière, côté impair (12m);

Art.5.7.7.210. Avenue Winston Churchill, 75 (13m);

Art.5.7.7.211. Avenue Winston Churchill, 251 (13m);

Art.5.7.7.212. Rue du Framboisier, au carrefour avec l'avenue René Gobert, côté impair (13m);

Art.5.7.7.213. Rue Langeveld, 157 (12m);

Art.5.7.7.214. Rue Zeecrabbe, 61 (12m);

Art.5.7.7.215. Rue des Carmélites, 72 (12m);

Art.5.7.7.216. Rue Emile Lecomte, côté opposé au n° 43 (13m);

Art.5.7.7.217. Rue de la Fourragère, 1 (12m);
Art.5.7.7.218. Rue Victor Allard, 4 (13m);
Art.5.7.7.219. Rue Henri Van Zuylen, 22 (13m);
Art.5.7.7.220. Avenue Joseph Jongen, 22 (12m);
Art.5.7.7.221. Avenue Fond'Roy, 103 (12m);
Art.5.7.7.222. Chaussée d'Alseberg, 1270 (13m);
Art.5.7.7.223. Avenue du Silence, 57 (2 emplacements);
Art.5.7.7.224. Chemin de la Truite, côté opposé au n° 37 (2 emplacements);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.120. Avenue de Messidor, 310;
Art.5.9.1.121. Avenue Winston Churchill, 28 (6m);
Art.5.9.1.122. Moensberg, 14 (6m);
Art.5.9.1.123. Avenue des Ormeaux, côté opposé au n° 32 (6m);
Art.5.9.1.124. Rue Général Lotz, 46 (6m);
Art.5.9.1.125. Drève d'Anjou, 17 (6m);
Art.5.9.1.126. Rue François Vervloet, 175 (6m);
Art.5.9.1.127. Rue François Vervloet, 182 (6m);

Article 6 : Arrêt et stationnement (marques routières)

Art.6.2. Bande de stationnement

Art.6.2.1. Une bande de stationnement de 2 m au moins de largeur sera délimitée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes. La mesure est matérialisée par une large ligne continue de couleur blanche marquant le bord fictif de la chaussée, conformément à l'art. 75.2. de l'A.R.

Art.6.2.1.5. Moensberg, du n° 43 jusqu'au n° 69, du n° 71 jusqu'au n° 73, du n° 94 jusqu'au n° 82 et du n° 22 jusqu'au n° 20;

Art.6.3. Emplacements de stationnement

Art.6.3.1. Des emplacements de stationnement délimités par des marques de couleur blanche sont établis aux endroits suivants longitudinalement.

Art.6.3.1.11. Rue Alphonse Asselbergs, 5 (6m);

Art.6.3.3. Des emplacements de stationnement délimités par des marques de couleur blanche sont établis aux endroits suivants en oblique.

Art.6.3.3.2. Moensberg, du n° 35 jusqu'au n° 43, 6 emplacements;

Article 7 : Voies publiques à statut spécial

Art.7.1. Zones résidentielles et zones de rencontre

Art.7.1.1. Une zone résidentielle est réalisée aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par les signaux F12a et F12b.

Art.7.1.1.52. Moensberg, de la rue de Linkebeek jusqu'au n° 133;

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière,

conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.2. Verboden toegang

Art.1.2.1. De toegang is verboden, in beide richtingen, voor iedere bestuurder, tot de onderstaande wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door het plaatsen van verkeersborden C3.

Art.1.2.1.2. Moensberg, van de Horzelstraat tot aan het nr. 133;

Art.1.4. Verboden toegang (massa)

Art.1.4.1. De toegang is verboden voor bestuurders van voertuigen waarvan het gewicht in beladen toestand hoger is dan het aangeduide gewicht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden C21, eventueel aangevuld met een onderbord met de geschikte vermelding (bv. uitgezonderd plaatselijk verkeer).

Art.1.4.1.1. Moensberg, 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijk verkeer);

Artikel 3 : Voorrangsregime

Art.3.2. Toelating voor fietsers om het verkeerslicht voorbij te rijden

Art.3.2.1. Fietsers mogen de in artikel 61 van de Wegcode genoemde verkeerslichten oversteken als ze rood of oranjegeel zijn, mits ze de voorrang verlenen aan de andere weggebruikers op de openbare weg op de volgende plaatsen m rechtsaf te

slaan. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met een verkeersbord B22.
Art.3.2.1.15. Wolvendaellaan, komende van de Grasmusstraat;
Art.3.2.1.16. Wolvendaellaan, komende van de Rodestraat;
Art.3.2.1.17. Wolvendaellaan, komende van de Dieweg;
Art.3.2.1.18. Jean en Pierre Carsoellaan, komende van de Dieweg;
Art.3.2.1.19. Sint-Jobsplein, komende van de Sint-Jobsesteenweg;
Art.3.2.1.20. Sint-Jobsplein, komende van het Sint-Jobsplein;
Art.3.2.1.21. Jean en Pierre Carsoellaan, komende van het Sint-Jobsplein;
Art.3.2.1.22. Sint-Jobsesteenweg, komende van de Jean en Pierre Carsoellaan;

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.177. Moensberg, 35 (1-3m);
Art.4.1.2.178. Moensberg, 43 (1-3m);
Art.4.1.2.179. Moensberg, 69 (1-3m);
Art.4.1.2.180. Wezelslaan, aan de overkant van het nr. 1 (1-3m);
Art.4.1.2.181. Copernicusstraat, 2C (1-3m);
Art.4.1.2.182. Sterstraat, 178 (2 zones, 1-3m);
Art.4.1.2.183. Floréallaan, 118 (1-3m);
Art.4.1.2.184. Vanderkinderestraat, 250 (1-3m);
Art.4.1.2.185. Haanstraat, 10 (1-3m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.199. Victor Gambierstraat, 2 (13m);
Art.5.7.7.200. Geleytsbeekstraat, 250 (13m);
Art.5.7.7.201. Alsebergsesteenweg, 521 (13m);
Art.5.7.7.202. Eikenlaan, 16 (12m);
Art.5.7.7.203. Maarschalklaan, 31 (12m);
Art.5.7.7.204. d'Orbaixlaan, 24 (12m);
Art.5.7.7.205. Mozartlaan, 8 (12m);
Art.5.7.7.206. Pierre De Puysselaerstraat, 69 (12m);
Art.5.7.7.207. Joseph Stallaertstraat, 79 (12m);
Art.5.7.7.208. Generaal Lotzstraat, 55 (12m);
Art.5.7.7.209. Dodonéestraat, aan het kruispunt met de Molièrelaan, onpare kant (12m);
Art.5.7.7.210. Winston Churchilllaan, 75 (13m);
Art.5.7.7.211. Winston Churchilllaan, 251 (13m);
Art.5.7.7.212. Frambozenstruikstraat, aan het kruispunt me de René Gobertlaan, onpare kant (13m);
Art.5.7.7.213. Langeveldstraat, 157 (12m);
Art.5.7.7.214. Zeecrabbestraat, 61 (12m);
Art.5.7.7.215. Karmelietenstraat, 72 (12m);

Art.5.7.7.216. Emile Lecomtestraat, aan de overkant van het nr. 43 (13m);
Art.5.7.7.217. Fourragèrestraat, 1 (12m);
Art.5.7.7.218. Victor Allardstraat, 4 (13m);
Art.5.7.7.219. Henri Van Zuylensstraat, 22 (13m);
Art.5.7.7.220. Joseph Jongenlaan, 22 (12m);
Art.5.7.7.221. Vronerodelaan, 103 (12m);
Art.5.7.7.222. Alsebergsesteenweg, 1270 (13m);
Art.5.7.7.223. Stillelaan, 57 (2 plaatsen);
Art.5.7.7.224. Forelweg, aan de overkant van het nr. 37 (2 plaatsen);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.120. Messidorlaan, 310;
Art.5.9.1.121. Winston Churchilllaan, 28 (6m);
Art.5.9.1.122. Moensberg, 14 (6m);
Art.5.9.1.123. Olmpjeslaan, aan de overkant van het nr. 32 (6m);
Art.5.9.1.124. Generaal Lotzstraat, 46 (6m);
Art.5.9.1.125. Anjoudreef, 17 (6m);
Art.5.9.1.126. François Vervloetstraat, 175 (6m);
Art.5.9.1.127. François Vervloetstraat, 182 (6m);

Artikel 6 : Stilstaan en parkeren (wegmarkeringen)

Art.6.2. Parkeerstrook

Art.6.2.1. Een parkeerstrook van minimaal 2 meter breedte wordt afgebakend op de rijbaan parallel met het trottoir in de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een doorlopende witte streep die de fictieve boord aangeeft van de rijbaan, conform artikel 75.2. van het K.B.

Art.6.2.1.5. Moensberg, van het nr. 43 tot aan het nr. 69, van het nr. 71 tot aan het nr. 73, van het nr. 94 tot aan het nr. 82 en van aan het nr. 22 tot aan het nr. 20;

Art.6.3. Afgebakende parkeerplaatsen

Art.6.3.1. Parkeerplaatsen afgebakend met witte strepen worden ingesteld op de volgende plaatsen overlans.

Art.6.3.1.11. Alphonse Asselbergsstraat, 5 (6m);

Art.6.3.3. Parkeerplaatsen afgebakend met witte strepen worden ingesteld op de volgende plaatsen schuin.

Art.6.3.3.2. Moensberg, van het nr. 35 tot aan het nr. 43, 6 plaatsen;

Artikel 7 : Openbare wegen met een bijzonder statuut.

Art.7.1. Erven en woonerven

Art.7.1.1. Een woonerf wordt ingesteld op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met de verkeersborden F12a en F12b.

Art.7.1.1.52. Moensberg, van de Linkebeekstraat tot aan het nr. 133;

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de

Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

35 annexes / 35 bijlagen

12_DPVR-Uccle-Avenue Winston Churchill, 75.pdf, 16_DPVC-Uccle-Rue Zeecrabbe, 59.pdf, 09_DPVC-Uccle-Rue Joseph Stallaert, 81.pdf, ZE_Etoile 178.pdf, 01_DPVC-Uccle-Rue Victor Gambier, 2.pdf, 05_DPVC-Uccle-Avenue du Maréchal, 31.pdf, 13_DPVR-Uccle-Avenue Winston Churchill, 251.pdf, ZE_Copernic 2C.pdf, 02_DPVC-Uccle-Rue Geleytsbeek, 250.pdf, 07_DPVC-Uccle-Avenue Mozart, 8.pdf, 20_DPVC-Uccle-Rue Victor Allard, 771 côté rue Victor Allard.pdf, 26_DPVC-Uccle-Chemin de la Truite, en face du 37.pdf, 2025 02 20_Cc_Note explicative.docx.pdf, 04_DPVC-Uccle-Avenue des Chênes, 16.pdf, 19_DPVC-Uccle-Rue de la Fourragère, 1.pdf, 24_DPVR-Uccle-Chaussée d'Alseberg, 1264.pdf, 08_DPVC-Uccle-Rue Pierre de Puyselaer, 71.pdf, ZE_Chantecler 1 (Belettes).pdf, ZE_Floréal 118.pdf, 10_DPVC-Uccle-Rue Général Lotz, 55.pdf, 11_DPVC-Uccle-Avenue Molière, 351.pdf, 23_DPVC-Uccle-Avenue Fond'Roy, 103.pdf, 2025 02 20_Annexes.pdf, 22_DPVC-Uccle-Avenue Joseph Jongen, 22.pdf, ZE_Coq 10.pdf, 21_DPVC-Uccle-Rue Henri Van Zuylen, 22.pdf, 25_DPVC-Uccle-Avenue du silence, côté impair, en face du 70.pdf, ZR_Moensberg-Linkebeek.pdf, 15_DPVC-Uccle-Rue Langeveld , côté impair, face au 150.pdf, 17_DPVC-Uccle-Rue des Carmélites, 72.pdf, 18_DPVC-Uccle-Emile Lecomte , côté pair, en face du 53.pdf, ZE_Vanderkindere 250.pdf, 14_DPVC-Uccle-Rue du Framboisier, 35.pdf, 06_DPVC-Uccle-Avenue d'Orbaix, 28.pdf, 03_DPVR-Uccle-Chaussée d'Alseberg, 521.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

20.02.2025/A/0018 **Appel à subventions permettant d'obtenir le Label « Commune amie des animaux ».- Octroi du subside et approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 28 mai 2024 d'approuver le principe d'introduire un dossier de candidature auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vue d'obtenir une subvention;

Considérant que la subvention est octroyée pour l'octroi d'une prime aux ménages pour l'adoption d'un animal en refuge (existant depuis 2019), l'octroi d'une prime 'identification/vaccination/stérilisation' de son animal domestique pour les faibles revenus (existant depuis 2022), 2 conférences sur l'adoption d'animaux en refuge,

une sensibilisation dans les écoles (relation chien-enfant) et un atelier sur l'usage des huiles essentielles pour le chien et les autres animaux en alternative aux produits chimiques;

Considérant que le montant de subside s'élève à 3.000 € pour la prime adoption et 4.000 € pour la prime 'identification/vaccination/stérilisation', 1.000 € pour les 2 conférences, 4.000€ pour la sensibilisation et 3.000€ pour l'atelier huiles essentielles soit un total de 15.000 €;

Considérant que la commune d'Uccle a reçu 4 années consécutives le label « commune amie des animaux » et qu'il y a lieu de poursuivre dans cette voie, tant pour les droits et le bien-être des animaux que pour l'exemplarité des pouvoirs publics;

Vu la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2024/Uccle/BEA_Label,

Décide d'approuver la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2024/Uccle/BEA_Label.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

**Subsidieaanvraag om het label "Diervriendelijke gemeente" te krijgen.-
Toekenning van de subsidie en goedkeuring van de overeenkomst.**

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van 28 mei 2024 tot goedkeuring van het principe om een kandidatuurdossier in te dienen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om een subsidie te krijgen;

Overwegende dat de subsidie toegekend wordt voor de toekenning van een premie aan gezinnen voor de adoptie van een dier uit het asiel (bestaand sinds 2019) en de toekenning van een premie 'identificatie/vaccinatie/sterilisatie' van een huisdier voor mensen met een laag inkomen (bestaand sinds 2022), 2 lezingen over de adoptie van dieren uit het asiel, een sensibilisering in de scholen (relatie hond-kind) en een workshop over het gebruik van essentiële oliën voor de hond en andere dieren als alternatief voor chemische producten;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie € 3.000 voor de adoptiepremie en € 4.000 voor de premie 'identificatie/vaccinatie/sterilisatie', € 1.000 voor de 2 lezingen, € 4.000 voor de sensibilisering en € 3.000 voor de workshop essentiële oliën, hetzij een totaal van € 15.000;

Overwegende dat de gemeente Ukkel 3 jaar na elkaar het label "Diervriendelijke gemeente" gekregen heeft en dat voortgegaan moet worden op deze weg, zowel voor de dierenrechten en het dierenwelzijn als voor de voorbeeldfunctie van de overheid;

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de subsidie met als kenmerk SUB/2024/Uccle/BEA_Label,

Beslist de overeenkomst met betrekking tot de subsidie met als kenmerk SUB/2024/Uccle/BEA_Label goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

20.02.2025/A/0019 **CPAS - Budget 2024 - Modification budgétaire n°4 - Service exploitation.**

Le Conseil,
Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2024;
Vu les articles 26 bis et 88, § 2 et 112 bis §1 et 4 de la loi organique;
Attendu que par sa délibération du 18/12/2024, parvenue à notre administration le 06/01/2025, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 4 du service exploitation;
Attendu que ces modifications n'augmentent pas la dotation communale,
Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

OCMW - Begroting 2024 - Begrotingswijziging nr4 - Exploitatiedienst.

De Raad,
Gelet op de begroting voor het jaar 2024 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;
Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 en 112 bis § 1 en 4 van de organieke wet;
Aangezien de Raad voor Maatschappelijke Welzijn bij beraadslaging van 18/12/2024, bij het gemeentebestuur aangekomen op 06/01/2025, besloten heeft de wijzigingen nr 4 van de exploitatiedienst goed te keuren;
Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen,
Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen
20241218-A-0015-AN-001.pdf, 20241218-A-0015-AN-002.pdf, 20241218-A-0015-DE-NL.pdf, 20241218-A-0015-DE-FR.pdf, 20241218-A-0015-AN-003.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

20.02.2025/A/0020 **Enseignement communal - Composition de la délégation du Pouvoir organisateur - Commission Paritaire Locale**

Le Conseil,

Attendu que l'article 1.1 du règlement de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) établit que la délégation du pouvoir organisateur est composée de neuf membres effectifs et de neuf membres suppléants ;

Vu que les différents chefs de groupes représentés au Conseil communal ont marqué leur accord quant au fait de ne pas envoyer de représentant dans cette assemblée;

Qu'il convient de désigner neuf membres effectifs représentant le Pouvoir organisateur :

Mme Carine GOL-LESCOT, Echevin,

Mme Odile Margaux , Echevin,

Mme Laurence VAINSEL, Secrétaire communale,

Mme Véronique GONZALEZ, Attachée principale f.f.,

M. Philippe WARGNIES, Directeur département Affaires éducatives,

M. Philippe REGNAULT, Coordinateur scolaire,

L'Attaché budgétaire au service de l'Education,

L'Attaché juridique au service de l'Education

un représentant du SIPPT

Qu'il convient de désigner des membres suppléants :

Mme Valentine DELWART, Echevine,

Mme Maëlle de Brouwer, Echevine,

M. Thierry BRUIER DESMETH, Secrétaire communal adjoint,

Mme Sylvie DUEZ, Directrice département des ressources humaines

Décide :

- de désigner les neuf membres effectifs représentant le Pouvoir organisateur :

Mme Carine GOL-LESCOT, Echevin,

Mme Odile Margaux , Echevin,

Mme Laurence VAINSEL, Secrétaire communale,

Mme Véronique GONZALEZ, Attachée principale f.f.,

M. Philippe WARGNIES, Directeur département Affaires éducatives,

M. Philippe REGNAULT, Coordinateur scolaire,

L'Attaché budgétaire au service de l'Education,

L'Attaché juridique au service de l'Education,

Un représentant du SIPPT

- de désigner comme membres suppléants :

Mme Valentine DELWART, Echevine,

Mme Maëlle de Brouwer, Echevine,

M. Thierry BRUIER DESMETH, Secrétaire communal adjoint,

Mme Sylvie DUEZ, Directrice département des ressources humaines

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs - Samenstelling van de afvaardiging van de inrichtende macht - Plaatselijke paritaire commissie

De raad,

Aangezien artikel 1.1 van het reglement van de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO) bepaalt dat de afvaardiging van de inrichtende macht bestaat uit negen

werkende leden en negen plaatsvervangende leden;
Aangezien de verschillende fractieleiders die in de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn toegestemd hebben om geen vertegenwoordiger naar deze vergadering te sturen;
Aangezien er negen werkende leden die de inrichtende macht vertegenwoordigen aangeduid moeten worden: Mevr. Carine GOL-LESCOT, schepen,
Mevr. Odile Margaux, schepen,
Mevr. Laurence VAINSEL, gemeentesecretaris,
Mevr. Véronique GONZALEZ, wd. eerstaanwezend attaché,
Dhr. Philippe WARGNIES, directeur van het departement Educatieve Zaken,
Dhr. Philippe REGNAULT, schoolcoördinator,
De budgettaire attaché van de dienst Opvoeding,
De juridische attaché van de dienst Opvoeding,
Een vertegenwoordiger van de IDPBW;

Aangezien er plaatsvervangende leden aangeduid moeten worden:
Mevr. Valentine DELWART, schepen,
Mevr. Maëlle de Brouwer, schepen,
Dhr. Thierry BRUIER DESMETH, adjunct-gemeentesecretaris,
Mevr. Sylvie DUEZ, directrice van het departement Human Resources;

Beslist:

- De negen werkende leden die de inrichtende macht vertegenwoordigen aan te duiden:

Mevr. Carine GOL-LESCOT, schepen,
Mevr. Odile Margaux, schepen,
Mevr. Laurence VAINSEL, gemeentesecretaris,
Mevr. Véronique GONZALEZ, wd. eerstaanwezend attaché,
Dhr. Philippe WARGNIES, directeur van het departement Educatieve Zaken,
Dhr. Philippe REGNAULT, schoolcoördinator,
De budgettaire attaché van de dienst Opvoeding,
De juridische attaché van de dienst Opvoeding,
Een vertegenwoordiger van de IDPBW;

- Aan te duiden als plaatsvervangende leden:

Mevr. Valentine DELWART, schepen,
Mevr. Maëlle de Brouwer, schepen,
Dhr. Thierry BRUIER DESMETH, adjunct-gemeentesecretaris,
Mevr. Sylvie DUEZ, directrice van het departement Human Resources.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

20.02.2025/A/0021 **Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Changement d'appellation.**

Le Conseil,

Considérant que le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'engage à mener un projet de renforcement et d'optimisation de l'Enseignement de Promotion Sociale afin de le repositionner au sein d'un écosystème revu en menant entre autres des actions sur la lisibilité, la cohérence et l'efficience de ce type d'enseignement;

Que par ailleurs le terme de "Promotion Sociale" ne reflète plus la réalité de ce type

d'enseignement qui est encore généralement associé à des cours du soir alors que les cours proposés répondent à d'autres besoins et offre des formations très diversifiées, même en journée, répondant plus aux demandes du public, même si cet enseignement reste encore méconnu;

Que nos cours de Promotion sociale d'Uccle cherchent à toucher un plus large échantillon de public en s'inscrivant dans une démarche similaire à celle menée pour les écoles de Promotion Sociale organisées par la Fédération Wallonie Bruxelles en proposant un changement d'appellation de l'école;

Que parallèlement à cela, un projet de site internet est en cours afin de remplacer l'ancien site www.cpsu.be et de rendre une image plus représentative de ce qui s'y fait et qu'un nouveau logo est créé;

Qu'il est proposé de remplacer l'appellation "Cours de Promotion Sociale d'Uccle" par "Uccle-Enseignement Communal Pour Adultes" et de valider le nouveau logo;

Décide

à l'unanimité, d'approuver l'utilisation à partir du 1er mars 2025 de la nouvelle appellation : "Uccle-Enseignement Communal Pour Adultes" et de valider l'utilisation du nouveau logo.

Expédition de la présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Fédération Wallonie-Bruxelles pour information.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Naamswijziging.

De raad,

Overwegende dat de regering van de Federatie Wallonië-Brussel zich ertoe verbindt een project uit te voeren om het onderwijs voor sociale promotie te versterken en te optimaliseren teneinde het te herpositioneren binnen een herzien ecosysteem door onder meer acties uit te voeren om de leesbaarheid, de coherentie en de efficiëntie van dit type onderwijs te verbeteren;

Overwegende dat de term "Sociale promotie" niet meer overeenkomt met de realiteit van dit type onderwijs, dat nog steeds over het algemeen wordt geassocieerd met avondonderwijs, terwijl de aangeboden cursussen aan andere behoeftes voldoen en een zeer gediversifieerde opleiding bieden, ook overdag, wat beter aansluit bij de vraag van het publiek, ook al is dit type onderwijs nog steeds weinig bekend;

Overwegende dat onze cursussen voor sociale promotie in Ukkel een bredere dwarsdoorsnede van het publiek trachten te bereiken door een gelijkaardige aanpak als die van de scholen voor sociale promotie georganiseerd door de Federatie Wallonië-Brussel door een naamsverandering van de school voor te stellen;

Overwegende dat er tegelijkertijd een websiteproject loopt om de oude website www.cpsu.be te vervangen en een representatiever beeld te geven van wat daar wordt gedaan en dat er een nieuw logo werd ontworpen;

Overwegende dat er wordt voorgesteld om de naam "Cours de Promotion Sociale d'Uccle" te vervangen door "Uccle-Enseignement Communal Pour Adultes" en om het nieuwe logo goed te keuren;

Beslist

eenparig zijn goedkeuring te verlenen aan het gebruik vanaf 1 maart 2025 van de nieuwe naam "Uccle-Enseignement Communal Pour Adultes" en aan gebruik van het nieuwe logo.

Eén exemplaar van deze beraadslaging zal ter informatie naar de Federatie Wallonië-Brussel worden gestuurd.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Logo-UECPA.pdf

20.02.2025/A/0022 **Enseignement communal.- Désignation d'un représentant à l'assemblée générale du CECP.**

Le Conseil,

Attendu que notre Pouvoir organisateur est affilié auprès du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces - CECP;

Que suite aux élections communales du 13 octobre 2024, il y a lieu de procéder à la désignation d'un représentant pour notre PO;

Que conformément à l'article 120 de la Nouvelle Loi communale qui prévoit que « *Le conseil communal nomme les membres de toutes les commissions qui concernent l'administration de la commune ainsi que les représentants du conseil communal dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre. Il peut retirer ces mandats.* »;

Décide

de désigner Mme Carine GOL-LESCOT, Echevin de l'Education et de l'Enseignement, comme représentante de la Commune d'Uccle auprès du CECP et M. Philippe WARGNIES, Inspecteur pédagogique et Chef de Département des Affaires Educatives, comme suppléant.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs.- Aanduiding van een vertegenwoordiger bij de algemene vergadering van de CECP.

De raad,

Aangezien onze inrichtende macht lid is van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);

Aangezien er ingevolge de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 een vertegenwoordiger voor onze inrichtende macht aangesteld moet worden;

Aangezien artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt: "*De gemeenteraad benoemt de leden van alle commissies die verband houden met het bestuur van de gemeente, alsmede de vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales en in de andere rechtspersonen waarvan de gemeente lid is. Hij kan die mandaten intrekken.*";

Beslist:

Mevr. Carine GOL-LESCOT, schepen van Opvoeding en Onderwijs, aan te stellen als vertegenwoordigster van de gemeente Ukkel in de CECF en dhr. Philippe WAGNIES, pedagogisch inspecteur en hoofd van het departement Educatieve Zaken, aan te stellen als plaatsvervanger.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

20.02.2025/A/0023 **Culture.- « Les Coups de Cœur du Parcours d'Artistes 2025 ».- Approbation du nouveau règlement.**

Le Conseil,

Attendu que le service Culture organise un concours artistique et une exposition collective dans le cadre du parcours d'artistes 2025;

Que cette exposition aura lieu du 15 au 18 mai 2025 à la Maison des Arts;

Attendu qu'un jury attribuera trois prix à cette occasion;

Que cette initiative s'adresse à l'ensemble des artistes domiciliés à Uccle et inscrits à l'événement Parcours d'artistes d'Uccle;

Attendu qu'en 2022 un règlement du concours « Les Coups de Cœur du Parcours d'artistes 2023 » avait été validé par le Conseil communal en date du 15 décembre 2022;

Attendu que le service Culture souhaite proposer au Conseil communal un nouveau règlement pour l'édition 2025 mais que les principes restent les mêmes;

Que les principales modifications du règlement portent essentiellement sur le changement de lieu de l'exposition, les dimensions des œuvres, les différentes possibilités d'exclusion de tout participant concernant le contenu de l'œuvre, la modification des prix, la non reprise des œuvres ainsi que les modalités pratiques d'inscriptions, de dépôt et de retrait des œuvres;

Que l'ensemble de ces points sont détaillés dans le règlement en annexe,

Décide :

- d'approuver le nouveau règlement « Les Coups de Cœur du Parcours d'Artistes 2025 » en annexe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

**Cultuur.- "De favoriete werken van het Kunstenaarsparcours 2025".-
Goedkeuring van het nieuwe reglement.**

De raad,

Aangezien de dienst Cultuur een artistieke wedstrijd en een collectieve tentoonstelling organiseert in het kader van het Kunstenaarsparcours 2025;

Aangezien deze tentoonstelling van 15 tot 18 mei 2025 plaatsvindt in het

Kunstenhuis;

Aangezien een jury voor deze gelegenheid drie prijzen uitreikt;

Aangezien dit initiatief zich richt tot alle kunstenaars die in Ukkel gedomicilieerd zijn en ingeschreven zijn voor het evenement Kunstenaarsparcours van Ukkel;

Aangezien er op 15 december 2022 een reglement van de wedstrijd "De favoriete werken van het Kunstenaarsparcours 2023" bekrachtigd werd door de gemeenteraad;

Aangezien de dienst Cultuur een nieuw reglement voor editie 2025 wil voorstellen aan de gemeenteraad, maar de principes blijven dezelfde;

Aangezien de voornaamste wijzigingen van het reglement hoofdzakelijk betrekking hebben op de wijziging van de locatie van de tentoonstelling, de afmetingen van de werken, de verschillende mogelijkheden om deelnemers uit te sluiten met betrekking tot de inhoud van het werk, de wijziging van de prijzen, de niet-overname van de werken en de praktische modaliteiten voor de inschrijving, indiening en ophaling van de werken;

Aangezien al deze punten gedetailleerd zijn in het reglement in de bijlage;

Beslist:

- Het nieuwe reglement "De favoriete werken van het Kunstenaarsparcours 2025" in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2025 Reglement FR -Coups de coeur du Parcours d'artistes d'Uccle 2025 modifié 030225 + OM.pdf, 2025 Reglement NL -Coups de coeur du Parcours d'artistes d'Uccle 2025 m...pdf

20.02.2025/A/0024

Culture.- Parcours d'artistes Uccle Linkebeek 2025.- Exposition des artistes ucclois chez les partenaires.- Convention de mise à disposition de locaux.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 1^{er} octobre 2024, l'Assemblée a marqué son accord de principe sur l'organisation du Parcours d'artistes les 17 et 18 mai 2025 à Uccle et les 24 et 25 mai 2025 à Linkebeek;

Attendu que les inscriptions au Parcours d'artistes d'Uccle se sont déroulées du 02 décembre 2024 au 31 janvier 2025;

Attendu que sur les 272 inscrits, 61 artistes ucclois ne sont pas en mesure d'exposer chez eux et exposeront donc chez des partenaires ucclois;

Que parmi les partenaires qui se sont manifestés pour accueillir des artistes ucclois dans le cadre du Parcours d'artistes 2025, on compte : la Ferme Rose, la Roseraie, le Moulin du Nekkersgat, Youplaboum, Projection Room, Antirides, la Communauté Montagne de Saint-Job, la maison médicale Les Peupliers, le Domaine Allard, le Domaine Churchill, la résidence service Le Hamoir et l'espace de création Le Baz'art;

Que cette mise à disposition de locaux est entièrement gratuite c'est-à-dire que les lieux ne sont pas autorisés à réclamer des frais locatifs ni à la Commune, ni aux artistes qui exposent dans leurs locaux;

Qu'afin de faciliter la mise à disposition de ces locaux, le service Culture a rédigé une convention-type comprenant l'ensemble des conditions et qui sera signée par la commune, par le lieu et par chaque artiste;

Que la convention se trouve en annexe du présent rapport ainsi que la liste des lieux accueillants et des artistes qui y exposeront.

Décide:

- de marquer son accord sur la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Cultuur.- Kunstenaarsparcours Ukkel Linkebeek 2025.- Tentoonstelling van de Ukkelse kunstenaars bij de partners.- Overeenkomst voor terbeschikkingstelling van lokalen.

De Raad,
Aangezien de vergadering in zitting van 1 oktober 2024 haar principeakkoord verleend heeft aan de organisatie van het Kunstenaarsparcours op 17 en 18 mei 2025 in Ukkel en op 24 en 25 mei 2025 in Linkebeek;
Aangezien de inschrijvingen voor het Kunstenaarsparcours van Ukkel plaatsvonden van 2 december 2024 tot 31 januari 2025;
Aangezien 61 van de 272 ingeschreven Ukkelse kunstenaars niet in staat zijn om bij hen thuis tentoon te stellen en dus bij Ukkelse partners zullen tentoonstellen;
Aangezien de partners die interesse getoond hebben om Ukkelse kunstenaars te ontvangen in het kader van het Kunstenaarsparcours 2025 het Hof ten Hove, La Roseraie, de Nekkersgatmolen, Youplaboum, Projection Room, Antirides, gemeenschap Berg van Sint-Job, wijkgezondheidscentrum Les Peupliers, Domein Allard, Domein Churchill, serviceflats Le Hamoir en creatieve ruimte Le Baz'art zijn;
Aangezien deze terbeschikkingstelling van lokalen volledig gratis is, met andere woorden de locaties mogen noch aan de gemeente, noch aan de kunstenaars die bij hen tentoonstellen huurkosten vragen;
Aangezien de dienst Cultuur een overeenkomst met alle voorwaarden opgesteld heeft om de terbeschikkingstelling van deze lokalen te vereenvoudigen, die door de gemeente, de locatie en elke artiest zal worden ondertekend.
Aangezien dat deze overeenkomst in de bijlage zit samen met een lijst van de locaties en artiesten;
Beslist:
- Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst in de bijlage;

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

PA2025-Artistes - Lieux.pdf, Convention de mise à disposition de locaux dans le cadre du Parcours d'artistes Uccle 2025.pdf, Overeenkomst voor terbeschikkingstelling van lokalen in het kader van het Kunstenaarsparcours Ukkel 2025.pdf

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

20.02.2025/A/0025 **Réseau des bibliothèques francophones.- Plan de développement des bibliothèques 2026-2030.- Approbation.**

Le Conseil,
Attendu que le réseau des bibliothèques francophones d'Uccle doit remettre un nouveau Plan de Développement de la Lecture pour la période 2026-2030;
Que ce plan reprend les grands objectifs qui seront poursuivis par les Bibliothèques pendant cette période;
Que ce plan doit être remis à la Fédération Wallonie-Bruxelles et permettra de renouveler la reconnaissance du réseau des Bibliothèques et donc d'obtenir des subsides;
Que ce plan se trouve en pièce jointe,
Décide d'approuver le Plan de Développement de la Lecture des bibliothèques francophones d'Uccle 2026-2030.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Franstalige Bibliotheken.- Ontwikkelingsplan van de franstalige bibliotheken 2026-2030.- Goedkeuring.

De Raad,
Aangezien dat de Franstalige bibliotheken van Ukkel een nieuwe "Plan de Développement de la Lecture" voor de periode 2026-2030 moet voorleggen;
Dat dit plan de grote doelstellingen bevat die door de bibliotheken tijdens deze periode nagestreefd zullen worden;
Dat dit plan overhandigd moet worden aan de Fédération Wallonie-Bruxelles en het bibliotheeknetwerk in staat zal stellen zijn erkenning te hernieuwen en aldus subsidies te verkrijgen;
Dat dit plan als bijlage bijgevoegd is,
Beslist om het "Plan de Développement de la Lecture" van de Franstalige bibliotheken van Ukkel 2026-2030 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
PDL plan d'actions 2026-2030.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

20.02.2025/A/0026 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :
- 02 avril 2024 : Réfection des trottoirs de l'avenue des Biches, du Parvis Chantecler et de la rue des Cabris.- Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 190.028,87 € TVA

comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché et le mode de financement.

- 16 avril 2024 : Réfection des trottoirs de l'avenue René Gobert, de l'avenue de Messidor, de la rue du Bourdon de la rue Engeland.- Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 173.985,65€ TVA comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché et le mode de financement.

- 18 juin 2024 : Réfection de sentiers vicinaux.- Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 160.325,35 € TVA comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché et le mode de financement.

- 11 juin 2024 : Sécurisation de traversées piétonnes. - Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 197.915,83€ TVA comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché.

- 25 juin 2024 : Aménagement d'une dalle pour terrain de sport- Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 78.941,61€ TVA comprise article 764/725-60/12, les documents du marché, la procédure de passation du marché et le mode de financement.

- 20 août 2024 : Fourniture et pose de nouveaux câbles pour les illuminations de fin d'année 2024.- Approbation de l'estimation de la dépense, des documents du marché, du mode de passation du marché et des firmes à consulter - 17.303,00 € TVAC - Article : 520/732-60/82.

- 19 novembre 2024 : Réparations ponctuelles de voiries en asphalte - Exercice 2024 - Approbation du cahier spécial des charges, de la dépense, de la procédure de passation du marché - Liste des firmes à consulter - 160.091,50€ + 33.619,22 de TVA - Article : 421/731-60/82.

- 28 janvier 2025 : Transport de fonds – 04 mars 2025 – 03 mars 2026 – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234§3 de la NLC – Information du Conseil - 25.208, 30 € TVAC 21 % (2025) - 30.250,00 € TVAC 21 % (2026) - Article : 121/128-01/35.

- 28 janvier 2025 : Achat de paniers de fruits destinés aux réunions au sein de l'administration communale pour l'année 2025 - Approbation des conditions et de l'attribution, engagement de la dépense - Application des articles 234 §4 et 236 de la Nouvelle loi communale - 4.500 € - Articles divers aux codes économiques : .../123-48/... et .../123-16/...

- 11 février 2025 : Gestion du stationnement payant – Marché de services – Plateforme de gestion de cartes de stationnement 2025-2030 - Approbation de la nouvelle décision relative aux conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - 172.425 € TVAC (2025-2030), soit 34.485,00 € TVAC par an - Article : 424/124-12/81.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236, Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 02 april 2024 : Herstellen van de trottoirs van de Hindenlaan, van de Canteclaeer voorplein en van de Geitjesstraat- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 190.028,87€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht en de financieringsmode.

- 16 april 2024 : Herstellen van de trottoirs van de René Gobertlaan, van de Messidorlaan, van de Horzelstraat en van de Engelandstraat- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de

uitgave van 173.985,65€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsingprocedure van de opdracht en de financieringsmode.

- 18 juni 2024 : Herstellen van buurtwegen- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 160.325,35 € BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsingprocedure van de opdracht en de financieringsmode.
- 11 juni 2024 : Beveiliging van voetgangers oversteken- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 197.915,83€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsingprocedure van de opdracht.
- 25 juni 2024 : Aanleg van een dalle voor een sportveld- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 78.941,61€ BTW inbegrepen, artikel 764/725-60/12, de documenten en de plaatsingprocedure van de opdracht en de financieringsmode.
- 20 augustus 2024 : Levering en installatie van nieuwe kabels voor de eindejaarsverlichting van 2024 - Goedkeuring van de kostenraming, de documenten van de opdracht, de plaatsing van de procedure en de te raadplegen bedrijven - 17.303,00 € BTW - Artikel : 520/732-60/82.
- 19 november 2024 : Plaatselijke herstellingen van wegen in asfalt - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van het bijzonder bestek, de uitgave, de plaatsingprocedure. - 160.091,50€ + 33.619,22 BTW - Artikel : 421/731-60/82.
- 28 januari 2025 : Vervoer van Waarden - 04 maart 2025 - 03 maart 2026 - Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze van de opdracht en het bestek - Toepassing van het artikel 234§3 van de NGW - Kennisgeving raad - 25.208, 30 € incl. BTW 21 % (2025) - 30.250,00 € incl. BTW 21 % (2026) - Artikel : 121/128-01/35.
- 28 januari 2025 : Aankoop van fruitmanden voor vergaderingen binnen het gemeentebestuur voor het jaar 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden en toewijzing, vastlegging van de uitgaven - Toepassing van artikelen 234 §4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - 4.500 € - Diverse artikels van economische code : .../123-48/... et .../123-16/...
- 11 februari 2025 : Beheer van het betalend parkeren – Dienstopdracht – Beheerplatform van parkeerkaarten 2025-2030 - Goedkeuring van de nieuwe beslissing met betrekking tot de voorwaarden, de plaatsingswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 172.425 € incl. BTW (2025-2030), dus 34.485,00 € incl. BTW per jaar - Artikel : 424/124-12/81.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Laurence Vainsel

Daniel Hublet